



Burelle SA

Rapport annuel 2014

4

MESSAGE DU PRÉSIDENT

7

GROUPE BURELLE

PROFIL
GOUVERNANCE
PERFORMANCES FINANCIÈRES
ET BOURSIÈRES

19

FILIALES

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM
BURELLE PARTICIPATIONS
SOFIPARC

31

RAPPORT FINANCIER

Burelle S.A.

AU
31 DÉCEMBRE
2014

3

FILIALES MAJORITAIRES

PRÈS DE

60

ANS D'HISTOIRE

CHIFFRE D'AFFAIRES

5,3

MILLIARDS D'EUROS (+ 4 %)

RÉSULTAT NET
PART DU GROUPE

134

MILLIONS D'EUROS (+ 22 %)

CAPITALISATION BOURSIÈRE

1,1 MILLIARD

D'EUROS (+ 6 %)

RÉPARTITION DU CAPITAL

77,5 %

FAMILLE BURELLE

17,3 %

PUBLIC

5,2 %

AUTOCONTRÔLE

Une année de croissance et de renforcement des équilibres financiers

L'exercice 2014 se traduit par une nouvelle année de croissance et de renforcement des équilibres financiers pour notre Groupe. Ces résultats de qualité témoignent de la solidité du socle de valeurs sur lequel se construit son développement : une culture tournée vers la performance et portée par des collaborateurs mobilisés sur leurs objectifs, un esprit de conquête qui nourrit la croissance et un actionnariat de référence stable, poursuivant des ambitions de long terme. Ces valeurs qui animent le Groupe depuis l'origine sont le fondement de ses succès.

Principale source des résultats consolidés, la Compagnie Plastic Omnium franchit, en 2014, un nouveau seuil de performance. L'efficacité opérationnelle s'améliore, les frais fixes sont contenus, le potentiel d'innovation s'accroît, le dispositif industriel se densifie dans les marchés en croissance et la sécurité au travail augmente... Dans tous ces domaines, notre principale filiale se renforce.

Engagée dans un important programme d'investissements de 1,7 milliard d'euros d'ici 2018, elle met en place les leviers pour capter le formidable réservoir de croissance qu'ouvrent devant elle le besoin de mobilité d'un plus grand nombre et la nécessité de développer des solutions plus respectueuses de l'environnement. Ces investissements élevés seront entièrement autofinancés.

Au-delà des tendances d'aujourd'hui, il faut aussi être à l'écoute des évolutions de demain. L'émergence de nouveaux marchés et le besoin de solutions plus durables iront de pair avec d'autres transformations venant des nouvelles technologies. Il faut donc rester agile et réactif tout en restant centré sur ses objectifs. Notre principale filiale a démontré son aptitude à anticiper et à saisir les opportunités. Elle a tous les atouts pour poursuivre son expansion à plus long terme, dans un monde en mutation.



Nos deux autres filiales continuent de se développer à leur échelle. Sofiparc investira près de 6 millions d'euros dans un nouveau projet de bureaux et d'entrepôts qui sera mené en 2015. Elle valorise ainsi le dernier terrain nu qu'elle détient dans la région lyonnaise.

Burrelle Participations représente aujourd'hui un actif net réévalué de 40 millions d'euros. Ses opérations, initialement limitées à l'hexagone, s'internationalisent progressivement, en ligne avec la stratégie définie en 2012. Elle reste attentive à la diversification de son portefeuille dans un environnement où la baisse des rendements incite à une prise de risques plus élevés.

Quant à Burrelle SA, l'annulation d'actions propres par la Compagnie Plastic Omnium lui permet de renforcer son contrôle sur sa filiale de 56,1 % à 56,6 %. Complètement désendettée, Burrelle SA est en position de relever son dividende. Aussi le Conseil d'Administration a-t-il décidé de proposer à l'Assemblée Générale de le porter de 7 à 8 euros par action.

Côté gouvernance, nous vous proposons de renouveler l'ensemble des mandats arrivant à échéance à l'exception de celui de François de Wendel qui n'a pas souhaité se représenter. François de Wendel a accompagné la société pendant de nombreuses années avec beaucoup de clairvoyance et de sagacité. Au nom de tous les Administrateurs, je le remercie chaleureusement pour son importante contribution aux travaux du Conseil et des Comités.

Les perspectives du Groupe sont prometteuses. L'année en cours devrait apporter une nouvelle progression des résultats de notre principale filiale et poser un jalon de plus vers la réalisation de son objectif d'un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2018.

JEAN BURELLE
Président-Directeur Général



LE GROUPE BURELLE

UN ACTIONNARIAT ET UNE DIRECTION STABLES

pour construire dans le respect de valeurs fortes

UNE VISION DE LONG TERME

pour assurer la croissance dans la durée

UN ESPRIT D'ENTREPRISE ET DE CONQUÊTE

pour être à l'écoute de l'évolution du monde

UN ACTIONNAIRE DE LONG TERME

Burelle SA exerce le contrôle de ses filiales et participe activement à la définition et à la conduite de leur politique de développement. Elle veille à la mise en œuvre de leurs orientations stratégiques et à la bonne gestion de leurs affaires, dans le respect des valeurs du Groupe et de ses ressources. Elle fournit également des prestations de direction générale.

La structure actionariale stable de Burelle SA permet à ses filiales de rester concentrées sur leur développement à long terme, pour le bénéfice de tous leurs actionnaires.

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

INDUSTRIE ET SERVICES

La Compagnie Plastic Omnium, détenue à 56,6 %, est un acteur de référence mondial dans ses deux métiers : l'équipement automobile et les services aux collectivités locales pour la gestion des déchets.

BURELLE PARTICIPATIONS

CAPITAL-INVESTISSEMENT

Burelle Participations, détenue à 100 %, investit à moyen terme dans des sociétés non cotées, aux côtés de partenaires.

SOFIPARC

IMMOBILIER

Sofiparc, détenue à 100 %, assure la mise en valeur d'actifs immobiliers et fonciers situés en Ile-de-France et dans la région lyonnaise.



Pierre Burelle, fondateur de la Compagnie Plastic Omnium

Une histoire façonnée par son ancrage familial

1946

Pierre Burelle fonde, rue du Louvre à Paris, la société Plasticomnium dont l'objet est 'la transformation et la commercialisation des matières plastiques sous toutes leurs formes'. Les premières fabrications sont variées : raccords de tuyauterie, bougies déshydratantes, pièces diverses en plastique...

1957

Pierre Burelle crée Burelle SA, société de participations à caractère familial, où il loge sa participation dans la Compagnie Plastic Omnium. Il en assure la présidence et la direction générale jusqu'au 1^{er} juillet 2001.

1965

La prise de contrôle d'une société d'assainissement créée par Pierre-Emile Burelle, aïeul de Pierre Burelle, donne naissance au pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

1967 - 1986

La Compagnie Plastic Omnium se spécialise progressivement dans les équipements automobiles. Elle commence à internationaliser ses activités et acquiert une société présente dans la fabrication de réservoirs à carburant par soufflage.

1987

Burelle SA est introduite à la bourse de Lyon.

1989

Burelle SA se dote d'une nouvelle filiale, Sofiparc, où sont regroupés des actifs immobiliers et fonciers.

1995

La Compagnie Plastic Omnium se spécialise dans les équipements extérieurs et les systèmes à carburant dont elle devient le leader mondial en 2010.

2001

Burelle SA crée Burelle Participations, structure dédiée au capital-investissement. Jean Burelle quitte la direction de la Compagnie Plastic Omnium pour prendre celle de Burelle SA et Laurent Burelle le remplace à la tête du groupe industriel.

DIRECTION ET CONTRÔLE

La gouvernance de Burelle SA repose sur un organe de direction et un Conseil d'Administration assisté de deux comités.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale de Burelle SA est assurée par Jean Burelle, Président-Directeur Général, aux côtés de Laurent Burelle et de Paul Henry Lemarié, Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA et respectivement Président-Directeur Général et Directeur Général Délégué de la Compagnie Plastic Omnium. Sous réserve du renouvellement de leurs mandats d'administrateur à la prochaine Assemblée Générale, tous les membres de la Direction Générale seront reconduits dans leurs fonctions à l'issue de cette réunion.

Une fois par mois, la Direction Générale de Burelle SA se réunit au sein du Comité Burelle. Ce comité a pour mission principale de définir et de conduire la politique du Groupe, de concert avec les Conseils d'Administration des filiales. Lors de ces réunions, il examine l'évolution des affaires stratégiques et décide des options à prendre. Il revoit les performances des filiales et s'assure de leur cohérence avec les objectifs définis.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2014, le Conseil est composé de dix membres dont six sont apparentés. Les quatre autres administrateurs n'appartiennent pas au groupe de contrôle familial et apportent à la société des expériences et des compétences de premier plan acquises dans des métiers différents. La proportion de femmes dans le Conseil est de 20 %, en accord avec le minimum requis par la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 sur la mixité.

Le Conseil d'Administration de Burelle SA s'est réuni trois fois en 2014, avec un taux de présence de 93 %.

Lors de sa réunion du 2 avril 2015, le Conseil d'Administration a revu la situation des administrateurs extérieurs au regard des critères d'indépendance du Code Afep-MEDEF et a conclu, que, quand bien même les administrateurs extérieurs exerçaient leur mandat depuis plus de douze ans, ils faisaient preuve de la vigilance et de l'impartialité requises.



Parmi les mandats arrivant à échéance à la prochaine Assemblée Générale, figurent ceux de Henri Moulard et de François de Wendel, deux administrateurs extérieurs. François de Wendel n'ayant pas souhaité solliciter un nouveau mandat, seul le renouvellement du mandat de Henri Moulard est présenté à l'Assemblée.

LES COMITÉS

Le Conseil d'Administration s'appuie sur deux comités spécialisés. Le Comité des comptes est composé de trois administrateurs extérieurs. Dominique Léger en assure la présidence aux côtés de Philippe Sala et de François de Wendel. Le Comité des comptes examine les comptes et assure le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et de l'efficacité du contrôle interne et de la gestion des risques. Il rend compte de ses travaux au Conseil d'Administration qui est responsable de l'arrêté des comptes.

Il s'est réuni deux fois en 2014 avec un taux de participation de 100 %. Le Comité des Rémunérations, présidé par Henri Moulard, comprend tous les administrateurs extérieurs. Il a pour mission principale de préparer les délibérations du Conseil sur les rémunérations individuelles du Président-Directeur Général et des deux Directeurs Généraux Délégués. Il s'est réuni une fois en 2014, en présence de tous ses membres.

LES ADMINISTRATEURS

JEAN BURELLE*

Président-Directeur Général
Président d'honneur,
Administrateur de
la Compagnie Plastic Omnium
76 ans
Premier mandat : 16 novembre 1964
Echéance : 2015

LAURENT BURELLE*

Directeur Général Délégué
Président-Directeur Général de
la Compagnie Plastic Omnium
65 ans
Premier mandat : 30 juin 1986
Echéance : 2015

PAUL HENRY LEMARIÉ*

Directeur Général Délégué
Administrateur et
Directeur Général Délégué de
la Compagnie Plastic Omnium
68 ans
Premier mandat : 7 juin 2001
Echéance : 2016

ELIANE LEMARIÉ*

Représentant permanent
de Burelle SA,
Administrateur de
la Compagnie Plastic Omnium
69 ans
Premier mandat : 30 juin 1976
Echéance : 2015

FÉLICIE BURELLE*

35 ans
Premier mandat : 30 mai 2013
Echéance : 2016

PIERRE BURELLE*

44 ans
Premier mandat : 30 mai 2013
Echéance : 2016

LES COMITÉS

DOMINIQUE LÉGER

Président du Comité
des Comptes et
Membre du Comité
des Rémunérations
73 ans
Premier mandat :
7 juin 2001
Echéance : 2016

HENRI MOULARD

Président du Comité
des Rémunérations
77 ans
Premier mandat :
22 juin 1994
Echéance : 2015

PHILIPPE SALA

Membre du Comité
des Comptes et du Comité
des Rémunérations
74 ans
Premier mandat :
7 juin 2001
Echéance : 2016

FRANÇOIS DE WENDEL

Membre du Comité
des Comptes et du Comité
des Rémunérations
66 ans
Premier mandat :
14 juin 1995
Echéance : 2015

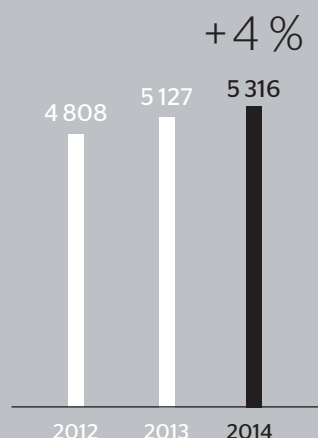
SECRÉTAIRE DU CONSEIL
Angeline Delhoume

COMMISSAIRES AUX COMPTES
Mazars,
Cailliau, Dedouit & Associés

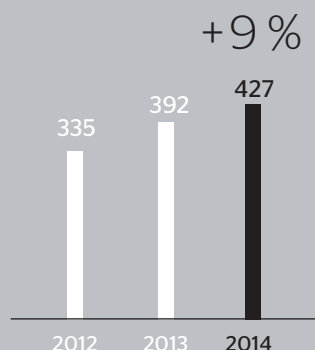
* Administrateurs apparentés, membres du groupe de contrôle familial



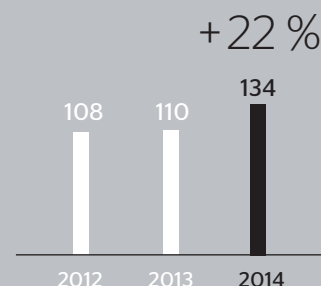
CHIFFRES CLÉS



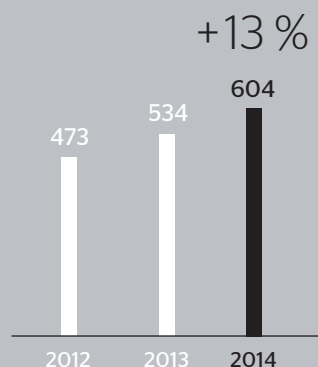
CHIFFRE D'AFFAIRES*
en millions d'euros



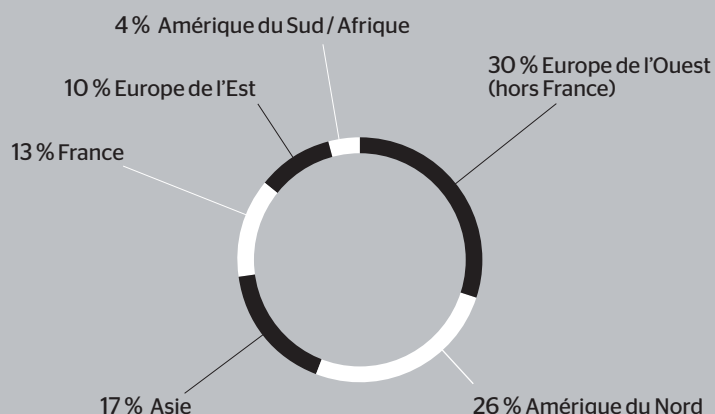
MARGE OPÉRATIONNELLE*
en millions d'euros



RÉSULTAT NET PART DU GROUPE*
en millions d'euros



CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT*
en millions d'euros



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2014*
par zone géographique

* Comptes de gestion

L'ANNÉE 2014

RENFORCEMENT DES FONDAMENTAUX

Le groupe Burelle présente, pour la cinquième année consécutive, des résultats à des niveaux historiques. Cette performance témoigne de la pertinence des choix stratégiques effectués par la Compagnie Plastic Omnium, la principale entité du Groupe. Grâce à la politique de croissance et de maîtrise des coûts menée par cette filiale, le groupe Burelle renforce, une nouvelle fois, ses fondamentaux en 2014. Tous les indicateurs de rentabilité et de solidité financière s'améliorent. En outre, la Compagnie Plastic Omnium ayant annulé 0,9 % de son capital, le pourcentage de détention de Burelle SA se renforce de 56,1 % à 56,6 %. Le Groupe se trouve ainsi en position de récolter une part accrue des fruits de l'accélération de la croissance attendue à partir de 2016.

CRÉER DE LA VALEUR EN INVESTISSANT

Burelle Participations profite de conditions de liquidité favorables et cède deux investissements en capital en générant de nouvelles plus-values. Elle accélère l'internationalisation de son portefeuille. Sofiparc poursuit la rénovation de l'immeuble de Levallois (Hauts-de-Seine) et obtient le permis de construire pour un ensemble de bureaux et d'entrepôts sur le dernier terrain encore inexploité qu'elle détient dans la région lyonnaise.

FORTE AUGMENTATION DU DIVIDENDE DE BURELLE SA

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'accroître la participation des actionnaires aux résultats de l'exercice et de relever le dividende de 7 euros par action à 8 euros, soit une hausse de 14 %. Par cette augmentation, les administrateurs de Burelle SA expriment leur confiance dans l'avenir du Groupe.

VERS UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 7 MILLIARDS D'EUROS À HORIZON 2018

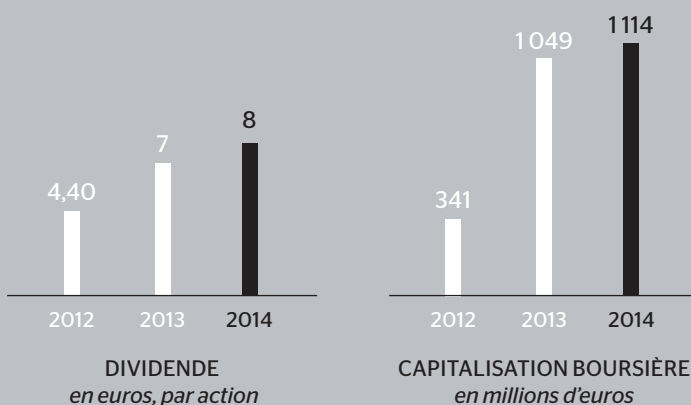
Les perspectives du Groupe sont portées par des tendances de long terme : le besoin d'un plus grand nombre d'accéder à la mobilité et la nécessité d'un plus grand respect de l'environnement. En renforçant sa puissance d'innovation et son réseau industriel dans les zones les plus dynamiques, la Compagnie Plastic Omnium se met en position de tirer parti de cette dynamique de croissance. Forte d'un maillage industriel élargi et d'une offre de solutions innovantes, elle prévoit de croître deux fois plus vite que la production automobile mondiale et d'atteindre, d'ici 2018, un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros. Les actionnaires de Burelle SA participeront à la réalisation de ce potentiel de croissance.

VIE BOURSIÈRE

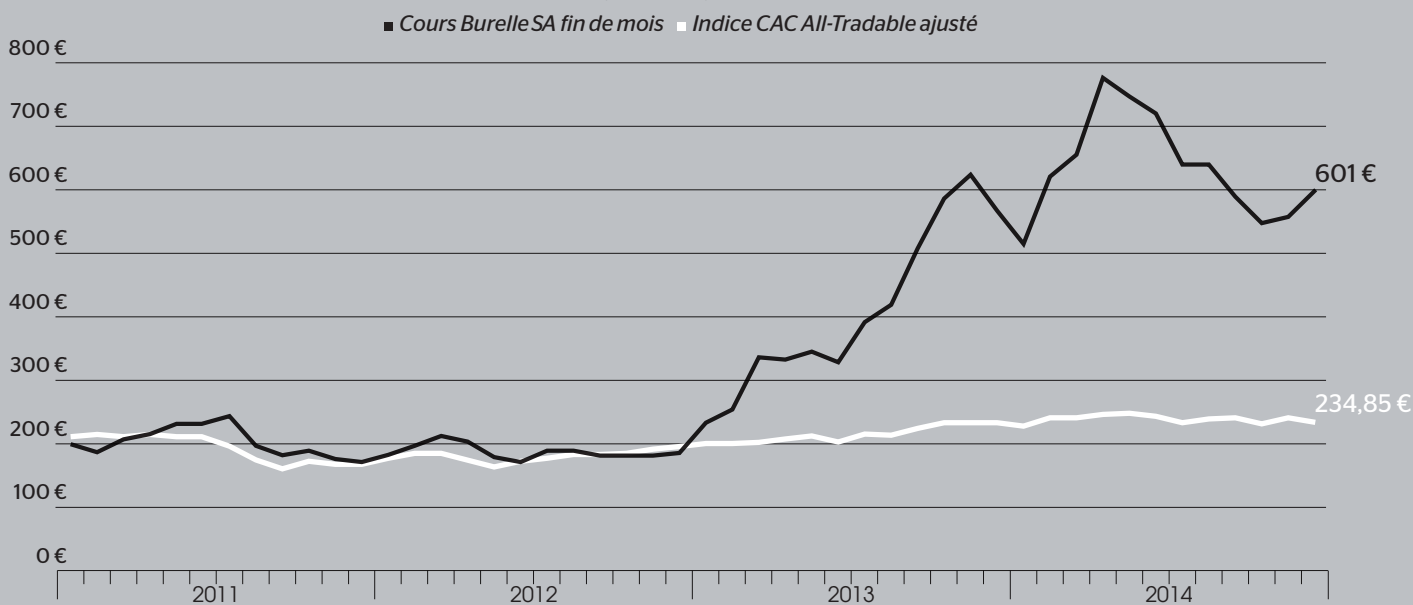
PRINCIPALES DONNÉES BOURSIÈRES

| en euros | 2012 | 2013 | 2014 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Au 31 décembre | 184 | 566 | 601 |
| Plus haut | 229,97 | 628,69 | 810 |
| Plus bas | 161,50 | 184 | 441 |
| Nombre d'actions au 31 décembre | 1 853 315 | 1 853 315 | 1 853 315 |

Marché de cotation : Euronext Paris, Compartiment B
 Code ISIN : FRO000061137 - Code Reuters : BULY.LY
 Bloomberg : BUR:EN



ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION (EN EUROS) DU 1^{er} JANVIER 2011 AU 31 DÉCEMBRE 2014



CALENDRIER FINANCIER

26 février 2015
Publication du chiffre d'affaires 2014

7 avril 2015
Publication des résultats 2014

27 avril 2015
Publication de l'information
du 1^{er} trimestre 2015

3 juin 2015
Assemblée Générale à 11h à Lyon

5 juin 2015
Détachement du dividende

9 juin 2015
Paiement du dividende

27 juillet 2015
Publication des résultats
semestriels 2015

26 octobre 2015
Publication de l'information
du 3^{ème} trimestre 2015

INFORMATION EN LIGNE

www.burelle.fr

Le site internet de Burelle SA met à la disposition du public toutes les informations légales, dès leur parution : communiqués de presse, informations réglementées, publications, rapports annuels, Assemblée Générale, droits de vote, calendrier financier, etc.

CONTACTS

Service du titre

CM - CIC Securities, Middle Office Emetteur
6 avenue de Provence, 75441 Paris cedex 09

Informations financières

1 rue François 1^{er}, 75008 Paris

Tél : +33 (0)1 40 87 65 00

Fax : +33 (0)1 40 87 96 80

Investor.relations@burelle.com





LES FILIALES

INDUSTRIE ET SERVICES

Une dynamique de croissance portée par l'expansion géographique et l'innovation

CAPITAL-INVESTISSEMENT

Internationalisation du portefeuille d'investissements

IMMOBILIER

Moderniser et développer pour mieux valoriser

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Une référence mondiale dans ses métiers

Créée en 1947, la Compagnie Plastic Omnium s'est progressivement imposée comme un des acteurs majeurs de l'équipement automobile, une activité qui représente aujourd'hui 92 % de son chiffre d'affaires consolidé. Classée au 37^e rang des équipementiers mondiaux, elle dispose d'une empreinte industrielle sur quatre continents et peut ainsi accompagner les constructeurs automobiles dans les principales zones de production. Partenaire des plus grands groupes, elle s'appuie sur sa capacité à comprendre leurs besoins pour mettre ses expertises à leur service et contribuer à leur effort d'innovation. Acteur de référence sur ses marchés, elle a pour ambition de mener une politique de croissance mondiale, rentable et durable.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium regroupe deux activités :

> Auto Exterior conçoit et produit des équipements de carrosserie : pare-chocs, hayons, spoilers, modules bloc avant et pièces de structure. Cette activité est N°1 mondial sur le marché des pare-chocs.

> Auto Inergy est spécialisée dans les systèmes à carburant et les systèmes de dépollution pour les véhicules diesel. Elle est N°1 mondial sur le marché des systèmes à carburant en plastique.

La Compagnie Plastic Omnium est reconnue dans l'ensemble de l'industrie automobile comme un partenaire *best in class*. Le rayonnement mondial de ses centres de R&D, ainsi que la mise en place d'organisations aux meilleurs standards dans ses sites industriels concourent à assurer les mêmes niveaux d'efficacité opérationnelle partout dans le monde pour une performance globale élevée.

Deuxième activité du groupe, **le pôle Environnement** propose aux collectivités locales et aux entreprises des dispositifs complets : large gamme de produits (bacs roulants, conteneurs enterrés, mobilier urbain de propreté), et services associés d'entretien/maintenance et de data management. Sa mission : renforcer l'efficacité de la gestion des déchets dans une démarche d'optimisation des budgets.



La Compagnie Plastic Omnium est N°1 mondial dans ses deux métiers automobiles et dans la conteneurisation et la gestion des déchets.

5,3

MILLIARDS D'EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRES,
DONT 92 % DANS L'AUTOMOBILE

87 %

DU CHIFFRE D'AFFAIRES
À L'INTERNATIONAL

22 000

COLLABORATEURS DONT 76 %
HORS DE FRANCE

111

USINES DANS 30 PAYS

5 %

DU CHIFFRE D'AFFAIRES
CONSACRÉ À LA R&D

Accélération de la stratégie de globalisation et d'innovation

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE, UN SECTEUR EN CROISSANCE

L'industrie automobile est portée non seulement par les opportunités considérables ouvertes dans les nouveaux marchés, mais aussi par une importante évolution technologique. Les usagers souhaitent une voiture plus sûre, mieux équipée, et aussi plus économe en carburant et moins polluante. De plus, l'urgence climatique a conduit les gouvernements à fixer des objectifs ambitieux de réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'oxyde d'azote (NO_x), deux priorités au cœur des expertises métiers de la Compagnie Plastic Omnium.

En 2014, la production automobile est estimée à 85,6 millions de véhicules, en progression de 3,3 %. La croissance provient de l'Amérique du Nord (+5 %), de l'Europe de l'Ouest (+5,2 %) et surtout de la Chine (+9,4 %) où environ 21,6 millions de véhicules ont été produits. Cette dynamique de croissance va se poursuivre. D'ici 2018, la production de véhicules devrait passer à près de 100 millions, soit une hausse de 16 %. La Chine à elle seule représenterait presque la moitié de cette croissance.

CROÎTRE PAR L'INTERNATIONALISATION ET L'INNOVATION

Dans ce contexte riche d'opportunités, la Compagnie Plastic Omnium accélère sa stratégie de globalisation et d'innovation. Elle continue de déployer son outil industriel sur les marchés porteurs, aussi bien en Chine, premier marché mondial, que sur les marchés matures, comme l'Amérique du Nord ou l'Europe. La mise en service de nouveaux sites va lui permettre d'accompagner les constructeurs dans leur stratégie de globalisation, où de nombreux projets sont organisés autour de plates-formes mondiales. Autre priorité stratégique, l'innovation lui permet de mieux se différencier de ses concurrents et de conforter son leadership au plan mondial.

VERS UNE INDUSTRIE DE MODULES

Reconnue mondialement pour ses solutions d'allègement et de dépollution, la Compagnie Plastic Omnium poursuit ses programmes pour démultiplier ses offres dans ces deux domaines où l'enrichissement du contenu technologique et l'approche modulaire vont aller croissant.



Salle de réalité virtuelle d'α-Alphatech, nouveau centre international de R&D dédié aux systèmes à carburant

Pour la Division Auto Exterior, l'expertise multi-matériau (thermoplastiques, composites renforcés fibres de verre ou fibres de carbone), l'architecture des composants, la prise en compte de l'aérodynamisme sont autant de leviers pour optimiser les performances environnementales du véhicule. De son côté, la Division Auto Inergy développe son expertise dans les systèmes électroniques embarqués pour ses systèmes de dépollution des véhicules diesel et étudie de nouvelles solutions de stockage de l'énergie adaptées à des modes de propulsion alternatifs.

INVESTIR POUR INNOVER, RECRUTER ET PROGRESSER

Le déploiement de la stratégie de croissance passe par une augmentation des moyens. Une enveloppe de 1,7 milliard d'euros est programmée pour les investissements jusqu'en 2018. Destiné au développement de nouveaux programmes, ce plan renforcera la couverture géographique des implantations industrielles et les capacités en R&D. Il s'accompagne d'une politique de recrutement active pour attirer de nouveaux talents.

Parallèlement, la Compagnie Plastic Omnium travaille à l'amélioration continue de sa compétitivité pour autofinancer ses investissements tout en rémunérant ses actionnaires. La Compagnie Plastic Omnium met ainsi en place des leviers pour capter la croissance, tout en renforçant son efficacité opérationnelle.

Avancer pour construire l'avenir



Aux Etats-Unis, la Compagnie Plastic Omnium comptera huit sites de production fin 2015.

UNE EMPREINTE INDUSTRIELLE MONDIALE

En Chine, la Compagnie Plastic Omnium dispose de 21 usines, dont quatre ouvertes en 2014. Quatre autres entreront en service d'ici 2016. Aux Etats-Unis, deux usines sont construites à Chattanooga (Tennessee) et à Kansas City (Kansas) pour livrer respectivement Volkswagen et General Motors fin 2015. En Grande-Bretagne, un troisième site sera opérationnel mi-2016 pour répondre à de nouvelles commandes de Jaguar Land Rover. En Russie, un troisième site ouvrira début 2015 pour des projets Nissan, Ford et Toyota.

UN NOUVEAU CENTRE DE R&D *BEST IN CLASS*

Dans le cadre du programme d'investissements, 65 millions d'euros ont été consacrés à la construction en France, à Compiègne, d'un nouveau centre mondial de



1. Module de hayon en matière plastique : alléger le véhicule et optimiser l'intégration de fonctions
2. Porsche Cayenne : Plastic Omnium fournit les pare-chocs et le système à carburant
3. Conteneurs enterrés : un levier de croissance pour la Division Environnement

R&D pour l'activité systèmes à carburant : α - Alphatech. Comme Σ - Sigmatech, dédié aux pièces et modules de carrosserie, il constitue un site *best in class* consacré à l'innovation, à la créativité et à l'efficacité des projets.

L'INNOVATION, TREMPLIN DE LA CROISSANCE

Leader mondial sur les pare-chocs et les systèmes à carburant, la Compagnie Plastic Omnium met l'accent sur l'innovation pour accroître ses parts de marché et soutenir sa croissance. Ses offres innovantes rencontrent un succès croissant : hayons allégés, pièces de structure en composites fibre de carbone, dispositifs pour optimiser l'aérodynamisme du véhicule, système de dépollution nouvelle génération, nouveau réservoir pour véhicule hybride. Les nouveaux produits devraient générer près d'un milliard de chiffre d'affaires en 2018.

UN PORTEFEUILLE CLIENTS DIVERSIFIÉ

La croissance de la Compagnie Plastic Omnium se nourrit de ses relations étroites nouées avec les constructeurs automobiles. Partenaire historique des groupes français, elle est progressivement devenue un des principaux fournisseurs de General Motors et Volkswagen. Les constructeurs allemands et américains représentent, en 2014, 58 % du chiffre d'affaires automobile et les constructeurs asiatiques 18 %, contre 16 % en 2013.

DES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS PLUS RENTABLES

Le plan de réduction des coûts engagé dans le pôle Environnement en 2013 a été renforcé par la fermeture d'une usine en Allemagne. Grâce aux actions menées

pour abaisser le point mort, la rentabilité de cette activité se redresse fortement en 2014 dans un marché toujours difficile en France. Par ailleurs, le recentrage sur la conteneurisation des déchets se poursuit avec la cession, en décembre 2014, de la participation de 50 % détenue dans la société suisse de signalisation Signal AG.

L'ENGAGEMENT RSE

Les programmes conduits dans la sécurité ont permis de diviser par 3,5 les accidents au travail entre 2008 et 2014, dont une nouvelle réduction de 33% sur l'année 2014. Pour la première fois, une journée mondiale de la sécurité a été organisée en octobre 2015, dans tous les sites. Au même titre que l'excellence industrielle, la sécurité est une mesure de la compétitivité de l'entreprise.

BURELLE PARTICIPATIONS

Un portefeuille plus international

Burelle Participations intervient généralement dans des tours de table majoritaires ou dans des financements mezzanine lors de la reprise de sociétés avec effet de levier. Elle investit également dans des fonds spécialisés.

Burelle Participations s'attache à mener une politique d'investissement disciplinée, privilégiant la diversification. Initialement limitées à l'hexagone, ses activités se sont ouvertes à l'international à partir de 2012. Pour internationaliser son portefeuille, Burelle Participations a choisi d'investir prioritairement sur le marché secondaire, en souscrivant à des fonds dédiés à ce type de transactions. A la fin de l'exercice 2014, les opérations secondaires représentent 11 % du portefeuille.

UN ENVIRONNEMENT PLUS CONCURRENTIEL

Dans l'ensemble, le secteur du capital-investissement a connu, en 2014, une année plus dynamique qu'en 2013. L'abondance des capitaux à investir et la montée en puissance des sources alternatives de financement ont soutenu l'activité. Face à cet afflux de liquidités, les investisseurs ont dû faire preuve de réactivité tout en restant sélectifs. Ils ont continué à privilégier les cibles résilientes et exposées à l'international. Les fonds ont pu ainsi faire tourner une partie de leur portefeuille.

Par contre, les participations dans des entreprises tournées vers le marché domestique français ont souffert d'un manque de liquidité.

Cette sélectivité, conjuguée à la baisse des taux, a conduit à une hausse des multiples de valorisation et des niveaux de levier. Si cette évolution permet d'assurer une meilleure liquidité aux portefeuilles, elle incite aussi à plus de vigilance dans la politique d'investissement.

DE NOUVELLES PLUS-VALUES

En 2014, Burelle Participations a reçu plus de 10 millions d'euros de son portefeuille. En particulier, deux participations en capital réalisées en 2006 et 2007 pour un montant de 3 millions d'euros ont été cédées en générant une plus-value totale de 2,1 millions d'euros, dont 1,8 million d'euros a été enregistré en 2014.

Au cours de l'exercice, Burelle Participations a pris de nouveaux engagements pour 11 millions d'euros, principalement sur des fonds secondaires. Elle a participé, à hauteur de deux millions d'euros, à un financement mezzanine pour la reprise d'une société spécialisée dans les logiciels de gestion d'actifs.



Burelle Participations est une structure dédiée à l'investissement dans des sociétés non cotées.

40

MILLIONS D'EUROS
D'ACTIF NET RÉÉVALUÉ

27

LIGNES EN PORTEFEUILLE

57

MILLIONS D'EUROS
INVESTIS DEPUIS 2002

SOFIPARC

Valoriser les actifs

Le principal actif de Sofiparc est situé à Levallois, dans les Hauts-de-Seine, à proximité des quartiers d'affaires de la Défense et de l'Etoile. Il est constitué d'un immeuble de bureaux de neuf étages représentant une surface totale de plus de 13 000 m² et de quatre niveaux de parkings en sous-sol.

L'immeuble est principalement loué à la Compagnie Plastic Omnium qui occupe près de 80 % des surfaces. Le groupe de services de santé et de sécurité, International SOS, est locataire d'environ 2 700 m². Présente depuis juin 2008, cette société a signé, en juin 2013, un nouveau bail de neuf ans courant jusqu'en mai 2023, avec une première période de six ans ferme jusqu'à fin mai 2020.

VALORISATION DES ACTIFS LYONNAIS

Dans l'agglomération lyonnaise, Sofiparc détient plus de 33 000 m² de terrains. Le fonds OteI Immobilier France loue, en vertu d'un bail à construction, un terrain de 5 700 m² à Lyon. Sur cette parcelle, située près du Pont Pasteur, dans le 7^{ème} arrondissement, deux hôtels ont été construits en 1983 et sont actuellement exploités sous enseigne Novotel et Ibis. Ce bail à construction court jusqu'en 2027.

Les autres terrains sont situés à Saint-Priest, au sud-est de Lyon, et présentent une superficie totale de près de 27 700 m².

Deux d'entre eux, couvrant environ 6 000 m², sont loués en bail à construction à McDonald's et à une entreprise de lavage automatique. Un nouveau bail à construction a été signé en septembre 2013 avec Kentucky Fried Chicken. Il porte sur une troisième parcelle d'environ 3 000 m² dont le premier loyer a été versé en avril 2014.

En septembre 2014, Sofiparc a obtenu le permis de construire, sur une dernière parcelle de 18 700 m², pour un ensemble de bureaux et d'entrepôts qui ouvrira ses portes mi-2016. A l'issue de ce programme, tous les terrains détenus à Saint-Priest seront exploités.

POURSUITE DES RÉNOVATIONS

Construit en 1989, l'immeuble de Levallois a fait l'objet de deux extensions en 1994 et 2001. Un programme de modernisation y a été lancé en 2007. A ce jour, la moitié des surfaces a été entièrement rénovée. Ces travaux visent à améliorer les performances énergétiques du bâtiment ainsi que son niveau de confort et de sécurité. En 2015, il est prévu de rénover deux étages et de remplacer divers équipements.

En 2014, 7,7 millions d'euros de loyers et de charges ont été facturés par Sofiparc qui a versé un dividende proche de un million d'euros à Burelle SA au titre de l'exercice 2013.



Sofiparc possède et gère un immeuble dans les Hauts-de-Seine et un ensemble foncier dans la région lyonnaise.

21

MILLIONS D'EUROS
INVESTIS EN 2014

13 000

M² DE BUREAUX

33 000

M² DE TERRAINS



RAPPORT FINANCIER

COMPTES CONSOLIDÉS

page 34

COMPTES SOCIAUX

page 204

Comptes consolidés

| | |
|-----|---|
| 34 | Rapport de gestion du Groupe |
| 34 | Activités |
| 35 | Recherche et développement |
| 36 | Gestion des risques |
| 41 | Faits marquants |
| 42 | Règles et méthodes comptables |
| 42 | Commentaires sur les Comptes de gestion du groupe Burelle |
| 46 | Perspectives 2015 |
| 46 | Événements postérieurs à la clôture |
| 47 | Informations environnementales, sociales et sociétales |
| 61 | Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion |
| 63 | Préambule |
| 70 | Bilan |
| 71 | Compte de résultat |
| 72 | État du résultat global |
| 73 | Variation des capitaux propres |
| 74 | Tableau des flux de trésorerie |
| 75 | Annexe aux comptes consolidés |
| 183 | Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés |
| 185 | Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014 |
| 201 | Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA |

Comptes sociaux

- 204 Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015
 - 204 Éléments financiers
 - 204 Règles et méthodes comptables
 - 204 Capital social
 - 205 Délégations de compétence en cours
 - 205 Actionnariat
 - 206 Opérations réalisées sur les titres de Burelle SA par les mandataires sociaux
 - 206 Pactes d'actionnaires
 - 206 Rachat d'actions propres
 - 207 Évolution boursière
 - 207 Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société
 - 207 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat
 - 207 Existence d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle
 - 207 Contrats importants
 - 208 Information sur les délais de paiement
 - 208 Rémunérations des mandataires sociaux
- 215 Compte de résultat
- 216 Bilan
- 217 Tableau des flux de trésorerie
- 218 Annexe aux comptes annuels
- 223 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2014
- 224 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- 226 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés
- 228 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise (13^e résolution)
- 229 Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015
- 234 Résultats financiers des cinq derniers exercices
- 235 Informations

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

ACTIVITÉS

Burelle SA est une société holding qui contrôle trois filiales :

- la Compagnie Plastic Omnium, groupe industriel et de services détenu à 56,6%⁽¹⁾.
- Burelle Participations, filiale à 100% dédiée au capital-investissement, et
- Sofiparc, filiale immobilière contrôlée à 100%.

Principal actif de Burelle SA, la **Compagnie Plastic Omnium** constitue la quasi-totalité du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA et représente plus de 95% des actifs figurant au bilan consolidé.

Implantée industriellement dans 30 pays et employant près de 22 000 personnes dans le monde, la Compagnie Plastic Omnium est présente principalement dans les équipements automobiles qui constituent près de 92% de son chiffre d'affaires en 2014. Cette activité regroupe deux leaders mondiaux au sein du pôle Automobile :

- Auto Exterior, leader mondial des pièces et modules de carrosserie*, conçoit, fabrique et livre une large gamme de pièces produites à partir de polypropylène injecté et de matériaux composites : pare-chocs et systèmes d'absorption d'énergie, modules bloc-avant et pièces en composites, notamment des hayons.

En 2014, Auto Exterior a livré 18 millions de pare-chocs peints. Avec le développement des activités dans les zones en forte croissance notamment en Chine où Auto Exterior représente environ 18%* de la production totale, sa part du marché mondial est passée de 8% en 2010 à 10%* en 2014. Les principaux concurrents de cette division sont le groupe canadien Magna et l'équipementier automobile français Faurecia, qui détiennent des parts de marché estimées à respectivement 9%* et 5%*. Les constructeurs automobiles fabriquent environ un tiers de la production mondiale de pare-chocs.

- Auto Inergy est le premier fabricant mondial de systèmes à carburant, produits par soufflage du polyéthylène. Equipement de sécurité intégré et de dépollution, le système à carburant rassemble plusieurs fonctions : remplissage, stockage, jaugeage, ventilation et alimentation moteur.

En 2014, Auto Inergy a fabriqué plus de 18 millions de systèmes à carburant ce qui correspond à une part du marché mondial estimée à 21%* au lieu de 16% en 2010. Une partie de cette progression provient de la substitution du plastique au métal pour des raisons de sécurité et de réduction de poids. Les réservoirs en métal représentent encore environ 25%* du marché mondial et leur remplacement par des équivalents en plastique offre des perspectives de croissance importantes.

Les principaux concurrents de Auto Inergy sont Kautex, filiale du groupe américain Textron et le groupe chinois YAPP, qui détiennent des parts de marché estimées à respectivement 14% et 10%*. Ils sont suivis par le groupe TI avec 9%*.

Dans l'Automobile, la Compagnie Plastic Omnium emploie près de 19 700 personnes en 2014 et gère, sous forme de deux réseaux distincts, un ensemble de 100 sites industriels de proximité qui fournissent la plupart des constructeurs mondiaux. Avec 33% du chiffre d'affaires consolidé, les constructeurs allemands sont les premiers clients devant leurs homologues américains (25%), français (20%) et asiatiques (18%).

Les deux activités du pôle Automobile ont, pour marché de référence, la production automobile mondiale. D'après IHS, le nombre total de véhicules produits dans le monde a progressé de 3,3% en 2014 par rapport à 2013, passant de 82,8 millions à 85,6 millions. Selon ce même organisme, la production automobile mondiale devrait atteindre 99,3 millions de véhicules en 2018, ce qui correspondrait à une production de 13,7 millions de véhicules de plus qu'en 2014. La Chine contribuerait à cette croissance pour 6,5 millions de véhicules soit 47% du total attendu et l'Amérique du Nord pour 1,9 million.

Dans les pays développés, la croissance de la production sera liée à l'innovation technologique pour améliorer la performance environnementale des véhicules. S'appuyant sur ces deux tendances de fond, le pôle Automobile a pour stratégie d'accroître ses activités dans les nouveaux centres de production mondiaux et de renforcer son offre en produits innovants. Fin 2014, les deux tiers des usines automobiles sont situées en Europe et en Amérique et l'autre tiers en Asie.

Deuxième activité de la Compagnie Plastic Omnium, l'Environnement représente 8% du chiffre d'affaires consolidé 2014. Son offre réunit un ensemble de produits et services destinés principalement aux collectivités locales et aux entreprises : conteneurs pour les déchets et services associés (maintenance, lavage), systèmes de gestion des déchets par tarification incitative et équipement urbain. Cette activité emploie plus de 2 000 personnes et dispose de 11 usines en Europe ainsi que d'un centre technique en France. Sa part du marché européen est estimée à 30%** . Ses principaux concurrents sont des sociétés allemandes, ESE et Schaefer, dont les parts de marché sont estimées à respectivement 20%** et 17%**.

⁽¹⁾ 58,82% après élimination des actions propres de la Compagnie Plastic Omnium

* Estimations internes à partir des données IHS

** Estimations internes

L'activité dans l'Environnement est soutenue, dans les pays développés, par la nécessité de réduire les déchets et les coûts de gestion et, dans les pays émergents, par l'amélioration du niveau de vie qui s'accompagne d'une augmentation des déchets et d'un besoin croissant de conteneurisation.

Les filiales non industrielles de Burelle SA sont **Sofiparc** qui détient un ensemble de bureaux situé à Levallois (Hauts-de-Seine) et des terrains dans la région lyonnaise, et **Burelle Participations**, filiale spécialisée dans le capital-investissement, dont la vocation est d'investir dans des entreprises non cotées avec un horizon de valorisation à moyen terme. Ces deux filiales représentent moins de 5 % du bilan consolidé de Burelle SA.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La Recherche et Développement est un des principaux moteurs de la stratégie de croissance de la Compagnie Plastic Omnium, tant dans les Équipements Automobiles que dans l'Environnement.

En 2014, la Compagnie Plastic Omnium a consacré plus de 271 millions d'euros à la Recherche et Développement soit 5,1% de son chiffre d'affaires consolidé. Cette activité emploie près de 2 000 ingénieurs et techniciens dans 21 centres de R&D et antennes techniques chargés de développer localement les projets des constructeurs automobiles sur leurs différents marchés. Elle représente 9% des effectifs totaux. Le département de R&D gère un portefeuille de 3 121 brevets, dont 137 ont été déposés en 2014.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium participe à la recherche de solutions pour réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'oxydes d'azote (NOx). **Son programme de développement est orienté sur trois vecteurs : l'allègement des véhicules et l'aérodynamisme, les systèmes de dépollution et l'équipement des nouvelles motorisations hybrides et électriques.**

L'allègement du véhicule et l'aérodynamisme constituent des leviers majeurs pour atteindre les seuils d'émissions de CO₂ fixés par l'Union Européenne et les gouvernements des différents marchés de la Compagnie Plastic Omnium. A compter de 2015, la moyenne pondérée des émissions de CO₂ de tous les véhicules vendus en un an par les constructeurs enregistrés dans l'Union Européenne, devra atteindre 130 g de CO₂/km. Si cet objectif n'est pas atteint, les constructeurs devront, à terme, payer une pénalité sur les émissions excédentaires.

Leader mondial des pièces en carrosserie, Auto Exterior produit plus de 70 000 pièces par jour (boucliers, pare-chocs, ailes, ouvrants arrière, spoilers, bas de caisse et protections de

carrosserie). Ces équipements injectés en plastique sont 35% plus légers que leurs équivalents en acier et concourent à réduire le poids des véhicules.

Point d'entrée du véhicule dans l'air, le pare-chocs avant est une zone clé pour réduire sa trace aérodynamique. La Compagnie Plastic Omnium propose des systèmes actifs pour gérer l'engagement et la circulation de l'air autour du véhicule :

- volets mobiles sur la grille d'air qui s'ouvrent totalement ou partiellement, selon la vitesse et la température du moteur,
- spoiler avant mobile qui s'abaisse au-delà de 60 km/h, optimisant la forme aérodynamique du véhicule,
- volets mobiles latéraux sur le pare-chocs arrière qui s'ouvrent à 60 km/h pour refermer le flux d'air.

Ces systèmes actifs ont tous recours à des dispositifs électroniques et mécaniques qui viennent enrichir le pare-chocs.

Initialement spécialisée en thermoplastique, la division Auto Exterior a étendu son savoir-faire aux matériaux composites et hybrides. Elle est désormais en mesure de proposer à ses clients constructeurs des solutions utilisant des matériaux différents pour répondre à leur cahier des charges en matière de réduction des émissions de CO₂. Pour les aider à alléger les véhicules, les équipes de R&D travaillent à la fois sur de nouveaux concepts de pièces de carrosserie plus légères en plastique thermoplastique ou en thermodurcissable et sur l'utilisation de ces matériaux pour d'autres équipements, notamment des pièces de structure.

Après avoir lancé le premier hayon hybride composite thermoplastique en 2010, la Compagnie Plastic Omnium a introduit le premier hayon tout thermoplastique en 2013. Ce nouvel ouvrant arrière qui utilise un thermoplastique polypropylène chargé en fibres de verre pour le caisson structurel est 25% moins lourd qu'un volet équivalent en acier. Il vient compléter la gamme de hayons qui comprend désormais des ouvrants arrière en thermoplastique et en matériaux composites ou hybrides, ce qui permet d'offrir aux constructeurs un large éventail de solutions pour répondre à leurs contraintes en matière de design, de fonctions et de réduction de poids. La Compagnie Plastic Omnium a produit plus d'un million d'ouvrants arrière en 2014 et travaille sur le développement de douze nouveaux hayons.

L'utilisation de composites hautes performances est un autre moyen d'obtenir un allègement significatif et ce type de matériau va trouver de larges applications dans les pièces de structure à horizon 2020. La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une expertise à la fois dans la transformation et dans la fabrication des matériaux composites. Elle livrera la première pièce de structure en composites fibres de carbone en 2015.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

Le recyclage des matières plastiques - polypropylène, matériaux composites - est un axe de développement important, avec l'utilisation possible de composites thermoplastiques recyclés et de fibres de carbone recyclées.

Dans les systèmes à carburant, la division Auto Inergy concentre ses efforts de développement sur les systèmes de dépollution pour réduire les émissions de NOx produites par les moteurs diesel. Ses systèmes de dépollution utilisent la technologie SCR (Selective Catalytic Reduction), où une solution aqueuse d'urée, l'AdBlue®, est injectée dans la ligne d'échappement pour générer, au contact des gaz chauds, de l'ammoniac qui réagit avec les oxydes d'azote (NOx) pour donner de la vapeur d'eau et de l'azote. Le système SCR de Auto Inergy supprime 95 % des émissions de NOx et jusqu'à 8 % des émissions de CO₂ et répond aux normes d'émissions et de consommation applicables en Europe depuis 2014.

Le système SCR de Auto Inergy a fait l'objet, début 2012, d'une commande majeure d'Audi qui en équipera la majorité de ses véhicules diesel à partir de 2015. Six autres constructeurs ont également passé des commandes. Au total, le système SCR devrait apporter un chiffre d'affaires complémentaire de 400 millions d'euros en 2018.

Pour les véhicules hybrides, la division Auto Inergy développe une gamme de cloisons anti-bruit INbaffle destinées à réduire le bruit lié au déplacement du carburant dans le réservoir. Pour résoudre le problème rencontré dans les futurs véhicules hybrides rechargeables en matière de stockage des vapeurs d'hydrocarbures accumulées pendant le roulage, elle propose des systèmes à carburant en plastique renforcés permettant de stocker, sans déformation du système, les vapeurs d'hydrocarbures, jusqu'à ce que la remise en route du moteur à combustion interne permette de les purger. Le procédé TSBM qu'elle a mis au point en intégrant un maximum de composants dans l'enveloppe du réservoir dès le soufflage permet de produire des réservoirs renforcés et légers, pouvant supporter les niveaux de pression élevés produits par les véhicules hybrides rechargeables.

Dans le pôle Environnement, l'utilisation accrue de matière recyclée et de matériaux verts constitue le principal axe de développement. La part de polyéthylène recyclé dans la production globale de bacs, corbeilles ou colonnes aériennes s'accroît progressivement : de 20 % en 2007, elle est passée à 58 % en 2014. Cette division dispose désormais d'une gamme de bacs 4 roues en polyéthylène 100 % recyclé. Cette gamme est complétée par une offre 'Green made' en PHED de canne à sucre non alimentaire.

Le pôle Environnement porte également ses efforts de développement sur l'amélioration des produits existants. En 2014, un nouveau bac de 180 litres a été lancé. Equipé de roues en poudre de

pneus recyclés, ce bac comporte des améliorations techniques qui réduisent très fortement le bruit pendant le déplacement des bacs et leur manipulation durant la collecte.

L'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium accompagne les collectivités locales dans leurs efforts d'amélioration du tri et du recyclage. Elle est la seule à leur proposer une offre intégrée de data management pour obtenir les données nécessaires à l'optimisation de leurs services de collecte. Elle accompagne également les collectivités locales dans leur recherche d'économies par la mise en place de la tarification incitative.

GESTION DES RISQUES

1. Risques spécifiques à la compagnie Plastic Omnium

RISQUES OPÉRATIONNELS

RISQUES LIÉS AUX PROGRAMMES AUTOMOBILES

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium représente près de 92 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe Burelle. L'activité dans le secteur automobile dépend de multiples facteurs, parfois régionaux, tels que l'activité économique, la politique industrielle des constructeurs, l'accès des ménages au crédit ou le contexte réglementaire. Par ailleurs, tout investissement relatif à un programme automobile donné se double, du fait de sa singularité (marque, design, date de lancement, non renouvellement...), d'un risque spécifique qui peut affecter la performance commerciale de l'entreprise.

La diversification de ces risques régionaux et spécifiques est l'un des objectifs fondamentaux de la stratégie de développement menée par la Compagnie Plastic Omnium.

Ses activités automobiles portent sur deux grandes familles de produits distinctes et sur différents segments de marché. Elles ont une envergure mondiale, la part de l'Europe de l'Ouest ne représentant que 39 % du chiffre d'affaires automobile. Le portefeuille clients est diversifié et rassemble la quasi-totalité des grands constructeurs mondiaux soit plus de 30 clients situés dans 40 pays.

En matière d'engagement, tout nouveau projet fait l'objet d'un processus de validation très circonstancié et, pour les projets les plus significatifs, d'une autorisation de la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Une fois le projet accepté, un dispositif structuré de suivi opérationnel et financier est mis en place afin d'en contrôler l'évolution.

RISQUES INDUSTRIELS ET ENVIRONNEMENTAUX

RISQUE HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

La Compagnie Plastic Omnium met en œuvre, sur le plan mondial, une politique en matière de santé, de sécurité et d'environnement qui repose sur une vision partagée, un pilotage structuré, un reporting et des démarches de certification.

Cette politique est pilotée par le Comité de Direction qui examine mensuellement la performance individuelle de chaque filiale, laquelle fait l'objet d'un reporting spécifique établi dans le cadre d'une démarche active de progrès continu.

Une organisation dédiée, composée sur le terrain d'animateurs Hygiène, Sécurité et Environnement (« HSE »), est chargée d'en favoriser et d'en coordonner le déploiement.

Ce réseau d'experts est animé par la Direction Sécurité Environnement, relayée par des Managers HSE centraux au niveau de chaque division. La responsabilité de la gestion et du suivi des risques liés à la santé, la sécurité et l'environnement incombe aux Directeurs de divisions.

Des plans d'actions correctives et d'améliorations continues sont mis en œuvre et intégrés dans les démarches de certification ISO 14001 et OHSAS 18001 des sites industriels. Ces plans encouragent la généralisation des bonnes pratiques. Ils intègrent des formations relatives à l'ergonomie, à l'interface 'homme-machine' et aux outils du programme interne « Top Safety » ainsi que la mise en conformité des équipements.

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un système de management spécifique. Promu par le Comité de Direction, il repose sur cinq axes de management, ou « management roadmaps » : le leadership, la motivation, la compétence, la recherche de l'excellence et les conditions de travail. Un comité spécialisé, le Comité HSE Groupe, comprenant plusieurs membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, en pilote la mise en œuvre.

En 2014, la Compagnie Plastic Omnium a obtenu le renouvellement de la Certification OHSAS 18001 de son « Pilotage central de la sécurité des personnes et des biens ».

Depuis 2013, les informations HSE publiées dans le Rapport Annuel sont contrôlées par un organisme tiers indépendant.

RISQUE QUALITÉ

En matière de qualité des produits et des processus, les divisions de la Compagnie Plastic Omnium ont également mis en place, selon des schémas qui prévalent depuis de nombreuses années dans l'industrie, notamment dans l'Automobile, des organisations dédiées et des processus fiabilisés dont la robustesse et l'efficacité font systématiquement l'objet d'une procédure de certification ISO 9001 (Pôle Environnement) ou ISO/TS 16949 (Pôle Automobile).

RISQUES DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

RISQUE FOURNISSEURS

La performance du secteur automobile réside dans la maîtrise de la chaîne logistique dont l'organisation, remarquable par sa performance, suscite une relation forte entre les partenaires qui la constituent. Le travail important que requiert l'homologation d'un fournisseur dans le cadre d'un programme donné rend difficile toute substitution rapide en cas de déficience non anticipée. Le choix des partenaires d'un projet et leur suivi constituent des facteurs clés de son succès.

Dans cette optique, tout fournisseur automobile fait l'objet d'une homologation établie sur des critères opérationnels, financiers et régionaux précis.

Pour les fournisseurs homologués, ces critères font ensuite l'objet d'une surveillance régulière par les directions achats et qualité, avec l'aide d'agences spécialisées. Les fournisseurs à risques font l'objet d'un suivi particulier avec, chaque fois que nécessaire, la mise en place d'un stock de sécurité dédié.

Le pôle Environnement pratique une politique de duplication des sources pour les approvisionnements les plus critiques. Il exerce également une surveillance permanente de certains fournisseurs importants avec le support des fonctions centrales et, au besoin, d'agences externes.

Enfin, les directions opérationnelles exercent une vigilance toute particulière dans ce domaine afin d'anticiper et de gérer au mieux des situations de défaut d'approvisionnement peu fréquentes, mais au développement éventuellement rapide.

En 2014, la Compagnie Plastic Omnium n'a pas connu de défaillances majeures de la part de ses fournisseurs ayant des conséquences négatives sur le process logistique.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

RISQUES DE MARCHÉ

RISQUE DE PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures,...). Les variations du prix d'achat de ces matières sont susceptibles d'impacter la marge opérationnelle.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Omnium négocie avec ses clients des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Le pôle Environnement, dans le cadre d'une politique active de développement durable, utilise, pour la fabrication de ses produits, plus de 50% de matière plastique recyclée qui structurellement n'est que faiblement impactée par des variations de prix. Pour le reste, des contrats comportant des engagements de prix annuels sont négociés avec les fournisseurs. Par ailleurs, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

Compte tenu de l'ensemble de ces mesures, le Groupe considère que les variations de prix des matières premières n'ont pas d'impact significatif sur sa marge opérationnelle.

RISQUES JURIDIQUES

RISQUE LIÉ À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La Recherche et l'Innovation sont au cœur des activités de la Compagnie Plastic Omnium, pour le pôle Automobile comme pour le pôle Environnement. Une politique active de surveillance et de recherche d'antériorités permet à la Compagnie Plastic Omnium d'organiser la gestion et la protection de ses droits de propriété intellectuelle. Les innovations issues de l'activité de Recherche et Développement font l'objet d'une politique étendue de dépôt de brevets. Malgré les mesures mises en place, notamment au travers de sa politique de recherche d'antériorités, la Compagnie Plastic Omnium ne peut exclure l'existence de droits de propriété intellectuelle de tiers antérieurs à ses droits et de risques de contestation pouvant en découler.

RISQUE LIÉ AUX PRODUITS ET SERVICES VENDUS

La Compagnie Plastic Omnium est exposée à certains risques d'actions en garantie ou en responsabilité de la part de ses clients au titre des produits et services vendus. Ces risques relèvent de la responsabilité civile contractuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

La Compagnie Plastic Omnium est également soumise au risque d'actions en responsabilité en cas de défaut des produits et services vendus provoquant des dommages aux tiers. Ces risques relèvent de sa responsabilité civile délictuelle et font l'objet d'une couverture d'assurance spécifique.

Eu égard aux standards Qualité en vigueur au sein de la Compagnie Plastic Omnium, le risque produit apparaît bien maîtrisé.

RISQUE LIÉ AU RESPECT DU DROIT DE LA CONCURRENCE

Un Code de Conduite relatif au respect des règles du droit de la concurrence a été mis en place en 2011. L'ensemble des collaborateurs des fonctions commerciales et achats ont reçu une formation lors du déploiement de ce Code de Conduite. De plus, des séances de formation sont organisées régulièrement dans les différentes zones géographiques où opère le Groupe et, depuis 2013, une formation e-learning dédiée au Code est en place.

2. Risques spécifiques à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions du cash-flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille diversifiée, répartie entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital). Au 31 décembre 2014, les prises de participation en capital représentent près de 10% du portefeuille évalué à la juste valeur, et les financements mezzanine 25%. Le solde de 65% correspond aux investissements dans les fonds, la part des opérations secondaires étant de 17%.

Au 31 décembre 2014, Burelle Participations détient des actifs comprenant un portefeuille d'investissements et des liquidités en attente d'affectation, pour une valeur nette comptable de 31 millions d'euros. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont subordonnés au paiement de toute forme de dette et ne sont pas diversifiés contrairement aux investissements dans les fonds. Au 31 décembre 2014, les investissements en capital représentent une valeur nette comptable de 2,8 millions d'euros et sont valorisés à 3,6 millions d'euros.

3. Risques spécifiques à Sofiparc

Sofiparc exerce son activité principalement dans la location de bureaux, une activité soumise à des effets cycliques. Les loyers évoluent en fonction de cycles de durées variables, difficiles à prévoir, liés à l'offre de bureaux dans le marché avoisinant et à la situation économique en général. Le scénario le plus défavorable correspondrait à des baux venant à échéance dans une période de baisse du marché, ce qui pourrait conduire Sofiparc à conclure

de nouveaux baux à des niveaux de loyers revus à la baisse qui viendraient impacter défavorablement sa rentabilité. Ce risque est maîtrisé par la conclusion de baux de longue durée avec les locataires.

L'exposition de Sofiparc à une baisse du taux d'occupation est limitée à l'immeuble de Levallois. Elle est considérée comme faible dans la mesure où le bâtiment est occupé à 80% par la Compagnie Plastic Omnium ou par des sociétés détenues par cette dernière. Pour le reste, la société International SOS a renouvelé son bail, en juin 2013 pour une durée de neuf ans, avec prise d'effet au 1^{er} juin 2014. Ce bail comprend une première période de six ans ferme courant jusqu'à fin mai 2020.

Sofiparc a recours à un coordinateur Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE) dédié qui veille à la mise en place de plans d'actions et de processus adaptés afin de limiter sur son périmètre les risques HSE.

Sofiparc est exposé au risque d'obsolescence de l'immeuble de bureaux à Levallois, lequel risque est inhérent à l'évolution des lois, des normes et des réglementations ainsi qu'à celle des exigences de ses clients. Pour prévenir ce risque, Sofiparc a engagé, en 2007, un programme de modernisation de l'immeuble qui est poursuivi chaque année.

Sofiparc veille au travers de son processus de sélection des fournisseurs, particulièrement pour ceux qui sont engagés dans les travaux de rénovation et d'entretien du bâtiment de Levallois, à réduire le risque de mauvaise exécution ainsi que le risque d'insolvabilité.

4. Risques concernant toutes les sociétés du groupe

RISQUES OPÉRATIONNELS

RISQUE INFORMATIQUE

L'activité quotidienne des fonctions métiers et support du Groupe repose sur une mise en œuvre cohérente et un bon fonctionnement de l'ensemble des infrastructures techniques, informatiques et logicielles.

La Direction des Systèmes d'Information accentue sa démarche de consolidation des systèmes et continue ses chantiers d'amélioration des moyens de production informatique et réseau, des applications de gestion et des services autour du poste de travail. Une attention particulière est portée à l'intégration des nouvelles technologies, à la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des informations, qui constituent les principaux risques auxquels le Groupe est exposé.

La sécurité des systèmes techniques, applicatifs et réseau, est intégrée en amont dans les projets stratégiques et contrôlée régulièrement par des audits et des campagnes d'auto-évaluation.

RISQUES DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

RISQUE CLIENTS

L'exposition de Sofiparc à un risque d'insolvabilité de ses clients est considérée comme faible. D'une part, l'immeuble de Levallois est occupé à près de 80% par la Compagnie Plastic Omnium ou par des sociétés qu'elle contrôle. Les surfaces restantes sont louées par la société International SOS. D'autre part, à Lyon, les terrains sont exploités en bail à construction dans le cadre de contrats conclus principalement avec des sociétés établies à savoir le groupe AXA (hôtels sous enseignes Novotel et Ibis), Mc Donald's France et Kentucky Fried Chicken (KFC). Le chiffre d'affaires réalisé par Sofiparc en dehors du Groupe s'élève à 1,9 million d'euros en 2014 et ne constitue pas un risque d'un montant significatif.

Le risque « clients » concerne essentiellement les activités de la Compagnie Plastic Omnium avec les constructeurs automobiles et les collectivités locales.

En 2014, le chiffre d'affaires automobile par nationalité des constructeurs automobiles se décompose de la manière suivante : constructeurs allemands (33 %), constructeurs américains (25 %), constructeurs français (20 %), constructeurs asiatiques (18 %) et autres (4 %). Il présente une structure diversifiée et équilibrée. Des informations plus détaillées sur la ventilation du portefeuille « clients » sont données dans la note 3.1.4 de l'Annexe aux Comptes consolidés.

En matière de gestion, un « Credit Manager » est chargé, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, de mettre en œuvre des processus structurés de surveillance du risque clients et de recouvrement des en-cours, au sein des divisions.

Dans tous les métiers de la Compagnie Plastic Omnium, des procédures de revue précèdent les réponses aux appels d'offres, notamment dans un souci d'équilibre du portefeuille d'en-cours clients dont la Direction Générale fixe le profil cible et sur lequel elle exerce une surveillance permanente.

Pour l'ensemble du Groupe Burelle, le délai moyen de règlement est de 51 jours en 2014. Les créances nettes à plus de six mois représentent 10 millions d'euros. Au 31 décembre 2014, le risque de non recouvrement des créances est faible et porte sur un montant peu significatif de créances à plus de douze mois (voir note 6.3.1 des Comptes consolidés et note IV.2.1 de Comptes de gestion).

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium, doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Après avoir levé, en 2012, deux financements de marché à échéance décembre 2018 et juin 2017 pour un montant total de 369 millions d'euros, la Compagnie Plastic Omnium a procédé, en 2013, à une émission obligataire de 500 millions d'euros. Placées auprès d'investisseurs institutionnels, ces obligations ont été émises à un taux de 2,875 % sans covenant financier et sont remboursables en mai 2020.

Parallèlement à ces sources de financement, la Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales disposent de ressources à moyen terme sous forme de lignes de crédit bancaire confirmées. Aucune de ces lignes n'est soumise au respect de covenants financiers. Au 31 décembre 2014, l'échéance moyenne de ce portefeuille d'ouvertures de crédit est supérieure à quatre ans.

En outre, la Compagnie Plastic Omnium a mis en place des contrats de cessions de créances commerciales dont l'échéance moyenne est d'un an. Au 31 décembre 2014, les ressources moyen terme disponibles couvrent les besoins de financement estimés jusqu'à fin 2019.

Enfin, la Compagnie Plastic Omnium dispose d'un programme de billets de trésorerie. Toutes les lignes à court et moyen terme sont ouvertes auprès d'institutions bancaires de premier plan.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués.

Burelle Participations investit ses propres ressources et n'a pas d'endettement.

Au 31 décembre 2014, Burelle SA présente une trésorerie nette positive et Sofiparc un endettement faible. Pour faire face à des besoins éventuels, Burelle SA et Sofiparc disposent de lignes de crédit confirmées. A la date de clôture, celles-ci s'élèvent à 90 millions d'euros et ont une échéance moyenne de trois ans.

Burelle SA procède régulièrement à une revue de son risque de liquidité et de celui de ses filiales et considère qu'elle est en mesure, ainsi que ses filiales, de faire face aux échéances à venir.

La ventilation des actifs et passifs financiers du Groupe est présentée dans la note 6.4.2 des Comptes consolidés et IV.3 des Comptes de gestion.

RISQUES DE MARCHÉ

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou Directeurs Généraux Délégués. Burelle SA et Sofiparc utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions financières qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

Les risques de marché font également l'objet d'une information dans les notes 6.2, 6.5 et 6.6 des Comptes consolidés.

RISQUE DE CHANGE

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium repose, pour la plus grande part, sur des usines de proximité : produisant et vendant dans le même pays, elle est peu exposée aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à minimiser tout risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement ou à une recette futurs. Si une transaction fait apparaître un risque de change, celui-ci doit faire l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. L'opération de couverture sera réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale ou localement après validation par cette dernière.

Par ailleurs, Burelle Participations a souscrit à deux fonds libellés en dollars pour un montant total de 3,5 millions de dollars. Ces engagements n'ont pas fait l'objet d'une couverture de change. Le risque de change est en partie limité par l'existence, dans les portefeuilles sous-jacents, d'actifs libellés en euros.

RISQUE DE TAUX

Suite aux trois placements obligataires réalisés par la Compagnie Plastic Omnium, 80 % de la dette du groupe Burelle est à taux fixe au 31 décembre 2014. La dette à taux variable concerne la Compagnie Plastic Omnium qui a pour politique de souscrire des instruments de couverture de taux d'intérêt de type swaps et caps

pour limiter voire annuler l'impact sur le compte de résultat d'une hausse des taux d'intérêt variables. Les notes 5.2.8.1 de l'annexe aux Comptes consolidés présentent ces instruments de couverture. Après prise en compte de ces couvertures, le risque résiduel lié à une hausse des taux n'est pas significatif au 31 décembre 2014.

RISQUES JURIDIQUES

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une Direction des Affaires Juridiques centralisée qui s'appuie, si besoin, sur des conseils locaux et sur un réseau de correspondants dans les principaux pays. Cette Direction accompagne les directions opérationnelles et fonctionnelles dans toutes leurs opérations courantes ou exceptionnelles. De plus, elle prévient, anticipe et gère les risques juridiques liés aux activités et pilote les litiges.

Les questions juridiques relatives à Burelle SA et à Burelle Participations sont suivies par le Secrétaire Général de Burelle SA, assisté par des conseils spécialisés. Sofiparc bénéficie des services de la Direction des Affaires Juridiques de la Compagnie Plastic Omnium.

À la date d'établissement du présent document, il n'existe pas de litige, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir, ou ayant eu au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

AUTRES RISQUES

RISQUE FISCAL

La Direction Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium traite de toutes les questions fiscales afférentes à Burelle SA et à ses trois filiales. Burelle Participations a opté en 2002 pour le statut fiscal de société de capital risque. Sofiparc est intégrée fiscalement avec Burelle SA.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'une Direction Fiscale centralisée qui travaille en étroite collaboration avec les directions comptable, juridique et financière notamment. Composée de trois départements en charge respectivement de la gestion fiscale des entités, des métiers et du Groupe, elle s'appuie sur un réseau de fiscalistes travaillant au siège et dans les principaux pays ainsi que sur des conseillers Groupe ou locaux. Elle veille à ce que chacune des sociétés du Groupe remplisse ses obligations fiscales dans le respect des lois et des règlements. Elle leur apporte le support et l'expertise nécessaires pour toutes les opérations, courantes ou exceptionnelles, nécessitant une approche fiscale.

Le reporting fiscal mis en place permet d'assurer le suivi et la maîtrise des impôts courants et différés de l'ensemble des entités fiscales et contribue à la rapidité et à la qualité de l'arrêté des comptes consolidés. Un outil de documentation des prix de transfert permet le suivi et la gestion des prix de cession à l'intérieur du Groupe et contribue à la qualité de la gestion fiscale et à la réduction des risques potentiels dans ce domaine. Ces deux systèmes d'information et de process de gestion sont complétés par d'autres outils spécifiques en fonction des pays.

L'ensemble de ces ressources et de ces moyens permet à la Direction Fiscale d'assurer la Direction Générale du suivi complet des obligations, des enjeux et des risques fiscaux inhérents à la structure complexe et internationale d'un groupe en développement.

ASSURANCES ET COUVERTURES DES RISQUES

Il a été mis en place un programme mondial d'assurances bénéficiant à toutes les sociétés du Groupe. Ce programme est accompagné de polices locales dans tous les pays où le Groupe est implanté. Il vise à couvrir les risques principaux pouvant affecter ses activités, ses résultats ou son patrimoine, par la mise en place des couvertures suivantes :

- l'assurance Dommages et Pertes d'exploitation ;
- l'assurance Responsabilité Civile Exploitation et Produit ;
- l'assurance Responsabilité Civile Environnement ;
- des assurances couvrant des risques spécifiques (transport, voyages, véhicules...).

Les couvertures et les montants de garanties sont appropriés à la nature des risques et tiennent compte des capacités du marché de l'assurance.

FAITS MARQUANTS

Burelle SA : des résultats consolidés franchissant un nouveau seuil

Les résultats consolidés de Burelle SA franchissent un nouveau seuil de performance en 2014. Toutes les filiales y contribuent. Principale source de ces résultats, la Compagnie Plastic Omnium affiche une excellente dynamique s'appuyant sur des tendances à long terme positives, des positions de leader et une culture entrepreneuriale et tournée vers les résultats. Ces leviers permettent à Burelle SA de présenter des résultats consolidés 2014 alliant croissance et renforcement des équilibres financiers.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

Burelle SA : renforcement du contrôle majoritaire et augmentation du dividende

La Compagnie Plastic Omnium ayant procédé, en septembre 2014, à l'annulation de 0,9 % de son capital social, le pourcentage de contrôle de Burelle SA dans sa principale filiale s'est renforcé de 56,1 % à 56,6 %.

Complètement désendettée depuis 2013, la société Burelle SA est désormais en mesure de servir un dividende plus important. Les perspectives de la Compagnie Plastic Omnium restant favorables, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'autoriser un dividende de 8 euros par action au titre de 2014, au lieu de 7 euros pour l'exercice précédent.

Compagnie Plastic Omnium : un groupe bien armé pour tirer parti du potentiel de croissance

N°1 mondial dans ses deux activités, la Compagnie Plastic Omnium poursuit une stratégie de gains de parts de marché par l'accélération de son développement dans les zones en croissance, particulièrement en Amérique du Nord et en Asie, et par l'intensification de ses efforts d'innovation. En 2014, la principale filiale de Burelle SA a renforcé son implantation en Chine en démarrant quatre nouvelles usines et a annoncé la construction de deux autres usines aux États-Unis pour répondre à de nouvelles commandes dans ce pays. Ces implantations s'insèrent dans un programme d'investissement de 1,7 milliard d'euros qui se poursuivra jusqu'en 2018.

Après avoir investi dans deux centres de développement en Slovaquie et en Chine, en 2013, pour les pièces de carrosserie, la Compagnie Plastic Omnium a ouvert, en septembre 2014, un nouveau centre de recherche et développement mondial pour les systèmes à carburant en France. Représentant un investissement total de 65 millions d'euros, ce centre permet de démultiplier les efforts consacrés à l'élargissement de l'offre en solutions innovantes et à l'amélioration des gammes existantes. En renforçant son maillage industriel et sa puissance d'innovation, la Compagnie Plastic Omnium met en place les leviers nécessaires pour assurer sa croissance sur le long terme.

Burelle Participations : nouveaux engagements à l'international

Les tendances qui avaient contribué à faire tourner les portefeuilles en 2013 se sont maintenues pendant l'exercice 2014, soutenues par la masse des capitaux à investir, la sélectivité des investisseurs et le développement des financements non bancaires. S'inscrivant dans ce mouvement de renouvellement des portefeuilles, Burelle Participations a cédé, en 2014, deux investissements en capital conclus en 2006 et 2007. Ces opérations ont généré une plus-value globale de 2,1 millions d'euros pour un montant investi de 3 millions

d'euros. Par ailleurs, elle a pris six nouveaux engagements pour 11 millions d'euros. La majorité de ces engagements ont un spectre international, en ligne avec la stratégie adoptée en 2012 de se diversifier en dehors de France.

Au cours de l'exercice, l'actif net réévalué de Burelle Participations a progressé de 37,5 millions d'euros à 40 millions d'euros.

Sofiparc : permis de construire sur un des terrains de Lyon

Conformément à son objectif de valorisation de ses actifs, Sofiparc a obtenu le permis de construire pour un ensemble de bureaux et d'entrepôts qui sera édifié sur un de ses terrains situés à Saint-Priest, près de Lyon. Une partie de ces bureaux sera occupée par le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium. Ce projet, dont le coût est estimé à 5,6 millions d'euros, devrait être livré au début de l'été 2016.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes des comptes consolidés.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE GESTION DU GROUPE BURELLE

Le chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA atteint 5 316,0 millions d'euros en 2014, en hausse de 3,7 % et de 4,8 % à taux de change constants. Les effets de change sont défavorables à hauteur de 58 millions d'euros dont 30 millions d'euros proviennent de la dépréciation du peso argentin et 13 millions d'euros de celle de la livre turque.

Il n'y pas d'effet de périmètre. La société Signal AG, cédée fin décembre 2014, contribue au résultat sur douze mois.

Principale filiale de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium génère l'essentiel du chiffre d'affaires consolidé. En 2014, sa contribution s'élève à 5 314,1 millions d'euros contre 5 124,5 millions d'euros en 2013. La part de Sofiparc, après prise en compte des loyers intergroupe, est faible, à 1,9 million d'euros en 2014 au lieu de 2,1 millions d'euros en 2013.

La croissance du chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA provient principalement du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium qui génère 92 % de son chiffre d'affaires dans ce secteur en 2014. Dans un contexte de hausse de la production automobile mondiale estimée à 3,3 %, le pôle Automobile affiche, sur l'exercice, un chiffre d'affaires en croissance de 6,1 % à taux de change constants.

À l'exception de la France, qui baisse de près de 8%, toutes les zones géographiques sont en progression. En Europe de l'Ouest, l'activité est en hausse de 12,8% et de 11,7% à taux de change constants. Elle est soutenue notamment par le succès des solutions innovantes pour alléger le poids des véhicules et réduire les émissions. En Asie, la croissance atteint 8,5% et 10,3% sans les effets de change. Au total, le chiffre d'affaires réalisé à l'international représente 87,4% du chiffre d'affaires total contre 85,8% en 2013. Il enregistre une progression de 5,6% et de 6,9% à taux de change constants.

La marge opérationnelle consolidée, avant prise en compte de l'amortissement des actifs incorporels acquis provenant des acquisitions, s'établit à 427,4 millions d'euros au lieu de 392,4 millions d'euros en 2013, en hausse de 8,9%. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle atteint le seuil historique de 8% contre 7,7% en 2013. La rentabilité est soutenue par un taux d'utilisation élevé des usines de la Compagnie Plastic Omnium. Elle bénéficie également des résultats des actions menées pour renforcer l'efficacité opérationnelle et abaisser le point mort, notamment dans le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

L'amortissement des actifs incorporels acquis représente une charge sur l'exercice de 18,3 millions d'euros au lieu de 18,7 millions d'euros en 2013.

Le résultat non courant correspond à des charges nettes d'un montant de 27,6 millions d'euros contre 43,4 millions d'euros en 2013. Il comprend, en particulier, des coûts de restructuration liés à la Compagnie Plastic Omnium pour 23 millions d'euros et des plus-values nettes de 9,7 millions d'euros réalisées essentiellement sur les cessions effectuées par Burelle Participations et sur la vente de la participation détenue dans Signal AG.

Les charges financières nettes s'élèvent, en 2014, à 62,9 millions d'euros contre 58,2 millions d'euros en 2013.

La charge d'impôt s'établit à 74,3 millions d'euros contre 69,6 millions d'euros pour l'exercice précédent. Elle correspond à un taux effectif d'impôt de 23,3% au lieu de 25,6% en 2013.

Après prise en compte de cet impôt, le résultat net consolidé de Burelle SA ressort à 247,7 millions d'euros en 2014 contre 203,4 millions d'euros en 2013. Déduction faite de la quote-part des minoritaires, le résultat net part du Groupe 2014 s'établit à 134,0 millions d'euros au lieu de 110,0 millions d'euros pour 2013, en hausse de 21,8%. Ramené à une action, il s'élève à 76,26 euros contre 62,67 euros pour l'exercice 2013.

La capacité d'autofinancement progresse de 13,1%, atteignant 603,9 millions d'euros en 2014 au lieu de 533,9 millions d'euros en 2013. Elle permet de dégager, après financement de l'augmentation du besoin en fonds de roulement et paiement des intérêts et des impôts, une trésorerie en provenance des opérations de 445,0 millions d'euros pour autofinancer les investissements de l'exercice.

Les investissements industriels et les projets de l'exercice s'inscrivent dans le cadre du programme de 1,7 milliard d'euros engagé par la Compagnie Plastic Omnium jusqu'en 2018 pour accroître ses capacités en R&D et son réseau industriel. Ils passent de 338,3 millions d'euros en 2013 à 352,2 millions d'euros en 2014. Un montant de 47 millions d'euros porte sur un programme immobilier entrepris par la Compagnie Plastic Omnium à Lyon-Gerland qui sera inauguré en mars 2015.

Après prise en compte des montants investis, le cash-flow libre⁽¹⁾ ressort à 92,9 millions d'euros en 2014 contre 106,4 millions d'euros en 2013. Sans l'immeuble de Lyon-Gerland, il aurait atteint 139,9 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2014, Burelle SA et la Compagnie Plastic Omnium ont versé 55,7 millions d'euros à leurs actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions contre 41,7 millions d'euros en 2013.

Compte tenu de ces distributions et des impacts de change, l'endettement financier net s'établit à 282,9 millions d'euros fin 2014 contre 322,2 millions d'euros fin 2013, en baisse de 39,3 millions d'euros. Il représente 23% du montant des capitaux propres et des subventions au 31 décembre 2014 contre 32% au 31 décembre 2013.

Compagnie Plastic Omnium

Cotée à l'Euronext Paris Compartiment A, la Compagnie Plastic Omnium fait partie de l'indice SBF 120 et du CAC Mid 60 et figure parmi les valeurs éligibles au Service à Règlement Différé (SRD).

Depuis le 29 octobre 2014, date à laquelle la Compagnie Plastic Omnium a réduit son capital de 0,9% par annulation d'actions d'autocontrôle, le pourcentage de détention de Burelle SA dans son capital est de 56,6% au lieu de 56,1% précédemment.

Le chiffre d'affaires consolidé 2014 de la Compagnie Plastic Omnium s'établit au niveau historique de 5 314,1 millions d'euros contre 5 124,5 millions d'euros en 2013, en hausse de 3,7% et de 4,8% à taux de change constants. Il n'y a aucun effet de périmètre.

⁽¹⁾ L'excédent de trésorerie lié aux opérations, soit la trésorerie provenant de l'exploitation après déduction des intérêts et impôts nets décaissés et prise en compte de la variation du besoin en fonds de roulement, diminuée des investissements incorporels et corporels nets des cessions.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

La Compagnie Plastic Omnium est organisée autour de deux activités, la plus importante étant l'équipement automobile. Le pôle Automobile regroupe les activités de pièces et modules de carrosserie de Auto Exterior et celles de Auto Inergy dans les systèmes à carburant en plastique. En 2014, ces activités représentent un chiffre d'affaires de 4 882,4 millions d'euros au lieu de 4 655,2 millions d'euros en 2013, en hausse de 4,9 % et de 6,1 % à taux de change constants.

Toutes les principales zones géographiques hors de France sont en croissance. En Europe, les activités automobiles progressent de 7,4 %, soutenues par l'attrait des nouveaux produits développés pour répondre aux contraintes environnementales. En Chine, où la production est en hausse de 9,4 %, la croissance est portée par la montée en puissance des nouvelles usines mises en service depuis 2013 et atteint 23 %.

Le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium est le partenaire de la plupart des grands constructeurs mondiaux. Les constructeurs allemands sont ses clients les plus importants avec 33 % du chiffre d'affaires contre 30 % en 2013, devant leurs homologues nord-américains (General Motors, Ford et Chrysler) qui représentent 25 %. Les clients français comptent pour 20 % et les clients asiatiques pour 18 %.

En 2014, le groupe Volkswagen-Porsche est le premier client du groupe avec une part du chiffre d'affaires de 16 %, suivi par General Motors (15 %) et PSA-Peugeot Citroën (12 %).

Deuxième activité de la Compagnie Plastic Omnium, l'Environnement rassemble essentiellement les opérations de Plastic Omnium Systèmes Urbains et du groupe allemand Sulo, dans les produits et services destinés aux collectivités locales et aux entreprises, les conteneurs de déchets et l'aménagement urbain.

Le chiffre d'affaires généré par cette activité s'est élevé à 431,7 millions d'euros en 2014 contre 469,3 millions en 2013, en baisse de 8 %. Il est pénalisé par le contexte électoral en France, qui représente plus de 38 % du chiffre d'affaires. En 2014, l'activité Environnement compte pour 8 % du chiffre d'affaires total de la Compagnie Plastic Omnium.

La marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium, avant amortissement des actifs incorporels acquis, s'améliore de 394,6 millions d'euros en 2013 à 431,8 millions d'euros, affichant une croissance par rapport à 2013 de 9,4 %, supérieure à celle de l'activité. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle atteint un plus haut historique de 8,1 % contre 7,7 % en 2013.

Le pôle Automobile voit sa contribution à la marge opérationnelle progresser de 369,9 millions d'euros en 2013 à 401,8 millions

d'euros, en hausse de 8,6 %. Le maintien d'un strict contrôle des coûts, un bon taux d'utilisation du réseau industriel ainsi que l'extension du programme d'excellence industrielle à de nouveaux sites contribuent à ce résultat.

La marge opérationnelle générée par le pôle Environnement se redresse fortement, récoltant les résultats des mesures de restructuration engagées en 2013. Malgré la baisse de l'activité, elle progresse de 22 % pour atteindre 30,1 millions d'euros au lieu de 24,7 millions d'euros en 2013. En pourcentage du chiffre d'affaires, elle ressort à 7 %, en nette amélioration par rapport au taux de 5,3 % réalisé en 2013.

Les autres charges opérationnelles nettes s'élèvent à 43,5 millions d'euros en 2014 contre 41,9 millions d'euros en 2013. Elles incluent en particulier des coûts de plans de restructuration mis en place dans l'Automobile et l'Environnement pour un montant de 23 millions d'euros.

Après prise en compte des charges financières et de la charge d'impôt, l'exercice se solde, pour la Compagnie Plastic Omnium, par un résultat net consolidé part du groupe en hausse de 14,1 %, à 220,4 millions d'euros (4,1 % du chiffre d'affaires) contre 193,2 millions d'euros en 2013 (3,8 % du chiffre d'affaires). Ramené à une action, il s'élève à 1,49 euro contre 1,32 euro pour l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement générée en 2014 par la Compagnie Plastic Omnium sur l'exercice progresse de 13,1 %, ressortant à 607,3 millions d'euros au lieu de 537,1 millions d'euros en 2013.

Après financement de l'augmentation du besoin en fonds de roulement et paiement des intérêts des impôts payés, la trésorerie générée par les opérations s'établit à 446,3 millions d'euros et couvre largement les investissements de l'exercice de 350 millions d'euros.

Après cet effort d'investissement important, le cash-flow libre⁽¹⁾ généré sur l'exercice ressort à 96,3 millions d'euros en 2014 contre 112,5 millions d'euros en 2013. Compte tenu d'un montant de 71,9 millions d'euros consacré à des rachats d'actions et aux distributions de dividendes, l'endettement net s'établit à 329,6 millions fin 2014 d'euros au lieu de 355,2 millions d'euros fin 2013. Il représente 30 % des capitaux propres et subventions et 0,5 fois l'EBITDA 2014 contre respectivement 38 % et 0,6 fois fin 2013.

⁽¹⁾ L'excédent de trésorerie lié aux opérations, soit la trésorerie provenant de l'exploitation après déduction des intérêts et impôts nets décaissés et prise en compte de la variation du besoin en fonds de roulement, diminuée des investissements incorporels et corporels nets des cessions.

En 2014, le dividende versé par la Compagnie Plastic Omnium à Burelle SA s'élève à 28,7 millions d'euros. L'Assemblée Générale ayant approuvé une augmentation du dividende de 12 % au titre de l'exercice 2014, il passera à 32,2 millions d'euros en 2015.

Sofiparc

Filiaire à 100 % de Burelle SA, Sofiparc détient et exploite un ensemble immobilier à Levallois (Hauts-de-Seine) et des terrains situés dans la région lyonnaise.

Construit en bordure du Parc de la Planchette, l'immeuble de Levallois comprend 13 132 m² de bureaux et quatre niveaux de parkings en sous-sol comportant 270 places. Environ 20 % des surfaces de bureaux sont occupées par International SOS en vertu d'un bail de neuf ans prévoyant une période de location de six ans ferme jusqu'en mai 2020. Le reste est loué par des sociétés du Groupe.

L'immeuble de Levallois fait l'objet, chaque année, de travaux de rénovation visant à améliorer ses prestations en termes de performances énergétiques, de confort et de sécurité.

Dans la région lyonnaise, Sofiparc détient des terrains donnés en bail à construction et un terrain nu. A Lyon même, elle est propriétaire, près du Pont Pasteur, d'un terrain de près de 5 700 m² exploité en bail à construction par deux hôtels sous enseignes Novotel et Ibis.

À Saint-Priest, à quinze kilomètres au sud-est de Lyon, elle possède quatre terrains d'une superficie totale d'environ 28 000 m². Trois de ces terrains couvrant près de 9 000 m² font l'objet de baux à construction conclus avec les sociétés Mc Donald's, Kentucky Fried Chicken et Aquacenter, une entreprise de lavage automatique de véhicules.

Sur la quatrième parcelle d'une superficie d'environ 19 000 m², Sofiparc prévoit de construire un ensemble comprenant des entrepôts et des bureaux qui seront occupés en partie par le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium. Les travaux pour ce projet d'un coût estimé à 5,6 millions d'euros démarreront en avril 2015 et se poursuivront jusqu'à l'été 2016.

En 2014, Sofiparc a perçu des loyers et refacturé des charges pour un montant de 7,7 millions d'euros contre 7,3 millions d'euros en 2013. La hausse s'explique par la reprise des loyers sur les surfaces en travaux en 2013.

La contribution de Sofiparc au chiffre d'affaires consolidé de Burelle SA s'élève à 1,9 million d'euros en 2014. Elle correspond principalement au bail conclu avec International SOS, les revenus intergroupe étant neutralisés en consolidation.

Sofiparc réalise, au titre de l'exercice 2014, un résultat avant impôt de 3,6 millions d'euros contre 3,4 millions d'euros en 2013. En intégration fiscale avec Burelle SA, elle lui verse sa quote-part de l'impôt sur les sociétés qui s'élève à 1,2 million d'euros en 2014 contre 1,1 million d'euros pour l'exercice précédent.

En 2014, Sofiparc a versé à Burelle SA un dividende de 0,9 million d'euros au titre de 2013. Pour l'exercice 2014, elle lui versera un dividende d'un montant identique en 2015.

Burelle Participations

Société anonyme à régime fiscal de société de capital risque, Burelle Participations a pour vocation d'investir dans des entreprises non cotées offrant des perspectives de création de valeur à moyen terme. Elle investit directement, sous la forme de prises de participation en capital ou de financements mezzanine, ou indirectement en souscrivant à des fonds spécialisés lors de leur levée ou en achetant des parts sur le marché secondaire.

Burelle Participations s'attache à constituer un portefeuille diversifié en termes tant de montant unitaire que de secteur ou de géant. Initialement concentrée sur la France, elle s'est fixé comme objectif, à partir de 2012, d'internationaliser progressivement ses investissements, notamment au travers de fonds spécialisés dans les opérations secondaires.

Au 31 décembre 2014, le portefeuille de Burelle Participations est constitué pour moitié d'investissements dans des fonds, l'autre moitié étant investie dans des opérations directes sous forme de participations en capital (25 %) ou de financements mezzanine (25 %). Les investissements secondaires représentent plus de 11 % du portefeuille et portent essentiellement sur des actifs internationaux.

Le secteur du capital-investissement a connu, en 2014, une évolution similaire à celle de 2013. Le niveau d'activité s'est amélioré sans pour autant retrouver celui d'avant crise. Peu d'affaires nouvelles sont arrivées sur le marché. En l'absence de réelle reprise économique, les investisseurs sont restés concentrés sur les sociétés opérant dans des secteurs défensifs et présentes à l'international. Cette sélectivité, couplée à la baisse des taux et à la masse des liquidités et des financements disponibles, a provoqué une expansion des multiples de valorisation et des niveaux de levier, ce qui a dynamisé les mouvements de portefeuilles.

S'inscrivant dans cette tendance, Burelle Participations a cédé, en 2014, deux participations en capital qui ont généré, sur un montant investi de 3,0 millions d'euros, une plus-value globale de 2,1 millions d'euros, dont un montant de 1,8 million d'euros enregistré sur l'exercice. Ces deux cessions portent sur une société d'ingénierie acquise en 2006 et sur un groupe de clinique repris en 2007.

Rapport de gestion du Groupe

présenté par le Conseil d'Administration de Burelle SA à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

Elles se sont soldées par des taux de rendement interne de respectivement 8,2% et 6,5% par an et des multiples de 1,7 et 1,5 fois le montant investi.

Par ailleurs, Burelle Participations a pris, en 2014, six nouveaux engagements pour un montant total de 11 millions d'euros. Conformément à la stratégie d'investissement poursuivie, plus de 80% de ces engagements ont un caractère international, la part des fonds secondaires étant de 50%. En outre, Burelle Participations a souscrit, pour 2 millions d'euros, à un financement mezzanine pour l'acquisition d'un éditeur de logiciels spécialisés dans la gestion d'actifs. Compte tenu de ces nouvelles opérations, le portefeuille de Burelle Participations comprend 27 lignes.

En 2014, Burelle Participations présente un résultat de 1,7 million d'euros avant prise en compte de la commission de gestion de 0,4 million d'euros versé à Burelle SA. Ce résultat comprend, outre les plus-values de cession de 1,8 million d'euros constatées sur l'exercice, des intérêts mezzanine pour 0,7 million d'euros et une plus-value réalisée sur un fonds de 0,1 million d'euros.

La société de téléchargement de logiciels espagnole dans laquelle Burelle Participations a investi 0,8 million d'euros en 2013 ayant perdu un contrat important, cette participation en capital a été dépréciée à hauteur de 0,6 million d'euros. Après prise en compte de cet impact et de la commission de gestion de Burelle SA de 0,4 million d'euros, la contribution de Burelle Participations au résultat consolidé 2014 de Burelle SA s'élève à 1,3 million d'euros.

Au 31 décembre 2014, l'actif net réévalué de Burelle Participations ressort à 40,0 millions d'euros au lieu de 37,5 millions d'euros fin 2013, après la distribution d'un dividende de 150 000 euros à Burelle SA en juin 2014.

En 2015, Burelle Participations versera à sa maison-mère un dividende de 350 000 euros au titre de l'exercice 2014.

PERSPECTIVES 2015

Dans un contexte de hausse de la production automobile mondiale d'environ 2% en 2015, la Compagnie Plastic Omnium prévoit une nouvelle progression de son chiffre d'affaires et de ses résultats, soutenue par l'optimisation du taux d'occupation de ses usines et le maintien d'une gestion des coûts rigoureuse. Dans une perspective de croissance de la production automobile mondiale, elle s'est fixé comme objectif de croître deux fois plus vite que son marché et d'atteindre un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2018.

La contribution de Burelle Participations dépendra des cessions qui pourront être réalisées sur l'exercice. Le résultat net de Sofiparc en 2015, devrait être proche de celui de 2014.

Dans ce contexte, les résultats consolidés de Burelle SA en 2015 devraient progresser parallèlement à ceux de la Compagnie Plastic Omnium.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2014, n'est intervenu depuis la date de clôture.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Burelle SA est une société holding qui n'a pas d'activité industrielle. Les informations environnementales données dans le présent rapport concernent sa principale filiale, la Compagnie Plastic Omnium, et l'ensemble immobilier de Levallois (Hauts-de-Seine), principal actif de Sofiparc et également siège de la Direction de la Compagnie Plastic Omnium.

Le développement durable fait partie intégrante de la stratégie de la Compagnie Plastic Omnium qui exerce ses activités avec la volonté de concilier croissance, exigences environnementales et, plus largement, les principes édictés par le Pacte Mondial de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

La Compagnie Plastic Omnium a pour objectif de favoriser l'éco-conception, de diminuer ses consommations d'énergie et de réduire les impacts de ses activités sur l'environnement.

La Compagnie Plastic Omnium place le management de la sécurité au cœur de ses priorités et sa démarche Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) est pleinement intégrée à sa stratégie et au management de ses opérations.

Les indicateurs portant sur la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) sont collectés séparément par la Direction HSE et la Direction des Ressources Humaines de la Compagnie Plastic Omnium dont les responsabilités englobent également Burelle SA et le principal actif de Sofiparc. Une fois rassemblées auprès de chacun des sites, les données font l'objet de contrôles de cohérence lors de leur consolidation au siège. En l'absence de référentiel reconnu, la Compagnie Plastic Omnium a élaboré un protocole qui précise les définitions des indicateurs identifiés. La procédure RSE ainsi que l'ensemble des données obtenues font l'objet d'un examen spécifique par la Direction Générale.

Ces informations ont été vérifiées par un organisme tiers indépendant.

INFORMATIONS HSE

Les informations HSE présentées ci-dessous correspondent au même périmètre que celui de la consolidation des **Comptes de gestion**, avec les mêmes règles d'intégration des filiales, dans la limite d'une participation supérieure ou égale à 50 %. La société HBPO, intégrée en proportionnelle à 33,33 %, ne figure pas dans le périmètre couvert.

Le périmètre de reporting des données environnementales est constitué de l'ensemble des sites industriels de la Compagnie Plastic Omnium et de l'immeuble de Sofiparc situé à Levallois (Hauts-de-Seine). Seul un point service du pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium est intégré, l'impact environnemental des autres points service étant jugé non significatif.

Les consommations d'eau et d'énergies des Sites Avancés Fournisseurs (SAF) gérés par le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium sont également prises en compte, de même que les émissions de CO₂.

Le périmètre de reporting des données sécurité englobe l'ensemble des entités du Groupe, y compris les sites non industriels.

Par rapport à 2013, le périmètre de reporting 2014 intègre sept nouveaux sites : six usines supplémentaires en Chine et aux États-Unis et un nouveau centre technique en France. En revanche, trois sites dont un dans l'automobile ont été cédés, en Europe et en Chine.

Les données environnementales ont été collectées sur les onze premiers mois de l'année 2014 (de janvier à novembre), puis extrapolées sur douze mois. Les données sécurité couvrent les douze mois de l'année 2014.

Les heures travaillées utilisées dans les calculs des taux de fréquence et des taux de gravité d'accidents du travail sont fournies au département HSE par le département Ressources Humaines. Ces données peuvent varier d'un site à l'autre en fonction du mode de prise en compte des absences. Un travail visant à garantir l'homogénéité des heures travaillées fournies par le département Ressources Humaines et des absences sera réalisé durant l'année 2015.

Le Groupe n'a pas jugé pertinents les trois indicateurs suivants au regard de son activité et ne les a pas retenus : « Utilisation des sols », « Adaptation aux conséquences du changement climatique » et « Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité ». Néanmoins, ces exclusions sont réexaminées chaque année en fonction de l'évolution du contexte réglementaire, des implantations géographiques et des process.

La Compagnie Plastic Omnium poursuit la formalisation de son management environnemental initiée en 2001.

Le principe de management et de reporting retenu est celui de l'implication de tous les acteurs au travers du référentiel ISO 14001, avec une décentralisation des responsabilités au niveau de chaque entité. La centralisation ne concerne que la stratégie générale et la consolidation des données brutes communiquées par les sites. Les partenaires et les fournisseurs sont progressivement intégrés à la démarche globale.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

La forte implication de la Direction Générale et le déploiement d'un management de l'Environnement et de la Sécurité depuis 2002 se sont traduits par une poursuite de l'amélioration de divers indicateurs durant l'année 2014 :

- ratios des consommations d'énergies rapportées au volume de matière transformée :
 - Électricité : 1,8 kWh/kg de matière transformée en 2014 par rapport à 1,677 kWh/kg en 2013 soit + 7,3%;
 - Gaz : 0,556 kWh/kg de matière transformée en 2014 contre 0,594 kWh/kg en 2013, soit -6,4%;
- le ratio de consommation d'eau rapportée au volume de matière transformée s'améliore de 1,7%, passant de 4,887 l/kg en 2013 à 4,805 l/kg en 2014;
- le ratio des émissions de gaz à effet de serre rapportées au volume de matière transformée s'établit à 0,897 kg CO₂/kg de matière transformée en 2014 alors qu'il s'établissait à 0,831 kg CO₂/kg en 2013. Cette dégradation de 7,9 % s'explique par le mode de production de l'électricité dans les pays où la Compagnie Plastic Omnium connaît une forte croissance;
- dans le cadre de la maîtrise de consommations d'énergie, le programme « Top Planet » a été renforcé par la création de fiches de bonnes pratiques sur la réduction des consommations d'énergies, l'extension à toutes les activités du Groupe d'une méthodologie de diagnostic de la consommation d'électricité et l'obtention de la certification du Management des Énergies ISO 50001 pour six sites ce qui porte à huit le nombre de sites certifiés fin 2014.
- dans le domaine de la sécurité, on constate une amélioration sur un an de 26% du Tf1 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec arrêt, personnel intérimaire inclus) qui s'établit à 2,88 contre 3,89 en 2013. Le Tf2 (Taux de Fréquence des Accidents de Travail avec et sans arrêt, personnel intérimaire inclus) s'améliore de 33% par rapport à l'année précédente, ressortant à 5,15 contre 7,70 en 2013;
- Le Tg (Taux de Gravité, personnel intérimaire inclus) s'améliore fortement, passant de 0,24 en 2013 à 0,09 en 2014. Cette amélioration s'explique par l'absence d'accident fatal en 2014 alors qu'en 2013, 6 000 jours d'arrêt avaient été comptabilisés en raison d'un accident fatal sur un site situé en Thaïlande.

Par ailleurs, le programme de certification ISO 14001 s'est poursuivi en 2014; il couvre à présent 90 sites certifiés sur 101, soit 89% du périmètre de certification (contre 85 sites sur 102 à la fin 2013).

Parallèlement, dans le cadre du programme de certification OHSAS 18001 initié fin 2005, on dénombrait, fin 2014, 84 sites certifiés sur 100, soit 84% du périmètre de certification (contre 76 sites sur 100 à la fin 2013).

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens, obtenue en décembre 2006, a été renouvelée en décembre 2014 par un audit de suivi n'ayant détecté aucune non-conformité.

Dans le cadre de son action sur l'évolution des comportements individuels et collectifs en matière de sécurité, la Compagnie Plastic Omnium a organisé une journée mondiale de la sécurité le 15 octobre 2014 impliquant plus de 20 000 collaborateurs dans 29 pays, et déployée dans les 17 langues parlées dans le groupe. Cette journée a permis de mobiliser l'ensemble du personnel autour des enjeux sécurité auxquels il est confronté au quotidien. Plusieurs entités ont profité de cet événement pour développer le concept des stands pédagogiques qui permettent d'appréhender concrètement les risques liés à leurs activités. Un multiplexe a permis au Comité de Direction d'échanger sur le bon déroulement de cet événement, avec les sites asiatiques, américains et européens participant à cette manifestation

DONNÉES ENVIRONNEMENTALES

Impacts environnementaux

CONSUMMATIONS 2014 EN EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|------------------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| Eau en m³* | | | |
| Consommation annuelle | 2 246 764 | 2 336 671¹ | 2 262 108 |
| <i>Part de CA couvert</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> |
| Électricité en KWh | | | |
| Consommation annuelle | 841 492 141 | 801 959 452² | 787 638 534 |
| <i>Part de CA couvert</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> |
| Gaz en KWh | | | |
| Consommation annuelle | 260 025 512 | 284 082 620³ | 292 912 446³ |
| <i>Part de CA couvert</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> |
| Fuel en m³ | | | |
| Consommation annuelle | 1 794 | 1 178⁴ | 1 296⁴ |
| <i>Part de CA couvert</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> | <i>100%</i> |

* Sources d'approvisionnement en eau : sur 95% des volumes consommés en 2014, 97% proviennent de l'eau de ville et 3% proviennent d'eaux souterraines

¹ La consommation d'eau de 2013 a été corrigée suite à l'identification de données erronées sur deux sites

² La consommation d'électricité de 2013 a été corrigée suite à l'identification de données erronées sur deux sites

³ Les consommations de gaz de 2012 et 2013 ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur quatre sites

⁴ Les consommations de fuel de 2012 et 2013 ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur trois sites

Plus de 87% des sites déclarent disposer d'un plan de réduction des consommations pour améliorer leur efficacité énergétique.

CONSOMMATIONS 2014 MATIÈRES PLASTIQUES :

Les matières plastiques constituent la principale matière première des deux pôles d'activité de la Compagnie Plastic Omnium.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|---------|----------------------|---------|
| Plastiques vierges (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 356 282 | 352 529 ¹ | 339 085 |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Plastiques recyclés (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 47 168 | 47 885 | 52 294 |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Plastiques bio-sourcés (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 1 623 | 467 | 2 783 |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Total Plastiques (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 405 074 | 400 880 ¹ | 394 162 |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |

¹ La consommation de plastiques vierges de 2013 a été corrigée suite à l'identification de données erronées sur deux sites

La Compagnie Plastic Omnium promeut l'utilisation de matériaux recyclés et bio-sourcés :

- consommation de matières plastiques recyclées en 2014 : 47 168 tonnes.
- consommation de matières plastiques bio-sourcées en 2014 : 1 623 tonnes.

Par ailleurs, Plastic Recycling, filiale à 50/50 de la Compagnie Plastic Omnium et CFF Recycling, a recyclé par régénération 3 365 tonnes de matières plastiques.

CONSOMMATIONS 2014 - PEINTURES ET SOLVANTS :

Ces matières premières sont majoritairement utilisées par le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium dans son activité de pièces de carrosserie.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|--------|---------------------|---------------------|
| Peintures (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 7 977 | 7 535 ¹ | 8 161 ¹ |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Solvants (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 7 438 | 6 601 ¹ | 5 203 ¹ |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Solvants + Peintures (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 15 415 | 14 137 ¹ | 13 364 ¹ |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |

¹ Les consommations de peintures et solvants de 2012 et 2013 ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur deux sites

CONSOMMATIONS 2014 - AUTRES MATIÈRES PREMIÈRES : BOIS, ACIER ET ALUMINIUM

Ces matières premières sont majoritairement utilisées par le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|------------------------------|--------|---------------------|---------------------|
| Bois (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 72 | 93 | 74 |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Acier (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 46 325 | 62 235 ¹ | 57 676 ¹ |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |
| Aluminium (en tonnes) | | | |
| Consommation annuelle | 699 | 790 | 260 |
| Part de CA couvert | 100% | 100% | 100% |

¹ Les consommations d'acier de 2012 et 2013 ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur un site

REJETS ATMOSPHÉRIQUES 2014 :

- COV (composés organiques volatils) :

Les émissions de COV sont majoritairement issues des activités de la Compagnie Plastic Omnium dans les pièces de carrosserie. La plupart des chaînes de peinture sont équipées de systèmes de destruction des COV.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|-------|--------|-------|
| COV équivalent Carbone (en tonnes) | 2 054 | 2 156* | 1 482 |
| Part du CA couvert des sites concernés | 100% | 100% | 100% |

* Les émissions de COV ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur un site.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

■ GES (gaz à effet de serre) :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|
| CO₂ * (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 419 423 ¹ | 396 900 | 368 583 ¹ |
| | 100% | 100% | 100% |
| N₂O (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 0 | 0 ¹ | 0 ¹ |
| | 100% | 100% | 100% |
| CH₄ (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 16 | 12 ² | 4 |
| | 100% | 100% | 100% |
| HFC (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 390 | 601 | 1 247 |
| | 100% | 100% | 100% |
| PFC (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 0 | 0 | 0 |
| | 100% | 100% | 100% |
| SF₆ (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 0 | 0 | 0 |
| | 100% | 100% | 100% |
| Total GES (en tonnes équivalent CO ₂) <i>Part du CA couvert des sites concernés</i> | 419 829 | 397 513 ¹ | 369 834 ¹ |
| | 100% | 100% | 100% |

* Ces chiffres correspondent aux émissions de CO₂ issues des énergies consommées par les sites industriels (source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, données 2012)

¹ Les émissions de CO₂, de N₂O, et le total des GES de 2012 et 2013 ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur plusieurs sites.

² Les émissions de CH₄ de 2013 ont été corrigées suite à l'identification de données erronées sur un site.

Plus de 85% des sites déclarent avoir mis en place des mesures de prévention, de réduction et/ou de réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement. Des exemples des mesures mises en place sont donnés ci-dessous :

- **air** : systèmes de destruction des COV, utilisation de peintures hydrosolubles...;
- **eau** : utilisation de circuits fermés, traitement des boues de peinture...;
- **sol** : zones de rétention pour stockage liquides (peintures, solvants, huiles...), études préalables « phase 1 » et « phase 2 » lors d'acquisitions.

DÉCHETS 2014 :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|--------|---------------------|--------|
| Déchets recyclés (en tonnes) | | | |
| Rejets annuels | 42 817 | 42 279 ¹ | 40 387 |
| <i>Part de CA couvert</i> | 100% | 100% | 100% |
| Déchets valorisés (en tonnes) | | | |
| Rejets annuels | 12 466 | 10 195 | 9 165 |
| <i>Part de CA couvert</i> | 100% | 100% | 100% |
| Déchets ultimes (en tonnes) | | | |
| Rejets annuels | 8 841 | 10 354 ¹ | 7 735 |
| <i>Part de CA couvert</i> | 100% | 100% | 100% |
| Total déchets (en tonnes) | | | |
| Rejets annuels | 64 124 | 62 828 ¹ | 57 287 |
| <i>Part de CA couvert</i> | 100% | 100% | 100% |

¹ Les déchets recyclés et ultimes de 2013 ont été corrigés suite à l'identification de données erronées sur trois sites.

- Coût global du traitement des déchets : 4,9 millions d'euros (100% du CA couvert)
- Recette générée grâce à la vente par les sites des déchets à recycler : 7,3 millions d'euros (100% du CA couvert).

Nuisances sonores et olfactives

Plusieurs initiatives d'actions préventives et correctives ont été mises en œuvre pour réduire l'exposition des salariés aux bruits et aux odeurs :

- cartographie des niveaux d'exposition sonore sur tous les sites;
- port obligatoire de protections auditives individuelles au-dessus des seuils réglementaires;
- à titre d'exemples : études acoustiques, études sur l'air ambiant (fumées et poussières) effectuées par les cabinets spécialisés dans les deux pôles d'activité de la Compagnie Plastic Omnium.

Pénibilité

90% des postes de travail de l'activité Auto Inergy de la Compagnie Plastic Omnium ont été évalués selon une méthode de cotation de pénibilité. Des démarches similaires sont engagées dans les autres activités.

Gestion du risque chimique

Poursuite de la démarche «CMR free» au sein de la Compagnie Plastic Omnium :

- rapport mensuel du suivi de l'ensemble des substances utilisées au sein du Groupe avec démarche de substitutions pour toutes les substances CMR & SVHC ;
- gestion de la base de données de l'ensemble des substances utilisées dans le Groupe par un partenaire tiers chargé de veiller à l'évolution des connaissances scientifiques ;
- mise en place d'une gestion informatisée de l'ensemble des Fiches de Données Sécurité (FDS) ;
- analyses multiples (poussières, fibres, odeurs...) pour garantir que les employés ne sont pas exposés à des substances potentiellement à risque au-delà des seuils réglementaires ;
- étude menée par un organisme tiers sur les enjeux santé/sécurité liés à l'activité composites (aérodynamique des bâtiments, flux d'extraction aux postes de travail, mesures d'exposition diverses...).

Certifications

Le périmètre de certification est constitué de l'ensemble des sites de production des sociétés détenues à 50 % ou plus par la Compagnie Plastic Omnium. Les Sites Avancés Fournisseurs (SAF) sont inclus dans la certification des sites de production auxquels ils sont rattachés.

ISO 14001 :

90 sites sont désormais certifiés ISO 14001, ce qui représente 89 % du périmètre à certifier comprenant 101 sites. L'objectif de 91 % visé pour 2014 a été quasiment atteint compte tenu de l'entrée de nouvelles usines dans le périmètre à certifier. Ces nouveaux sites sont engagés dans la démarche de certification

Le périmètre à certifier étant plus large, l'objectif visé, pour 2015, est de 86 %.

OHSAS 18001 :

84 sites sont, à présent, certifiés OHSAS 18001, ce qui représente 84 % du périmètre à certifier incluant 100 sites. Pour les mêmes raisons que pour l'ISO 14001, l'objectif de 87 % visé pour 2014 n'a pu être totalement atteint. Tous les sites sont néanmoins engagés dans la démarche de certification. L'objectif visé pour 2015 est de 82 %.

La certification OHSAS 18001 du pilotage central de la sécurité des personnes et des biens du Groupe, obtenue en décembre 2006, a été confirmée en décembre 2014 par un audit de suivi qui n'a décelé aucune non-conformité.

Organisation

L'organisation HSE de la Compagnie Plastic Omnium repose sur :

- une Direction HSE Groupe, chargée de la mise en œuvre de la stratégie HSE définie par le Comité de Direction Groupe et de l'animation et de la coordination des plans d'actions associés au Système de Management Sécurité ;
- un réseau « HSE » constitué de correspondants dédiés dans chaque activité ;
- une intégration des performances Sécurité dans les objectifs individuels ;
- un reporting mensuel des principaux indicateurs Environnement et Sécurité, examiné en parallèle des indicateurs financiers au cours de chaque Comité de Direction Groupe ;
- la tenue de trois Comités HSE Groupe par an avec la participation du Comité de Direction Groupe.

Formation Sécurité & Environnement

- Information/Sensibilisation : 112 435 heures ont été dispensées en 2014, touchant 55 872 participants (100 % du CA couvert).
- Formation : 125 865 heures ont été dispensées en 2014, touchant 24 577 participants (100 % du CA couvert).
- Le déploiement du programme de formation baptisé « Top Safety » lancé en 2005 et visant à développer durablement une culture de sécurité pour tendre vers le « zéro accident », s'est encore accéléré en 2014, avec 40 sessions de formation dispensées en Europe, aux États-Unis, au Mexique, en Amérique du Sud et en Asie. 270 managers ont été formés en 2014, ce qui porte à 1 701 le nombre total de managers formés depuis le lancement du programme « Top Safety ». 286 techniciens ont suivi la formation « Top Safety Maintenance » lancée en 2014 à leur attention.

Par ailleurs, 1 374 personnes ont été sensibilisées en 2014, ce qui porte à 13 621 le nombre de personnes sensibilisées au programme « Top Safety » depuis 2005.

Développement du leadership en HSE

Le plan HSE lancé par le Groupe en 2012 a vu son déploiement progresser de 6 % en 2014 (74 % de réalisation en 2014 contre 68 % en 2013). Articulé autour de cinq piliers, il traduit la volonté de la Compagnie Plastic Omnium de continuer à renforcer la sécurité des hommes et des biens et à minimiser les impacts de ses activités sur l'environnement.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Un des facteurs de succès du plan HSE réside dans l'application stricte des « 6 non négociables », diffusés dans les 17 langues parlées dans les sites de la Compagnie Plastic Omnium :

- circulation des piétons;
- équipement de protection individuelle;
- chariots automoteurs;
- charges suspendues;
- consignation LOTO;
- travail en hauteur.

Lors de la réunion annuelle des 100 top managers de la Compagnie Plastic Omnium (Top 100), les participants ont suivi, sur une demi-journée, un parcours HSE composé de sept stands pédagogiques illustrant les enjeux liés au non-respect des « 6 non négociables ».

Dépenses et investissements relatifs à l'environnement et à la sécurité

- Recherche et Développement : 271 millions d'euros, soit 5,1% du CA consolidé.
- Dépenses Environnement et Sécurité : 12,6 millions d'euros (100% du CA couvert).
- Investissements industriels et en R&D : 350 millions d'euros
- Investissements spécifiques Environnement et Sécurité : 4,6 millions d'euros (100% du CA couvert).
- Provision pour risque environnemental : 8,9 millions d'euros (100% du CA couvert).
- Pas de produits transformés à base d'amiante.

À noter que les variations de périmètre, d'assiette de répartition et de taux de réponse entre 2013 et 2014 ont une légère influence sur l'évolution des indicateurs.

INFORMATIONS SANTÉ & SÉCURITÉ

MALADIES PROFESSIONNELLES* :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|------|------|------|
| Nombre de Maladies Professionnelles déclarées | 23 | 19 | 26 |
| Nombre de Maladies Professionnelles reconnues | 26 | 18 | 24 |

* Maladies Professionnelles reportées selon les sept catégories de maladies recensées par l'Organisation Mondiale de la Santé.

INDICATEURS SÉCURITÉ (PERSONNEL INTÉrimAIRE INCLUS) :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|-------|---------|-------|
| Nombre de premiers soins | 1 980 | 1 854 | 1 980 |
| Nombre d'accidents du travail sans arrêt | 103 | 170 | 185 |
| Nombre d'accidents du travail avec arrêt | 131 | 174 | 173 |
| Nombre de jours perdus pour accidents du travail avec arrêt | 4 235 | 10 644* | 4 371 |

* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Thaïlande en avril 2013

TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ (PERSONNEL INTÉrimAIRE INCLUS) :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|------|-------|------|
| Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées) | 2,88 | 3,89 | 4,07 |
| Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées) | 5,15 | 7,70 | 8,43 |
| Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées) | 0,09 | 0,24* | 0,10 |

* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Thaïlande en avril 2013

TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ (HORS PERSONNEL INTÉrimAIRE) :

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|------|-------|------|
| Tf1 : Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées) | 2,82 | 3,93 | 3,83 |
| Tf2 : Taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt (en nombre d'accidents par million d'heures travaillées) | 5,30 | 8,03 | 8,43 |
| Tg : Taux de gravité des accidents du travail (en nombre de jours perdus pour accidents avec arrêt par millier d'heures travaillées) | 0,11 | 0,29* | 0,12 |

* Intégration de 6 000 jours d'arrêt pour la prise en compte d'un accident fatal survenu sur l'un des sites en Thaïlande en avril 2013

Ces chiffres traduisent directement le résultat des actions entreprises depuis douze ans pour améliorer la sécurité au travail.

ACCORDS EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL :

31 accords s'appliquaient en matière de santé et de sécurité en 2014. En France, les accords de pénibilité ont mis l'accent sur l'ergonomie au travail. Dans ce cadre, la Division Auto Inergy de la Compagnie Plastic Omnium a procédé à une évaluation ergonomique de 90 % de ses postes de travail selon une méthode de cotation de pénibilité.

INFORMATIONS SOCIALES

Le Groupe comprend, à fin 2014, 21 833 personnes, dont 21 824 pour la Compagnie Plastic Omnium et 9 pour Burelle et Burelle Participations. L'essentiel des informations données dans cette section porte donc sur la Compagnie Plastic Omnium, principale composante du groupe Burelle.

Engagée dans une politique de développement durable et soucieuse de respecter ses obligations, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée de moyens solides et efficaces pour garantir une politique RSE ambitieuse. Elle a investi dans des moyens humains dédiés à la consolidation des données et un logiciel de reporting préexistant et configuré pour répondre aux besoins du RSE. Cet outil permet une diffusion des indicateurs concernés de manière uniforme à travers le monde. Une consolidation et une méthode de contrôle en central ont été enrichies afin d'assurer une plus haute fiabilité du reporting. Un protocole spécifique aux départements HSE et Ressources Humaines a été élaboré et précise dans un seul et même document les définitions des indicateurs identifiés. La procédure RSE ainsi que les résultats consolidés des données RSE font l'objet d'une revue par la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium.

Périmètre du rapport

Les effectifs au 31 décembre par nature de contrat et intérim sont étendus à l'ensemble des entités juridiques incluses dans le périmètre de consolidation des **Comptes de gestion** selon le pourcentage de consolidation dès lors que l'intégration est globale ou proportionnelle. HBPO et YFPO en particulier sont inclus.

De même, les répartitions des effectifs inscrits Hommes / Femmes, par catégories Ouvriers / Employés / Cadres, ainsi que par tranche d'âges et les intérim couvrent l'ensemble des entités juridiques qui sont dans le périmètre de consolidation dès lors que l'intégration est globale ou proportionnelle en fonction de leur pourcentage de consolidation.

Les autres données sociales ne comprennent pas HBPO.

Modes de calcul

Les indicateurs sont arrêtés au 31 décembre à l'exception des indicateurs suivants :

| Mode de calcul | Indicateurs |
|--|--|
| Arrêtés au 30 novembre et extrapolés au 31 décembre sur la base du ratio effectif décembre / effectif novembre : | Répartition Hommes / Femmes ; Répartition Ouvriers / Employés / Cadres ; Salariés travaillant en équipe ou à temps partiel ; Nombre de femmes cadres. |
| Arrêtés au 30 novembre et extrapolés au 31 décembre sur la base du ratio de 12/11 : | Les heures de formation interne et externe ; Les factures des organismes de formation ; Le nombre de stagiaires ; Le nombre de salariés formés depuis le 1 ^{er} janvier. |
| Arrêtés au 30 novembre et considérés comme valables pour l'année entière : | Temps de travail hebdomadaire ; Pourcentage de salariés couverts par une convention collective ; Pourcentage de salariés formés dans l'année ; Nombre de personnes handicapées ; Postes de travail modifiés pour les personnes handicapées. |
| Arrêtés au 31 octobre et considérés comme valables pour l'année entière : | Nombre d'incidents de discrimination ; Nombre de mesures prises suite aux incidents de discrimination ; Comités ; Autres commissions ; Syndicats représentés ; Accords d'entreprise ; Accords en matière de santé et de sécurité au travail. |

Les indicateurs pour la répartition Hommes / Femmes et la répartition Ouvriers / Employés / Cadres des effectifs de HBPO ont été répartis au prorata des informations réelles remontées, hors YFPO.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Effectifs

EFFECTIFS INSCRITS AU 31 DÉCEMBRE 2014

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Effectifs inscrits | 17 550 | 17 980 | 18 350 |
| Contrats à durée indéterminée | 16 089 | 16 509 | 16 152 |
| Contrats à durée déterminée | 1 461 | 1 471 | 2 198 |
| Hommes | 13 603 | 13 918 | 14 210 |
| Femmes | 3 947 | 4 062 | 4 140 |
| Ouvriers | 8 820 | 9 423 | 10 042 |
| Employés, techniciens et agents de maîtrise | 4 676 | 5 046 | 4 975 |
| Cadres | 4 054 | 3 511 | 3 333 |
| Intérimaires en fin d'année | 4 283 | 4 096 | 2 693 |
| Effectifs totaux (inscrits + intérimaires) | 21 833 | 22 076 | 21 043 |
| Intérimaires moyens en équivalent temps plein | 4 201 | 3 741 | 2 898 |

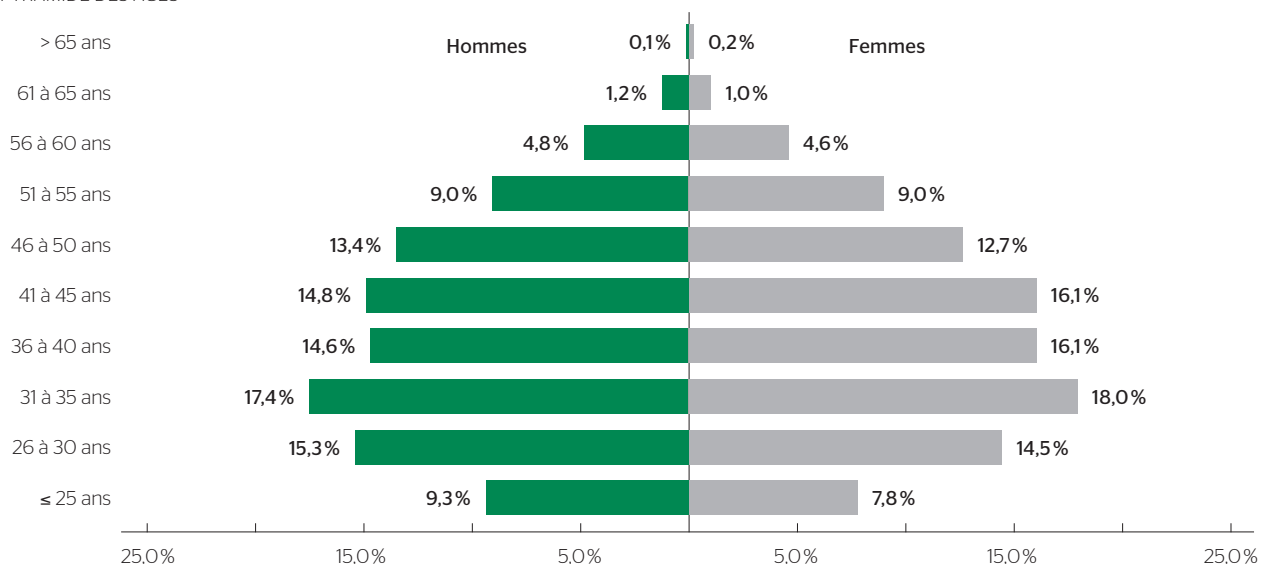
L'effectif total au 31 décembre 2014 est proche de celui de 2013.

La progression du nombre de cadres (+15,5%) reflète la croissance de l'activité ainsi que l'amélioration du reporting des filiales chinoises. L'augmentation du nombre d'intérimaires est liée en particulier, au lancement de nouveaux projets et à la création de douze nouvelles entités.

Les restructurations ont porté essentiellement sur le transfert de l'activité Recherche et Développement de Auto Inergy, ce qui a affecté 147 personnes.

Les sites fermés ou cédés ont réduit les effectifs de 268 personnes et la déconsolidation de trois entités de 173 personnes. Sans ces opérations, les effectifs auraient crû de 198 personnes.

PYRAMIDE DES ÂGES



EFFECTIFS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2014

| | CDI | CDD | Total inscrits | Intérimaires | Total |
|---------------------------------|---------------|--------------|----------------|--------------|---------------|
| France | 4 483 | 33 | 4 516 | 726 | 5 242 |
| Europe de l'Ouest (hors France) | 3 006 | 177 | 3 183 | 769 | 3 952 |
| Europe de l'Est | 1 743 | 511 | 2 254 | 498 | 2 752 |
| Amérique du Nord | 2 556 | 687 | 3 243 | 577 | 3 820 |
| Amérique du Sud et Afrique | 1 107 | 22 | 1 129 | 66 | 1 195 |
| Asie | 3 194 | 31 | 3 225 | 1 647 | 4 872 |
| Total | 16 089 | 1 461 | 17 550 | 4 283 | 21 833 |

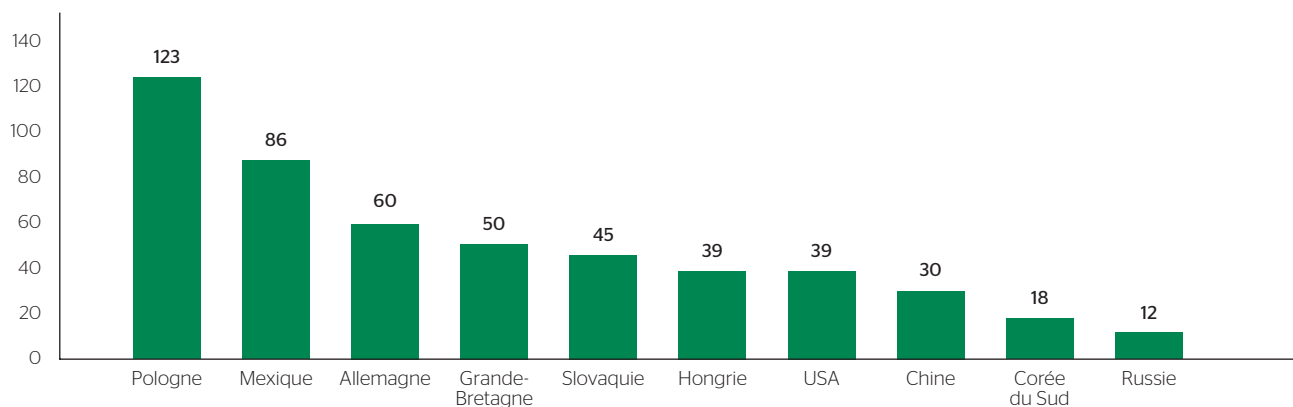


- 24% France
- 22,3% Asie
- 18,1% Europe de l'Ouest (hors France)
- 17,5% Amérique du Nord
- 12,6% Europe de l'Est
- 5,5% Amérique du Sud et Afrique

Au 31 décembre 2014, la part des salariés hors de France représente 76 % des effectifs du Groupe.

La France compte pour 24%, le reste de l'Europe de l'Ouest 18% et l'Europe de l'Est 13%. La Pologne est le pays qui a connu la plus forte augmentation en 2014, en raison notamment du projet SCR. La part de l'Amérique du Nord progresse de 16,5% en 2013 à 17,5%.

VARIATIONS POSITIVES ENTRE 2013 ET 2014



MOBILITÉ DES CADRES

En 2014, 13% des cadres ont changé de poste contre 9% en 2013.

Plus de 90% des postes clés vacants ont été pourvus en interne. Un outil de gestion de la mobilité permet à chaque collaborateur d'indiquer ses souhaits d'affectation, de consulter les postes disponibles et de postuler en interne.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

ENTRÉES ET DÉPARTS

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|-------|-------|------|
| Nombre de salariés recrutés dans l'année | | | |
| Recrutements de cadres | 634 | 429 | |
| Recrutements de non cadres | 2 338 | 2 711 | |
| Nombre de salariés licenciés dans l'année | | | |
| Licenciements économiques | 367 | 388 | 87 |
| Licenciements pour autre motif | 718 | 744 | 473 |
| Total des licenciements | 1 085 | 1 132 | 560 |

En 2014, 2 972 personnes dont 634 cadres ont été recrutées dans le Groupe.

La Compagnie Plastic Omnium recrute activement dans les pays à forte croissance où elle organise des partenariats avec des écoles d'ingénieurs, comme avec l'École Centrale à Beijing. Elle a mis en place un programme d'intégration de VIE qui lui permet de constituer un vivier pour de futures embauches de jeunes talents tout en leur offrant une expérience internationale. Elle développe de nouveaux outils de recrutement sur le web ou au travers des outils digitaux (réseaux sociaux et sites de recrutement).

Parallèlement, la Compagnie Plastic Omnium fait face à des tensions sur le marché du travail au niveau mondial. La part des démissions représente en 2014 près de la moitié des départs qui sont en augmentation de 38% par rapport au nombre de 2013. Des outils spécifiques ont été mis en place pour fidéliser les collaborateurs.

Organisation du temps de travail

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Heures supplémentaires | | | |
| Temps de travail hebdomadaire | 35 à 48 h | 35 à 48 h | 35 à 48 h |
| Heures supplémentaires (équivalent temps plein) | 1 033 | 1 179 | 1 026 |
| Nombre de salariés travaillant en équipe | | | |
| Salariés travaillant en équipe | 9 716 | 9 564 | 10 034 |
| <i>dont salariés travaillant la nuit seulement</i> | 1 026 | 987 | 1 157 |
| <i>dont salariés travaillant le week end seulement</i> | 63 | 121 | 118 |
| Salariés à temps partiel | 292 | 338 | 366 |

Absentéisme

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|-------|-------|-------|
| Taux d'absentéisme pour accidents de travail | 0,10% | 0,10% | 0,07% |
| Taux d'absentéisme pour autres motifs | 2,57% | 2,74% | 2,61% |
| Taux d'absentéisme total | 2,67% | 2,84% | 2,69% |

Politique de lutte contre les discriminations

Les sociétés du Groupe sont engagées à maintenir un environnement professionnel au sein duquel les collaborateurs sont traités avec respect et où ils ne subissent aucun harcèlement verbal ou physique, ni aucune discrimination notamment à caractère racial ou sexuel.

Dans sa politique de ressources humaines, la Compagnie Plastic Omnium respecte dans les pays où elle est implantée les principes fondamentaux de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en matière de liberté d'association et de droits de négociation collective, d'élimination des discriminations en matière d'emploi et de professions, d'élimination du travail forcé ou obligatoire et d'abolition du travail des enfants. La Compagnie Plastic Omnium adhère au pacte Mondial de l'ONU et renouvelle chaque année son engagement par une lettre signée par son Président-Directeur Général.

INCIDENTS DE DISCRIMINATION

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|------|------|------|
| Nombre d'incidents de discrimination | 0 | 0 | |
| Nombre de mesures prises suite aux incidents de discrimination | 0 | 0 | |

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|------|------|------|
| Nombre de femmes cadres au 31 décembre | 816 | 658 | 654 |
| Nombre de femmes cadres recrutées dans l'année | 126 | 95 | 151 |

Les sociétés du Groupe sont engagées à ne procéder à aucune discrimination tant à l'embauche qu'au cours du parcours professionnel du salarié. Chaque année, des analyses comparatives de rémunérations Femmes/Hommes sont menées dans les différents pays. En France, la Compagnie Plastic Omnium est partenaire d'une association dont l'objectif est de faire découvrir les métiers d'ingénieurs et de techniciennes et de susciter des vocations.

PERSONNES HANDICAPÉES

Le Groupe mène une politique de non-discrimination à l'embauche et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés. Il confie aux ateliers d'insertion de personnes handicapées ses travaux de sous-traitance (restauration, reprographie,...) dans la mesure du possible. En 2014, 20 personnes handicapées ont été recrutées.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|------|------|------|
| Nombre de handicapés | 311 | 285 | 301 |
| Postes de travail modifiés pour les handicapés | 42 | 48 | |
| Nombre de handicapés recrutés dans l'année | 20 | 5 | |

Relations sociales

Les sociétés du Groupe ont une politique de relations sociales qui vise à développer le dialogue et la concertation dans les pays où elles sont implantées. À ce titre, 59% des salariés sont couverts par une convention collective dans le monde et 126 accords ont été conclus en 2014.

Dans le cadre de la démarche proactive en matière d'hygiène de sécurité et d'environnement, le Groupe a conclu 31 accords en vigueur en matière de santé et sécurité au travail, contre 18 en 2013.

Le nombre de syndicats représentés est quant à lui quasiment stable (+1) par rapport au chiffre de 2013.

Depuis 1996, le Comité de Concertation Européen tient une réunion par an. Cette instance consultative comprend 31 membres salariés représentant huit pays.

En 2014, en vue d'une application effective des accords générations signés à travers les entités en France, treize sessions d'information retraite ont été organisées pour 288 personnes.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|------|------|------|
| Comités existants | 157 | 157 | 156 |
| <i>dont Comités d'entreprise</i> | 60 | 60 | |
| Autres commissions (Formation ou Suggestions) | 71 | 71 | 77 |
| Syndicats représentés | 31 | 30 | 32 |
| Accords d'entreprise conclus dans l'année | 126 | 147 | 114 |
| Pourcentage de salariés couverts par une convention collective | 59% | 57% | |

Formation

Le Groupe s'est doté, en 2013, d'un outil global de gestion de la formation avec, pour objectif, de renforcer l'acquisition et le développement de connaissances ou/et de compétences, de définir des parcours individuels de formation et de diversifier les voies d'apprentissage (e-learning, formation en présentiel, classes virtuelles, mixte e-learning). Des contenus e-learning ont été lancés fin 2013 concernant notamment le Code de Conduite et la politique HSE du Groupe.

En 2014, la plateforme de gestion de la formation de la Compagnie Plastic Omnium est accessible à 9 590 collaborateurs. L'e-learning représente 10% des modules¹ de formation créés.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place de nouveaux programmes de formation pour s'assurer d'un management de haute qualité et de l'évolution des compétences. Le programme 'Starter' a été lancé en Chine et en Amérique du Nord et sera étendu à d'autres pays en 2015. Il vise à développer les compétences de leadership dans les premières années du parcours professionnel et à améliorer la compréhension de la culture du Groupe.

Un autre programme portant sur les mêmes objectifs, 'Booster', sera mis en place pour les cadres confirmés en 2015.

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|--|---------------------|---------------------|---------|
| Commissions de formation | 33 | 29 | |
| Nombre de stagiaires | 94 205 ³ | 38 533 ² | 376 832 |
| Nombre de stages/salarié/an | 5,50 | 2,29 | 2,23 |
| Total des factures des organismes de formation (en milliers d'euros) | 4 578 | 42 112 | 4 364 |
| Total des heures de formation | 418 288 | 4 044 362 | 392 892 |
| Heures de formation par an et par salarié | 24,43 | 24,02 | 23,40 |

¹ Formations au catalogue dispensées ou pas

² Corrections suite à l'identification de données erronées

³ Désormais, toutes les heures de formation, indépendamment de leur durée, sont prises en compte dans la comptabilisation du nombre de stagiaires

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

Œuvres sociales (France uniquement)

| | 2014 | 2013 | 2012 |
|---|-------|-------|-------|
| Montant des œuvres sociales (Comités d'entreprise) versées dans l'année (en milliers d'euros) | 1 439 | 1 517 | 1 608 |

Plan épargne groupe

Au 31 décembre 2014, le Plan Épargne Groupe en place en France comprenait 1 464 adhérents détenant 1 857 204 actions de la Compagnie Plastic Omnium achetées sur le marché boursier, soit 1,21% du capital social. Les salariés ne disposent pas d'autres actions au titre de l'actionariat prévu par les articles L. 225-129 et L. 225-138 du Code de commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Frais de personnel

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 |
|--|------------------|------------------|
| Salaires et traitements | (597 704) | (586 143) |
| Charges sociales | (161 804) | (168 304) |
| Participation des salariés | (11 307) | (10 753) |
| Coût des engagements de retraite et obligations similaires | 271 | 875 |
| Rémunération sur base d'actions | (8 527) | (2 060) |
| Autres charges de personnel | (22 939) | (23 559) |
| Total des frais de personnel hors frais de personnel des intérimaires | (802 010) | (789 944) |
| Coût du personnel des intérimaires | (95 475) | (77 501) |
| Total des frais de personnel y compris intérimaire | (897 485) | (867 445) |

INFORMATIONS SOCIÉTALES

Thématiques sociétales

Dès 2003, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un corpus de règles fondamentales en matière d'éthique des affaires rassemblées dans un Code de Conduite. Ce document qui est distribué à tous les nouveaux salariés cadres du Groupe, y compris ceux de Burelle SA et de Burelle Participations, est disponible en sept langues et consultable sur l'Intranet du Groupe.

Régulièrement mis à jour, il a été complété en 2010 par le Code de Conduite « Concurrence », sur les comportements et règles à respecter dans le domaine du droit de la concurrence. En 2014, le module e-learning de ce code a été traduit en 13 langues et suivi par 410 salariés.

En 2003, la Compagnie Plastic Omnium a adhéré aux principes édictés par le Pacte Mondial de l'ONU. Par sa signature, elle réaffirme son engagement clair pour le respect des principes fondamentaux dans le domaine des droits de l'homme, des normes au travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Depuis 2010, les conditions générales d'achat définissant les relations avec les fournisseurs rappellent l'obligation de respecter les fondements et les règlements en matière de sécurité, de santé, de travail des mineurs, de travail dissimulé et du respect des droits de l'homme. De même, les fournisseurs s'engagent à respecter le règlement européen REACH (Registration, Évaluation, Authorization and Restriction of Chemicals - Enregistrement, Évaluation, Autorisation et restriction des produits chimiques) et affirment que leurs fournitures ne comportent aucune substance CMR (Cancérogène, Mutagène, Reprotoxique).

Impact territorial, économique et social de l'activité du Groupe en matière d'emploi et de développement régional

La Compagnie Plastic Omnium est implantée dans 30 pays à travers le monde où elle exerce une activité industrielle (pièces et modules de carrosserie et systèmes à carburant pour l'automobile, ainsi que des conteneurs à déchets destinés aux collectivités locales et aux entreprises). Elle veille à être proche de ses clients en favorisant une politique de production locale dans des usines de proximité, particulièrement dans son pôle Automobile. Elle s'attache également à sélectionner des fournisseurs capables de produire au plus près de ses usines. Ainsi, le développement des marchés de la Compagnie Plastic Omnium à travers le monde s'accompagne d'un développement de l'emploi local et contribue au développement régional.

Impact territorial, économique et social de l'activité du Groupe sur les populations riveraines ou locales

Par son Code de Conduite, la Compagnie Plastic Omnium affirme son engagement à mener partout où elle opère une politique active de limitation des impacts de ses activités sur l'environnement. Cette politique s'appuie sur un processus de certification ISO 14001 qui vise à garantir l'application des standards internationaux dans toutes les usines. Au 31 décembre 2014, 90 sites sur les 101 sites constituant le périmètre de certification environnementale avaient obtenu cette certification.

Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par les activités du Groupe

LES CONDITIONS DU DIALOGUE AVEC CES PERSONNES OU ORGANISATIONS

Les sociétés du Groupe s'attachent à agir en liaison avec le tissu associatif.

Par exemple, le site situé à Anderson aux États-Unis soutient diverses œuvres caritatives, vient en aide à des enfants défavorisés et se mobilise pour fournir des couvertures aux sans-abris.

Au Royaume-Uni, des sites de la division Environnement de la Compagnie Plastic Omnium récoltent des fonds pour l'association « McMillan » (recherche pour lutter contre le cancer).

En Espagne, sur le site de Redondela, les salariés soutiennent des associations telles que 'Banco de Alimentos' ou 'Solidarity Caps' qui permettent de récolter des denrées alimentaires pour l'une, et de financer des actions pour des enfants malades ou dans le besoin, pour l'autre.

En Chine, Auto Inergy effectue des dons en faveur de la Croix Rouge et d'orphelinats. En Argentine, elle soutient la fondation 'Equidad' qui fournit des produits et services technologiques pour promouvoir l'égalité des chances, l'insertion sociale et la protection de l'environnement.

De nombreux sites ont développé des partenariats avec des écoles et des universités afin d'attirer des jeunes diplômés.

En 2014, Burelle SA a soutenu l'Association Astrée qui accompagne les personnes en difficultés.

Sous-traitance et fournisseurs

PRISE EN COMPTE DANS LA POLITIQUE D'ACHAT DES ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

En tant que fournisseur de rang 1 des constructeurs automobiles, la Compagnie Plastic Omnium a une importante responsabilité envers les parties prenantes qui sont impliquées dans ses activités et tout particulièrement envers ses fournisseurs. Le processus centralisé de sélection des fournisseurs et d'attribution des marchés passe par une analyse de différents critères. Parmi ces critères, figurent des données économiques et opérationnelles, mais aussi des critères de risques tant financiers qu'environnementaux ou sociaux.

Par l'acceptation des conditions générales d'achat de la Compagnie Plastic Omnium, les fournisseurs s'engagent à respecter l'ensemble des lois et règlements, en particulier, les dispositions relatives à la santé, la sécurité, l'environnement et au travail en lui-même. Ils s'engagent également à respecter le droit international, les standards et les réglementations applicables en matière de santé, de sécurité, de travail des mineurs, de travail illégal, forcé ou dissimulé et de discrimination des droits de l'homme.

Des thématiques environnementales et sociales sont intégrées au référentiel appliqué par la Compagnie Plastic Omnium pour les audits des fournisseurs réalisés préalablement à leur entrée au panel ainsi que lors des audits de suivi des fournisseurs déjà au panel : 138 audits fournisseurs ont ainsi été réalisés en 2014.

La Compagnie Plastic Omnium réalise également chez ses fournisseurs des audits spécifiques à la sécurité : 167 audits de ce type ont ainsi été réalisés en 2014.

Enfin, elle exerce toute son influence auprès de ses fournisseurs afin qu'ils s'engagent dans une démarche de certification environnementale ISO 14001. Elle a pu ainsi s'assurer en 2014 que 574 fournisseurs avaient déjà obtenu cette certification.

Loyauté des pratiques

LES ACTIONS ENGAGÉES POUR PRÉVENIR LA CORRUPTION

Le Code de Conduite de la Compagnie Plastic Omnium intègre un certain nombre de dispositions destinées à prévenir et à lutter contre la corruption. Il intègre notamment les règles à respecter vis-à-vis des clients, des fournisseurs et des agents de l'administration en matière d'offres d'argent, de cadeaux et d'invitations. Ce Code de Conduite est remis à chaque nouveau salarié cadre du Groupe. Disponible en sept langues, il fait l'objet de séances de formation spécifiques.

Le Code de Conduite fait partie du référentiel de contrôle interne de la Compagnie Plastic Omnium qui vérifie systématiquement sa connaissance et sa compréhension lors des missions d'audit interne.

Enfin, pour prévenir le risque de corruption dans les pratiques de ses fournisseurs, la Compagnie Plastic Omnium a intégré des clauses anti-corruption dans ses conditions générales d'achat.

Informations environnementales, sociales et sociétales

données dans le cadre de l'article l225-102-1 du Code de commerce
(Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 et arrêté du 30 avril 2002)

LES MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS

La Compagnie Plastic Omnium accompagne les constructeurs dans la recherche de solutions permettant de réduire les émissions polluantes produites par les véhicules automobiles en réduisant notamment le poids des véhicules. L'allègement du véhicule est un des axes prioritaires de ses efforts en matière de recherche et d'innovation. En concevant des pièces en plastique plus légères et en proposant des solutions dans des matériaux capables de réaliser des économies de poids par rapport à des pièces en acier, elle participe à l'effort de réduction des émissions de CO₂.

Elle contribue également à la réduction des oxydes d'azote (NOx) émis par les moteurs diesel au travers de son système de réservoir SCR (Selective Catalytic Reduction).

En Asie et en Russie, où les réservoirs sont encore majoritairement en métal, elle contribue à améliorer le niveau de sécurité des véhicules en proposant des solutions plus performantes en matières plastiques.

LES AUTRES ACTIONS ENGAGÉES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME

En adhérant au pacte mondial Global Compact, la Compagnie Plastic Omnium s'est engagée à ce que les sociétés de son groupe maintiennent un environnement professionnel au sein duquel les collaborateurs sont traités avec respect et où ils ne subissent aucun harcèlement verbal ou physique, ni aucune discrimination notamment à caractère racial, religieux ou sexuel.

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la société Burelle SA, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1058⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce.

RESPONSABILITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément à la procédure de reporting RSE utilisée par la Société (ci-après le « Référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la Société.

INDÉPENDANCE ET CONTRÔLE QUALITÉ

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

RESPONSABILITÉ DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de 8 personnes entre le 22 septembre 2014 et 25 février 2015 pour une durée d'environ 8 semaines. Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000⁽²⁾.

1 Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la Société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du Code de commerce. En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du Code de commerce. Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la Société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée dans la partie « Informations environnementales et sociales » du rapport de gestion. Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2 Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

NATURE ET ÉTENDUE DES TRAVAUX

Nous avons mené une trentaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE, auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2014

- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et de prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la Société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes⁽³⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante et des Directions HSE et RH, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif de sites que nous avons sélectionnés⁽⁴⁾ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque et au niveau de la Direction RH et des Directions Qualité Fournisseurs, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives.

L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 15% des effectifs et entre 13% et 46% des informations quantitatives environnementales. Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la Société. Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et les tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 13 avril 2015

L'organisme tiers indépendant
Mazars SAS

Jean-Luc Barlet
Associé

Emmanuelle Rigaudias
Associée RSE &
Développement Durable

⁽¹⁾ dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

⁽²⁾ ISAE 3000 - Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

⁽³⁾ Informations sociales : effectif (par type de contrat, statut, sexe, âge, zone géographique), heures de formations
Informations sécurité : taux de fréquence des accidents du travail avec et sans arrêt, nombre de salariés formés à Top Safety
Informations environnementales : consommations d'électricité, consommations de gaz, consommations d'eau, déchets (recyclés & valorisés), rejets atmosphériques GES
Informations sociétales : nombre d'audits CSR fournisseurs, nombre de personnes formées au Code de Conduite

⁽⁴⁾ Pour l'ensemble des informations citées ci-dessus : IN Adrian, IN Pfstatt, IN Vigo (Soufflage et Métal), AE Redondela, AE Edison Road, AE Fontaine, POE SULO Emballagen Herford, IN Herentals.
Pour les informations effectif, consommations d'électricité, consommations de gaz, déchets recyclés & valorisés, et rejets atmosphériques GES : AE Bratislava et AE Ruitz.
Pour les informations effectif et consommation d'eau : AE Saint Désirat
Pour les informations sociétales : en central auprès des Directions RH et Directions Qualité Fournisseurs

Préambule

DES COMPTES CONSOLIDÉS AUX COMPTES DE GESTION

Les principes comptables retenus pour la préparation des **Comptes consolidés** sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2014 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. Le référentiel IFRS comprend les *International Accounting Standards (IAS)* et les *International Financial Reporting Standards (IFRS)* ainsi que les *International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC)*.

Le Groupe utilise des comptes et informations de gestion pour son management opérationnel et dans le cadre de sa communication financière (**Comptes de gestion**). Les principes comptables retenus pour la préparation de ces **Comptes de gestion** ne diffèrent pas des principes comptables utilisés pour établir les **Comptes consolidés** au 31 décembre 2014 à l'exception de la méthode de consolidation des coentreprises des sociétés HBPO, Yanfeng Plastic Omnium, B.P.O. AS et Signal AG. Ces sociétés ne sont pas consolidées par la méthode de mise en équivalence dans les **Comptes de gestion**, contrairement aux **Comptes consolidés**, du fait des nouvelles normes IFRS de consolidation applicables au 1^{er} janvier 2014.

À des fins de clarté, une réconciliation sur le Bilan, Compte de Résultat, Tableau de Variation de Trésorerie est présentée dans les pages ci-après. Les **Comptes de gestion** et notes explicatives associées sont présentés dans la note 3 « Information sectorielle » des **Comptes consolidés**.

La notion « **retraité (μ)** » appliquée aux comptes antérieurs au 1^{er} janvier 2014 signifie que les comptes ont été retraités conformément aux nouvelles normes de consolidation qui prévoient une application rétrospective au 1^{er} janvier 2013.

Préambule

DU BILAN CONSOLIDÉ
AU BILAN DE GESTION

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2014 |
|--|--------------------|------------------|--------------------|
| | Comptes consolidés | Coentreprises | Comptes de gestion |
| ACTIF | | | |
| Écarts d'acquisition | 272 223 | 24 173 | 296 396 |
| Immobilisations (corporelles et incorporelles hors écarts d'acquisition) | 1 528 879 | 90 525 | 1 619 404 |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises | 144 792 | (133 808) | 10 984 |
| Actifs financiers disponibles à la vente (participations et autres) | 33 103 | - | 33 103 |
| Autres actifs financiers | 44 104 | 365 | 44 469 |
| Impôts différés actifs | 77 125 | 6 462 | 83 587 |
| Actif circulant | 1 010 340 | 214 597 | 1 224 937 |
| Créances de financement clients | 31 213 | - | 31 213 |
| Actif financier courant (dont instruments financiers) | 9 265 | (987) | 8 278 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 590 970 | 69 413 | 660 383 |
| TOTAL ACTIF | 3 742 014 | 270 740 | 4 012 754 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | | |
| Capitaux propres hors résultat - Part Groupe | 590 969 | 2 339 | 593 308 |
| Résultat de la période - Part Groupe | 134 452 | (486) | 133 966 |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE | 725 421 | 1 853 | 727 274 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 449 208 | 24 672 | 473 880 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 1 174 629 | 26 525 | 1 201 154 |
| Emprunts et dettes financières - non courant | 937 315 | 31 | 937 346 |
| Provisions et subventions publiques | 184 109 | 4 317 | 188 426 |
| Impôts différés passifs | 46 917 | 220 | 47 137 |
| Emprunts et dettes financières - courant | 92 661 | 8 834 | 101 495 |
| Passif circulant | 1 285 361 | 230 813 | 1 516 174 |
| Passif financier courant (dont instruments financiers) | 16 667 | - | 16 667 |
| Découverts bancaires | 4 355 | - | 4 355 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | 3 742 014 | 270 740 | 4 012 754 |

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2013 | 31 décembre 2013 | 31 décembre 2013 |
|--|----------------------------------|------------------|--------------------|
| | Comptes consolidés retraités (μ) | Coentreprises | Comptes de gestion |
| ACTIF | | | |
| Écarts d'acquisition | 269 174 | 24 704 | 293 877 |
| Immobilisations (corporelles et incorporelles hors écarts d'acquisition) | 1 342 083 | 82 974 | 1 425 057 |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises | 127 498 | (119 824) | 7 674 |
| Actifs financiers disponibles à la vente (participations et autres) | 33 728 | - | 33 728 |
| Autres actifs financiers | 57 593 | 260 | 57 853 |
| Impôts différés actifs | 65 882 | 4 748 | 70 630 |
| Actif circulant | 913 854 | 176 479 | 1 090 333 |
| Créances de financement clients | 36 496 | - | 36 496 |
| Actif financier courant (dont instruments financiers) | 5 582 | (821) | 4 760 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 533 618 | 60 078 | 593 696 |
| TOTAL ACTIF | 3 385 508 | 228 598 | 3 614 104 |
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | | |
| Capitaux propres hors résultat - Part Groupe | 493 730 | 2 198 | 495 929 |
| Résultat de la période - Part Groupe | 110 029 | - | 110 029 |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE | 603 759 | 2 198 | 605 958 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 363 024 | 25 029 | 388 051 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 966 783 | 27 227 | 994 009 |
| Emprunts et dettes financières - non courant | 940 469 | 831 | 941 300 |
| Provisions et subventions publiques | 140 415 | 8 054 | 148 469 |
| Impôts différés passifs | 51 907 | 1 409 | 53 316 |
| Emprunts et dettes financières - courant | 86 236 | 4 476 | 90 712 |
| Passif circulant | 1 183 162 | 186 737 | 1 369 898 |
| Passif financier courant (dont instruments financiers) | 10 250 | (140) | 10 110 |
| Découverts bancaires | 6 286 | 4 | 6 290 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | 3 385 508 | 228 598 | 3 614 104 |

Préambule

DU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT DE GESTION

En milliers d'euros

| | 2014 | | 2014 | | 2014 | |
|--|--------------------|--------------|----------------|---------------|--------------------|--------------|
| | Comptes consolidés | % | Coentreprises | % | Comptes de gestion | % |
| PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES | 4 439 154 | 100% | 876 886 | 100,0% | 5 316 040 | 100% |
| MARGE BRUTE | 739 885 | 16,7% | 104 058 | 11,9% | 843 943 | 15,9% |
| MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS * | 367 086 | 8,3% | 60 273 | 6,9% | 427 359 | 8,0% |
| Amortissement des actifs incorporels acquis * | (18 297) | (0,4%) | - | - | (18 297) | (0,3%) |
| MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS * | 348 789 | 7,9% | 60 273 | 6,9% | 409 062 | 7,7% |
| Autres produits opérationnels | 15 761 | 0,4% | 6 062 | 0,7% | 21 823 | 0,4% |
| Autres charges opérationnelles | (38 712) | (0,9%) | (10 681) | (1,2%) | (49 393) | (0,9%) |
| Charges nettes de financement | (52 613) | (1,2%) | 1 921 | 0,2% | (50 692) | (1,0%) |
| Autres produits et charges financiers | (12 353) | (0,3%) | 150 | 0,0% | (12 203) | (0,2%) |
| Quote-part de résultat des entreprises associées et des coentreprises | 39 321 | 0,9% | (35 846) | (4,1%) | 3 475 | 0,1% |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT ET APRÈS QUOTE-PART DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES | 300 193 | 6,8% | 21 879 | 2,5% | 322 073 | 6,1% |
| Impôt sur le résultat | (64 590) | (1,5%) | (9 760) | (1,1%) | (74 350) | (1,4%) |
| RÉSULTAT NET | 235 603 | 5,3% | 12 119 | 1,4% | 247 723 | 4,7% |
| Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle | 101 151 | 2,3% | 12 606 | 1,4% | 113 757 | 2,1% |
| Résultat net - part revenant au Groupe | 134 452 | 3,0% | (487) | (0,1%) | 133 966 | 2,5% |
| Résultat net par action - part revenant au Groupe | | | | | | |
| ■ De base (en euros)** | 76,54 | | (0,28) | | 76,26 | |
| ■ Dilué (en euros)** | 76,54 | | (0,28) | | 76,26 | |

* Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

** Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires formant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

*** En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action de base.

En milliers d'euros

| | 2013 | | 2013 | | 2013 | |
|--|----------------------------------|--------------|----------------|---------------|--------------------|--------------|
| | Comptes consolidés retraités (μ) | % | Coentreprises | % | Comptes de gestion | % |
| PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES | 4 337 284 | 100% | 789 396 | 100,0% | 5 126 680 | 100% |
| MARGE BRUTE | 693 797 | 16,0% | 94 110 | 11,9% | 787 907 | 15,4% |
| MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS * | 336 281 | 7,8% | 56 071 | 7,1% | 392 352 | 7,7% |
| Amortissement des actifs incorporels acquis * | (18 698) | (0,4%) | - | - | (18 698) | (0,4%) |
| MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS * | 317 583 | 7,3% | 56 071 | 7,1% | 373 654 | 7,3% |
| Autres produits opérationnels | 1 336 | 0,0% | 29 | 0,0% | 1 365 | 0,0% |
| Autres charges opérationnelles | (40 574) | (0,9%) | (4 183) | (0,5%) | (44 757) | (0,9%) |
| Charges nettes de financement | (50 125) | (1,2%) | 914 | 0,1% | (49 210) | (1,0%) |
| Autres produits et charges financiers | (9 267) | (0,2%) | 253 | 0,0% | (9 013) | (0,2%) |
| Quote-part de résultat des entreprises associées et des coentreprises | 31 174 | 0,7% | (30 292) | (3,8%) | 882 | 0,0% |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔT ET APRÈS QUOTE-PART DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES | 250 127 | 5,8% | 22 794 | 2,9% | 272 922 | 5,3% |
| Impôt sur le résultat | (57 256) | (1,3%) | (12 303) | (1,6%) | (69 560) | (1,4%) |
| RÉSULTAT NET | 192 871 | 4,4% | 10 491 | 1,3% | 203 362 | 4,0% |
| Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle | 82 843 | 1,9% | 10 491 | 1,3% | 93 333 | 1,8% |
| Résultat net - part revenant au Groupe | 110 028 | 2,5% | - | - | 110 029 | 2,1% |
| Résultat net par action - part revenant au Groupe | | | | | | |
| ■ De base (en euros)** | 62,67 | | - | | 62,67 | |
| ■ Dilué (en euros)*** | 62,67 | | - | | 62,67 | |

* Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

** Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires formant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

*** En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action de base.

Préambule

DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE GESTION

En milliers d'euros

| | 2014 | 2014 | 2014 |
|---|--------------------|-----------------|--------------------|
| | Comptes consolidés | Coentreprises | Comptes de gestion |
| I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| Résultat net | 235 604 | 12 119 | 247 723 |
| Dividendes reçus des entreprises associées et coentreprises | 22 685 | (21 490) | 1 195 |
| Éléments sans incidences sur la trésorerie | 293 067 | 61 940 | 355 007 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A) | 551 356 | 52 569 | 603 925 |
| VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B) | (13 962) | (4 154) | (18 116) |
| IMPÔTS DÉCAISSÉS (C) | (81 359) | (13 302) | (94 661) |
| INTÉRÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D) | (48 041) | 1 927 | (46 113) |
| TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D) | 407 994 | 37 040 | 445 035 |
| II - FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E) | (327 940) | (24 220) | (352 160) |
| EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A+ B + C + D + E) | 80 054 | 12 820 | 92 875 |
| FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F) | 2 480 | (3 785) | (1 305) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F) | (325 460) | (28 005) | (353 465) |
| III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G) | (28 371) | (2 422) | (30 792) |
| Incidence des variations des cours de change (H) | 5 120 | 2 725 | 7 844 |
| VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H) | 59 283 | 9 338 | 68 622 |
| TRÉSORERIE DE DÉBUT DE PÉRIODE | 527 332 | 60 073 | 587 406 |
| TRÉSORERIE DE FIN DE PÉRIODE | 586 615 | 69 413 | 656 028 |

En milliers d'euros

| | 2013 | 2013 | 2013 |
|---|--|-----------------|-----------------------|
| | Comptes consolidés retraités (μ) | Coentreprises | Comptes de gestion |
| I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| Résultat net | 192 871 | 10 491 | 203 362 |
| Dividendes reçus des entreprises associées et coentreprises | 17 302 | (17 302) | - |
| Éléments sans incidences sur la trésorerie | 269 085 | 61 493 | 330 578 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A) | 479 258 | 54 682 | 533 940 |
| VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B) | 22 546 | 3 662 | 26 208 |
| IMPÔTS DÉCAISSÉS (C) | (63 677) | (13 286) | (76 963) |
| INTÉRÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D) | (39 441) | 930 | (38 510) |
| TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D) | 398 687 | 45 987 | 444 675 |
| II - FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E) | (308 370) | (29 898) | (338 268) |
| EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A+ B + C + D + E) | 90 317 | 16 089 | 106 407 |
| FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F) | (14 807) | (656) | (15 463) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F) | (323 177) | (30 556) | (353 731) |
| III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G) | 193 642 | (6 469) | 187 173 |
| Incidence des variations des cours de change (H) | (13 556) | (1 701) | (15 257) |
| VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H) | 255 596 | 7 264 | 262 860 |
| TRÉSORERIE DE DÉBUT DE PÉRIODE | 271 736 | 52 810 | 324 546 |
| TRÉSORERIE DE FIN DE PÉRIODE | 527 332 | 60 073 | 587 406 |

Bilan

En milliers d'euros

| | Notes | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) | 1 ^{er} janvier 2013 retraité (μ) |
|--|---|------------------|-------------------------------|---|
| ACTIF | | | | |
| Écarts d'acquisition | 3.1.2 - 3.2 - 5.1.1 - 5.1.2 | 272 223 | 269 174 | 270 121 |
| Immobilisations incorporelles | 3.1.2 - 3.2 - 5.1.2 | 351 736 | 330 291 | 340 677 |
| Immobilisations corporelles | 3.1.2 - 3.2 - 3.3 - 5.1.3 | 1 065 203 | 946 624 | 890 458 |
| Immeubles de placement | 3.1.2 - 3.2 - 5.1.4 | 111 940 | 65 168 | 38 315 |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises | 5.1.5 | 144 792 | 127 498 | 116 702 |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 6.4.2 - 6.8 | 464 | 272 | 482 |
| - Titres de participation | | | | |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente * | 5.1.6.2 - 6.4.2 - 6.8 | 32 639 | 33 456 | 31 848 |
| Autres actifs financiers non courants * | 5.1.7 - 6.4.2 - 6.8 | 44 104 | 57 593 | 59 282 |
| Impôts différés actifs | 5.1.11 | 77 125 | 65 882 | 68 918 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | 2 100 226 | 1 895 958 | 1 816 803 |
| Stocks | 3.1.2 - 5.1.8 | 313 476 | 262 950 | 250 698 |
| Créances de financement clients * | 5.1.9 - 5.2.7.4 - 6.8 | 31 213 | 36 496 | 40 036 |
| Créances clients et comptes rattachés | 3.1.2 - 5.1.10.2 - 5.1.10.4 - 6.3.1 - 6.4.2 - 6.8 | 501 770 | 496 352 | 482 753 |
| Autres créances | 3.1.2 - 5.1.10.3 - 5.1.10.4 | 195 094 | 154 552 | 162 551 |
| Autres créances financières * | 5.1.9 - 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8 | 8 891 | 4 390 | 2 878 |
| Instruments financiers de couverture * | 3.1.2 - 5.2.7.4 - 5.2.8 - 6.4.2 - 6.8 | 374 | 1 192 | 314 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie * | 5.1.12.1 - 5.1.12.2 - 6.4.2 - 6.8 | 590 970 | 533 618 | 278 652 |
| TOTAL ACTIF COURANT | | 1 641 788 | 1 489 550 | 1 217 882 |
| Actifs destinés à être cédés | | - | - | 1 210 |
| TOTAL ACTIF | | 3 742 014 | 3 385 508 | 3 035 895 |

En milliers d'euros

| | Notes | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) | 1 ^{er} janvier 2013 retraité (μ) |
|--|---------------------------------|------------------|-------------------------------|---|
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | | | |
| Capital | 5.2.1.1 | 27 800 | 27 800 | 27 800 |
| Actions propres | | (8 081) | (7 420) | (7 615) |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | 15 500 | 15 500 | 15 500 |
| Réserves et écarts d'évaluation | | 555 750 | 457 850 | 490 222 |
| Résultat de la période | | 134 452 | 110 029 | - |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE | | 725 421 | 603 759 | 525 907 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 449 208 | 363 024 | 318 121 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | 1 174 629 | 966 783 | 844 028 |
| Emprunts et dettes financières * | 5.2.7.4 - 6.8 | 937 315 | 940 469 | 607 111 |
| Provisions pour engagements de retraites et assimilés | 5.2.5 - 5.2.6.5 | 97 674 | 68 826 | 79 129 |
| Provisions | 5.2.5 | 25 480 | 15 486 | 10 029 |
| Subventions publiques | 5.2.4 | 11 287 | 11 883 | 13 195 |
| Impôts différés passifs | 5.1.11 | 46 917 | 51 907 | 54 329 |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | | 1 118 673 | 1 088 571 | 763 793 |
| Découverts bancaires * | 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8 | 4 355 | 6 286 | 6 916 |
| Emprunts et dettes financières * | 5.2.7.4 - 6.8 | 92 661 | 86 236 | 191 862 |
| Autres dettes financières * | 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8 | 9 | 270 | 756 |
| Instruments financiers de couverture * | 5.2.7.4 - 6.4.2 - 6.8 | 16 658 | 9 980 | 20 420 |
| Provisions | 5.2.5 | 49 395 | 43 957 | 51 218 |
| Subventions publiques | 5.2.4 | 273 | 263 | 276 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 5.2.9.1 - 5.2.9.3 - 6.4.2 - 6.8 | 803 257 | 780 297 | 730 440 |
| Autres dettes d'exploitation | 5.2.9.2 - 5.2.9.3 | 482 104 | 402 865 | 426 186 |
| TOTAL PASSIF COURANT | | 1 448 712 | 1 330 154 | 1 428 074 |
| Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés | | - | - | - |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | 3 742 014 | 3 385 508 | 3 035 895 |

* Les nouvelles normes de consolidation mentionnées dans la note 1.1 « Référentiel appliqué » prévoient une application rétrospective au 1^{er} janvier 2013.

* L'Endettement financier net s'élève à 342,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 376,5 millions d'euros au 31 décembre 2013 (voir la note 5.2.7.4 « De l'endettement brut à l'endettement net »).

Compte de résultat

En milliers d'euros

| | Notes | 2014 | % | 2013 retraité (μ) | % |
|---|--------------------------|------------------|---------------|-------------------|---------------|
| PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES | 3.1.1 - 3.1.4.1 | 4 439 154 | 100,0% | 4 337 284 | 100,0% |
| Coût des biens et services vendus | 4.2 | (3 699 269) | (83,3%) | (3 643 487) | (84,0%) |
| MARGE BRUTE | | 739 885 | 16,7% | 693 797 | 16,0% |
| Frais de recherche et développement nets | 4.1 - 4.2 | (104 035) | (2,3%) | (107 664) | (2,5%) |
| Frais commerciaux | 4.2 | (57 297) | (1,3%) | (54 553) | (1,3%) |
| Frais administratifs | 4.2 | (211 467) | (4,8%) | (195 299) | (4,5%) |
| MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS * | 3.1.1 | 367 086 | 8,3% | 336 281 | 7,8% |
| Amortissement des actifs incorporels acquis * | 3.1.1 - 4.4 | (18 297) | (0,4%) | (18 698) | (0,4%) |
| MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS * | 3.1.1 | 348 789 | 7,9% | 317 583 | 7,3% |
| Autres produits opérationnels | 3.1.1 - 4.5 [¶] | 15 761 | 0,4% | 1 336 | 0,0% |
| Autres charges opérationnelles | 3.1.1 - 4.5 [¶] | (38 712) | (0,9%) | (40 574) | (0,9%) |
| Charges nettes de financement | 3.1.1 - 4.6 | (52 613) | (1,2%) | (50 125) | (1,2%) |
| Autres produits et charges financiers | 3.1.1 - 4.6 | (12 353) | (0,3%) | (9 267) | (0,2%) |
| Quote-part de résultat des entreprises associées et des coentreprises | 3.1.1 - 4.7 | 39 321 | 0,9% | 31 174 | 0,7% |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IS ET APRÈS QUOTE-PART DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES | 3.1.1 | 300 193 | 6,8% | 250 127 | 5,8% |
| Impôt sur le résultat | 3.1.1 - 4.8 | (64 590) | (1,5%) | (57 256) | (1,3%) |
| RÉSULTAT NET | 3.1.1 | 235 603 | 5,3% | 192 871 | 4,4% |
| Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle | 4.9 | 101 151 | 2,3% | 82 843 | 1,9% |
| RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE | | 134 452 | 3,0% | 110 028 | 2,5% |
| Résultat net par action - part revenant au Groupe | 4.10 | | | | |
| De base (en euros)** | | 76,54 | | 62,67 | |
| Dilué (en euros)*** | | 76,54 | | 62,67 | |

[¶] Les nouvelles normes de consolidation mentionnées dans la note 1.1 « Référentiel appliqué » prévoient une application rétrospective au 1^{er} janvier 2013.

* Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

** Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires formant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

*** En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action de base.

État du résultat global

En milliers d'euros

| | 2014 | | | 2013 retraité (μ) | | |
|---|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------------|-----------------|
| | Total | Montants bruts | Impôts | Total | Montants bruts | Impôts |
| Résultat net de la période - Part du Groupe | 134 453 | 172 079 | (37 626) | 110 029 | 143 542 | (33 513) |
| Éléments recyclables en résultat | 24 437 | 24 994 | (557) | (13 879) | (12 349) | (1 530) |
| Éléments recyclés sur la période | 1 971 | 2 902 | (931) | 1 202 | 1 774 | (572) |
| Mouvement de la réserve de conversion - recyclé en résultat | 447 | 447 | - | 57 | 57 | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture - Instruments de taux recyclés en résultat | 1 524 | 2 455 | (931) | 1 145 | 1 717 | (572) |
| Éléments recyclables ultérieurement | 22 466 | 22 092 | 374 | (15 081) | (14 123) | (958) |
| Mouvement de la réserve de conversion de la période | 22 407 | 22 407 | - | (16 934) | (16 934) | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture | 59 | (315) | 374 | 1 853 | 2 811 | (958) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de taux</i> | 334 | 128 | 206 | 1 481 | 2 222 | (741) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de change</i> | (275) | (444) | 168 | 372 | 589 | (217) |
| Éléments ultérieurement non recyclables en résultat | (9 251) | (12 645) | 3 394 | 4 917 | 7 417 | (2 500) |
| Écarts actuariels reconnus en capitaux propres | (11 506) | (15 416) | 3 910 | 3 700 | 6 116 | (2 416) |
| Variation d'ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente | 1 414 | 1 414 | - | 1 049 | 1 049 | - |
| Ajustement à la juste valeur des actifs corporels | 841 | 1 356 | (515) | 168 | 252 | (84) |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | 15 186 | 12 349 | 2 837 | (8 962) | (4 933) | (4 030) |
| Résultat global - Part du Groupe | 149 639 | 184 428 | (34 789) | 101 067 | 138 609 | (37 543) |
| Résultat net de la période - Participations ne donnant pas le contrôle | 101 151 | 128 114 | (26 963) | 82 843 | 106 587 | (23 744) |
| Éléments recyclables en résultat | 11 898 | 12 288 | (390) | (13 342) | (12 294) | (1 048) |
| Éléments recyclés sur la période | (32) | 620 | (652) | (29) | 363 | (392) |
| Mouvement de la réserve de conversion - recyclé en résultat | (1 099) | (1 099) | - | (813) | (813) | - |
| Mouvement de la réserve de conversion - recyclé en résultat | 1 067 | 1 719 | (652) | 784 | 1 176 | (392) |
| Éléments recyclables ultérieurement | 11 930 | 11 668 | 262 | (13 313) | (12 657) | (656) |
| Mouvement de la réserve de conversion de la période | 11 889 | 11 889 | - | (14 582) | (14 582) | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture | 41 | (221) | 262 | 1 269 | 1 925 | (656) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de taux</i> | 234 | 90 | 144 | 1 015 | 1 522 | (507) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de change</i> | (193) | (310) | 118 | 254 | 403 | (149) |
| Éléments ultérieurement non recyclables en résultat | (6 193) | (8 464) | 2 271 | 3 508 | 5 195 | (1 687) |
| Écarts actuariels reconnus en capitaux propres | (6 782) | (9 413) | 2 631 | 3 508 | 5 195 | (1 687) |
| Ajustement à la juste valeur des actifs corporels | 589 | 950 | (361) | - | - | - |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | 5 705 | 3 824 | 1 881 | (9 834) | (7 098) | (2 735) |
| Résultat global - Participations ne donnant pas le contrôle | 106 856 | 131 938 | (25 082) | 73 009 | 99 489 | (26 479) |
| RÉSULTAT GLOBAL TOTAL PAR ANNÉE | 256 495 | 316 366 | (59 871) | 174 076 | 238 098 | (64 022) |

 μ Les nouvelles normes de consolidation mentionnées dans la note 1.1 «Référentiel appliqué» prévoient une application rétrospective au 1^{er} janvier 2013.

Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

En milliers d'unités pour le nombre d'actions

| | Nombre d'actions | Capital | Primes liées au capital | Actions propres | Autres réserves | ** | Écarts de conversion | Résultat Groupe | Capitaux propres | | Total capitaux propres |
|--|------------------|---------------|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------|----------------------|-----------------|------------------|---|------------------------|
| | | | | | | | | | Part du Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | |
| CAPITAUX PROPRES PUBLIÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012 | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (7 615) | 377 235 | ** | 6 380 | 108 370 | 527 670 | 340 068 | 867 738 |
| Impacts de la 1 ^{ère} application des nouvelles normes de consolidation | - | - | - | - | (1 776) | ** | 13 | - | (1 763) | (21 947) | (23 710) |
| CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2012 RETRAITÉ (μ) | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (7 615) | 375 459 | ** | 6 393 | 108 370 | 525 907 | 318 121 | 844 028 |
| Affectation du résultat de décembre 2012 retraité (μ) | - | - | - | - | 108 370 | - | - | (108 370) | - | - | - |
| Résultat au 31 décembre 2013 retraité (μ) | - | - | - | - | - | - | - | 110 029 | 110 029 | 82 843 | 192 872 |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | - | - | - | - | 7 972 | - | (16 934) | - | (8 962) | (9 834) | (18 796) |
| <i>Mouvement de la réserve de conversion</i> | - | - | - | - | 57 | - | (16 934) | - | (16 877) | (15 395) | (32 272) |
| <i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i> | - | - | - | - | 3 700 | - | - | - | 3 700 | 3 508 | 7 208 |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - taux</i> | - | - | - | - | 2 626 | - | - | - | 2 626 | 1 799 | 4 425 |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - change</i> | - | - | - | - | 372 | - | - | - | 372 | 254 | 626 |
| <i>Variation d'ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente</i> | - | - | - | - | 1 049 | - | - | - | 1 049 | - | 1 049 |
| <i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i> | - | - | - | - | 168 | - | - | - | 168 | - | 168 |
| Résultat global retraité (μ) | - | - | - | - | 116 342 | - | (16 934) | 1 659 | 101 067 | 73 009 | 174 076 |
| Actions propres de Burelle SA * | - | - | - | 195 | 1 328 | - | - | - | 1 523 | - | 1 523 |
| Variation de périmètre*** | - | - | - | - | (16 884) | - | (1 351) | - | (18 235) | (13 627) | (31 862) |
| Dividendes distribués par Burelle SA † | - | - | - | - | (7 726) | - | - | - | (7 726) | - | (7 726) |
| Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe | - | - | - | - | - | - | - | - | - | (15 316) | (15 316) |
| Coûts relatifs aux stock-options de la Compagnie Plastic Omnium | - | - | - | - | 1 223 | - | - | - | 1 223 | 837 | 2 060 |
| CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2013 RETRAITÉ (μ) | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (7 420) | 469 742 | ** | (11 892) | 110 029 | 603 759 | 363 024 | 966 783 |
| Affectation du résultat de décembre 2013 retraité (μ) | - | - | - | - | 110 029 | - | - | (110 029) | - | - | - |
| Résultat au 31 décembre 2014 | - | - | - | - | - | - | - | 134 453 | 134 453 | 101 151 | 235 604 |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | - | - | - | - | (8 115) | - | 23 301 | - | 15 186 | 5 705 | 20 891 |
| <i>Mouvement de la réserve de conversion</i> | - | - | - | - | (447) | - | 23 301 | - | 22 854 | 10 790 | 33 644 |
| <i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i> | - | - | - | - | (11 506) | - | - | - | (11 506) | (6 782) | (18 288) |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - taux</i> | - | - | - | - | 1 858 | - | - | - | 1 858 | 1 301 | 3 159 |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - change</i> | - | - | - | - | (275) | - | - | - | (275) | (193) | (468) |
| <i>Variation d'ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente</i> | - | - | - | - | 1 414 | - | - | - | 1 414 | - | 1 414 |
| <i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i> | - | - | - | - | 841 | - | - | - | 841 | 589 | 1 430 |
| Résultat global retraité (μ) | - | - | - | - | 101 914 | - | 23 301 | 24 424 | 149 639 | 106 856 | 256 495 |
| Actions propres de Burelle SA * | - | - | - | (661) | 515 | - | - | - | (146) | - | (146) |
| Variation de périmètre*** | - | - | - | - | (12 300) | - | (803) | - | (16 916) | 372 | (16 544) |
| Dividendes distribués par Burelle SA † | - | - | - | - | - | - | - | - | (12 300) | - | (12 300) |
| Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe | - | - | - | - | 1 385 | - | - | - | - | (22 013) | (22 013) |
| Coûts relatifs aux stock-options de la Compagnie Plastic Omnium | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 385 | 969 | 2 354 |
| CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2014 | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (8 081) | 545 143 | ** | 10 606 | 134 453 | 725 421 | 449 208 | 1 174 629 |

† Les nouvelles normes de consolidation mentionnées dans la note 1.1 « Référentiel appliqué » prévoient une application rétrospective au 1^{er} janvier 2013.

* Voir dans le « Tableau des flux de trésorerie », le montant en « Vente/achat d'actions propres » dans la rubrique « Flux de trésorerie provenant des opérations de financement ».

** Voir la note 5.2.1.2 pour le détail de la rubrique « Autres réserves ».

*** Voir la note 5.2.1.3 pour le détail de la rubrique « Variation de périmètre ».

† Le dividende par action distribué en 2014 par la société Burelle SA sur les résultats de l'exercice 2013 est de 7,00 euros, contre 4,40 euros en 2013 sur les résultats de l'exercice 2012 (voir la note 5.2.2 « Dividendes votés et distribués par Burelle SA »).

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

| | Notes | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|---|---------------------|------------------|-------------------|
| I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| Résultat net | 3.11 | 235 604 | 192 871 |
| Dividendes reçus des entreprises associées et coentreprises | | 22 685 | 17 302 |
| Éléments sans incidences sur la trésorerie | | 293 067 | 269 085 |
| <i>Quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises</i> | 4.7 | (39 322) | (31 173) |
| <i>Charges relatives aux plans de stock-options</i> | | 2 354 | 2 060 |
| <i>Autres éliminations</i> | | 10 997 | 881 |
| <i>Dépréciations et amortissements des immobilisations corporelles</i> | 3.1.3 - 5.1.3 | 122 892 | 114 855 |
| <i>Dépréciations et amortissements des immobilisations incorporelles</i> | 3.1.3 - 5.1.2 | 78 145 | 78 056 |
| <i>Variation des provisions pour risques et charges</i> | | 13 960 | (1 358) |
| <i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i> | 4.5 # | (8 045) | 4 184 |
| <i>Subventions d'exploitation au compte de résultat</i> | | (1 392) | (2 232) |
| <i>Charge d'impôt exigible et des impôts différés</i> | 4.8.1 | 64 590 | 57 256 |
| <i>Charge d'intérêts financiers</i> | | 48 888 | 46 556 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A) | | 551 356 | 479 258 |
| Variation des stocks et en-cours nets | | (37 253) | (22 806) |
| Variation des créances clients et comptes rattachés nets | | 23 077 | (7 460) |
| Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 23 718 | 47 837 |
| Variation des autres actifs nets et passifs d'exploitation | | (23 504) | 4 975 |
| VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B) | | (13 962) | 22 546 |
| IMPÔTS DÉCAISSÉS (C) | | (81 359) | (63 677) |
| Intérêts payés | | (55 379) | (44 963) |
| Intérêts perçus | | 7 338 | 5 522 |
| INTÉRÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D) | | (48 041) | (39 441) |
| TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D) | | 407 994 | 398 687 |
| II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS | | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | 3.1.3 - 3.2 - 5.1.3 | (255 542) | (235 779) |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | 3.1.3 - 5.1.2 | (92 702) | (78 110) |
| Cessions d'immobilisations corporelles | 4.5 # | 8 519 | 8 678 |
| Cessions d'immobilisations incorporelles | 4.5 # | 3 559 | 2 059 |
| Variation nette des avances sur immobilisations - Fournisseurs d'immobilisations | | 7 583 | (6 316) |
| Subventions d'investissement reçues | | 643 | 1 098 |
| FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E) | | (327 940) | (308 370) |
| EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A + B + C + D + E) * | | 80 054 | 90 317 |
| Acquisitions des titres de participations des sociétés intégrées, prises de contrôle, prises de participations dans les entreprises associées et investissements liés | 5.1.13.1.a | (208) | 87 |
| Acquisitions / cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium | | (13 922) | (15 080) |
| Cession des titres de participations dans des sociétés intégrées | 4.5 # | 16 610 | - |
| Cessions d'actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | 4.5 # | - | 153 |
| Impact des variations de périmètre - Trésorerie apportée par les entrantes | | - | 38 |
| Impact des variations de périmètre - Trésorerie des sortantes | | - | (5) |
| FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F) | | 2 480 | (14 807) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F) | | (325 460) | (323 177) |
| III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| Vente/achat d'actions propres | | (146) | 1 523 |
| Dividendes versés à Burelle SA | | (12 300) | (7 726) |
| Dividendes versés aux autres actionnaires # | | (22 013) | (15 316) |
| Acquisitions d'intérêts minoritaires | 5.1.13.1.b | - | (16 689) |
| Augmentation des dettes financières | | 70 190 | 551 458 |
| Remboursement des dettes financières | | (64 102) | (319 608) |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G) | | (28 371) | 193 642 |
| Incidence des variations des cours de change (H) | | 5 120 | (13 556) |
| VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H) | | 59 283 | 255 596 |
| TRÉSORERIE DE DÉBUT DE PÉRIODE | 5.1.12.2 | 527 332 | 271 736 |
| TRÉSORERIE DE FIN DE PÉRIODE | 5.1.12.2 | 586 615 | 527 332 |

* La notion « d'excédent/de déficit de trésorerie lié aux opérations » est une notion essentielle propre au groupe Burelle. Elle est utilisée dans toutes les communications financières externes du Groupe (communiqués de presse), notamment lors des présentations annuelles et semestrielles des résultats du Groupe.

Les dividendes aux autres actionnaires correspondent aux dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et ses filiales à l'extérieur du Groupe.

Annexe aux comptes consolidés

Les Comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014 du groupe Burelle ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 2 avril 2015. Ils seront soumis à l'approbation de de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 3 juin 2015.

PRÉSENTATION DU GROUPE

La société Burelle SA, créée le 27 février 1957, est régie par le droit français. Les statuts ont fixé sa durée de vie jusqu'en 2056. Elle est immatriculée au registre du commerce de Lyon sous le numéro 785 386 319 et le siège social est situé 19, boulevard Jules Carteret 69007 Lyon.

Les termes « le Groupe » ou « le groupe Burelle » renvoient à l'ensemble économique regroupant la société Burelle SA et ses filiales consolidées.

Le groupe Burelle est organisé autour de trois pôles d'activité qui sont :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 56,60 %, est un des leaders mondiaux dans la transformation de matières plastiques à destination du marché de l'automobile (modules de carrosserie, systèmes de stockage et d'alimentation en carburant) pour 91,2 % de son chiffre d'affaires consolidé (91,9 % du chiffre d'affaires dans les Comptes de gestion) et à destination des collectivités locales (bacs de collecte de déchets et signalisation routière) pour le reste de son chiffre d'affaires ;
- Burelle Participations, filiale détenue à 100 % et dédiée au capital-investissement ;
- et Sofiparc, filiale immobilière détenue à 100 %.

Introduites au hors cote de la Bourse de Lyon en 1987, les actions de la société Burelle SA se négocient sur le compartiment B du marché réglementé de NYSE Euronext.

Les états financiers sont principalement présentés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche.

La notion « **retraité (μ)** » appliquée aux comptes antérieurs au 1^{er} janvier 2014, signifie que les comptes ont été retraités conformément aux nouvelles normes de consolidation (*voir la note ci-après 1.1 « Référentiel appliqué »*) qui prévoient une application rétrospective au 1^{er} janvier 2013.

1 RÉFÉRENTIEL APPLIQUÉ, RÉGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

1.1.1 LE RÉFÉRENTIEL NON IMPACTÉ PAR LES NOUVELLES NORMES DE CONSOLIDATION

Les principes comptables retenus pour la préparation des Comptes consolidés sont ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2013 et décrits dans la note 1 « Référentiel appliqué, règles et méthodes comptables » des comptes consolidés 2013 à l'exception de ceux concernés par les nouvelles normes et amendements d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 (en particulier, les nouvelles normes sur la consolidation) et sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2014 et disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. Le référentiel IFRS comprend les International Accounting Standards (IAS) et les International Financial Reporting Standards (IFRS) ainsi que les International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

Ces principes ne diffèrent pas des normes et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2014, telles que publiées par l'IASB.

Les normes, interprétations et amendements obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2015 :

Le Groupe n'a pas anticipé l'application de normes, interprétations et amendements dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

1.1.2 NOUVELLES NORMES ET AMENDEMENTS D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 1^{ER} JANVIER 2014 SUR LA CONSOLIDATION

Les normes sur la consolidation, IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, ainsi que les normes IAS 27 et IAS 28 R, ont été publiées en mai 2011 et les amendements aux dispositions transitoires en juin 2012. Ces normes et amendements ont été adoptés par l'Union européenne le 29 décembre 2012 et sont d'application rétrospective obligatoire au plus tard au 1^{er} janvier 2014.

La norme IFRS 10 introduit une définition unique de contrôle fondé sur trois critères : un investisseur contrôle une entité lorsqu'il détient le pouvoir sur l'entité, qu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Annexe aux comptes consolidés

La norme IFRS 11 définit la manière dont doivent être comptabilisés les intérêts détenus dans des entités contrôlées conjointement, selon la nature du partenariat; elle distingue les coentreprises (Joint-Venture) et les activités conjointes (Joint Opérations). En application de cette norme, les partenariats qualifiés de coentreprises doivent être comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, la méthode de l'intégration proportionnelle n'étant plus autorisée.

La norme IFRS 12 précise les informations à fournir au titre des participations dans les filiales, des partenariats, des entreprises associées et/ou des entités structurées non consolidées.

La première application de ces normes a conduit le Groupe à mener des travaux d'analyse sur ses participations afin de déterminer le contrôle exercé sur celles-ci au regard de la nouvelle définition du contrôle et à revoir ses partenariats sur les périodes présentées.

Les impacts liés à la première application de ces nouvelles normes de consolidation sont présentés dans la note 7.6 et concernent essentiellement la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence des coentreprises dont la Compagnie Plastic Omnium détient les pourcentages de contrôle suivants : HBPO (33,33 %), Yanfeng Plastic Omnium -YFPO (49,95 %), B.P.O. AS (50,00 %) et Signal AG (50,00 %). Le Groupe n'a pas identifié d'activité conjointe.

1.1.3 AUTRES NOUVELLES NORMES ET AMENDEMENTS D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 1^{ER} JANVIER 2014

Les autres normes ou amendements d'application obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2014, tels que les amendements à IAS 32 « Instruments financiers : Présentation - Compensation d'actifs et de passifs financiers », à IAS 39 « Novation de dérivés et continuité de comptabilisation de couverture » et à IAS 36 « Dépréciation des actifs » - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » sont sans impact significatif pour le Groupe.

1.1.4 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les sociétés pour lesquelles le Groupe détient plus de 50% des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés détenues à moins de 50%, mais sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle en substance sont consolidées selon cette même méthode.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires, quel que soit le pourcentage de détention, qualifiées de « coentreprises » ainsi que les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, qualifiées de « Participations dans les entreprises associées » sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote dans une société.

1.1.5 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part des capitaux propres, qui n'est pas détenue par le Groupe. Elles sont présentées de façon distincte dans le compte de résultat et dans les capitaux propres du bilan consolidé, séparément du résultat et des capitaux propres attribuables à la société mère.

Les participations ne donnant pas le contrôle peuvent être, soit évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition (c'est-à-dire avec une quote-part d'écart d'acquisition), soit pour leur quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable acquis. Ce choix peut se faire transaction par transaction.

Des modifications de la part d'intérêt d'une société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres. Ainsi, lors d'une augmentation (ou diminution) du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité contrôlée, sans modification du contrôle, l'écart entre le coût d'acquisition (ou valeur de cession) et la valeur comptable de la quote-part d'actif net acquis (ou cédé) est comptabilisé dans les capitaux propres.

1.1.6 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée sur la base des secteurs identifiés dans le reporting interne du Groupe et communiqués à la direction pour décider de l'allocation des ressources et analyser la performance.

Le Groupe est géré selon deux secteurs opérationnels :

- la Compagnie Plastic Omnium, qui opère dans deux métiers : les Équipements Automobiles (conception, fabrication et commercialisation de pièces et modules de carrosserie et de systèmes à carburant en plastique) et l'Environnement (produits et services aux collectivités locales, à savoir fabrication et vente d'équipements de collecte de déchets, services liés à la gestion des déchets, signalisation urbaine, routière et autoroutière et aménagement urbain);
- le pôle immobilier, constitué de la société immobilière Sofiparc SAS qui détient et gère un patrimoine immobilier, principalement constitué de bureaux, à Levallois dans les Hauts-de-Seine.

1.1.7 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition. Les actifs acquis, passifs et passifs éventuels identifiables repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de la somme du prix payé au vendeur et, le cas échéant, de la valeur de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise par rapport au solde net des actifs acquis et des passifs repris identifiables est comptabilisé en écart d'acquisition.

Lorsque la prise de contrôle est réalisée par achats successifs, il convient d'ajouter également au prix payé la juste valeur, à la date d'acquisition, de la participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise. La participation précédemment détenue dans l'entreprise acquise est ainsi réévaluée à la juste valeur par résultat. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Les ajustements de juste valeur des actifs acquis et des passifs repris sont comptabilisés en contrepartie d'ajustements de l'écart d'acquisition s'ils interviennent dans la période de douze mois suivant l'acquisition. Les variations de valeur intervenant au-delà sont comptabilisées systématiquement en résultat, y compris au titre des actifs d'impôts.

1.1.8 CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

La monnaie de présentation des comptes du groupe Burelle est l'euro. Les comptes des sociétés étrangères, établis en monnaie fonctionnelle⁽¹⁾, sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, selon les principes suivants :

- conversion des postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, au taux de clôture;
- conversion des postes du compte de résultat au taux moyen de la période;
- prise en compte de l'écart de conversion en réserves dans les capitaux propres consolidés.

Les écarts d'acquisition dégagés à l'occasion de regroupements avec des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de l'entité acquise. Ils sont convertis par la suite, dans la monnaie de présentation du Groupe, au cours de clôture, l'écart de conversion étant constaté en capitaux propres. En cas de cession totale d'une société étrangère, les différences de conversion s'y rapportant, comptabilisées en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

⁽¹⁾ La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique dans lequel une société opère ; généralement elle correspond à la monnaie locale sauf pour quelques filiales étrangères qui effectuent la majorité de leurs transactions dans une autre devise.

1.1.9 CONVERSION DES OPÉRATIONS EXPRIMÉES EN DEVICES

Les opérations en monnaies étrangères sont enregistrées initialement en monnaie fonctionnelle, aux cours en vigueur à la date de transaction. À l'arrêté des comptes, les actifs et passifs monétaires sont revalorisés aux taux en vigueur à la date de clôture.

Les écarts de conversion provenant de changements de taux sont inscrits au compte de résultat, en autres produits et charges opérationnels, lorsqu'ils sont relatifs à des opérations d'exploitation, en résultat financier lorsqu'ils sont relatifs à des opérations financières.

Les emprunts en devises étrangères contractés par une filiale auprès du Groupe et dont le règlement n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible sont considérés comme faisant partie de l'investissement net du groupe Burelle dans cette activité à l'étranger. Les écarts de conversion correspondants sont comptabilisés en capitaux propres.

1.1.10 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment du transfert du contrôle et des risques et avantages lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, déduction faite des rabais, remises et autres taxes sur les ventes et droits de douane.

VENTES DE BIENS

Le produit des activités ordinaires de pièces et de négoce de la Compagnie Plastic Omnium est comptabilisé lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens.

PRESTATIONS DE SERVICES ET RÉALISATION D'OUTILLAGE DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Activité Automobile de la Compagnie Plastic Omnium

La reconnaissance des revenus relatifs à la phase projet (heures de développement et réalisation d'outillage) des contrats automobiles est réalisée lorsque l'essentiel des risques et avantages ont été transférés au client. L'obtention ou non d'un accord ferme du client sur le prix est un élément clé dans l'analyse réalisée par le Groupe.

Ainsi, lorsque le Groupe obtient un accord contractuel de ses clients sur le prix de vente de l'outillage, l'outillage est considéré vendu ; le produit des activités ordinaires résultant de l'outillage est alors reconnu au fur et à mesure de l'avancement des coûts dès lors que le Groupe obtient également une validation technique du client, et au plus tard lors du démarrage en série du modèle.

Annexe aux comptes consolidés

De la même façon, le produit des activités ordinaires résultant du développement (heures de développement) est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des coûts.

En l'absence d'un tel accord (exemple : financement du client par une « rondelle » sans garantie donnée sur les volumes), les critères ne sont pas satisfaits ; l'outillage et/ou les heures de développement sont comptabilisés dans les immobilisations corporelles et/ou incorporelles du Groupe, puis amortis sur la durée des contrats, et les produits en provenance des clients à ce titre comptabilisés en produit des activités ordinaires tout au long de la vie série.

Activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium

La majorité des contrats de location-maintenance relève de la location simple. Les loyers perçus sont comptabilisés, linéairement, sur la durée des contrats sauf dans le cas des contrats requalifiés en location-financement, pour lesquels une vente est constatée à hauteur des coûts d'enquête (les frais engagés auprès des particuliers pour collecter les informations sur le volume des bacs qui seront mis à leur disposition), de la mise en place et du prix de vente estimatif des parcs placés.

1.1.11 CRÉANCES

Les créances sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur enregistrement. La juste valeur correspond généralement à la valeur nominale de la créance, dès lors que la vente a été réalisée avec des conditions normales de délai de paiement. Des provisions sont constituées pour couvrir des risques de non-recouvrement des créances dès lors qu'elles présentent un indicateur objectif de dépréciation. Le montant des provisions est déterminé, contrepartie par contrepartie, sur une base individuelle.

Les créances de financement correspondent, pour l'essentiel, aux ventes sous contrats de location-financement de l'activité Environnement, et aux ventes de développements et outillages pour lesquelles le Groupe a signé un accord permettant aux clients un paiement étalé (exemple : prix pièces « rondelles » garanties contractuellement par les clients). Ces créances ont des délais de paiements initiaux à plus d'un an et peuvent porter intérêt dans le cadre d'un financement d'actifs convenu avec les clients. Le produit relatif à ces créances est comptabilisé en produit des activités ordinaires. Ces créances de financement sont déduites de l'endettement financier du Groupe dans le cadre du calcul de l'endettement financier net du Groupe.

Les créances cédées à des tiers et donc dé-comptabilisées du bilan, répondent aux critères suivants :

- les droits attachés aux créances sont transférés à des tiers ;
- la quasi-totalité des risques et avantages qui leur sont associés sont transférés à des tiers ;

Les risques pris en compte sont les suivants :

- le risque de crédit ;
- les aléas relatifs aux retards de paiement tant sur la durée que sur les montants ;
- le transfert du risque de taux, totalement assumé par l'acquéreur des créances.

1.1.12 MARGE OPÉRATIONNELLE

La marge opérationnelle correspond au résultat des sociétés intégrées avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels qui comprennent, pour l'essentiel :

- les résultats de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles ;
- les provisions pour dépréciations des actifs incorporels et corporels (en non courant), y compris les dépréciations éventuelles des écarts d'acquisition ;
- les écarts de conversion provenant de taux de devises différents entre ceux retenus pour la comptabilisation de créances et dettes d'exploitation et ceux constatés lors du règlement de ces créances et dettes ;
- les éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, à l'instar des profits et pertes réalisés dans le cadre d'opérations de variations de périmètre, des coûts de prédémarrage de nouvelles usines, des coûts de restructuration et de ceux relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs.

Les impacts liés à l'amortissement des contrats clients acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans la marge opérationnelle, mais isolés sur une ligne distincte du compte de résultat.

Ainsi, le Groupe présente une marge opérationnelle avant prise en compte des amortissements d'actifs incorporels liés aux acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises et une marge opérationnelle après prise en compte de ces amortissements.

La marge opérationnelle avant prise en compte de ces éléments est le principal indicateur de performance utilisé par le Groupe et est comparable à la marge opérationnelle présentée lors des exercices précédents.

1.1.13 CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôts liés à l'effort de recherche de ses filiales. Ces crédits d'impôts sont inclus dans la marge opérationnelle dans la rubrique « Frais de recherche et développement nets », voir les notes 4.1 « détail des frais de Recherche et Développement » et 4.2 « Coûts des biens et services vendus, frais de développement, commerciaux et administratifs ».

1.1.14 DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION (DIF)

La loi du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle a mis en place le droit individuel à la formation (DIF) permettant à chaque salarié, quelle que soit sa qualification, de se constituer un capital formation qu'il utilisera à son initiative, mais avec l'accord de son employeur.

Conformément à la disposition de la loi, chaque salarié dispose d'un nouveau droit lui permettant de capitaliser un minimum de vingt heures par année civile jusqu'au 31 décembre 2011, et de vingt-cinq heures depuis cette date, le total des droits étant plafonné à cent-vingt heures.

À ce jour, le Groupe ne comptabilise aucune provision relative au droit individuel à la formation considérant que les dépenses liées procureront au Groupe des avantages futurs. Les dépenses engagées sont donc comptabilisées en charges de la période.

1.1.15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

1.1.15.1 FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Les frais de développement significatifs sont comptabilisés en immobilisations incorporelles dès lors que l'entreprise peut démontrer en particulier :

- son intention, sa capacité financière et sa capacité technique à mener le projet de développement à son terme ;
- la probabilité de recevoir des avantages économiques futurs liés aux dépenses de développement ;
- la capacité à évaluer de manière fiable le coût de l'actif.

Frais de développement de l'activité Automobile

Les frais de développement engagés dans le cadre d'un projet faisant l'objet d'un engagement contractuel de paiement de la part du client sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de l'avancement des coûts. Le principe de comptabilisation des produits liés est décrit dans la note 1.1.10 « Produits des activités ordinaires ».

Les frais engagés dans le cadre de commandes d'outillages spécifiques et de moules, payées par le client avant le démarrage de la production, sont comptabilisés en stocks. Les produits relatifs à ces développements, sont comptabilisés en produits des activités ordinaires à hauteur des coûts aux dates d'acceptations techniques ou au plus tard, à la date de démarrage série. Les paiements reçus avant ces dates sont inscrits en avances clients.

Les frais de développement payés dans le prix pièces « rondelle », sans engagement contractuel du client sur les volumes ou sur leur

paiement effectif, sont comptabilisés directement en immobilisations incorporelles en cours, pendant la phase développement.

Ces frais immobilisés sont amortis dès que la cadence journalière de production atteint 30 % de l'estimation et, au plus tard, trois mois après la date de démarrage de la série.

Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie prévue pour la production de la série, soit en moyenne, trois ans.

Autres frais de recherche et développement

Les autres frais de recherche et développement constituent des charges de l'exercice.

1.1.15.2 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements et pertes de valeur constatés. Elles sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction des durées d'utilisation prévues.

Il s'agit essentiellement des contrats clients de Plastic Omnium Auto Inergy et de Ford Milan acquis par la Compagnie Plastic Omnium.

Ces immobilisations incorporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cas où il existe un indice de perte de valeur.

1.1.16 FRAIS DE DÉMARRAGE

Les coûts correspondant aux phases de démarrage, y compris les coûts organisationnels, sont pris dans les charges au fur et à mesure de leur engagement. Ils correspondent à la mise en exploitation de nouvelles capacités ou techniques de production.

1.1.17 ÉCARTS D'ACQUISITION ET TESTS DE PERTE DE VALEUR

Les écarts d'acquisition du groupe Burelle ne sont pas amortis, et font l'objet d'un « test de dépréciation » au minimum une fois l'an, en fin d'exercice, mais également lors de l'arrêt des comptes semestriels dans le cas d'indices de perte de valeur.

Les écarts d'acquisition sont portés uniquement par le secteur constitué par la Compagnie Plastic Omnium. Les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (U.G.T.) ou des groupes d'unités génératrices de trésorerie, que sont :

- « Automobile »
- « Environnement » hors « Signature »
- « Signature »

Annexe aux comptes consolidés

La valeur nette comptable de l'ensemble des actifs (y compris les écarts d'acquisition), constituant chaque unité génératrice de trésorerie, est comparée à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire au maximum entre la juste valeur diminuée des coûts de cession et la valeur d'utilité déterminée selon la méthode des cash-flows actualisés.

Ces données prévisionnelles sont issues des plans à moyen terme de la Compagnie Plastic Omnium, établis pour la période des trois ans à venir, et sont révisés le cas échéant pour tenir compte des conditions de marché les plus récentes. Au-delà de cet horizon, est calculée une valeur terminale correspondant à la capitalisation des données de la dernière année du plan auxquelles est appliqué un taux de croissance à long terme reflétant des perspectives d'évolution du marché. Ces données prévisionnelles sont actualisées.

Pour l'exercice 2014, les hypothèses suivantes ont été retenues pour les unités de trésorerie relatives :

- aux activités Automobile de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5% à l'infini et un taux d'actualisation de 9,0% après impôt sur les sociétés ;
- à l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium : un taux de croissance de 1,5% à l'infini et un taux d'actualisation de 7,5% après impôt sur les sociétés.

Ces hypothèses sont identiques à celles retenues pour l'exercice 2013.

Les hypothèses retenues pour la détermination des taux d'actualisation ont pris en compte :

- une prime de risque sectorielle ;
- un « spread » de financement sectoriel pour l'évaluation du coût de la dette ;
- les taux retenus par des sociétés comparables dans chacun des secteurs.

Les tests effectués ne conduisent pas à comptabiliser de dépréciations des écarts d'acquisition du Groupe au 31 décembre 2014. Une hausse du taux d'actualisation de 0,5% ou une baisse de 0,5% du taux de croissance à long terme ou une baisse de 0,5% du taux de marge opérationnelle n'aurait pas d'impact sur les résultats des tests. Pour les trois U.G.T. seules des hypothèses non raisonnables pourraient remettre en cause les résultats des tests. Par hypothèses non raisonnables, il faut comprendre un taux de croissance nul (pour « Signature ») ou négatif pour les autres U.G.T. conjugué à un taux d'actualisation majoré de plus de deux points.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont évalués annuellement, à leur coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives de pertes de valeur. Les pertes de valeur comptabilisées sur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

1.1.18 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES

À leur date d'entrée dans le patrimoine, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production lorsqu'elles sont créées par l'entreprise pour elle-même (ou sous-traitées) ou à leur juste valeur pour celles acquises à titre gratuit.

Dans la mesure où des immobilisations ont fait l'objet de cessions ou d'apports à l'intérieur du Groupe, les plus-values ou moins-values constatées sont éliminées dans les comptes consolidés.

À une date ultérieure, les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception de certains terrains et immeubles. Le Groupe réévalue les immeubles à usage de bureaux. Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable ainsi que les terrains nus et les terrains donnés en bail à construction.

Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers. Entre deux évaluations et/ou attestations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif.

Les bâtiments industriels et leurs terrains sont comptabilisés au coût amorti. Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations encourus afin de restaurer ou de maintenir les avantages économiques futurs que l'entreprise peut attendre en terme de niveau de performance estimé à la date d'origine de l'actif, sont comptabilisés en charge au moment où ils sont encourus.

Les actifs sous contrats de location-financement, sont inscrits en actifs immobilisés au plus faible de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux et amortis sur la base des taux d'amortissements Groupe applicables aux mêmes actifs acquis en pleine propriété. Les retraitements sous la forme de location financement, concernent principalement des leasings sur ensembles immobiliers industriels, sur ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses) et sur les parcs de conteneurs de l'activité Environnement de la Compagnie Plastic Omnium.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilité prévue :

| | |
|---|-------------|
| Constructions et agencements initiaux | 20 à 40 ans |
| Presses, souffleuses et machines de transformation | 7 à 12 ans |
| Machines d'usinage, de finition et autres matériels industriels | 3 à 7 ans |
| Conteneurs de l'activité Environnement | 8 ans |

Le Groupe applique l'approche par composants sur ses ensembles immobiliers et sur ses ensembles fonctionnels significatifs (chaînes de peinture, presses, souffleuses).

DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dans le cadre de décisions d'arrêt de commercialisation de production, de non renouvellement de production ou de fermeture de site.

1.1.19 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les éléments dans la rubrique « immeubles de placement » à l'actif du bilan du Groupe, n'entrent pas dans le cadre de l'activité ordinaire. Ces actifs qui appartiennent au Groupe, peuvent correspondre à des ensembles immobiliers :

- non occupés au moment de la clôture des comptes et dont l'utilisation est indéterminée;
- ou détenus pour valoriser le capital du Groupe à long terme et faisant l'objet de location(s) simple(s).

Concernant les biens immobiliers dont l'utilisation pourrait être actuellement indéterminée, le Groupe peut, le cas échéant, décider d'utiliser tout ou partie de ces actifs (auquel cas, cette partie serait reclassée en exploitation) ou de les louer dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de location simple.

Les surfaces issues des ensembles immobiliers précédemment classés en immeubles de placement et qui repassent en exploitation lorsque le Groupe décide de les garder pour son propre usage, sont comptabilisées sur la base de leur valeur dans les comptes au moment du transfert.

Lorsque des ensembles immobiliers passent de la catégorie « Immobilisations corporelles » à la catégorie « Immeubles de placement » tout écart à cette date entre la valeur dans les comptes et la juste valeur est comptabilisé comme une réévaluation.

Les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur à la clôture, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Les terrains sur lesquels ces immeubles sont bâtis suivent le même traitement comptable. Une expertise est réalisée par un évaluateur externe à intervalles réguliers dans le cadre des clôtures annuelles. Entre deux évaluations, le Groupe s'assure auprès de l'expert que le marché de l'immobilier n'a pas connu d'évolution significative. La juste valeur arrêtée par l'expert est déterminée par référence directe à des prix observables sur un marché actif (niveau 2 de juste valeur).

1.1.20 STOCKS ET EN-COURS

1.1.20.1 STOCKS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

À la clôture de l'exercice, ces stocks sont dépréciés lorsque le prix de vente estimé des produits finis auxquels ils sont dédiés dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés résiduels de commercialisation, de production et de transformation, ne permet pas de recouvrer leur valeur d'inventaire.

1.1.20.2 STOCKS DE PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES

Les stocks de produits finis et intermédiaires sont valorisés sur la base des coûts de production standard, révisés annuellement. Le prix de revient comprend les consommations et les charges directes et indirectes de production. Les coûts ainsi obtenus ne comportent ni frais généraux administratifs ou informatiques non liés à la production, ni frais de Recherche et Développement, ni frais commerciaux. La sous-activité n'est pas non plus incorporée dans la valorisation des stocks.

La valeur brute des stocks est comparée à la clôture à la valeur nette de réalisation, estimée sur la base des mêmes principes que ceux énoncés précédemment, et est dépréciée si nécessaire.

1.1.21 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

Les emprunts et les dettes financières sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif.

1.1.22 PROVISIONS

Des provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsqu'il existe des obligations à l'égard de tiers entraînant une sortie probable de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue pour le Groupe. Les pertes identifiées sur contrats déficitaires, c'est-à-dire sur les contrats dont les coûts inévitables liés aux obligations contractuelles sont supérieurs aux

Annexe aux comptes consolidés

avantages économiques attendus, font l'objet de provisions. Ces provisions pour risques et charges sont inscrites en passif courant ou en non courant en fonction du caractère court ou moyen-long terme.

Le coût des mesures d'adaptation des effectifs est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce aux personnels concernés ou à leurs représentants.

1.1.23 PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET ASSIMILÉS

Les engagements de retraite et autres avantages à long terme accordés au personnel concernent les salariés du Groupe en activité. Les régimes mis en place pour couvrir les engagements de retraite sont soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

1.1.23.1 RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles les cotisations, assises sur les salaires de l'exercice, qui sont versées aux organismes nationaux en charge des régimes de retraite et de prévoyance, selon les lois et usages en vigueur dans chaque pays. Le Groupe n'ayant aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires ou des prestations futures, aucun passif actuariel n'est comptabilisé au titre de ces régimes à cotisations définies.

1.1.23.2 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les régimes à prestations définies concernent principalement les avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux indemnités de départ à la retraite des salariés français, auxquelles se rajoutent :

- les autres engagements de retraites et compléments de retraite, principalement aux États-Unis et en France ;
- les régimes de couverture des frais médicaux aux États-Unis.

Les régimes à prestations définies font l'objet de provisions pour avantages du personnel calculées sur la base d'évaluations actuarielles selon la méthode des unités de crédits projetées.

Ces évaluations intègrent notamment des hypothèses :

- de dates de départ à la retraite fixées selon les termes de la législation et, en particulier pour les salariés français, suivant une hypothèse de départ volontaire à taux plein ;
- de mortalité ;
- de probabilité de départ avant la retraite pour le personnel actif ;
- d'estimations d'évolution de salaires jusqu'à l'âge de la retraite ;
- de taux financiers d'actualisation et d'inflation.

Lorsque les régimes à prestations définies sont couverts par des fonds, les engagements au titre de ces régimes font l'objet, à chaque exercice, d'une évaluation actuarielle effectuée par des actuaires indépendants et leur valeur est déduite de la valeur de marché en date de clôture des fonds associés. Cette évaluation intègre des hypothèses de rentabilité à long terme des actifs investis calculée sur la base du taux d'actualisation utilisé pour valoriser les engagements sociaux.

Les variations de provisions correspondant aux régimes à prestations définies sont enregistrées au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, au compte de résultat, en « charges opérationnelles », à l'exception :

- de l'effet de la désactualisation des engagements, présenté en résultat financier ;
- des écarts actuariels sur avantages du personnel postérieurs à l'emploi, présentés en capitaux propres.

Le groupe Burelle a opté pour la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans aucun étalement.

1.1.23.3 AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Les autres avantages à long terme correspondent, pour l'essentiel, aux médailles du travail des salariés français.

Les écarts actuariels relatifs aux « Autres avantages à long terme » (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

1.1.24 SUBVENTIONS PUBLIQUES

Les subventions reçues sont inscrites au passif du bilan ; elles correspondent à des subventions accordées dans le cadre d'investissements pour de nouveaux sites ou matériels de production ou pour des programmes de recherche et de développement.

Les subventions sont reprises en résultat au niveau de la marge brute, au fur et à mesure de l'amortissement des biens acquis au moyen de ces subventions, ou lorsque les programmes de recherche et de développement n'ont pas abouti.

1.1.25 ACTIONS PROPRES

Les actions auto-détenues par le groupe Burelle SA, quelle que soit leur affectation, sont inscrites dès leur acquisition en diminution des capitaux propres.

Les prix de cession de ces titres sont comptabilisés directement en augmentation des capitaux propres du Groupe, aucun profit ou perte n'étant donc comptabilisé dans le résultat net de l'exercice.

1.1.26 PLANS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions accordés aux salariés sont évalués à leur juste valeur à la date d'attribution des droits par le Conseil d'Administration, en utilisant le modèle mathématique « Black & Scholes ».

Cette valeur est enregistrée en « charges de personnel » linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie directe en réserves.

1.1.27 ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

1.1.27.1 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

1.1.27.1.1 TITRES DE PARTICIPATIONS

Les titres de participation des sociétés ni contrôlées, ni sous influence notable sont présentés dans la catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente ». Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. Une dépréciation est constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une raison objective de perte de valeur de ces titres. Une baisse significative ou prolongée de la juste valeur par référence à la valeur d'acquisition est une raison objective de perte de valeur. Cette dépréciation ne peut être reprise.

1.1.27.1.2 ACTIFS FINANCIERS DE BURELLE PARTICIPATIONS ET FONDS « FMEA 2 »

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent à des prises de participations minoritaires dans des sociétés, à des parts souscrites dans des fonds de capital-investissement et à des obligations à bons de souscription d'actions. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées par le Comité Exécutif de l'*International Private Equity & Venture Capital Valuation (IPEV)*.

Les parts de fonds sont valorisées à la dernière valorisation liquidative communiquée par la société de gestion au jour de l'arrêté des comptes. Les investissements dans des sociétés non cotées sont valorisés par différentes méthodes de multiples : multiples d'entrée, multiples de marché, comparables côtés auxquels est appliquée une décote de négociabilité, ou en fonction d'offres ou d'opérations récentes sur le capital. Les méthodes des « discounted cash flow » ou de l'actif net peuvent aussi être utilisées si elles sont appropriées (niveau 3 de juste valeur). Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2014, aucune ligne n'est valorisée ainsi.

Les investissements de moins de douze mois sont maintenus au coût historique sauf si la situation de l'entreprise s'est dégradée significativement.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres.

Lorsque la juste valeur d'un actif disponible à la vente est inférieure à sa valeur comptable, le Groupe examine la nécessité d'enregistrer une dépréciation. Pour chaque actif, le Groupe fait usage de son jugement en examinant les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la baisse, pour déterminer si elle constitue un indice objectif de perte de valeur amenant à enregistrer une dépréciation. Une dépréciation sur un « Actif financier disponible à la vente » est systématiquement constatée en compte de résultat lorsqu'il existe une baisse de valeur significative ou prolongée, et, pour les parts de fonds de capital-investissement, lorsque, en sus, le fonds est investi à plus de 85 %. La baisse de juste valeur est considérée comme significative si l'évaluation a diminué de plus de 50 % par rapport au coût d'acquisition, et elle est considérée comme prolongée lorsque l'évaluation se situe, pendant au moins deux ans, en-dessous du coût d'acquisition. Cette dépréciation ne peut être reprise.

1.1.27.2 AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Les autres actifs financiers comprennent principalement les prêts et les dépôts et cautionnements versés. Ils sont évalués au coût amorti. Toute indication objective de perte de valeur - différence négative entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable de ces actifs - donne lieu à une dépréciation au compte de résultat. Cette dépréciation est reprise par résultat dans le cas d'un retournement favorable.

Les autres actifs financiers comprennent également des valeurs mobilières de placement ne remplissant pas les critères permettant un classement en équivalent de trésorerie. Ils sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture, et les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat financier.

1.1.28 DÉRIVÉS ET COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Pour gérer son risque de taux d'intérêt, le Groupe utilise des instruments dérivés négociables de gré à gré. Ces instruments financiers de couverture sont valorisés et comptabilisés au bilan, à leur juste valeur.

Les variations de juste valeur des instruments qualifiés en « Couverture de flux de trésorerie » sont comptabilisées en « Autres éléments du résultat global » (capitaux propres) pour les parties efficaces et en résultat financier pour les parties non efficaces.

Les variations de valeurs des dérivés non documentés en couverture sont comptabilisées en résultat.

Annexe aux comptes consolidés

1.1.29 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés dans le tableau des flux de trésorerie comprennent les éléments de trésorerie réalisables à court terme, très liquides, convertibles à tout moment en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie est composée de la trésorerie en banque et en caisse, des dépôts à court terme et des soldes créditeurs bancaires, à l'exception de ceux autorisés pour couvrir les besoins de trésorerie court ou moyen terme de l'exploitation courante. Ces derniers, étant assimilés à du financement, sont exclus de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie correspondent aux placements réalisables à court terme dans le cadre de l'utilisation temporaire des excédents de trésorerie (SICAV monétaires, titres de créances négociables, etc.). La variation de juste valeur de ces actifs est comptabilisée en résultat.

1.1.30 ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES

Sont classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés » au bilan, les éléments suivants :

- la valeur d'un actif détenu en vue de sa vente ;
- la valeur d'un groupe d'actifs détenus en vue de leur vente et non en vue d'une utilisation continue ;
- et la valeur des activités et sociétés acquises dans la perspective d'une cession ultérieure.

Les passifs relatifs à ces actifs, groupe d'actifs, activités et sociétés sont également présentés au passif du bilan sur une ligne distincte dénommée « Passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés ».

Les actifs (ou groupes d'actifs) classés dans cette catégorie ne font plus l'objet d'amortissement. Ils sont évalués au montant le plus faible de leur valeur comptable et de leur prix de vente estimé, diminué des frais relatifs à la vente. Les pertes de valeur éventuelles sont enregistrées en « autres charges opérationnelles » du Groupe.

Au bilan, les données relatives aux « actifs et activités destinés à être cédés » pris distinctement dans les états financiers ne donnent pas lieu au retraitement des années antérieures en termes de présentation.

Au compte de résultat, les résultats de cession des activités ou branches d'activités et sociétés qui remplissent la définition d'une activité abandonnée, sont isolés sur la ligne « Résultat après impôt des activités abandonnées » sur chacun des exercices présentés.

1.1.31 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le groupe Burelle comptabilise sans actualisation les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs du bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de reversement des différences temporaires.

Les crédits d'impôt et les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables et les différences temporaires ne sont reconnus que lorsque leur probabilité d'utilisation à court terme est avérée.

1.2 Estimations et jugements

Pour préparer ses états financiers, le groupe Burelle a recours à des estimations et des hypothèses pour évaluer certains de ses éléments d'actifs, de passifs, de produits, de charges et d'engagements. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement par la Direction Générale. Les montants figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront intégrer des changements d'estimations ou d'hypothèses en considération des retours d'expérience passée et de l'évolution des conditions économiques.

De façon générale, les estimations et hypothèses retenues au cours de l'exercice ont été élaborées à partir des informations disponibles au moment de la clôture des comptes. Ces estimations sont susceptibles d'être revues en fonction de l'évolution des hypothèses de base. Ces hypothèses concernent notamment :

- Les impôts différés :
 - La reconnaissance des actifs d'impôts différés résulte de la probabilité d'utilisation future évaluée sur la base des estimations de bénéfices futurs. Ceci conduit le Groupe à faire des estimations régulières des résultats fiscaux futurs notamment dans le cadre des plans à moyen terme établis au sein du Groupe. Ces estimations, le cas échéant, prennent en compte le caractère exceptionnel ou non de certaines pertes, charges, etc.
- Les engagements de retraite et autres avantages accordés au personnel :
 - Dans le cadre des régimes à prestations définies, pour les évaluations actuarielles, le Groupe, avec l'aide d'actuaire indépendants, retient des hypothèses (voir les notes 1.1.23, 5.2.6 « Provisions pour engagement de retraite et autres avantages du personnel ») sur :
 - les taux d'actualisation des plans de retraite et des autres avantages à long terme ;

- les taux d'accroissement des coûts médicaux pour les États-Unis;
- les taux de rotation des effectifs et d'augmentation des salaires.

■ Les tests de perte de valeur sur les actifs :

Des tests de perte de valeurs sont réalisés en particulier sur les écarts d'acquisition et les frais de développement sur projets automobiles comptabilisés en immobilisations incorporelles. Dans le cadre de ces tests, pour la détermination de la valeur recouvrable, interviennent à la fois les notions de juste valeur nette des coûts de cession et de valeur d'utilité obtenues par la méthode des cash-flows actualisés. Ces tests reposent sur des hypothèses de flux futurs de trésorerie opérationnels et de taux d'actualisation. Les hypothèses pouvant avoir un impact significatif sur les comptes portent sur les taux d'actualisation et les taux de croissance.

2 OPÉRATIONS DE LA PÉRIODE

2.1 Compagnie Plastic Omnium : investissements en capacité de production et d'innovation

La stratégie de croissance mise en œuvre par la Compagnie Plastic Omnium a pour corollaire un important programme d'investissements estimé à 1,7 milliard d'euros sur cinq ans et destiné au renforcement des moyens d'innovation et du dispositif industriel dans les zones à fort potentiel. Dans le cadre de ce plan, la Compagnie Plastic Omnium a investi, en 2014, près de 15 millions d'euros aux États-Unis, à Chattanooga (Tennessee), dans la construction d'une nouvelle usine de pièces de carrosserie pour Volkswagen et 32 millions d'euros dans le dernier volet du nouveau centre mondial de recherche et développement pour les systèmes à carburant qui a été ouvert à Compiègne, dans l'Oise, en septembre 2014.

Par ailleurs, la Compagnie Plastic Omnium a consacré 46,8 millions à la construction d'un immeuble de bureaux de 33 000 m² sur un de ses terrains situé à Lyon-Gerland. D'un coût total de 73,6 millions d'euros, ce projet est programmé pour être livré au 1^{er} trimestre 2015 à l'intérieur du budget prévu.

2.2 Burelle Participations : rotation du portefeuille

Burelle Participations a profité, en 2014, des conditions de liquidité favorables aux rotations de portefeuille.

Deux investissements réalisés en 2006 et 2007 pour un montant total de 3 millions d'euros ont été cédés en générant une plus-value totale de 2,1 millions d'euros dont 1,8 million d'euros a été comptabilisé sur l'exercice. Ces deux opérations ont produit des multiples de respectivement 1,7 et 1,5 fois le montant investi.

2.3 Cession de la participation de la Compagnie Plastic Omnium dans la société Signal AG

Le 23 décembre 2014, la Compagnie Plastic Omnium a cédé à son partenaire Integra Holding AG, sa participation de 50 % dans la société de signalisation routière suisse, Signal AG pour un montant de 20 millions de Francs suisses (équivalent de 16,6 millions d'euros au 31 décembre 2014). Initialement détenue par Burelle SA, la société Signal AG avait fait l'objet d'une cession à la Compagnie Plastic Omnium en juin 2007. La cession de Signal AG par la Compagnie Plastic Omnium a un impact, dans les Comptes consolidés de Burelle, de + 8,4 millions d'euros sur le résultat net et de + 4,9 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe (4,5 millions d'euros dans les Comptes de gestion). Le résultat de Signal AG est intégré dans les comptes pour douze mois. À l'issue de cette opération, le Groupe ne détient plus aucune participation dans Signal AG.

3 INFORMATIONS SECTORIELLES

La présentation de la note sur les informations sectorielles est déclinée comme suit :

- le passage des Comptes de gestion aux Comptes consolidés : notes 3.1, 3.2, 3.3;
- les notes détaillant exclusivement les données de gestion : note 3.4.

3.1 Réconciliation des Comptes de gestion et des Comptes consolidés

Le Groupe Burelle est organisé en deux secteurs opérationnels : la Compagnie Plastic Omnium et l'immobilier.

La Direction Générale de Burelle SA apprécie la performance de chaque secteur sur la base des données opérationnelles reflétant la réalité économique et managériale du Groupe. Dans ce cadre, elle s'appuie sur les données opérationnelles de la Compagnie Plastic Omnium qui sont établies sur la base de méthodes de consolidation différentes de celles utilisées pour l'établissement des Comptes consolidés.

En effet, pour l'établissement de ces données opérationnelles, la Compagnie Plastic Omnium consolide selon la méthode de l'intégration globale les filiales contrôlées, et selon la méthode d'intégration proportionnelle les sociétés sur lesquelles un contrôle conjoint est exercé.

Annexe aux comptes consolidés

Comme mentionné dans la note 1.1.2, les sociétés HBPO, YFPO, B.P.O. AS et Signal AG, filiales de Compagnie Plastic Omnium, sont concernées par cette différence de méthode de consolidation puisqu'elles sont consolidées par mise en équivalence dans les Comptes consolidés et par intégration proportionnelle dans les états opérationnels de gestion.

Les informations sectorielles présentées dans cette note sont issues des états opérationnels de gestion et réconciliées avec les Comptes consolidés.

La notion d'« Ajustements » est utilisée pour le passage entre les informations de gestion et les Comptes consolidés et concerne les impacts de l'application des nouvelles normes de consolidation.

Les colonnes des tableaux ci-dessous indiquent les montants de chaque secteur. La colonne « Éléments non affectés » regroupe les éliminations inter-secteurs, ainsi que les montants non affectés par secteur (Burelle SA et Burelle Participations SA) permettant de réconcilier les données sectorielles avec les états financiers du Groupe. Les transactions entre secteurs sont réalisées sur la base de leur valeur de marché.

3.1.1 COMPTE DE RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers d'euros

| | 2014 | | | | | |
|--|--------------------------|--------------|-----------------------|------------------|------------------|--------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements # | Comptes consolidés |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | Total | | |
| Ventes externes au Groupe | 5 314 091 | 7 721 | (5 772) | 5 316 040 | (876 886) | 4 439 154 |
| Ventes entre secteurs d'activités | - | (5 772) | 5 772 | - | - | - |
| Produits des activités ordinaires | 5 314 091 | 1 949 | - | 5 316 040 | (876 886) | 4 439 154 |
| <i>% des produits des activités ordinaires total</i> | <i>100,0%</i> | | | <i>100,0%</i> | | <i>100,0%</i> |
| Marge opérationnelle avant amortissement des actifs incorporels acquis | 431 829 | 4 418 | (8 888) | 427 360 | (60 273) | 367 086 |
| <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i> | <i>8,1%</i> | - | - | <i>8,0%</i> | - | <i>8,3%</i> |
| Amortissements des actifs incorporels acquis | (18 297) | - | - | (18 297) | - | (18 297) |
| Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels acquis | 413 532 | 4 418 | (8 889) | 409 062 | (60 273) | 348 789 |
| <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i> | <i>7,8%</i> | - | - | <i>7,7%</i> | - | <i>7,9%</i> |
| Autres produits opérationnels | 4 044 | 2 | 17 777 | 21 823 | (6 062) | 15 761 |
| Autres charges opérationnelles | (47 496) | (6) | (1 891) | (49 393) | 10 681 | (38 712) |
| <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i> | <i>(0,8%)</i> | - | - | <i>(0,5%)</i> | - | <i>(0,5%)</i> |
| Charges nettes de financement | - | - | - | (50 692) | (1 921) | (52 613) |
| Autres produits et charges financiers | - | - | - | (12 203) | (150) | (12 353) |
| Quote-part de résultat des entreprises associées et des coentreprises | - | - | - | 3 475 | 35 846 | 39 321 |
| Résultat des activités poursuivies avant impôt et après quote-part des entreprises associées et des coentreprises | - | - | - | 322 072 | (21 879) | 300 193 |
| Impôt sur le résultat | - | - | - | (74 350) | 9 760 | (64 590) |
| Résultat net | - | - | - | 247 722 | (12 119) | 235 603 |

Les impacts dans la colonne « Ajustements » concernent exclusivement la Compagnie Plastic Omnium et correspondent aux écarts entre les Comptes de gestion et les Comptes consolidés suite à l'application des nouvelles normes de consolidation d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

En milliers d'euros

| | 2013 | | | | | |
|--|--------------------------|------------|-----------------------|-----------|--------------------------|----------------------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements [#] | Comptes consolidés retraités (μ) |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | Total | | |
| Ventes externes au Groupe | 5 124 547 | 7 250 | (5 117) | 5 126 680 | (789 396) | 4 337 284 |
| Ventes entre secteurs d'activités | - | (5 117) | 5 117 | - | - | - |
| Produits des activités ordinaires | 5 124 547 | 2 133 | - | 5 126 680 | (789 396) | 4 337 284 |
| <i>% du total</i> | 100,0% | | | 100,0% | - | 100% |
| Marge opérationnelle avant amortissement des actifs incorporels acquis | 394 638 | 4 184 | (6 470) | 392 352 | (56 071) | 336 281 |
| <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i> | 7,7% | - | - | 7,7% | - | 7,8% |
| Amortissements des actifs incorporels acquis | (18 698) | - | - | (18 698) | - | (18 698) |
| Marge opérationnelle après amortissement des actifs incorporels acquis | 375 940 | 4 184 | (6 470) | 373 654 | (56 071) | 317 583 |
| <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i> | 7,3% | - | - | 7,3% | - | 7,3% |
| Autres produits opérationnels | 802 | - | 563 | 1 365 | (29) | 1 336 |
| Autres charges opérationnelles | (42 749) | - | (2 008) | (44 757) | 4 183 | (40 574) |
| <i>% des produits des activités ordinaires du secteur</i> | (0,8%) | - | | (0,8%) | - | (0,9%) |
| Charges nettes de financement | - | - | - | (49 210) | (915) | (50 125) |
| Autres produits et charges financiers | - | - | - | (9 013) | (253) | (9 266) |
| Quote-part de résultat des entreprises associées et des coentreprises | - | - | - | 882 | 30 292 | 31 174 |
| Résultat des activités poursuivies avant impôt et après quote-part des entreprises associées et des coentreprises | - | - | - | 272 922 | (22 795) | 250 127 |
| Impôt sur le résultat | - | - | - | (69 560) | 12 304 | (57 256) |
| Résultat net | - | - | - | 203 362 | (10 491) | 192 871 |

[#] Les impacts dans la colonne « Ajustements » concernent exclusivement la Compagnie Plastic Omnium et correspondent aux écarts entre les Comptes de gestion et les Comptes consolidés suite à l'application des nouvelles normes de consolidation d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

Annexe aux comptes consolidés

3.1.2 AGRÉGATS DU BILAN PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers d'euros - en valeurs nettes

| | 31 décembre 2014 | | | | | |
|--|--------------------------|----------------|-----------------------|------------------|------------------|--------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements | Comptes consolidés |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | Total | | |
| Écarts d'acquisition | 296 396 | - | - | 296 396 | (24 173) | 272 223 |
| Immobilisations incorporelles | 358 667 | 17 | 1 | 358 685 | (6 949) | 351 736 |
| Immobilisations corporelles | 1 092 045 | 56 676 | 58 | 1 148 779 | (83 576) | 1 065 203 |
| Immeubles de placement | 88 825 | 23 115 | - | 111 940 | - | 111 940 |
| Stocks | 331 860 | - | - | 331 860 | (18 384) | 313 476 |
| Créances clients et comptes rattachés | 612 451 | 206 | (38) | 612 619 | (110 849) | 501 770 |
| Autres créances | 279 645 | 468 | 345 | 280 458 | (85 364) | 195 094 |
| Créances de financement clients* (C) | 61 653 | - | - | 61 653 | - | 61 653 |
| Comptes courants et autres actifs financiers (D) | 22 190 | (1 654) | 1 398 | 21 934 | 621 | 22 555 |
| Actifs financiers disponibles à la vente (F) | 1 372 | - | 31 267 | 32 639 | - | 32 639 |
| Instruments financiers de couverture (E) | 374 | - | - | 374 | - | 374 |
| Trésorerie nette** (A) | 600 677 | 37 619 | 17 732 | 656 028 | (69 412) | 586 615 |
| Actifs sectoriels | 3 746 155 | 116 447 | 50 763 | 3 913 365 | (398 086) | 3 515 279 |
| Emprunts et dettes financières (B) | 1 015 877 | 39 639 | (8) | 1 055 508 | (8 865) | 1 046 643 |
| Passifs sectoriels | 1 015 877 | 39 639 | (8) | 1 055 508 | (8 865) | 1 046 643 |
| Endettement financier net sectoriel = (B - A - C - D - E - F)*** | 329 611 | 3 674 | (50 405) | 282 880 | 59 926 | 342 805 |
| Total Capitaux propres et assimilés (y.c. subventions en non courant) | - | - | - | 1 212 440 | (26 525) | 1 185 915 |

En milliers d'euros - en valeurs nettes

| | 31 décembre 2013 | | | | | |
|--|--------------------------|----------------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements | Retraité (μ) |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | Publié | | |
| Écarts d'acquisition | 293 877 | - | - | 293 877 | (24 703) | 269 174 |
| Immobilisations incorporelles | 342 603 | 19 | 2 | 342 624 | (12 333) | 330 291 |
| Immobilisations corporelles | 961 782 | 55 418 | 65 | 1 017 265 | (70 641) | 946 624 |
| Immeubles de placement | 42 053 | 23 115 | - | 65 168 | - | 65 168 |
| Stocks | 282 136 | - | - | 282 136 | (19 186) | 262 950 |
| Créances clients et comptes rattachés | 590 979 | 849 | (202) | 591 626 | (95 274) | 496 352 |
| Autres créances | 216 167 | 350 | 54 | 216 571 | (62 019) | 154 552 |
| Créances de financement clients* (C) | 72 204 | - | - | 72 204 | - | 72 204 |
| Comptes courants et autres actifs financiers (D) | 25 898 | (939) | 754 | 25 713 | 561 | 26 274 |
| Actifs financiers disponibles à la vente (F) | 1 524 | - | 31 932 | 33 456 | - | 33 456 |
| Instruments financiers de couverture (E) | 1 192 | - | - | 1 192 | - | 1 192 |
| Trésorerie nette** (A) | 542 904 | 39 231 | 5 271 | 587 406 | (60 074) | 527 332 |
| Actifs sectoriels | 3 373 319 | 118 043 | 37 876 | 3 529 238 | (343 669) | 3 185 569 |
| Emprunts et dettes financières (B) | 998 921 | 43 233 | (32) | 1 042 122 | (5 167) | 1 036 955 |
| Passifs sectoriels | 998 921 | 43 233 | (32) | 1 042 122 | (5 167) | 1 036 955 |
| Endettement financier net sectoriel = (B - A - C - D - E - F)*** | 355 199 | 4 941 | (37 989) | 322 151 | 54 346 | 376 497 |
| Total Capitaux propres et assimilés (y.c. Subventions en non courant) | - | - | - | 1 005 893 | (27 227) | 978 666 |

* Au 31 décembre 2014, les « Créances de financement clients » sont composées d'un montant de 30 440 milliers d'euros issu de la rubrique « Autres actifs financiers » en non courant contre 35 708 milliers d'euros au 31 décembre 2013 et d'un montant de 31 213 milliers d'euros correspondant à la rubrique « Créances de financement clients » en courant contre 36 496 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

** Il s'agit de la trésorerie nette du Tableau des flux de trésorerie. Voir également la note 5.1.12.2.

*** Voir la note 5.2.7.1 sur « La notion d'endettement financier » dans le Groupe et 5.2.7.4 sur « De l'endettement financier brut à l'endettement financier net ».

3.1.3 AUTRES INFORMATIONS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers d'euros

| | 2014 | | | | Ajustements | Comptes consolidés |
|--|--------------------------|------------|-----------------------|-----------|-------------|--------------------|
| | Comptes de gestion | | | Total | | |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | | | |
| Investissements incorporels | 97 781 | 5 | - | 97 786 | (5 083) | 92 702 |
| Investissements corporels dont immeubles de placement [#] | 277 526 | 1 792 | 14 | 279 332 | (23 790) | 255 542 |
| Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés* | (222 646) | (535) | (21) | (223 202) | 22 165 | (201 037) |

En milliers d'euros

| | 2013 | | | | Ajustements | Retraité (μ) |
|--|--------------------------|------------|-----------------------|-----------|-------------|--------------|
| | Comptes de gestion | | | Total | | |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | | | |
| Investissements incorporels | 84 303 | - | - | 84 303 | (6 192) | 78 110 |
| Investissements corporels dont immeubles de placement [#] | 259 654 | 169 | - | 259 823 | (24 044) | 235 779 |
| Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés* | (207 704) | (502) | (22) | (208 228) | 15 317 | (192 911) |

* Cette rubrique comprend les amortissements et les dépréciations des actifs corporels et incorporels y compris les amortissements des incorporels acquis (marques et contrats clients) dans le cadre de regroupements d'entreprises.

[#] Voir la note 5.1.4 sur les Immeubles de placement.

Annexe aux comptes consolidés

3.1.4 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES - INFORMATIONS PAR PAYS

Les informations données dans les tableaux suivants, correspondent aux produits des activités ordinaires réalisés par les filiales dans les zones géographiques de commercialisation ou les pays de commercialisation tels qu'indiqués ci-après :

3.1.4.1 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| En milliers d'euros | 2014 | | En milliers d'euros | 2013 retraité (μ.) | |
|---|------------------|----------------|---|--------------------|----------------|
| | Montants | % | | Montants | % |
| France | 672 423 | 12,6% | France | 730 063 | 14,2% |
| Amérique du Nord | 1 400 946 | 26,4% | Amérique du Nord | 1 376 136 | 26,8% |
| Europe hors France | 2 136 831 | 40,2% | Europe hors France | 1 949 281 | 38,0% |
| Amérique du Sud | 178 880 | 3,4% | Amérique du Sud | 219 408 | 4,3% |
| Afrique | 53 368 | 1,0% | Afrique | 46 712 | 0,9% |
| Asie | 873 592 | 16,4% | Asie | 805 080 | 15,7% |
| Produits des activités ordinaires - Comptes de gestion | 5 316 040 | 100% | Produits des activités ordinaires - Comptes de gestion | 5 126 680 | 100% |
| Ajustements | (876 886) | (16,5%) | Ajustements | (789 396) | (15,4%) |
| Produits des activités ordinaires - Comptes consolidés | 4 439 154 | 83,5% | Produits des activités ordinaires - Comptes consolidés | 4 337 284 | 84,6% |

3.1.4.2 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POUR LES DIX PREMIERS PAYS CONTRIBUTEURS

| En milliers d'euros | 2014 | | En milliers d'euros | 2013 retraité (μ.) | |
|---|------------------|-------------|---|--------------------|-------------|
| | Montants | % | | Montants | % |
| États-Unis | 947 803 | 17,8% | États-Unis | 957 548 | 18,7% |
| Allemagne | 694 029 | 13,1% | France | 730 063 | 14,2% |
| France | 672 423 | 12,6% | Allemagne | 607 718 | 11,9% |
| Chine | 428 904 | 8,1% | Mexique | 351 296 | 6,9% |
| Mexique | 380 933 | 7,2% | Espagne | 351 292 | 6,9% |
| Espagne | 369 467 | 7,0% | Chine | 349 370 | 6,8% |
| Royaume-Uni | 351 288 | 6,6% | Royaume-Uni | 282 611 | 5,5% |
| Slovaquie | 207 332 | 3,9% | Slovaquie | 231 390 | 4,5% |
| Corée | 200 115 | 3,8% | Corée | 179 256 | 3,5% |
| Brésil | 106 060 | 2,0% | Brésil | 126 873 | 2,5% |
| Autres | 957 686 | 18,0% | Autres | 959 263 | 18,7% |
| Produits des activités ordinaires - Comptes de gestion | 5 316 040 | 100% | Produits des activités ordinaires - Comptes de gestion | 5 126 680 | 100% |
| Ajustements | (876 886) | - | Ajustements | (789 396) | - |
| Produits des activités ordinaires - Comptes consolidés | 4 439 154 | - | Produits des activités ordinaires - Comptes consolidés | 4 337 284 | - |

3.1.4.3 INFORMATIONS PAR CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE

La décomposition du « Produit des activités ordinaires » (chiffres d'affaires) de la Compagnie Plastic Omnium est la suivante :

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | % | 2013 retraité (μ) | % |
|---|------------------|----------------|-------------------|----------------|
| Pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium* | 4 882 366 | 91,9% | 4 655 231 | 90,8% |
| Pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium | 431 725 | 8,1% | 469 316 | 9,2% |
| Produit des activités ordinaires de la Compagnie Plastic Omnium - Comptes de gestion | 5 314 091 | 100% | 5 124 547 | 100% |
| Ajustements | (876 886) | (16,5%) | (789 396) | (15,4%) |
| Produit des activités ordinaires de la Compagnie Plastic Omnium - Comptes consolidés | 4 437 205 | 83,5% | 4 335 151 | 84,6% |

Le chiffre d'affaires du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium auprès des principaux constructeurs automobiles est présenté dans le tableau ci-dessous :

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | | <i>En milliers d'euros</i> | 2013 retraité (μ) | |
|---|------------------|------------------------|---|-------------------|------------------------|
| Constructeurs automobiles | Montants | Part du CA* Automobile | Constructeurs automobiles | Montants | Part du CA* Automobile |
| Volkswagen - Porsche | 787 975 | 16,1% | General Motors | 762 377 | 16,4% |
| General Motors | 747 506 | 15,3% | Volkswagen - Porsche | 700 117 | 15,0% |
| PSA Peugeot Citroën | 601 534 | 12,3% | PSA Peugeot Citroën | 637 021 | 13,7% |
| Renault/Nissan | 510 762 | 10,5% | Renault/Nissan | 489 449 | 10,5% |
| BMW | 491 368 | 10,1% | BMW | 450 045 | 9,7% |
| Total principaux constructeurs | 3 139 145 | 64,3% | Total principaux constructeurs | 3 039 010 | 65,3% |
| Autres Constructeurs automobiles | 1 743 221 | 35,7% | Autres Constructeurs automobiles | 1 616 221 | 34,7% |
| Total Secteur Automobile - Comptes de gestion | 4 882 366 | 100% | Total Secteur Automobile - Comptes de gestion | 4 655 231 | 100% |
| Ajustement sur Total secteur Automobile | (834 302) | 17,1% | Ajustement sur Total secteur Automobile | (748 656) | 16,1% |
| Chiffre d'affaires Automobile - Comptes consolidés | 4 048 064 | 82,9% | Chiffre d'affaires Automobile - Comptes consolidés | 3 906 575 | 83,9% |

* « CA » correspond au chiffre d'affaires qui est l'autre terminologie utilisée pour désigner le « Produit des activités ordinaires »

Annexe aux comptes consolidés

3.2 Actifs non courants par pays

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | | | | | | Ajustements | Comptes consolidés |
|--|--------------------|--------------------|------------------|-----------------|-----------------|---------------|------------------|------------------|--------------------|
| | Comptes de gestion | | | | | | | | |
| | France | Europe hors France | Amérique du Nord | Asie | Amérique du Sud | Autres * | Total | | |
| Écarts d'acquisition | 159 154 | 108 035 | 24 664 | 4 543 | - | - | 296 396 | (24 173) | 272 223 |
| Immobilisations incorporelles | 108 937 | 134 994 | 76 665 | 32 202 | 4 188 | 1 699 | 358 685 | (6 949) | 351 736 |
| Immobilisations corporelles | 310 493 | 312 689 | 248 391 | 235 725 | 32 673 | 8 808 | 1 148 779 | (83 576) | 1 065 203 |
| <i>dont investissements corporels de l'exercice</i> | <i>75 117</i> | <i>61 070</i> | <i>46 587</i> | <i>43 761</i> | <i>5 492</i> | <i>534</i> | <i>232 561</i> | <i>(23 791)</i> | <i>208 770</i> |
| Immeubles de placement | 111 940 | - | - | - | - | - | 111 940 | - | 111 940 |
| <i>dont investissements immeuble de placement</i> | <i>46 772</i> | - | - | - | - | - | <i>46 772</i> | - | <i>46 772</i> |
| Total actif immobilisé non courant - Comptes de gestion | 690 524 | 555 718 | 349 720 | 272 470 | 36 861 | 10 507 | 1 915 800 | - | - |
| Ajustements | (9 500) | (30 087) | (1 773) | (73 337) | - | - | - | (114 697) | - |
| Total actif immobilisé non courant - Comptes consolidés | 681 024 | 525 631 | 347 947 | 199 133 | 36 861 | 10 507 | - | - | 1 801 103 |

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2013 | | | | | | | Ajustements | Comptes consolidés retraités (μ) |
|--|--------------------|--------------------|------------------|-----------------|-----------------|---------------|------------------|------------------|----------------------------------|
| | Comptes de gestion | | | | | | | | |
| | France | Europe hors France | Amérique du Nord | Asie | Amérique du Sud | Autres * | Total | | |
| Écarts d'acquisition | 159 154 | 108 899 | 21 723 | 4 101 | - | - | 293 877 | (24 703) | 269 174 |
| Immobilisations incorporelles | 132 836 | 107 062 | 65 227 | 33 135 | 2 400 | 1 964 | 342 624 | (12 333) | 330 291 |
| Immobilisations corporelles | 269 333 | 309 241 | 204 214 | 193 171 | 31 772 | 9 534 | 1 017 265 | (70 641) | 946 624 |
| <i>dont investissements corporels de l'exercice</i> | <i>67 435</i> | <i>46 289</i> | <i>53 579</i> | <i>54 387</i> | <i>11 549</i> | <i>727</i> | <i>233 966</i> | <i>(24 044)</i> | <i>209 922</i> |
| Immeubles de placement | 65 168 | - | - | - | - | - | 65 168 | - | 65 168 |
| <i>dont investissements immeuble de placement</i> | <i>25 857</i> | - | - | - | - | - | <i>25 857</i> | - | <i>25 857</i> |
| Total actif immobilisé non courant - Comptes de gestion | 626 491 | 525 202 | 291 164 | 230 407 | 34 172 | 11 498 | 1 718 934 | - | - |
| Ajustements | (9 693) | (33 301) | (1 119) | (63 564) | - | - | - | (107 677) | - |
| Total actif immobilisé non courant - Comptes consolidés | 616 798 | 491 901 | 290 045 | 166 843 | 34 172 | 11 498 | 1 718 934 | - | 1 611 257 |

* Depuis le 31 décembre 2013, la rubrique « Autres » couvre l'Afrique du Sud et le Maroc.

3.3 Immobilisations corporelles (hors immeubles de placement) par catégorie

En milliers d'euros

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIE | 31 décembre 2014 | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------------------|------------------|-----------------|--------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements | Comptes consolidés |
| | Valeur brute | Amortissements | Provisions pour dépréciations | Valeur nette | | |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété | 2 558 100 | (1 442 859) | (104) | 1 115 138 | (83 576) | 1 031 562 |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur * | 53 248 | (39 987) | (20) | 13 241 | - | 13 241 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur # | 40 335 | (25 566) | - | 14 768 | - | 14 768 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur ** | 10 957 | (5 325) | - | 5 632 | - | 5 632 |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes de gestion | 2 662 640 | (1 513 737) | (124) | 1 148 779 | - | - |
| Ajustements | (165 366) | 81 784 | 7 | - | (83 576) | - |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes consolidés | 2 497 273 | (1 431 953) | (117) | - | - | 1 065 203 |

En milliers d'euros

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIE | 31 décembre 2013 | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|-------------------------------|------------------|-----------------|----------------------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements | Comptes consolidés retraités (μ) |
| | Valeur brute | Amortissements | Provisions pour dépréciations | Valeur nette | | |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété | 2 285 976 | (1 301 407) | (128) | 984 441 | (70 641) | 913 800 |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur * | 39 051 | (30 072) | (40) | 8 938 | - | 8 938 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur # | 36 217 | (22 222) | - | 13 995 | - | 13 995 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur ** | 24 542 | (14 651) | - | 9 891 | - | 9 891 |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes de gestion | 2 385 786 | (1 368 353) | (168) | 1 017 265 | - | - |
| Ajustements | (135 320) | 64 683 | (4) | - | (70 641) | - |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes consolidés | 2 250 466 | (1 303 670) | (172) | - | - | 946 624 |

* La somme des « Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur » et des « Immobilisations corporelles en location-financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur » donne la valeur des « Immobilisations corporelles faisant l'objet d'une location simple bailleur » figurant dans la sous-rubrique correspondante dans la note 5.1.3.

Voir la sous rubrique « Immobilisations corporelles en location-financement preneur » dans la note 5.1.3.

Annexe aux comptes consolidés

En milliers d'euros

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIE | 31 décembre 2014 | | | | | |
|---|--------------------------|---------------|-----------------------|------------------|-----------------|--------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements | Comptes consolidés |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | Total | | |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété - Valeur nette | 1 058 405 | 56 676 | 58 | 1 115 138 | (83 576) | 1 031 562 |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette | 13 241 | - | - | 13 241 | - | 13 241 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur - Valeur nette | 14 768 | - | - | 14 768 | - | 14 768 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette | 5 632 | - | - | 5 632 | - | 5 632 |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes de gestion | 1 092 045 | 56 676 | 58 | 1 148 779 | - | - |
| Ajustements | (83 576) | - | - | - | (83 576) | - |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes consolidés | 1 008 470 | 56 676 | 58 | 56 676 | - | 1 065 203 |

En milliers d'euros

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIE | 31 décembre 2013 | | | | | |
|---|--------------------------|---------------|-----------------------|------------------|-----------------|-----------------------------------|
| | Comptes de gestion | | | | Ajustements | Comptes consolidés retraités (μ.) |
| | Compagnie Plastic Omnium | Immobilier | Éléments non affectés | Total | | |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété - Valeur nette | 928 958 | 55 418 | 65 | 984 441 | (70 641) | 913 800 |
| Immobilisations corporelles en pleine propriété et faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette | 8 938 | - | - | 8 938 | - | 8 938 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur - Valeur nette | 13 995 | - | - | 13 995 | - | 13 995 |
| Immobilisations corporelles en location financement preneur faisant l'objet d'une location simple bailleur - Valeur nette | 9 891 | - | - | 9 891 | - | 9 891 |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes de gestion | 961 782 | 55 418 | 65 | 1 017 265 | - | - |
| Ajustements | (70 641) | - | - | - | (70 641) | - |
| Total Immobilisations corporelles (hors Immeuble de placement) - Comptes consolidés | 891 141 | 55 418 | 65 | - | - | 946 624 |

3.4 Notes relatives aux Comptes de gestion

I ÉTATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES DE GESTION

I.1 BILAN - COMPTES DE GESTION

En milliers d'euros

| | Notes | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
|--|------------------------------|------------------|------------------|
| ACTIF | | | |
| Écarts d'acquisition | III.1.1 - III.1.2 | 296 396 | 293 877 |
| Immobilisations incorporelles | III.1.2 | 358 685 | 342 624 |
| Immobilisations corporelles | III.1.3 | 1 148 779 | 1 017 265 |
| Immeubles de placement | | 111 940 | 65 168 |
| Participations dans les entreprises associées | III.1.4 | 10 984 | 7 674 |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | IV.3 | 464 | 272 |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente* | IV.3 | 32 639 | 33 456 |
| Autres actifs financiers non courants* | III.2.3 - IV.3 | 44 469 | 57 853 |
| Impôts différés actifs | | 83 587 | 70 630 |
| TOTAL ACTIF NON COURANT | | 2 087 943 | 1 888 819 |
| Stocks | III.1.5 | 331 860 | 282 136 |
| Créances de financement clients* | III.2.3 | 31 213 | 36 496 |
| Créances clients et comptes rattachés | III.1.6.2 - IV.2.1 - IV.3 | 612 619 | 591 626 |
| Autres créances | III.1.6.1 - III.1.6.2 | 280 458 | 216 571 |
| Autres créances financières* | III.2.3 - IV.3 | 7 904 | 3 568 |
| Instruments financiers de couverture* | III.2.3 - IV.3 | 374 | 1 192 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie* | III.1.7.1 - III.1.7.2 - IV.3 | 660 383 | 593 696 |
| TOTAL ACTIF COURANT | | 1 924 811 | 1 725 285 |
| TOTAL ACTIF | | 4 012 754 | 3 614 104 |

En milliers d'euros

| | Notes | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
|---|------------------------------|------------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | | |
| Capital | III.2.1.1 | 27 800 | 27 800 |
| Actions propres | | (8 081) | (7 420) |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | | 15 500 | 15 500 |
| Réserves et écarts d'évaluation | | 558 089 | 460 050 |
| Résultat de la période | | 133 966 | 110 029 |
| CAPITAUX PROPRES GROUPE | | 727 274 | 605 958 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | 473 880 | 388 051 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | 1 201 154 | 994 009 |
| Emprunts et dettes financières* | III.2.3 | 937 346 | 941 300 |
| Provisions pour engagements de retraites et assimilés | III.2.2 | 99 981 | 69 985 |
| Provisions | III.2.2 | 25 777 | 19 984 |
| Subventions publiques | IV.1 | 11 287 | 11 883 |
| Impôts différés passifs | | 47 137 | 53 316 |
| TOTAL PASSIF NON COURANT | | 1 121 528 | 1 096 468 |
| Découverts bancaires* | III.2.3 - IV.3 | 4 355 | 6 290 |
| Emprunts et dettes financières* | III.2.3 | 101 495 | 90 712 |
| Autres dettes financières* | III.2.3 - IV.3 | 9 | 130 |
| Instruments financiers de couverture* | III.2.3 - IV.3 | 16 658 | 9 980 |
| Provisions | III.2.2 | 51 108 | 46 354 |
| Subventions publiques | | 273 | 263 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | III.2.4.1 - III.2.4.3 - IV.3 | 915 365 | 862 800 |
| Autres dettes d'exploitation | III.2.4.2 - III.2.4.3 | 600 809 | 507 098 |
| TOTAL PASSIF COURANT | | 1 690 072 | 1 523 626 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS | | 4 012 754 | 3 614 104 |

* L'endettement financier net s'élève à 282,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 322,2 millions d'euros au 31 décembre 2013 (voir la note III.2.3 « De l'endettement brut à l'endettement net »).

Annexe aux comptes consolidés

I.2 COMPTE DE RÉSULTAT - COMPTES DE GESTION

En milliers d'euros

| | Notes | 2014 | % | 2013 | % |
|--|----------------|------------------|---------------|------------------|---------------|
| PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES | | 5 316 040 | 100,0% | 5 126 680 | 100,0% |
| Coût des biens et services vendus | II.2 | (4 472 097) | (84,1%) | (4 338 773) | (84,6%) |
| MARGE BRUTE | | 843 943 | 15,9% | 787 907 | 15,4% |
| Frais de recherche et développement nets | II.1 - II.2 | (118 764) | (2,2%) | (120 683) | (2,4%) |
| Frais commerciaux | II.2 | (64 548) | (1,2%) | (61 385) | (1,2%) |
| Frais administratifs | II.2 | (233 271) | (4,4%) | (213 486) | (4,2%) |
| MARGE OPÉRATIONNELLE AVANT AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS* | | 427 360 | 8,0% | 392 352 | 7,7% |
| Amortissement des actifs incorporels acquis* | | (18 297) | (0,3%) | (18 698) | (0,4%) |
| MARGE OPÉRATIONNELLE APRÈS AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS ACQUIS* | | 409 063 | 7,7% | 373 654 | 7,3% |
| Autres produits opérationnels | II.4 | 21 823 | 0,4% | 1 365 | 0,0% |
| Autres charges opérationnelles | II.4 | (49 393) | (0,9%) | (44 757) | (0,9%) |
| Charges nettes de financement | II.5 | (50 692) | (1,0%) | (49 210) | (1,0%) |
| Autres produits et charges financiers | II.5 | (12 203) | (0,2%) | (9 013) | (0,2%) |
| Quote-part de résultat des entreprises associées | II.6 - III.1.4 | 3 475 | 0,1% | 882 | 0,0% |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IS ET APRÈS QUOTE-PART DES ENTREPRISES ASSOCIÉES | | 322 073 | 6,1% | 272 922 | 5,3% |
| Impôt sur le résultat | II.7.1 | (74 350) | (1,4%) | (69 560) | (1,4%) |
| RÉSULTAT NET | | 247 723 | 4,7% | 203 362 | 4,0% |
| Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle | II.8 | 113 757 | 2,1% | 93 333 | 1,8% |
| RÉSULTAT NET - PART REVENANT AU GROUPE | | 133 966 | 2,5% | 110 029 | 2,1% |
| RÉSULTAT NET PAR ACTION - PART REVENANT AU GROUPE | | | | | |
| De base (en euros)** | | 76,26 | - | 62,67 | - |
| Dilué (en euros)*** | | 76,26 | - | 62,67 | - |

* Il s'agit d'actifs incorporels acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises.

** Le résultat net par action de base est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires formant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

*** En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net dilué par action est identique au résultat net par action de base.

I.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL - COMPTES DE GESTION

En milliers d'euros

| | 2014 | | | 2013 | | |
|---|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Total | Montants bruts | Impôts | Total | Montants bruts | Impôts |
| Résultat net de la période - Part du Groupe | 133 966 | 175 837 | (41 871) | 110 029 | 149 101 | (39 072) |
| Éléments recyclables en résultat | 24 590 | 25 147 | (557) | (13 924) | (12 394) | (1 530) |
| Éléments recyclés sur la période | 1 971 | 2 902 | (931) | 1 119 | 1 691 | (572) |
| Mouvement de la réserve de conversion - recyclé en résultat | 447 | 447 | - | (26) | (26) | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture - Instruments de taux recyclés en résultat | 1 524 | 2 455 | (931) | 1 145 | 1 717 | (572) |
| Éléments recyclables ultérieurement | 22 619 | 22 245 | 374 | (15 043) | (14 085) | (958) |
| Mouvement de la réserve de conversion de la période | 22 560 | 22 560 | - | (16 896) | (16 896) | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture | 59 | (315) | 374 | 1 853 | 2 811 | (958) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de taux</i> | 334 | 128 | 206 | 1 481 | 2 222 | (741) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de change</i> | (275) | (444) | 168 | 372 | 589 | (217) |
| Éléments ultérieurement non recyclables en résultat | (9 251) | (12 645) | 3 394 | 4 917 | 7 417 | (2 500) |
| Écarts actuariels reconnus en capitaux propres | (11 506) | (15 416) | 3 910 | 3 700 | 6 116 | (2 416) |
| Variation d'ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente | 1 414 | 1 414 | - | 1 049 | 1 049 | - |
| Ajustement à la juste valeur des actifs corporels | 841 | 1 356 | (515) | 168 | 252 | (84) |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | 15 339 | 12 502 | 2 837 | (9 007) | (4 978) | (4 030) |
| Résultat global - Part du Groupe | 149 305 | 188 339 | (39 034) | 101 022 | 144 123 | (43 102) |
| Résultat net de la période - Participations ne donnant pas le contrôle | 113 757 | 146 235 | (32 478) | 93 333 | 123 821 | (30 488) |
| Éléments recyclables en résultat | 13 259 | 13 649 | (390) | (16 696) | (15 648) | (1 048) |
| Éléments recyclés sur la période | (32) | 620 | (652) | (29) | 363 | (392) |
| Mouvement de la réserve de conversion - recyclé en résultat | (1 099) | (1 099) | - | (813) | (813) | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture - Instruments de taux recyclés en résultat | 1 067 | 1 719 | (652) | 784 | 1 176 | (392) |
| Éléments recyclables ultérieurement | 13 291 | 13 029 | 262 | (16 667) | (16 011) | (656) |
| Mouvement de la réserve de conversion de la période | 13 250 | 13 250 | - | (17 936) | (17 936) | - |
| Instruments dérivés qualifiés de couverture | 41 | (221) | 262 | 1 269 | 1 925 | (656) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de taux</i> | 234 | 90 | 144 | 1 015 | 1 522 | (507) |
| <i>Gains/pertes de la période - Instruments de change</i> | (193) | (310) | 118 | 254 | 403 | (149) |
| Éléments ultérieurement non recyclables en résultat | (6 193) | (8 464) | 2 271 | 4 945 | 7 039 | (2 094) |
| Écarts actuariels reconnus en capitaux propres | (6 782) | (9 413) | 2 631 | 4 945 | 7 039 | (2 094) |
| Ajustement à la juste valeur des actifs corporels | 589 | 950 | (361) | - | - | - |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | 7 066 | 5 185 | 1 881 | (11 751) | (8 608) | (3 142) |
| Résultat global - Participations ne donnant pas le contrôle | 120 823 | 151 420 | (30 597) | 81 582 | 115 213 | (33 630) |
| RÉSULTAT GLOBAL TOTAL PAR ANNÉE | 270 128 | 339 759 | (69 631) | 182 604 | 259 336 | (76 732) |

Annexe aux comptes consolidés

I.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES - COMPTES DE GESTION

En milliers d'euros
En milliers d'unités
pour le nombre d'actions

| | Nombre d'actions | Capital | Primes liées au capital | Actions propres | Autres réserves | ** | Écarts de conversion | Résultat Groupe | Capitaux propres | | Total capitaux propres |
|--|------------------|---------------|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------|----------------------|-----------------|------------------|---|------------------------|
| | | | | | | | | | Part du groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | |
| CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2012 | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (7 615) | 377 235 | ** | 6 380 | 108 370 | 527 670 | 340 068 | 867 738 |
| Affectation du résultat de décembre 2012 | - | - | - | - | 108 370 | - | - | (108 370) | - | - | - |
| Résultat au 31 décembre 2013 | - | - | - | - | - | - | - | 110 029 | 110 029 | 93 333 | 203 362 |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | - | - | - | - | 7 889 | - | (16 896) | - | (9 007) | (11 751) | (20 758) |
| <i>Mouvement de la réserve de conversion</i> | - | - | - | - | (26) | - | (16 896) | - | (16 922) | (18 749) | (35 671) |
| <i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i> | - | - | - | - | 3 700 | - | - | - | 3 700 | 4 945 | 8 645 |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - taux</i> | - | - | - | - | 2 626 | - | - | - | 2 626 | 1 799 | 4 425 |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - change</i> | - | - | - | - | 372 | - | - | - | 372 | 254 | 626 |
| <i>Variation d'ajustements à la juste valeur des autres actifs financiers disponibles à la vente</i> | - | - | - | - | 1 049 | - | - | - | 1 049 | - | 1 049 |
| <i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i> | - | - | - | - | 168 | - | - | - | 168 | - | 168 |
| Résultat global | - | - | - | - | 116 259 | - | (16 896) | 1 659 | 101 022 | 81 582 | 182 604 |
| Actions propres de Burelle SA* | - | - | - | 195 | 1 328 | - | - | - | 1 523 | - | 1 523 |
| Variation de périmètre*** | - | - | - | - | (16 404) | - | (1 351) | - | (17 755) | (14 111) | (31 866) |
| Dividendes distribués par Burelle SA [†] | - | - | - | - | (7 726) | - | - | - | (7 726) | - | (7 726) |
| Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe | - | - | - | - | - | - | - | - | - | (20 324) | (20 324) |
| Coûts relatifs aux stock-options de la Compagnie Plastic Omnium | - | - | - | - | 1 223 | - | - | - | 1 223 | 837 | 2 060 |
| CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2013 | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (7 420) | 471 915 | ** | (11 867) | 110 029 | 605 957 | 388 052 | 994 009 |
| Affectation du résultat de décembre 2013 | - | - | - | - | 110 029 | - | - | (110 029) | - | - | - |
| Résultat au 31 décembre 2014 | - | - | - | - | - | - | - | 133 966 | 133 966 | 113 757 | 247 723 |
| Résultat comptabilisé directement en capitaux propres | - | - | - | - | (8 115) | - | 23 454 | - | 15 339 | 7 066 | 22 405 |
| <i>Mouvement de la réserve de conversion</i> | - | - | - | - | (447) | - | 23 454 | - | 23 007 | 12 151 | 35 158 |
| <i>Écarts actuariels reconnus en capitaux propres</i> | - | - | - | - | (11 506) | - | - | - | (11 506) | (6 782) | (18 288) |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - taux</i> | - | - | - | - | 1 858 | - | - | - | 1 858 | 1 301 | 3 159 |
| <i>Instruments dérivés qualifiés de couverture - change</i> | - | - | - | - | (275) | - | - | - | (275) | (193) | (468) |
| <i>Variation d'ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente</i> | - | - | - | - | 1 414 | - | - | - | 1 414 | - | 1 414 |
| <i>Ajustement à la juste valeur des actifs corporels</i> | - | - | - | - | 841 | - | - | - | 841 | 589 | 1 430 |
| Résultat global | - | - | - | - | 101 914 | - | 23 454 | 23 937 | 149 305 | 120 823 | 270 128 |
| Actions propres de Burelle SA* | - | - | - | (661) | 515 | - | - | - | (146) | - | (146) |
| Variation de périmètre*** | - | - | - | - | (16 031) | - | (896) | - | (16 927) | (6 631) | (23 558) |
| Dividendes distribués par Burelle SA [†] | - | - | - | - | (12 300) | - | - | - | (12 300) | - | (12 300) |
| Dividendes distribués par les autres sociétés du Groupe | - | - | - | - | - | - | - | - | - | (29 333) | (29 333) |
| Coûts relatifs aux stock-options de la Compagnie Plastic Omnium | - | - | - | - | 1 385 | - | - | - | 1 385 | 969 | 2 354 |
| CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2014 | 1 853 | 27 800 | 15 500 | (8 081) | 547 398 | ** | 10 691 | 133 966 | 727 274 | 473 880 | 1 201 154 |

* Voir dans le « Tableau des flux de trésorerie », le montant en « Vente/achat d'actions propres » dans la rubrique « Flux de trésorerie provenant des opérations de financement ».

** Voir la note III.2.1.2 pour le détail de la rubrique « Autres réserves ».

*** Voir la note III.2.1.3 pour le détail de la rubrique « Variation de périmètre ».

[†] Le dividende par action distribué en 2014 par la société Burelle SA sur les résultats de l'exercice 2013 est de 7,00 euros, contre 4,40 euros en 2013 sur les résultats de l'exercice 2012.

I.5 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE - COMPTES DE GESTION

En milliers d'euros

| | Notes | 2014 | 2013 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| I - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | | | |
| Résultat net | I.2 | 247 723 | 203 362 |
| Dividendes reçus des entreprises associées | | 1 195 | - |
| Éléments sans incidences sur la trésorerie | | 355 007 | 330 578 |
| <i>Quote-part de résultat des entreprises associées</i> | II.6 - III.1.4 | (3 475) | (882) |
| <i>Charges relatives aux plans de stock-options</i> | | 2 354 | 2 060 |
| <i>Autres éliminations</i> | | 10 997 | 881 |
| <i>Dépréciations et amortissements des immobilisations corporelles</i> | III.1.3 | 140 516 | 126 564 |
| <i>Dépréciations et amortissements des immobilisations incorporelles</i> | III.1.2 | 82 686 | 81 664 |
| <i>Variation des provisions pour risques et charges</i> | | 9 888 | 2 946 |
| <i>Plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés</i> | | (7 877) | 4 391 |
| <i>Subventions d'exploitation au compte de résultat</i> | | (1 392) | (2 232) |
| <i>Charge d'impôt exigible et des impôts différés</i> | II.7.1 | 74 350 | 69 560 |
| <i>Charge d'intérêts financiers</i> | | 46 960 | 45 626 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (A) | | 603 925 | 533 940 |
| Variation des stocks et en-cours nets | | (38 385) | (22 199) |
| Variation des créances clients et comptes rattachés nets | | (16 945) | (40 557) |
| Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 48 319 | 87 424 |
| Variation des autres actifs nets et passifs d'exploitation | | (11 105) | 1 540 |
| VARIATION DES ÉLÉMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (B) | | (18 116) | 26 208 |
| IMPOTS DÉCAISSÉS (C) | | (94 661) | (76 963) |
| Intérêts payés | | (55 878) | (45 382) |
| Intérêts perçus | | 9 765 | 6 872 |
| INTÉRÊTS FINANCIERS NETS DÉCAISSÉS (D) | | (46 113) | (38 510) |
| TRÉSORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION (A + B + C + D) | | 445 035 | 444 675 |
| II - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS | | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | III.1.3 | (279 332) | (259 823) |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | III.1.2 | (97 786) | (84 303) |
| Cessions d'immobilisations corporelles | | 9 073 | 9 044 |
| Cessions d'immobilisations incorporelles | | 3 559 | 2 059 |
| Variation nette des avances sur immobilisations / Fournisseurs d'immobilisations | | 11 683 | (6 343) |
| Subventions d'investissement reçues | | 643 | 1 098 |
| FLUX D'INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION (E) | | (352 160) | (338 268) |
| EXCÉDENT / DÉFICIT DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS (A + B + C + D + E)* | | 92 875 | 106 407 |
| Acquisitions des titres de participations des sociétés intégrées, prises de contrôle, prises de participations dans les entreprises associées et investissements liés | | (208) | (490) |
| Acquisitions/cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium | | (13 922) | (15 159) |
| Cession des titres de participations dans des sociétés intégrées | II.4 | 16 610 | - |
| Cessions d'actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | | - | 153 |
| Impact des variations de périmètre - Trésorerie apportée par les entrantes | | - | 38 |
| Impact des variations de périmètre - Trésorerie annulée au titre des sortantes | | (3 785) | (5) |
| FLUX D'INVESTISSEMENTS DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES (F) | | (1 305) | (15 463) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (E + F) | | (353 465) | (353 731) |
| III - FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | | |
| Vente/achat d'actions propres | | (146) | 1 523 |
| Dividendes versés aux actionnaires de Burelle SA | | (12 300) | (7 726) |
| Dividendes versés aux autres actionnaires [#] | | (29 333) | (20 324) |
| Acquisitions d'intérêts minoritaires | | - | (16 689) |
| Augmentation des dettes financières | | 78 528 | 550 080 |
| Remboursement des dettes financières | | (67 541) | (319 691) |
| FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (G) | | (30 792) | 187 173 |
| Incidence des variations des cours de change (H) | | 7 844 | (15 257) |
| VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE (A + B + C + D + E + F + G + H) | | 68 622 | 262 860 |
| TRÉSORERIE DE DÉBUT DE PÉRIODE | III.1.7.2 | 587 406 | 324 546 |
| TRÉSORERIE DE FIN DE PÉRIODE | III.1.7.2 | 656 028 | 587 406 |

* La notion « d'excédent/de déficit de trésorerie lié aux opérations » est une notion essentielle propre au groupe Burelle. Elle est utilisée dans toutes les communications financières externes du Groupe (communiqués de presse).

[#] Les dividendes aux autres actionnaires correspondent aux dividendes versés par la Compagnie Plastic Omnium et ses filiales à l'extérieur du Groupe.

Annexe aux comptes consolidés

II NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT - « COMPTES DE GESTION »

II.1 DÉTAIL DES FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Le pourcentage des frais de recherche et de développement est exprimé par rapport au montant des produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires).

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | |
|---|--------------------|---------------|------------------|---------------|
| | 2014 | % | 2013 | % |
| Frais de recherche et de développement | (270 693) | (5,1%) | (247 399) | (4,8%) |
| Frais de recherche et de développement activés ou cédés | 151 929 | 2,9% | 126 716 | 2,5% |
| Frais de recherche et développement nets | (118 764) | (2,2%) | (120 683) | (2,3%) |

II.2 COÛTS DES BIENS ET DES SERVICES VENDUS, FRAIS DE DÉVELOPPEMENT, COMMERCIAUX ET ADMINISTRATIFS

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|--------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Inclus dans le coût des biens et services vendus | | |
| Coûts des consommations (achats-variations de stocks)* | (3 431 550) | (3 320 546) |
| Sous-traitance directe de production | (10 899) | (11 691) |
| Énergie et fluides | (87 846) | (89 959) |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (493 068) | (494 693) |
| Autres coûts de production | (303 683) | (293 020) |
| Produits de cession de parcs de bacs en location simple | 998 | 2 111 |
| Valeur nette comptable des parcs de bacs en location simple | (732) | (1 801) |
| Amortissements | (132 847) | (121 497) |
| Provisions | (12 470) | (7 677) |
| Total | (4 472 097) | (4 338 773) |
| Inclus dans les frais de recherche et développement | | |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (134 295) | (127 278) |
| Amortissements des frais de développement activés | (58 922) | (59 485) |
| Autres | 74 453 | 66 080 |
| Total | (118 764) | (120 683) |
| Inclus dans les frais commerciaux | | |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (41 806) | (40 774) |
| Amortissements et provisions | (453) | (1 048) |
| Autres | (22 289) | (19 563) |
| Total | (64 548) | (61 385) |
| Inclus dans les frais administratifs | | |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (132 840) | (127 199) |
| Autres frais administratifs | (88 254) | (77 310) |
| Amortissements | (11 568) | (8 512) |
| Provisions | (609) | (465) |
| Total | (233 271) | (213 486) |

* Dont dotations, reprises et provisions pour dépréciation sur stocks d'un montant de :

- -1 118 milliers d'euros en 2014;
- -3 445 milliers d'euros en 2013.

II.3 FRAIS DE PERSONNEL

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Salaires et traitements | (597 704) | (586 143) |
| Charges sociales* | (161 804) | (168 304) |
| Participation des salariés | (11 307) | (10 753) |
| Coûts des engagements de retraites et obligations similaires | 271 | 875 |
| Rémunération sur base d'actions | (8 527) | (2 060) |
| Autres charges de personnel | (22 939) | (23 559) |
| Total des frais de personnel hors frais des intérimaires | (802 010) | (789 944) |
| Coût du personnel intérimaire | (95 475) | (77 501) |
| Total des frais de personnel | (897 485) | (867 445) |

* Cette rubrique intègre les cotisations sociales sur les plans d'achat et de souscription d'actions pour un montant de -1 319 milliers d'euros (dont -199 milliers d'euros pour les Dirigeants Mandataires Sociaux) en 2013. Aucun nouveau plan d'achat et de souscription d'actions n'a été attribué en 2014.

II.4 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|-----------------|
| | 2014 | 2013 |
| Résultats sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | 7 611 | (4 767) |
| Résultats provenant des Autres actifs financiers disponibles à la vente | 1 322 | 555 |
| Coûts de prédémarrage de nouvelles usines | (4 130) | (4 553) |
| Coûts d'adaptation des effectifs | (22 468) | (17 669) |
| Dépréciation d'actifs non courants | (1 381) | (102) |
| Provisions pour charges | (185) | (2 277) |
| Litiges | 64 | (481) |
| Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation | (7 609) | (9 301) |
| Impact des croissances externes : honoraires et coûts annexes | 46 | (689) |
| Réévaluation d'actifs | 59 | - |
| Autres | (899) | (4 108) |
| Total des produits et charges opérationnels | (27 570) | (43 392) |
| - <i>dont total produits</i> | 21 823 | 1 365 |
| - <i>dont total charges</i> | (49 393) | (44 757) |

Annexe aux comptes consolidés

II.5 RÉSULTAT FINANCIER

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|-----------------|
| | 2014 | 2013 |
| Charges de financement | (38 168) | (37 173) |
| Charges financières sur les engagements de retraite | (2 670) | (2 828) |
| Commissions de financement | (9 854) | (9 210) |
| Charges nettes de financement | (50 692) | (49 210) |
| Résultat de change sur opérations de financement | 3 226 | (3 374) |
| Résultat sur instruments de couverture de taux d'intérêt et de change | (15 062) | (6 141) |
| Produits financiers nets des Autres actifs disponibles à la vente | 657 | 416 |
| Autres | (1 024) | 86 |
| Autres produits et charges financiers | (12 203) | (9 013) |
| Total | (62 896) | (58 223) |

II.6 QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part de résultat des entreprises associées se décompose comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | % d'intégration | Comptes de gestion | |
|---|-----------------|--------------------|------------|
| | | 2014 | 2013 |
| Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium Co. Ltd | 24,48% | 2 191 | 1 499 |
| Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd | 24,98% | 1 266 | (583) |
| Hicom HBPO Sdn. Bhd. | 13,33% | 18 | (34) |
| Total quote-part de résultat des entreprises associées | | 3 475 | 882 |

II.7 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

II.7.1 CHARGE D'IMPÔT COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|--|--------------------|-----------------|
| | 2014 | 2013 |
| Impôt exigible | (91 705) | (76 764) |
| Charges (ou produits) d'impôt exigible | (85 695) | (75 511) |
| Charges (ou produits) relatifs aux éléments non courants | (6 010) | (1 253) |
| Impôt différé | 17 355 | 7 204 |
| Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires | 17 103 | 3 638 |
| Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôts ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux | 252 | 3 566 |
| Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat | (74 350) | (69 560) |

II.7.2 ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT - PREUVE D'IMPÔT

| | | Comptes de gestion | |
|---|----------------------------|--------------------|---------------|
| | | 2014 | 2013 |
| ANALYSE DE L'IMPÔT | | | |
| Résultat du Groupe avant impôt et quote-part de résultat des entreprises associées (A) | <i>en milliers d'euros</i> | 318 597 | 272 040 |
| Charge nette réelle d'impôt comptabilisée au compte de résultat (B) | <i>en milliers d'euros</i> | (74 350) | (69 560) |
| Taux d'impôt effectif (C) = (B) / (A) | <i>en %</i> | 23,3% | 25,6% |
| Taux d'impôt applicable en France (D) | <i>en %</i> | 38,0% | 38,0% |
| Charge théorique d'impôt (E) = (A) * (D) | <i>en milliers d'euros</i> | (121 067) | (103 375) |
| Écart (F) soit la charge nette réelle d'impôt (B) (charge théorique d'impôt (E)) | <i>en milliers d'euros</i> | 46 717 | 33 815 |

| Décomposition de l'écart entre la charge nette réelle et la charge théorique d'impôt (F) | Montant | | % | |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|
| | 2014 | 2013 | 2014 | 2013 |
| Crédits d'impôts et autres économies fiscales | 23 916 | 16 478 | 7,5% | 6,1% |
| Différences permanentes entre les résultats comptables et les résultats imposables | (5 700) | (5 574) | (1,8%) | (2,1%) |
| Reconnaissance et/ou utilisation de déficits reportables et autres impôts différés | (5 781) | (8 431) | (1,8%) | (3,1%) |
| Effet sur les impôts différés à l'ouverture d'un changement de taux | 252 | 6 451 | 0,1% | 2,4% |
| Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays | 28 711 | 22 720 | 9,0% | 8,3% |
| Autres | 5 319 | 2 171 | 1,7% | 0,8% |
| Total (F) | 46 717 | 33 815 | 14,7% | 12,4% |

Au 31 décembre 2014, l'impôt comptabilisé est une charge de 74,4 millions d'euros (contre 69,6 millions d'euros en 2013) pour un impôt théorique de 121,1 millions d'euros, sur la base d'un taux d'impôt de 38 % en 2014 (inchangé par rapport à 2013).

Le taux d'impôt effectif du Groupe sur l'exercice 2014 est de 23,3% contre 25,6% en 2013.

L'écart entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique s'explique :

- pour 29 millions d'euros (23 millions d'euros en 2013) par l'incidence de taux d'impôts plus favorables dans certaines zones d'implantation du Groupe, notamment en Europe (Espagne, Royaume-Uni, Slovaquie et Pologne) et en Asie (Chine, Thaïlande, Turquie);
- pour 24 millions d'euros (16 millions d'euros en 2013) par une utilisation de réductions spécifiques d'impôts ou de crédits d'impôts principalement aux États-Unis, en Asie et en France. Parmi ces dispositifs spécifiques figurent des mesures incitatives en matière de recherche;
- et pour -6 millions d'euros (-8 millions d'euros en 2013) par l'effet des déficits ou autres actifs générés dans l'année mais non reconnus, net de ceux antérieurement non activés mais utilisés ou reconnus dans l'année.

Annexe aux comptes consolidés

II.8 RÉSULTAT NET DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Le résultat net des participations ne donnant pas le contrôle correspond à la part des partenaires minoritaires dans le résultat des sociétés contrôlées par le Groupe et consolidées par intégration globale. Il se décompose comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|--|--------------------|---------------|
| | 2014 | 2013 |
| B.PO AS | 10 039 | 9 181 |
| Signal AG | 1 158 | 863 |
| Plastic Omnium Composites Jiangsu Co. Ltd | - | (138) |
| Inergy Automotive Systems Manufacturing (Beijing) Co. Ltd | 4 175 | 3 444 |
| Inergy Automotive Systems Manufacturing India Pvt Ltd | 559 | 332 |
| Chongqing Yanfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Faway Co. Ltd | 616 | 260 |
| Guangzhou Zhongxin Yanfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Trim Co. Ltd | 298 | 187 |
| RMS Rotherm Maschinenbau GmbH | 195 | 152 |
| DSK Plastic Omnium Inergy | 86 | 558 |
| DSK Plastic Omnium BV | (86) | (46) |
| Total des participations ne donnant pas le contrôle issues du palier de la Compagnie Plastic Omnium | 17 040 | 14 793 |
| Participations ne donnant pas le contrôle issues du palier Burelle | 96 717 | 78 540 |
| Total du résultat net des participations ne donnant pas le contrôle | 113 757 | 93 333 |

III. NOTES RELATIVES AU BILAN - « COMPTES DE GESTION »

III.1 BILAN ACTIF - « COMPTES DE GESTION »

III.1.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | |
|---|--------------------|--------------|----------------|
| | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
| Écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2013 | 294 960 | - | 294 960 |
| Écart d'acquisition Pulidos de Juarez SA de CV [#] | 80 | - | 80 |
| Ajustement de l'écart d'acquisition sur prime de contrôle DSK Plastic Omnium BV ^{**} | (18) | - | (18) |
| Écarts de conversion | (1 145) | - | (1 145) |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2013 | 293 877 | - | 293 877 |
| Cession de Signal AG | (1 195) | - | (1 195) |
| Écarts de conversion | 3 714 | - | 3 714 |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2014 | 296 396 | - | 296 396 |

[#] Voir la note 2.2 des comptes consolidés 2013 « Acquisition de la société Pulidos Juarez SA de CV ».

^{**} Voir la note 2.5 des comptes consolidés 2013 « Suivi des acquisitions de l'exercice 2012 » concernant l'accord de partenariat avec Detalstroykonstruktsiya.

La ventilation des écarts d'acquisition par secteur est présentée ci-après :

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | |
|---|--------------------|--------------|----------------|
| | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
| Compagnie Plastic Omnium | 296 396 | - | 296 396 |
| Immobilier | - | - | - |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2014 | 296 396 | - | 296 396 |
| Compagnie Plastic Omnium | 293 877 | - | 293 877 |
| Immobilier | - | - | - |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2013 | 293 877 | - | 293 877 |

Annexe aux comptes consolidés

III.1.2 ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | Total |
|--|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats clients | Autres | |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2014 | 293 877 | 27 159 | 18 123 | 220 278 | 72 132 | 4 932 | 636 501 |
| Augmentations | - | 100 | 6 071 | 90 237 | - | 1 378 | 97 786 |
| Cessions nettes | - | (6) | 445 | (4 402) | - | - | (3 963) |
| Variations de périmètre (sorties)** | (1 195) | - | - | - | - | - | (1 195) |
| Reclassements | - | (2 818) | 1 822 | (4 317) | - | (1 592) | (6 905) |
| Dotations aux amortissements de l'exercice | - | (1 606) | (9 101) | (51 407) | (17 946) | (2 506) | (82 566) |
| Dépréciations et reprises | - | (120) | - | - | - | - | (120) |
| Écarts de conversion | 3 714 | (319) | 103 | 9 754 | 1 877 | 414 | 15 543 |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 296 396 | 22 390 | 17 463 | 260 143 | 56 063 | 2 626 | 655 081 |

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | Total |
|--|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats clients | Autres | |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2013 | 294 960 | 27 346 | 12 660 | 215 100 | 91 203 | 3 963 | 645 232 |
| Augmentations | - | 1 198 | 10 952 | 69 662 | - | 2 491 | 84 303 |
| Cessions nettes | - | (8) | (4) | (2 277) | - | - | (2 289) |
| Variations de périmètre (entrées)* | 62 | - | - | - | - | - | 62 |
| Reclassements | - | 797 | 1 869 | (5 497) | - | 718 | (2 113) |
| Dotations aux amortissements de l'exercice | - | (1 964) | (7 185) | (51 880) | (18 348) | (2 167) | (81 544) |
| Dépréciations et reprises | - | (120) | - | - | - | - | (120) |
| Écarts de conversion | (1 145) | (90) | (169) | (4 830) | (723) | (73) | (7 030) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 | 293 877 | 27 159 | 18 123 | 220 278 | 72 132 | 4 932 | 636 501 |

* Voir la note III.1.1 sur les « Écarts d'acquisition ».

Société « DSK Plastic Omnium BV » : ajustement dans la limite d'un an après la première clôture pour -18 milliers d'euros.
Société « Pulidos Juarez SA de CV » : comptabilisation d'un écart d'acquisition de 80 milliers d'euros.

** Il s'agit de la sortie à 100% de l'écart d'acquisition complet sur la société Signal AG suite à sa cession.

Les variations significatives sur la rubrique « Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles » sur les périodes 2014 et 2013 correspondent essentiellement à l'augmentation des actifs de développement de l'activité Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | | | | | Total |
|--|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats Clients | Autres | |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2014 | | | | | | | - |
| Coût | 296 396 | 35 740 | 105 440 | 541 335 | 132 799 | 9 374 | 1 121 084 |
| Amortissements cumulés | - | (12 985) | (87 977) | (281 192) | (76 736) | (6 748) | (465 638) |
| Pertes de valeur | - | (365) | - | - | - | - | (365) |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 296 396 | 22 390 | 17 463 | 260 143 | 56 063 | 2 626 | 655 081 |

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | | | | | Total |
|--|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats Clients | Autres | |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2013 | | | | | | | - |
| Coût | 293 877 | 42 355 | 98 168 | 462 003 | 129 831 | 13 458 | 1 039 692 |
| Amortissements cumulés | - | (14 951) | (80 045) | (241 725) | (57 699) | (8 526) | (402 946) |
| Pertes de valeur | - | (245) | - | - | - | - | (245) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 | 293 877 | 27 159 | 18 123 | 220 278 | 72 132 | 4 932 | 636 501 |

III.1.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immobilisations corporelles détenues en propre ou louées concernent essentiellement les usines et les centres dédiés à la recherche et au développement.

Ces usines et centres de recherche et de développement en nombre, par zone géographique se répartissent comme suit :

| Nombre d'usines et centres de recherche et développement <i>En unité</i> | Comptes de gestion | |
|--|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Europe de l'Ouest | 52 | 56 |
| Europe de l'Est | 15 | 15 |
| Amérique du Nord | 17 | 18 |
| Asie | 39 | 34 |
| Amérique du Sud | 7 | 7 |
| Afrique | 2 | 2 |
| Total | 132 | 132 |

Les répartitions des actifs sur les deux périodes sont telles qu'aucun site usine ne représente une part significative du total des actifs corporels sur chaque période.

Annexe aux comptes consolidés

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | | Total |
|--|--------------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2014 | 70 644 | 12 576 | 250 950 | 56 357 | 348 893 | 158 568 | 119 277 | 1 017 265 |
| Augmentations* | 739 | - | 49 938 | 1 792 | 34 830 | 118 904 | 26 357 | 232 560 |
| Cessions | - | - | (168) | (6) | (4 145) | - | (4 804) | (9 123) |
| Variations de périmètre (sorties) | (441) | - | (924) | - | (2 101) | - | (1 316) | (4 782) |
| Reclassements** | 8 195 | - | 40 111 | 2 445 | 48 872 | (117 057) | 24 339 | 6 905 [#] |
| Augmentation et diminution résultant des réévaluations | - | - | 2 306 | - | - | - | - | 2 306 |
| Dépréciations et reprises | - | - | - | - | 34 | (7) | 18 | 45 |
| Dotations aux amortissements de l'exercice*** | (822) | - | (18 340) | (1 962) | (76 894) | - | (42 543) | (140 561) |
| Écarts de conversion | 1 070 | - | 11 464 | - | 18 798 | 8 790 | 4 042 | 44 164 |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 79 385 | 12 576 | 335 337 | 58 626 | 368 287 | 169 198 | 125 370 | 1 148 779 |

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | | Total |
|--|--------------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2013 | 60 625 | 12 576 | 251 970 | 56 294 | 303 484 | 152 461 | 115 295 | 952 705 |
| Augmentations* | 9 188 | - | 16 673 | 169 | 42 645 | 131 433 | 33 858 | 233 966 |
| Cessions | (176) | - | (1 637) | - | (7 493) | - | (2 704) | (12 010) |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Reclassements | 3 716 | - | 9 416 | 51 | 94 481 | (119 505) | 12 957 | 1 116 [#] |
| Augmentation et diminution résultant des réévaluations | - | - | - | 252 | - | - | - | 252 |
| Dépréciations et reprises | (6) | - | 534 | - | 135 | - | 23 | 686 |
| Dotations aux amortissements de l'exercice*** | (654) | - | (18 053) | (409) | (73 579) | - | (34 555) | (127 250) |
| Écarts de conversion | (2 049) | - | (7 953) | - | (10 780) | (5 821) | (5 597) | (32 200) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 | 70 644 | 12 576 | 250 950 | 56 357 | 348 893 | 158 568 | 119 277 | 1 017 265 |

* Au 31 décembre 2014, les investissements corporels qui figurent dans le « Tableau des flux de trésorerie » correspondent au montant des augmentations des Immobilisations corporelles hors immeubles de placement pour 232 560 milliers d'euros (233 966 milliers d'euros au 31 décembre 2013) et au montant des augmentations des « immeubles de placement » pour 46 772 milliers d'euros (25 857 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

** Dont un reclassement des « Constructions » à « Constructions réévaluées » pour 2 119 milliers d'euros au titre de 2013.

*** Dont un reclassement de dotations aux amortissements des « Constructions » à dotations aux amortissements des « Constructions réévaluées » pour 743 milliers d'euros au titre de 2013.

[#] Au 31 décembre 2014, le solde net d'un montant de 6 905 milliers d'euros s'explique par des reclassements en « Immobilisations incorporelles ». Au 31 décembre 2013, le solde net d'un montant de 1 116 milliers d'euros se répartit comme suit :

- - 996 milliers d'euros reclassés en « Immeubles de placement » ;
- et + 2 112 milliers d'euros réintégrés des « Immobilisations incorporelles ».

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | | | | | | Total |
|--|--------------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2014 | | | | | | | | |
| Valeur brute | 86 651 | 12 576 | 555 300 | 63 613 | 1 318 739 | 169 205 | 456 556 | 2 662 640 |
| Amortissements et pertes de valeur | (7 266) | - | (219 963) | (4 987) | (950 452) | (7) | (331 186) | (1 513 861) |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 79 385 | 12 576 | 335 337 | 58 626 | 368 287 | 169 198 | 125 370 | 1 148 779 |

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | | | | | | Total |
|--|--------------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2013 | | | | | | | | |
| Valeur brute | 77 033 | 12 576 | 439 632 | 59 331 | 1 211 068 | 158 568 | 427 578 | 2 385 786 |
| Amortissements et pertes de valeur | (6 389) | - | (188 682) | (2 974) | (862 175) | - | (308 301) | (1 368 521) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 | 70 644 | 12 576 | 250 950 | 56 357 | 348 893 | 158 568 | 119 277 | 1 017 265 |

Annexe aux comptes consolidés

III.1.4 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les participations dans les entreprises associées correspondent aux participations de la Compagnie Plastic Omnium dans les sociétés suivantes :

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | | |
|--|--------------------|------------------|------------------|
| | % d'intégration | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Chengdu Faway Yanfeng Plastic Omnium Co. Ltd | 24,48% | 7 682 | 5 956 |
| Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd | 24,98% | 3 225 | 1 661 |
| Hicom HBPO Sdn. Bhd. | 13,33% | 77 | 57 |
| Total des participations dans les entreprises associées | | 10 984 | 7 674 |

Le bilan synthétique et les agrégats du compte de résultat ci-après sont ceux de l'ensemble des entreprises associées.

Présentation à 100 % des bilans et comptes de résultats des sociétés consolidées par mise en équivalence :

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Actifs non courants | 40 641 | 29 806 |
| Actifs courants | 75 980 | 49 488 |
| Total actifs | 116 621 | 79 294 |
| Capitaux propres - Part des partenaires Yanfeng et Faway dans Chengdu Yanfeng Plastic Omnium | 23 698 | 18 376 |
| Capitaux propres - Part des partenaires Yanfeng et Hongtaï dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd | 9 680 | 4 999 |
| Capitaux propres - Part des partenaires Hicom HBPO Sdn. Bhd. | 511 | 369 |
| Capitaux propres - Part des entreprises associées | 10 982 | 7 675 |
| Passifs non courants | 1 308 | 1 218 |
| Passifs courants | 70 442 | 46 655 |
| Total passifs | 116 621 | 79 294 |
| Produits des activités ordinaires | 129 748 | 77 589 |
| Résultat - Part des partenaires Yanfeng et Faway dans Chengdu Yanfeng Plastic Omnium | 6 760 | 4 624 |
| Résultat - Part des partenaires Yanfeng et Hongtaï dans Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd | 3 804 | (1 753) |
| Résultat - Part des partenaires Hicom HBPO Sdn. Bhd. | 115 | (222) |
| Résultat - Part des entreprises associées | 3 475 | 882 |

III.1.5 STOCKS ET EN-COURS

| | | Comptes de gestion | |
|--|----------------------------------|--------------------|------------------|
| | | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| <i>En milliers d'euros</i> | | | |
| Matières premières et approvisionnements | <i>Au coût (brut)</i> | 116 983 | 106 114 |
| | À la valeur nette de réalisation | 109 179 | 99 905 |
| Moules, outillages et études | <i>Au coût (brut)</i> | 104 149 | 84 075 |
| | À la valeur nette de réalisation | 104 060 | 83 984 |
| Autres en-cours de production | <i>Au coût (brut)</i> | 13 940 | 146 |
| | À la valeur nette de réalisation | 13 847 | 146 |
| Stocks de maintenance | <i>Au coût (brut)</i> | 37 203 | 32 396 |
| | À la valeur nette de réalisation | 30 228 | 26 400 |
| Marchandises | <i>Au coût (brut)</i> | 9 104 | 9 438 |
| | À la valeur nette de réalisation | 8 335 | 8 529 |
| Produits semi-finis | <i>Au coût (brut)</i> | 30 487 | 24 862 |
| | À la valeur nette de réalisation | 28 929 | 23 507 |
| Produits finis | <i>Au coût (brut)</i> | 40 238 | 43 580 |
| | À la valeur nette de réalisation | 37 282 | 39 665 |
| Total en valeur nette | | 331 860 | 282 136 |

III.1.6 CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS - AUTRES CRÉANCES

III.1.6.1 Autres créances

| | | Comptes de gestion | |
|---|--|--------------------|------------------|
| | | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| <i>En milliers d'euros</i> | | | |
| Autres débiteurs | | 70 344 | 66 697 |
| Avances fournisseurs outillages et développements | | 74 929 | 57 838 |
| Créances fiscales impôt sur les sociétés | | 65 516 | 41 096 |
| Créances fiscales hors impôt sur les sociétés | | 62 500 | 36 248 |
| Créances sociales | | 3 387 | 1 697 |
| Avances fournisseurs d'immobilisations | | 3 782 | 12 995 |
| Autres créances | | 280 458 | 216 571 |

Annexe aux comptes consolidés

III.1.6.2 Créances clients, comptes rattachés et autres créances par devise

| En milliers de devises | | Comptes de gestion | | | | | |
|------------------------|--|------------------------------|----------------|-------------|------------------------------|----------------|-------------|
| | | Créances au 31 décembre 2014 | | | Créances au 31 décembre 2013 | | |
| | | Devise locale | Euro | % | Devise locale | Euro | % |
| EUR | Euro | 407 504 | 407 504 | 46% | 453 831 | 453 831 | 56% |
| USD | Dollar américain | 189 980 | 156 478 | 18% | 148 277 | 107 517 | 13% |
| GBP | Livre sterling | 24 145 | 30 999 | 3% | 15 457 | 18 540 | 2% |
| CNY | Yuan chinois | 1 348 866 | 178 994 | 20% | 16 296 | 13 275 | 2% |
| CHF | Franc suisse | - | - | - | 984 292 | 117 892 | 15% |
| Autres | Autres devises | - | 119 102 | 13% | - | 97 142 | 12% |
| Total | | - | 893 077 | 100% | - | 808 197 | 100% |
| dont : | <i>Créances clients et comptes rattachés</i> | - | <i>612 619</i> | <i>69%</i> | - | <i>591 626</i> | <i>73%</i> |
| | <i>Autres créances</i> | - | <i>280 458</i> | <i>31%</i> | - | <i>216 571</i> | <i>27%</i> |

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devise car :

- près de la moitié des créances clients et comptes rattachés est libellée en euro;
- l'exposition nette par devise (Créances clients - Dettes fournisseurs, voir la note III.2.4.3) n'est pas significative.

III.1.7 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

III.1.7.1 Trésorerie brute

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Fonds bancaires et caisses | 252 094 | 231 974 |
| Dépôts à court terme | 408 289 | 361 722 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan | 660 383 | 593 696 |

Cette trésorerie du Groupe se répartit comme suit :

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Trésorerie dans les sociétés contrôlées conjointement | 43 724 | 46 775 |
| Trésorerie dans la captive de réassurance du Groupe | 45 613 | 43 602 |
| Trésorerie dans les zones soumises au contrôle de change* | 85 225 | 83 998 |
| Trésorerie immédiatement disponible | 485 821 | 419 321 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan | 660 383 | 593 696 |

* Les pays retenus dans la catégorie « zones soumises au contrôle de change » sont le Brésil, la Chine, l'Inde, le Chili et l'Argentine.

Les différentes catégories du tableau ci-dessus sont présentées au bilan en actif courant en l'absence de restriction d'ordre général sur ces montants.

III.1.7.2 Trésorerie nette de fin de période

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 660 383 | 593 696 |
| Banques créditrices ou concours bancaires courants (découverts bancaires) | (4 355) | (6 290) |
| Trésorerie nette - Tableau des flux de trésorerie | 656 028 | 587 406 |

III.2 BILAN PASSIF - COMPTES DE GESTION

III.2.1 CAPITAUX PROPRES DU GROUPE

III.2.1.1 Capital social de Burelle SA

| <i>En euros</i> | Comptes de gestion | |
|--|--------------------|-------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Capital social au 1^{er} janvier | 27 799 725 | 27 799 725 |
| Capital social de fin de période, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune | 27 799 725 | 27 799 725 |
| Actions propres | 1 454 220 | 1 449 180 |
| Total après déduction des actions propres | 26 345 505 | 26 350 545 |

Le capital social est divisé en 1 853 315 actions de 15 euros de valeur nominale.

Les actions nominatives, inscrites au nom du même titulaire depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote double.

Au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, il n'existe aucun titre ou droit donnant directement ou indirectement accès au capital de Burelle SA ni aucun plan de souscription d'actions ou d'options d'achat d'actions en cours.

Au 31 décembre 2014 :

Burelle SA détient 96 948 actions propres soit 5,23% du capital. Sur ces actions propres, 93 515 actions sont classées en croissance externe. Le solde de 3 433 actions résulte des opérations effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI et conclu avec un prestataire de service d'investissements.

Au 31 décembre 2013 :

Burelle SA détenait 96 612 actions propres soit 5,21% du capital. Sur ces actions propres, 93 515 actions étaient classées en croissance externe. Le solde de 3 097 actions résultait des opérations effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Annexe aux comptes consolidés

III.2.1.2 Détail de la rubrique « Autres réserves » du tableau de « Variation des capitaux propres Groupe »

En milliers d'euros

| | Écarts actuariels reconnus en capitaux propres | Instruments dérivés qualifiés de couverture de taux | Instruments dérivés qualifiés de couverture de change | Ajustements à la juste valeur des immobilisations corporelles de la Cie Plastic Omnium | Ajustements à la juste valeur des immobilisations corporelles de Sofiparc | Ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente | Résultats accumulés non distribués et autres réserves | Part du Groupe |
|------------------------------|--|---|---|--|---|---|---|----------------|
| Au 31 décembre 2012 | (22 408) | (7 895) | (123) | 8 850 | 3 433 | 6 513 | 388 865 | 377 235 |
| Variation de l'exercice 2013 | 3 700 | 3 560 | 372 | - | 168 | 1 049 | 85 830 | 94 680 |
| Au 31 décembre 2013 | (18 708) | (4 335) | 249 | 8 850 | 3 601 | 7 562 | 474 695 | 471 915 |
| Variation de l'exercice 2014 | (11 506) | 1 858 | (275) | 841 | - | 1 414 | 83 151 | 75 483 |
| Au 31 décembre 2014 | (30 214) | (2 476) | (26) | 9 691 | 3 601 | 8 976 | 557 846 | 547 398 |

III.2.1.3 Détail de la rubrique « Variation de périmètre » du tableau de « Variation des capitaux propres Groupe »

| | Comptes de gestion | | Total Capitaux propres |
|--|--------------------|---|------------------------|
| | Capitaux propres | Participations ne donnant pas le contrôle | |
| En milliers d'euros | Part du Groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | |
| Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium* | (8 997) | (6 162) | (15 159) |
| Acquisition par le Groupe de la participation de 40% détenue par le partenaire Xietong dans la filiale Plastic Omnium Composites Jiangsu Co. Ltd | (4 816) | (11 873) | (16 689) |
| Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 59,66% à 59,35% par Burelle SA sur l'ensemble des réserves | (3 950) | 3 950 | - |
| Cession de la participation dans Inergy Vla Plastiran | 19 | (19) | - |
| Complément de prix sur la participation dans la filiale HBPO Germany GmbH | (15) | (10) | (25) |
| Souscription à l'augmentation de capital de la société DSK Plastic Omnium BV | 5 | 4 | 9 |
| Diverses variations | (1) | (1) | (2) |
| Variation de périmètre au 31 décembre 2013 | (17 755) | (14 111) | (31 866) |
| Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium* | (8 189) | (5 733) | (13 922) |
| Impôts sur mouvements d'actions propres de la Compagnie Plastic Omnium | (679) | (475) | (1 154) |
| Impact du passage du taux de détention de la Compagnie Plastic Omnium de 59,35% à 58,82% par Burelle SA sur l'ensemble des réserves | (7 195) | 7 195 | - |
| Cession de la participation de 50% de la Compagnie Plastic Omnium dans la société suisse Signal AG | - | (7 013) | (7 013) |
| Ajustement du bilan d'entrée des activités de réservoirs à essence de Ford aux États-Unis acquises en 2011 | (864) | (605) | (1 469) |
| Variation de périmètre au 31 décembre 2014 | (16 927) | (6 631) | (23 558) |

* Voir la rubrique « Acquisitions/Cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium » dans le « Tableau des Flux de Trésorerie ».

III.2.2 PROVISIONS

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | | | |
|---|--------------------|---------------|-----------------|---------------------|---------------|-----------------|-------------------------|----------------------|------------------|
| | 31 décembre 2013 | Dotations | Utilisations | Reprises sans objet | Reclassements | Écart actuariel | Variations de périmètre | Écarts de conversion | 31 décembre 2014 |
| Garanties clients | 10 578 | 11 316 | (7 512) | (3 350) | (1 302) | - | - | 66 | 9 796 |
| Réorganisations * | 16 750 | 12 720 | (11 859) | (299) | - | - | - | (15) | 17 297 |
| Provisions pour impôts et risque fiscal | 8 781 | 2 225 | (3 817) | (32) | - | - | - | (11) | 7 146 |
| Risques sur contrats ** | 14 298 | 33 118 | (6 661) | (9 094) | 1 563 | - | - | 17 | 33 241 |
| Provision pour litiges | 5 136 | 508 | (913) | (173) | - | - | - | 164 | 4 722 |
| Autres *** | 10 796 | 6 048 | (10 231) | (1 082) | (261) | - | (694) | 106 | 4 683 |
| PROVISIONS | 66 339 | 65 935 | (40 993) | (14 030) | - | - | (694) | 327 | 76 885 |
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés **** | 69 985 | 4 974 | (3 826) | - | - | 24 830 | 631 | 3 387 | 99 981 |
| TOTAL | 136 325 | 70 909 | (44 819) | (14 030) | - | 24 830 | (63) | 3 714 | 176 866 |

* Les dotations de la période concernent essentiellement les sites automobiles de Compiègne et de Laval en France dont la réorganisation démarrée l'année dernière se poursuit et de St Désirat en France.

** Les dotations de la période portent essentiellement sur des risques liés à des contrats déficitaires, des pertes à terminaison sur des contrats de développement et divers risques sur des contrats automobiles.

*** La rubrique «Autres» est composée de montants individuellement non significatifs.

**** L'écart actuariel correspond à la baisse des taux sur les zones Euro et États-Unis ainsi qu'au changement de la table de mortalité aux États-Unis.

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | | |
|--|--------------------|---------------|-----------------|---------------------|---------------|-----------------|----------------------|------------------|
| | 31 décembre 2012 | Dotations | Utilisations | Reprises sans objet | Reclassements | Écart actuariel | Écarts de conversion | 31 décembre 2013 |
| Garanties clients | 9 961 | 7 864 | (3 809) | (4 522) | 1 144 | - | (60) | 10 578 |
| Réorganisations * | 27 911 | 16 183 | (21 314) | (6 349) | 414 | - | (95) | 16 750 |
| Provisions pour impôts et risque fiscal | 4 459 | 5 435 | (714) | - | (132) | - | (267) | 8 781 |
| Risques sur contrats | 4 823 | 14 562 | (5 729) | (786) | 1 428 | - | - | 14 298 |
| Provision pour litiges | 8 343 | 1 680 | (2 109) | (1 167) | (1 298) | - | (313) | 5 136 |
| Autres ** | 9 920 | 8 154 | (3 235) | (2 338) | (1 556) | - | (150) | 10 796 |
| PROVISIONS | 65 417 | 53 878 | (36 910) | (15 162) | - | - | (885) | 66 339 |
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés *** | 84 086 | 4 389 | (3 596) | - | - | (13 120) | (1 773) | 69 985 |
| TOTAL | 149 504 | 58 267 | (40 505) | (15 162) | - | (13 120) | (2 658) | 136 325 |

* Les provisions concernaient essentiellement les sites automobiles suivants : Eisenach - Thuringe en Allemagne, Compiègne, Laval et Saint Désirat en France et Herentals en Belgique (voir la note 4.5 sur les coûts d'adaptation des effectifs).

** La rubrique «Autres» était composée de montants individuellement non significatifs.

*** Pour le montant de l'écart actuariel de la période, voir la note 5.2.6.6 «Impact de l'amendement IAS 19 (IAS 19R) des comptes consolidés 2012». Il s'agit de l'impact de la première application de la norme IAS 19R. Les montants étant peu significatifs du fait que la méthode du corridor n'était pas appliquée, les impacts ont été comptabilisés directement sur la période en cours.

Le montant figurant en écart actuariel inclut l'impact de l'application d'IAS 19R pour un montant de 2 847 milliers d'euros à fin 2013.

Annexe aux comptes consolidés

III.2.3 DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT À L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | |
|---|--------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|-----------------|
| | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 | | |
| | Total | Courant | Non courant | Total | Courant | Non courant |
| Dettes financières sur contrats de location-financement | 8 681 | 3 191 | 5 490 | 13 222 | 6 518 | 6 704 |
| Emprunts obligataires et dettes financières | 1 030 160 | 98 304 | 931 856 | 1 018 790 | 84 194 | 934 596 |
| <i>dont émission obligataire en 2013</i> | 503 187 | 8 507 | 494 680 | 502 297 | 8 507 | 493 790 |
| <i>dont émission obligataire privée «EuroPP»</i> | 248 281 | 504 | 247 777 | 247 774 | 504 | 247 270 |
| <i>dont placement privé «Schuldschein»</i> | 119 000 | - | 119 000 | 119 000 | - | 119 000 |
| <i>dont lignes bancaires</i> | 159 692 | 89 293 | 70 399 | 149 719 | 75 183 | 74 536 |
| Autres dettes financières en courant | 9 | 9 | - | 130 | 130 | - |
| Instruments financiers de couverture passifs | 16 658 | 16 658 | - | 9 980 | 9 980 | - |
| Total des emprunts et dettes (B) | 1 055 508 | 118 162 | 937 346 | 1 042 122 | 100 822 | 941 300 |
| Créances financières à long terme et Autres actifs disponibles à la vente | (46 669) | - | (46 669) | (55 601) | - | (55 601) |
| Créances de financement clients | (61 653) | (31 213) | (30 440) | (72 204) | (36 496) | (35 708) |
| Autres créances financières en courant | (7 904) | (7 904) | - | (3 568) | (3 568) | - |
| Instruments financiers de couverture actifs | (374) | (374) | - | (1 192) | (1 192) | - |
| Total des créances financières (C) | (116 600) | (39 491) | (77 109) | (132 565) | (41 256) | (91 309) |
| Endettement brut (D) = (B) + (C) | 938 908 | 78 671 | 860 237 | 909 557 | 59 566 | 849 991 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 660 383 | 660 383 | - | 593 696 | 593 696 | - |
| Banques créditrices ou concours bancaires courants | (4 355) | (4 355) | - | (6 290) | (6 290) | - |
| Trésorerie nette du tableau de flux de trésorerie (A) | (656 028) | (656 028) | - | (587 406) | (587 406) | - |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET (E) = (D) + (A) | 282 880 | (577 357) | 860 237 | 322 151 | (527 840) | 849 991 |

Les dettes financières sont présentées nettes des créances financières vis-à-vis des sociétés ne faisant pas partie du périmètre du groupe Burelle.

Les contrats d'emprunts ne comportent aucun covenant susceptible d'enclencher des clauses de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect des ratios financiers.

III.2.4 DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

III.2.4.1 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|----------------------------|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Dettes fournisseurs | 840 921 | 799 772 |
| Dettes sur immobilisations | 74 444 | 63 028 |
| Total | 915 365 | 862 800 |

II.2.4.2 Autres dettes d'exploitation

| <i>En milliers d'euros</i> | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Dettes sociales | 133 052 | 124 863 |
| Dettes fiscales - Impôt sur les sociétés | 31 378 | 22 728 |
| Dettes fiscales hors impôt sur les sociétés | 59 736 | 42 756 |
| Autres créiteurs | 146 286 | 126 831 |
| Avances clients | 230 357 | 189 920 |
| Total | 600 809 | 507 098 |

III.2.4.3 Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes d'exploitation par devise

| <i>En milliers de devises</i> | Comptes de gestion | | | | | | |
|-------------------------------|------------------------------------|-----------|------------------|----------------------------|-----------|------------------|--------------|
| | Dettes au 31 décembre 2014 | | | Dettes au 31 décembre 2013 | | | |
| | Devise locale | Euro | % | Devise locale | Euro | % | |
| EUR | Euro | 686 457 | 686 457 | 45% | 729 883 | 729 883 | 53% |
| USD | Dollar américain | 383 876 | 316 182 | 21% | 350 649 | 254 259 | 19% |
| GBP | Livre sterling | 72 839 | 93 515 | 6% | 44 620 | 53 520 | 4% |
| BRL | Real brésilien | 90 831 | 28 202 | 2% | 80 059 | 24 576 | 2% |
| CNY | Yuan chinois | 1 660 796 | 220 387 | 15% | 1 363 500 | 163 311 | 12% |
| Autres | Autres devises | - | 171 431 | 11% | - | 144 350 | 11% |
| Total | | | 1 516 174 | 100 % | | 1 369 898 | 100 % |
| dont : | <i>Dettes et comptes rattachés</i> | - | 915 365 | 60% | - | 862 800 | 63% |
| | <i>Autres dettes</i> | - | 600 809 | 40% | - | 507 098 | 37% |

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises car :

- près de la moitié des dettes fournisseurs et comptes rattachés est libellée en euros ;
- l'exposition nette par devise (Créances clients - Dettes fournisseurs) n'est pas significative. Pour les « Créances clients », voir la note III.1.6.2.

Annexe aux comptes consolidés

IV GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES DE MARCHÉ - «COMPTES DE GESTION»

IV.1 GESTION DU CAPITAL

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou Directeurs Généraux Délégués respectifs. Ces sociétés utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

Au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, le «gearing» s'établit à :

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | |
|---|--------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
| Endettement financier net * | 282 880 | 322 151 |
| Capitaux propres et assimilés (dont les subventions en non courant) | 1 212 441 | 1 005 892 |
| Taux d'endettement du Groupe ou «Gearing» | 23,33% | 32,03% |

* Voir la note III.2.3 «De l'endettement financier brut à l'endettement financier net».

IV.2 RISQUES CRÉDITS

Le risque crédits couvrent les risques clients et les risques de contreparties bancaires.

IV.2.1 RISQUES CLIENTS

L'encours du compte «Créances clients et comptes rattachés» du Groupe présente des retards de paiement à hauteur de 7% de l'encours total au 31 décembre 2014 comme au 31 décembre 2013. L'encours total s'analyse comme suit :

Balance âgée des créances nettes :

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | | | |
|--------------------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|
| | 31 décembre 2014 | | | | | | | | |
| | Total en cours | Sous-total non échu | Sous-total échu | <1 mois | 1 - 2 mois | 2 - 4 mois | 4 - 6 mois | 6 - 12 mois | >12 mois |
| Compagnie Plastic Omnium | 612 451 | 569 272 | 43 179 | 22 291 | 4 739 | 4 832 | 862 | 6 545 | 3 910 |
| Immobilier | 206 | - | 206 | 58 | - | 138 | 1 | 9 | - |
| Éléments non affectés | (38) | (38) | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 612 619 | 569 234 | 43 385 | 22 349 | 4 739 | 4 970 | 863 | 6 554 | 3 910 |

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | | | | | | |
|--------------------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 31 décembre 2013 | | | | | | | | |
| | Total en cours | Sous-total non échu | Sous-total échu | <1 mois | 1 - 2 mois | 2 - 4 mois | 4 - 6 mois | 6 - 12 mois | >12 mois |
| Compagnie Plastic Omnium | 590 979 | 549 490 | 41 489 | 19 185 | 8 599 | 2 800 | 2 627 | 2 876 | 5 402 |
| Immobilier | 849 | 236 | 613 | - | - | 602 | - | 11 | - |
| Éléments non affectés | (202) | (202) | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 591 626 | 549 524 | 42 102 | 19 185 | 8 599 | 3 402 | 2 627 | 2 887 | 5 402 |

Le risque de non recouvrement des créances clients est faible et porte sur un montant peu significatif de créances de plus de douze mois.

IV.2.2 RISQUES DE CONTREPARTIES BANCAIRES

Le Groupe place ses excédents de trésorerie auprès de banques de première catégorie et/ou dans des titres de premier rang.

Annexe aux comptes consolidés

IV.3 RISQUE DE LIQUIDITÉ PAR MATURITÉ

Le risque de liquidité par maturité est fait sur la base des flux de trésorerie contractuels non actualisés des actifs et des passifs financiers. L'analyse du risque de liquidité fait ressortir ce qui suit :

| En milliers d'euros | Comptes de gestion | | | |
|--|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 31 décembre 2014 | <1 an | 1 - 5 ans | + 5 ans |
| ACTIFS FINANCIERS | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | 464 | - | 464 | - |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | 32 639 | - | 32 639 | - |
| Autres actifs financiers* | 14 029 | - | 14 005 | 24 |
| Créances de financement clients* | 63 264 | 31 456 | 31 387 | 421 |
| Créances clients et comptes rattachés** | 612 619 | 608 709 | 3 910 | - |
| Autres créances financières - courant * | 7 994 | 7 994 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 374 | 374 | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 660 383 | 660 383 | - | - |
| TOTAL ACTIFS FINANCIERS | 1 391 766 | 1 308 916 | 82 405 | 445 |
| PASSIFS FINANCIERS | | | | |
| Emprunts et dettes financières - non courant *** | 1 083 436 | 27 668 | 543 348 | 512 420 |
| Découverts bancaires | 4 355 | 4 355 | - | - |
| Emprunts et dettes financières - courant **** | 105 374 | 105 374 | - | - |
| Autres dettes financières - courant | 9 | 9 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 16 658 | 16 658 | - | - |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 915 365 | 915 365 | - | - |
| TOTAL PASSIFS FINANCIERS | 2 125 197 | 1 069 429 | 543 348 | 512 420 |
| ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS | (733 431) | 239 487 | (460 943) | (511 975) |

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés.

** Le poste «Créances Clients et comptes rattachés» compte un montant de 43 385 milliers d'euros au 31 décembre 2014 en retard de paiement. Voir la note IV.2.1 sur les «Risques clients».

*** La rubrique «Emprunts et dettes financières - non courant» inclut les montants des emprunts en non courant au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

**** La rubrique «Emprunts et dettes financières - courant» inclut les montants des emprunts en courant au bilan ainsi que les intérêts à horizon d'un an.

En milliers d'euros

| | Comptes de gestion | | | |
|--|--------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 31 décembre 2013 | <1 an | 1 - 5 ans | + 5 ans |
| ACTIFS FINANCIERS | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | 272 | - | 272 | - |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 33 456 | - | 33 456 | - |
| Autres actifs financiers * | 22 510 | 16 106 | 6 384 | 19 |
| Créances de financement clients * | 75 038 | 36 816 | 37 427 | 795 |
| Créances clients et comptes rattachés ** | 591 626 | 586 224 | 5 402 | - |
| Autres créances financières - courant | 3 568 | 3 568 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 1 192 | 1 192 | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 593 696 | 593 696 | - | - |
| TOTAL ACTIFS FINANCIERS | 1 321 358 | 1 237 603 | 82 942 | 814 |
| PASSIFS FINANCIERS | | | | |
| Emprunts et dettes financières - non courant *** | 1 119 503 | 28 189 | 564 804 | 526 510 |
| Découverts bancaires | 6 290 | 6 290 | - | - |
| Emprunts et dettes financières - courant **** | 93 967 | 93 967 | - | - |
| Autres dettes financières - courant | 130 | 130 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 9 980 | 9 980 | - | - |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 862 800 | 862 800 | - | - |
| TOTAL PASSIFS FINANCIERS | 2 092 670 | 1 001 356 | 564 804 | 526 510 |
| ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS | (771 312) | (236 247) | (481 862) | (525 696) |

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés.

** Le poste « Créances Clients et comptes rattachés » compte un montant de 42 102 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Voir la note IV.2.1 sur les « Risques clients ».

*** La rubrique « Emprunts et dettes financières - non courant » inclut les montants des emprunts en non courant au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

**** La rubrique « Emprunts et dettes financières - courant » inclut les montants des emprunts en courant au bilan ainsi que les intérêts à horizon d'un an.

V INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES - « COMPTES DE GESTION »

V.1 EFFECTIFS DE FIN D'ANNÉE

| EFFECTIFS | Comptes de gestion | | | | | | Évolution du total |
|-----------------------------|--------------------|--------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|--------------------|
| | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 | | | |
| | Hors intérimaires | Intérimaires | Total | Hors intérimaires | Intérimaires | Total | |
| France | 4 516 | 726 | 5 242 | 4 701 | 742 | 5 443 | (4%) |
| % | 25,7% | 17,0% | 24,0% | 26,1% | 18,1% | 24,7% | |
| Europe hors France | 5 437 | 1 267 | 6 704 | 5 439 | 1 231 | 6 670 | 1% |
| % | 31,0% | 29,6% | 30,7% | 30,3% | 30,1% | 30,2% | |
| Amérique du Nord | 3 243 | 577 | 3 820 | 3 129 | 525 | 3 654 | 5% |
| % | 18,5% | 13,5% | 17,5% | 17,4% | 12,8% | 16,6% | |
| Asie et Amérique du Sud (*) | 4 354 | 1 713 | 6 067 | 4 711 | 1 598 | 6 309 | (4%) |
| % | 24,8% | 40,0% | 27,8% | 26,2% | 39,0% | 28,6% | |
| Total | 17 550 | 4 283 | 21 833 | 17 980 | 4 096 | 22 076 | (1%) |

* La zone «Asie et Amérique du Sud» inclut la Turquie, l'Afrique du Sud et le Maroc.

Annexe aux comptes consolidés

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 Détail des frais de recherche et de développement

Le pourcentage des frais de recherche et de développement est exprimé par rapport au montant des produits des activités ordinaires (chiffre d'affaires).

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | % du CA | 2013 retraité (μ) | % du CA |
|---|------------------|---------------|-------------------|---------------|
| Frais de recherche et de développement | (256 763) | (5,8%) | (235 345) | (5,4%) |
| Frais de recherche et de développement activés ou cédés | 152 728 | 3,4% | 127 681 | 2,9% |
| Frais de recherche et développement nets | (104 035) | (2,4%) | (107 664) | (2,5%) |

4.2 Coûts des biens et des services vendus, frais de développement, commerciaux et administratifs

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|---|--------------------|--------------------|
| Inclus dans le coût des biens et services vendus | | |
| Coûts des consommations (achats-variations de stocks) * | (2 747 510) | (2 710 470) |
| Sous-traitance directe de production | (10 899) | (11 691) |
| Énergie et fluides | (78 781) | (81 317) |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (452 607) | (456 018) |
| Autres coûts de production | (277 118) | (269 037) |
| Produits de cession de parcs de bacs en location simple** | 998 | 2 111 |
| Valeur nette comptable des parcs de bacs en location simple** | (732) | (1 801) |
| Amortissements | (115 983) | (109 824) |
| Provisions | (16 637) | (5 440) |
| Total | (3 699 269) | (3 643 487) |
| Inclus dans les frais de recherche et développement | | |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (125 391) | (120 344) |
| Amortissements des frais de développement activés | (56 013) | (57 005) |
| Autres | 77 369 | 69 685 |
| Total | (104 035) | (107 664) |
| Inclus dans les frais commerciaux | | |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (36 976) | (35 848) |
| Amortissements et provisions | (274) | (773) |
| Autres | (20 047) | (17 932) |
| Total | (57 297) | (54 553) |
| Inclus dans les frais administratifs | | |
| Salaires, charges et avantages du personnel | (122 278) | (117 637) |
| Autres frais administratifs | (79 219) | (69 751) |
| Amortissements | (9 361) | (7 601) |
| Provisions | (609) | (310) |
| Total | (211 467) | (195 299) |

* Dont dotations, reprises et provisions pour dépréciation sur stocks d'un montant de :

- - 1 078 milliers d'euros au 31 décembre 2014;
- - 2 727 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

** Voir la rubrique « Résultat sur cessions des immobilisations » dans la note 4.5 « Autres produits et charges opérationnels ».

4.3 Frais de personnel

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 retraité (µ) |
|---|------------------|-------------------|
| Salaires et traitements | (547 280) | (539 521) |
| Charges sociales* | (152 411) | (158 563) |
| Participation des salariés | (10 052) | (9 959) |
| Coûts des engagements de retraites et obligations similaires | 684 | 1 245 |
| Rémunération sur base d'actions | (8 175) | (2 060) |
| Autres charges de personnel | (20 017) | (20 990) |
| Total des frais de personnel hors frais des intérimaires | (737 251) | (729 848) |
| Coût du personnel intérimaire | (87 277) | (71 661) |
| Total des frais de personnel | (824 528) | (801 509) |

* Cette rubrique intègre les cotisations sociales sur les Plans d'achats et de souscriptions d'actions pour un montant de :

- - 1 319 milliers d'euros (dont - 199 milliers d'euros pour les Dirigeants Mandataires Sociaux) en 2013.
- aucun nouveau plan d'achats et de souscriptions d'actions n'a été attribué en 2014.

4.4 Amortissement des actifs incorporels acquis

Cette rubrique correspond aux impacts récurrents liés à la comptabilisation par la Compagnie Plastic Omnium du prix d'acquisition des 50% d'Inergy Automotive Systems (acquisition 2010) et des activités de réservoirs à essence de Ford aux États Unis (acquisition 2011).

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 retraité (µ) |
|---|-----------------|-------------------|
| Amortissement des marques | (350) | (350) |
| Amortissements des contrats clients | (17 947) | (18 348) |
| Total des amortissements des actifs incorporels acquis | (18 297) | (18 698) |

Annexe aux comptes consolidés

4.5 Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros

| | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|--|-----------------|-------------------|
| Résultats sur cessions d'immobilisations [#] | 7 778 | (4 560) |
| Résultats provenant des Autres actifs financiers disponibles à la vente* | 1 322 | 555 |
| Coûts de prédémarrage de nouvelles usines | (623) | (1 506) |
| Coûts d'adaptation des effectifs ⁽¹⁾ | (22 418) | (17 587) |
| Dépréciation d'actifs non courant ⁽²⁾ | (1 322) | (103) |
| Provisions pour charges** | (185) | (2 277) |
| Litiges ⁽³⁾ | 64 | (481) |
| Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation ⁽⁴⁾ | (6 697) | (9 199) |
| Impact des croissances externes : honoraires et coûts annexes ⁽⁵⁾ | 46 | (689) |
| Autres ⁽⁶⁾ | (916) | (3 391) |
| Total des produits et charges opérationnels | (22 951) | (39 238) |
| - dont total produits | 15 761 | 1 336 |
| - dont total charges | (38 712) | (40 574) |

* Sur les deux exercices, le résultat des « Autres actifs financiers disponibles à la vente » provient des plus-values et des pertes définitives générées par Burelle Participations.

** La provision pour risques de 2 millions d'euros dotée en 2013 dans le cadre d'une vérification de comptabilité par l'Administration fiscale, a été reprise en 2014 à hauteur de 1,3 million d'euros contre une charge du même montant dans les comptes.

SUR L'EXERCICE 2014 :

⁽¹⁾ Coûts d'adaptation des effectifs :

Ils concernent principalement :

- le pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium, pour les sites de Compiègne et de Laval en France dont la réorganisation, démarrée l'année dernière, se poursuit;
- et le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, pour le site de Neustadt en Allemagne.

⁽²⁾ Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation :

En 2014, les pertes de change concernent les transactions liées à l'exploitation du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

⁽³⁾ La rubrique « Autres » :

Elle comprend des montants divers non significatifs.

SUR L'EXERCICE 2013 RETRAITÉ μ :

⁽¹⁾ Coûts d'adaptation des effectifs :

Le montant de cette rubrique correspond à la charge (charges réelles et provisions dotées en 2013) nette des reprises de provisions constituées précédemment au titre de la fermeture de sites. Les coûts concernent principalement les sites automobiles d'Herentals en Belgique, d'Eisenach-Thuringe en Allemagne et de Compiègne, de Laval et de Saint-Désirat en France.

⁽²⁾ Dépréciations d'actifs non courants :

Montants divers non significatifs en 2013.

⁽³⁾ Litiges :

Montants divers non significatifs en 2013.

⁽⁴⁾ Gains et pertes de change sur opérations d'exploitation :

En 2013, les pertes de change concernaient les transactions liées à l'exploitation du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

⁽⁵⁾ Impact des croissances externes :

Néant en 2013.

⁽⁶⁾ La rubrique « Autres » :

Cette rubrique comprenait principalement : des coûts de transferts d'immobilisations de sites fermés pour un montant de + 2 588 milliers d'euros; des non recouvrables pour - 2 814 milliers d'euros; et des indemnités reçues dans le cadre de l'utilisation illégale d'un brevet de la Compagnie Plastic Omnium (technologie de soufflage) pour + 2 065 milliers d'euros.

Résultat sur cessions d'immobilisations

Le montant de la plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés dans le Tableau des flux de trésorerie se compose du montant des résultats des cessions d'immobilisations dans les « Autres produits et charges opérationnels » et du résultat des cessions de bacs en location simple (voir note 4.2). Le détail est ci-après :

En milliers d'euros

| | 2014 | | 2013 retraité (μ) | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Produits de cessions | Résultat de cessions | Produits de cessions | Résultat de cessions |
| Cessions d'immobilisations incorporelles # | 3 559 | (114) | 2 059 | (40) |
| Total sur cessions d'immobilisations corporelles | 3 559 | (114) | 2 059 | (40) |
| Cessions de parcs de bacs en résultat courant (voir la note 4.2) | 998 | 267 | 2 111 | 310 |
| Cessions d'immobilisations corporelles ** | 7 521 | (431) | 5 326 | (4 449) |
| Cessions des actifs disponibles à la vente ** | - | - | 1 242 | (13) |
| Cessions des Autres actifs financiers disponibles à la vente | - | - | 67 | 67 |
| Total sur cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs financiers disponibles à la vente | 8 519 | (164) | 8 746 | (4 085) |
| Cessions d'immobilisations financières **** | 16 610 | 8 323 | 86 | (59) |
| Total sur cessions d'immobilisations financières (voir tableau ci-dessus) | 16 610 | 8 323 | 86 | (59) |
| Total | 28 688 | 8 045 | 10 891 | (4 184) |

Ce renvoi couvre les cessions d'immobilisations de la note « Autres produits et charges opérationnels » sur les deux exercices.

2014 :

*** L'intégralité du montant en produits de cessions d'immobilisations financières correspond au prix de cession de la participation de 50 % dans la société Signal AG.

2013 :

* Le résultat net sur les cessions d'immobilisations corporelles correspondait principalement aux pertes sur cessions et aux mises au rebut à hauteur de :

- - 2 365 milliers d'euros pour le démantèlement du site de Herentals en Belgique du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium;
- - 1 783 milliers d'euros pour le démantèlement du site d'Eisenach-Thuringe en Allemagne du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

** Voir la note 2.6 « Actifs et Passifs destinés à être cédés » des comptes consolidés 2013 sur la cession du site de Blenheim de la société « Inergy Automotive Systems Canada Inc. » du pôle Automobile de la Compagnie Plastic Omnium.

Annexe aux comptes consolidés

4.6 Résultat financier

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|---|-----------------|-------------------|
| Charges de financement | (40 095) | (38 103) |
| Charges financières sur les engagements de retraite* | (2 663) | (2 812) |
| Commissions de financement | (9 855) | (9 210) |
| Charges nettes de financement | (52 613) | (50 125) |
| Résultat de change sur opérations de financement | 3 076 | (3 628) |
| Résultat sur instruments de couverture de taux d'intérêt et de change** | (15 062) | (6 141) |
| Produits financiers des Autres actifs financiers disponibles à la vente | 657 | 416 |
| Autres | (1 024) | 86 |
| Autres produits et charges financiers | (12 353) | (9 267) |
| Total | (64 966) | (59 392) |

* Voir la note 5.2.6.5 sur les « Charges financières nettes sur engagements de retraite ».

** Voir la note 5.2.8.1.3 sur les « Impacts des couvertures sur le compte de résultat ».

4.7 Quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises

La quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises au résultat du Groupe se décompose comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | % d'intégration | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|--|-----------------|---------------|-------------------|
| Joint-venture HBPO GmbH et ses filiales et sous filiales - coentreprise | 33,33% | 10 999 | 10 386 |
| Joint-venture Yanfeng Plastic Omnium et ses filiales - coentreprise | 49,95% | 17 398 | 11 243 |
| B.P.O. AS - coentreprise | 49,98% | 10 030 | 9 173 |
| Signal AG - coentreprise | 50% | 1 158 | 863 |
| Joint-venture Valeo Plastic Omnium (SNC et SL) - coentreprise | 50% | (8) | (43) |
| Plastic Recycling - coentreprise | 50% | (256) | (448) |
| Total quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises | | 39 321 | 31 174 |

4.8 Impôt sur le résultat

4.8.1 CHARGE D'IMPÔT COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|---|-----------------|-------------------|
| Impôt exigible | (80 812) | (64 162) |
| Charges (ou produits) d'impôt exigible | (74 802) | (62 648) |
| Charges (ou produits) relatifs aux éléments non courants | (6 010) | (1 514) |
| Impôt différé | 16 222 | 6 906 |
| Charges (ou produits) résultant de la naissance et du renversement des différences temporaires | 15 950 | 3 340 |
| Charges (ou produits) résultant d'une variation des taux d'impôt ou d'un assujettissement à des impôts nouveaux | 272 | 3 566 |
| Charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat consolidé | (64 590) | (57 256) |

4.8.2 ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT - PREUVE D'IMPÔT

L'analyse de la charge d'impôt fait ressortir les éléments suivants :

| ANALYSE DE L'IMPÔT | | 2014 | 2013 retraité (μ.) |
|---|----------------------------|---------------|--------------------|
| Résultat du Groupe avant impôt et quote-part de résultat des entreprises associées (A) | <i>en milliers d'euros</i> | 260 872 | 218 954 |
| Charge nette réelle d'impôt comptabilisée au compte de résultat (B) | <i>en milliers d'euros</i> | (64 590) | (57 256) |
| Taux d'impôt effectif (C) = (B) / (A) | <i>en %</i> | 24,8% | 26,1% |
| Taux d'impôt applicable en France (D) | <i>en %</i> | 38% | 38% |
| Charge théorique d'impôt (E) = (A) * (D) | <i>en milliers d'euros</i> | (99 131) | (83 203) |
| Écart (F) soit la charge nette réelle d'impôt (B) - charge théorique d'impôt (E) | <i>en milliers d'euros</i> | 34 541 | 25 947 |

| Décomposition de l'écart entre la charge nette réelle et la charge théorique d'impôt (F) | Montant | % | Montant | % |
|--|---------------|--------------|---------------|--------------|
| Crédits d'impôts et autres économies fiscales | 22 636 | 8,7% | 15 283 | 7,0% |
| Différences permanentes entre les résultats comptables et les résultats imposables | (5 589) | (2,1%) | (5 229) | (2,4%) |
| Reconnaissance et/ou utilisation de déficits reportables et autres impôts différés | (6 046) | (2,3%) | (8 209) | (3,8%) |
| Effet sur les impôts différés à l'ouverture d'un changement de taux d'impôt | 272 | 0,1% | 6 481 | 3,0% |
| Incidence des taux d'impôts plus ou moins élevés dans d'autres pays | 18 407 | 7,0% | 14 494 | 6,6% |
| Autres | 4 861 | 1,9% | 3 127 | 1,4% |
| Total (F) | 34 541 | 13,2% | 25 947 | 11,9% |

Au 31 décembre 2014, l'impôt comptabilisé est une charge de 65 millions d'euros (contre 57 millions d'euros en 2013) pour un impôt théorique de 99 millions d'euros (contre 83 millions d'euros en 2013), sur la base d'un taux d'impôt de 38% en 2014 (inchangé par rapport à 2013).

Le taux d'impôt effectif du Groupe sur l'exercice 2014 est de 24,8% (26,1% pour l'exercice 2013).

L'écart entre l'impôt comptabilisé et l'impôt théorique s'explique :

- pour 18 millions d'euros (14 millions d'euros en 2013) par l'incidence de taux d'impôt plus favorables dans certaines zones d'implantation du Groupe, notamment en Europe (Espagne, Royaume-Uni, Slovaquie et Pologne) et en Asie (Chine, Thaïlande);
- pour 23 millions d'euros (15 millions d'euros en 2013) par une utilisation de réductions spécifiques d'impôts ou de crédits d'impôts principalement aux États-Unis, en Asie et en France. Parmi ces dispositifs spécifiques, figurent des mesures incitatives en matière de recherche;
- et pour -6 millions d'euros (-8 millions d'euros en 2013) par l'effet des déficits ou autres actifs générés dans l'année mais non reconnus, net de ceux antérieurement non activés mais utilisés ou reconnus dans l'année.

Annexe aux comptes consolidés

4.9 Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle

Le résultat net des participations ne donnant pas le contrôle correspond à la part des partenaires minoritaires dans le résultat des sociétés contrôlées par le Groupe et consolidées par intégration globale. Il se décompose comme suit :

En milliers d'euros

| | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|--|----------------|-------------------|
| Plastic Omnium Composites Jiangsu Co. Ltd (ex.Xieno) | - | (138) |
| Inergy Automotive Systems Manufacturing (Beijing) Co. Ltd | 4 175 | 3 445 |
| Inergy Automotive Systems Manufacturing India Pvt Ltd | 559 | 331 |
| RMS Rotherm Maschinenbau GmbH | 195 | 152 |
| DSK Plastic Omnium Inergy | 86 | 558 |
| DSK Plastic Omnium BV | (86) | (46) |
| Participations ne donnant pas le contrôle issues du palier de la Compagnie Plastic Omnium | 4 929 | 4 302 |
| Participations ne donnant pas le contrôle issues du palier Burelle | 96 222 | 78 541 |
| Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle | 101 151 | 82 843 |

4.10 Résultat net par action

| | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|-------------------|
| Résultat net - Part revenant au Groupe | | |
| Résultat net par action de base (en euros) | 76,54 | 62,67 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en fin de période (en unités) | 1 853 315 | 1 853 315 |
| - Actions propres (en nombre) | (96 691) | (97 752) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après prise en compte des actions propres (en unités) | 1 756 624 | 1 755 563 |

En l'absence d'instruments de dilution, le résultat net par action de base est identique au résultat net dilué par action.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée des actions composant le capital social, diminué du nombre moyen pondéré d'actions détenues en autocontrôle.

5 NOTES RELATIVES AU BILAN

5.1 Bilan actif

5.1.1 ÉCARTS D'ACQUISITION

La première application des nouvelles normes de consolidation au 1^{er} janvier 2014 a conduit le Groupe à procéder à une allocation des écarts d'acquisition à chaque entité mise en équivalence au 1^{er} janvier 2013 sur la base de l'actif net des sociétés. Le montant ainsi alloué aux sociétés mises en équivalence s'élève à 24 839 milliers d'euros, et porte exclusivement sur la Compagnie Plastic Omnium.

Des tests de perte de valeur ont été réalisés sur les écarts d'acquisition résiduels de ces deux secteurs et n'ont conduit au 1^{er} janvier 2013 à aucune comptabilisation de perte de valeur.

Le tableau de passage est le suivant :

| En milliers d'euros | Comptes consolidés au 31 décembre 2012 | | | Ajustements | | Comptes consolidés retraités au 1 ^{er} janvier 2013 (μ) | | |
|--|---|--------------|-----------------|-----------------|--------------|---|--------------|-----------------|
| | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette | Valeur brute | Dépréciation | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
| ÉCARTS D'ACQUISITION | | | | | | | | |
| Compagnie Plastic Omnium | 294 960 | - | 294 960 | (24 839) | - | 270 121 | - | 270 121 |
| Immobilier | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Non affecté | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Valeur au 1^{er} janvier 2013 | 294 960 | - | 294 960 | (24 839) | - | 270 121 | - | 270 121 |

Valeur au bilan :

| En milliers d'euros | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|---|----------------|--------------|----------------|
| Écarts d'acquisition au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | 270 121 | - | 270 121 |
| Écart d'acquisition Pulidos de Juarez SA de CV [#] | 80 | - | 80 |
| Ajustement de l'écart d'acquisition sur prime de contrôle DSK Plastic Omnium BV ^{**} | (18) | - | (18) |
| Écarts de conversion | (1 009) | - | (1 009) |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 269 174 | - | 269 174 |
| Écarts de conversion | 3 049 | - | 3 049 |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2014 | 272 223 | - | 272 223 |

[#] Voir la note 2.2 des comptes consolidés 2013 « Acquisition de la société Pulidos Juarez SA de CV ».

^{**} Voir la note 2.5 des comptes consolidés 2013 « Suivi des acquisitions de l'exercice 2012 » concernant l'accord de partenariat avec Detalstroykonstruktsiya.

Annexe aux comptes consolidés

La ventilation des écarts d'acquisition par secteur est présentée ci-après :

En milliers d'euros

| | Valeur brute | Perte de valeur de la période | Valeur nette |
|--|----------------|-------------------------------|----------------|
| Compagnie Plastic Omnium Immobilier | 272 223 | - | 272 223 |
| | - | - | - |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2014 | 272 223 | - | 272 223 |
| Compagnie Plastic Omnium Immobilier | 269 174 | - | 269 174 |
| | - | - | - |
| Écarts d'acquisition au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 269 174 | - | 269 174 |

5.1.2 ÉCARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros

| | 2014 | | | | | | |
|---|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats Clients | Autres | Total |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | 269 174 | 26 775 | 17 642 | 212 625 | 72 132 | 1 117 | 599 465 |
| Augmentations | - | 71 | 5 353 | 86 644 | - | 634 | 92 702 |
| Cessions nettes | - | - | 487 | (4 250) | - | - | (3 763) |
| Variations de périmètre | - | - | - | - | - | - | - |
| Reclassements | - | 1 203 | 1 679 | (4 184) | - | 119 | (1 183) |
| Dotations aux amortissements de l'exercice | - | (1 767) | (8 259) | (49 269) | (17 947) | (783) | (78 025) |
| Dépréciations et reprises | - | (120) | - | - | - | - | (120) |
| Écarts de conversion | 3 049 | (7) | 99 | 9 650 | 1 877 | 215 | 14 883 |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 272 223 | 26 155 | 17 001 | 251 216 | 56 062 | 1 302 | 623 959 |

En milliers d'euros

| | 2013 | | | | | | |
|---|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats Clients | Autres | Total |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | 270 121 | 26 805 | 11 979 | 208 840 | 91 203 | 1 849 | 610 797 |
| Augmentations | - | 1 021 | 10 722 | 66 259 | - | 108 | 78 110 |
| Cessions nettes | - | (8) | - | (2 091) | - | - | (2 099) |
| Variations de périmètre (entrées)* | 62 | - | - | - | - | - | 62 |
| Reclassements | - | 797 | 1 869 | (5 582) | - | 331 | (2 585) |
| Dotations aux amortissements de l'exercice | - | (1 710) | (6 765) | (49 995) | (18 348) | (1 118) | (77 936) |
| Dépréciations et reprises | - | (120) | - | - | - | - | (120) |
| Écarts de conversion | (1 009) | (10) | (163) | (4 806) | (723) | (53) | (6 764) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 269 174 | 26 775 | 17 642 | 212 625 | 72 132 | 1 117 | 599 465 |

* Voir la note 5.1.1 sur les « Écarts d'acquisition ».

Société « DSK Plastic Omnium BV » : ajustement dans la limite d'un an après la première clôture pour -18 milliers d'euros.

Société « Pulidos Juarez SA de CV » : comptabilisation d'un écart d'acquisition de 80 milliers d'euros.

Les variations significatives de la rubrique « Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles » sur les deux périodes 2014 et 2013 correspondent essentiellement à l'augmentation des actifs de développement de l'activité automobile.

En milliers d'euros

| | 2014 | | | | | | |
|--|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats Clients | Autres | Total |
| Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | | | | | | | |
| Coût | 269 174 | 38 429 | 93 963 | 444 419 | 129 832 | 6 837 | 982 654 |
| Amortissements cumulés | - | (11 409) | (76 321) | (231 794) | (57 700) | (5 720) | (382 944) |
| Pertes de valeur | - | (245) | - | - | - | - | (245) |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | 269 174 | 26 775 | 17 642 | 212 625 | 72 132 | 1 117 | 599 465 |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2014 | | | | | | | |
| Coût | 272 223 | 39 681 | 100 452 | 519 844 | 132 799 | 6 772 | 1 071 771 |
| Amortissements cumulés | - | (13 161) | (83 451) | (268 628) | (76 737) | (5 470) | (447 447) |
| Pertes de valeur | - | (365) | - | - | - | - | (365) |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 272 223 | 26 155 | 17 001 | 251 216 | 56 062 | 1 302 | 623 959 |

En milliers d'euros

| | 2013 | | | | | | |
|--|----------------------|--------------------|---------------|-------------------------|------------------|--------------|----------------|
| | Écarts d'acquisition | Brevets et marques | Logiciels | Actifs de développement | Contrats Clients | Autres | Total |
| Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | | | | | | | |
| Coût | 270 121 | 36 869 | 82 826 | 413 956 | 130 819 | 7 077 | 941 668 |
| Amortissements cumulés | - | (9 938) | (70 847) | (2 05 116) | (39 616) | (5 229) | (330 746) |
| Pertes de valeur | - | (125) | - | - | - | - | (125) |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | 270 121 | 26 806 | 11 979 | 208 840 | 91 203 | 1 848 | 610 797 |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | | | | | |
| Coût | 269 174 | 38 429 | 93 963 | 444 419 | 129 832 | 6 837 | 982 654 |
| Amortissements cumulés | - | (11 409) | (76 321) | (231 794) | (57 700) | (5 720) | (382 944) |
| Pertes de valeur | - | (245) | - | - | - | - | (245) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 269 174 | 26 775 | 17 642 | 212 625 | 72 132 | 1 117 | 599 465 |

5.1.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immobilisations corporelles détenues en propre ou louées concernent essentiellement les usines et les centres dédiés à la recherche et au développement.

Ces usines et centres de recherche et de développement se répartissent par zone géographique comme suit :

| Nombre d'usines et centres de recherche et développement (en unités) | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
|--|-------------------|------------------|
| | Europe de l'Ouest | 52 |
| Europe de l'Est | 15 | 15 |
| Amérique du Nord | 17 | 18 |
| Asie | 39 | 34 |
| Amérique du Sud | 7 | 7 |
| Afrique | 2 | 2 |
| Total | 132 | 132 |
| dont total des usines gérées en joint-venture | 33 | 31 |

Annexe aux comptes consolidés

En milliers d'euros

| | 2014 | | | | | | | Total |
|---|---------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | 68 275 | 12 576 | 245 359 | 56 357 | 304 876 | 148 987 | 110 194 | 946 624 |
| Augmentations* | 697 | - | 48 930 | 1 792 | 26 456 | 111 925 | 18 970 | 208 770 |
| Cessions | - | - | (167) | (6) | (3 700) | - | (4 720) | (8 593) |
| Reclassements** | 8 195 | - | 40 028 | 2 445 | 48 796 | (113 933) | 15 652 | 1 183 [†] |
| Augmentation et diminution résultant des réévaluations | - | - | 2 306 | - | - | - | - | 2 306 |
| Dépréciations et reprises | - | - | - | - | 34 | - | 18 | 52 |
| Dotations aux amortissements de l'exercice*** | (820) | - | (17 878) | (1 962) | (67 062) | - | (35 222) | (122 944) |
| Écarts de conversion | 977 | - | 11 336 | - | 14 981 | 7 552 | 2 959 | 37 805 |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 77 324 | 12 576 | 329 914 | 58 626 | 324 381 | 154 531 | 107 851 | 1 065 203 |

En milliers d'euros

| | 2013 | | | | | | | Total |
|---|---------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|--------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | 57 803 | 12 576 | 245 991 | 56 294 | 269 957 | 140 133 | 107 705 | 890 459 |
| Augmentations* | 9 146 | - | 16 157 | 169 | 29 719 | 126 375 | 28 356 | 209 922 |
| Cessions | (176) | - | (1 530) | - | (7 293) | - | (2 630) | (11 629) |
| Reclassements | 3 716 | - | 9 045 | 51 | 87 446 | (112 035) | 13 365 | 1 588 [†] |
| Augmentation et diminution résultant des réévaluations | - | - | - | 252 | - | - | - | 252 |
| Dépréciations et reprises | (6) | - | 534 | - | 135 | - | 23 | 686 |
| Dotations aux amortissements de l'exercice | (652) | - | (17 571) | (409) | (65 607) | - | (31 301) | (115 540) |
| Écarts de conversion | (1 556) | - | (7 267) | - | (9 481) | (5 486) | (5 324) | (29 114) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 68 275 | 12 576 | 245 359 | 56 357 | 304 876 | 148 987 | 110 194 | 946 624 |

* Au 31 décembre 2014, les investissements corporels qui figurent dans le « Tableau des flux de trésorerie » correspondent au montant des augmentations des Immobilisations corporelles hors immeubles de placement pour 208 770 milliers d'euros (209 922 milliers d'euros au 31 décembre 2013) et au montant des augmentations des « immeubles de placement » pour 46 772 milliers d'euros (25 857 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

** Dont un reclassement des « Constructions » à « Constructions réévaluées » pour 2 068 milliers d'euros au titre de 2013.

*** Dont un reclassement de dotations aux amortissements des « Constructions » à dotations aux amortissements des « Constructions réévaluées » pour 743 milliers d'euros au titre de 2013.

[†] Au 31 décembre 2014, le solde net d'un montant de 1 183 milliers d'euros s'explique par des reclassements en « Immobilisations incorporelles ».

[†] Au 31 décembre 2013, le solde net d'un montant de 1 588 milliers d'euros se répartit comme suit :

- - 996 milliers d'euros reclassés en « Immeubles de placement » ;
- et + 2 585 milliers d'euros réintégrés des « Immobilisations incorporelles ».

En milliers d'euros

| | 2014 | | | | | | | Total |
|--|---------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|------------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | | | | | | | | |
| Valeur brute | 74 652 | 12 576 | 427 878 | 59 331 | 1 128 788 | 148 987 | 398 254 | 2 250 466 |
| Amortissements et pertes de valeur | (6 377) | - | (182 519) | (2 974) | (823 912) | - | (288 060) | (1 303 842) |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | 68 275 | 12 576 | 245 359 | 56 357 | 304 876 | 148 987 | 110 194 | 946 624 |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2014 | | | | | | | | |
| Valeur brute | 84 576 | 12 576 | 545 013 | 63 562 | 1 223 534 | 154 531 | 413 481 | 2 497 273 |
| Amortissements et pertes de valeur | (7 252) | - | (215 099) | (4 936) | (899 153) | - | (305 630) | (1 432 070) |
| Valeur nette au 31 décembre 2014 | 77 324 | 12 576 | 329 914 | 58 626 | 324 381 | 154 531 | 107 851 | 1 065 203 |

En milliers d'euros

| | 2013 | | | | | | | Total |
|--|---------------|-----------------------------------|----------------|---|---|--------------------------------------|------------------------------------|----------------|
| | Terrains | Terrains réévalués périodiquement | Constructions | Constructions réévaluées périodiquement | Installations techniques, matériels et outillages | Immobilisations corporelles en cours | Autres immobilisations corporelles | |
| Détail de la valeur nette au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | | | | | | | | |
| Valeur brute | 62 750 | 12 576 | 417 010 | 58 859 | 1 072 900 | 140 133 | 409 847 | 2 174 075 |
| Amortissements et pertes de valeur | (4 947) | - | (171 019) | (2 565) | (802 943) | - | (302 142) | (1 283 616) |
| Valeur nette au 1^{er} janvier 2013 retraité (μ) | 57 803 | 12 576 | 245 991 | 56 294 | 269 957 | 140 133 | 107 705 | 890 459 |
| Détail de la valeur nette au 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | | | | | | |
| Valeur brute | 74 652 | 12 576 | 427 878 | 59 331 | 1 128 788 | 148 987 | 398 254 | 2 250 466 |
| Amortissements et pertes de valeur | (6 377) | - | (182 519) | (2 974) | (823 912) | - | (288 060) | (1 303 842) |
| Valeur nette au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 68 275 | 12 576 | 245 359 | 56 357 | 304 876 | 148 987 | 110 194 | 946 624 |

Annexe aux comptes consolidés

IMMOBILISATIONS CORPORELLES FAISANT L'OBJET DE CONTRATS DE LOCATION SIMPLE « BAILLEUR »

| En milliers d'euros | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|-------------------------------|
| Valeur brute | 64 205 | 63 593 |
| Amortissements nets cumulés | (45 312) | (44 723) |
| Provisions nettes cumulées dont : | (20) | (40) |
| Amortissements au titre de l'exercice | (4 666) | (4 952) |
| Provisions au titre de l'exercice | 20 | (40) |
| Valeur nette des amortissements et provisions | 18 873 | 18 830 |

Ces immobilisations correspondent aux parcs de conteneurs loués par le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium à ses clients pour les contrats non qualifiés de location financement.

PAIEMENTS MINIMAUX À RECEVOIR AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE ET/OU DE MAINTENANCE NON RÉSILIABLES

| En milliers d'euros | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---------------------------------------|------------------|-------------------------------|
| À moins d'un an | 56 772 | 57 417 |
| À plus d'un an et à moins de cinq ans | 115 722 | 136 956 |
| À plus de cinq ans | 69 290 | 67 745 |
| Total | 241 784 | 262 118 |

IMMOBILISATIONS CORPORELLES FAISANT L'OBJET DE CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT « PRENEUR »

Ces immobilisations, incluses dans les précédents tableaux (de cette même note) sur les immobilisations corporelles, correspondent à des usines, des centres de recherche et développement et des matériels de production industriels.

Évolution des valeurs immobilisées des actifs faisant l'objet de contrats de location financement « preneur » :

| En milliers d'euros | Terrains et constructions | Installations techniques matériels et outillages | Total |
|--|---------------------------|--|---------------|
| Valeur brute au 31 décembre 2014 | 36 412 | 14 880 | 51 292 |
| Amortissements et provisions cumulés au 31 décembre 2014 | (24 513) | (6 379) | (30 892) |
| Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2014* | 11 899 | 8 501 | 20 400 |

| En milliers d'euros | Terrains et constructions | Installations techniques matériels et outillages | Total |
|---|---------------------------|--|---------------|
| Valeur brute au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 34 460 | 26 299 | 60 759 |
| Amortissements et provisions cumulés au 31 décembre 2013 retraité (μ) | (21 355) | (15 518) | (36 873) |
| Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2013* retraité (μ) | 13 105 | 10 781 | 23 886 |

* Voir la note 3.3 « Immobilisations corporelles (hors immeubles de placement) par catégories ».

Évolution des paiements et des valeurs actualisées relatifs aux actifs faisant l'objet des contrats de location financement « preneur » :

| En milliers d'euros | Paiements minimaux au 31 décembre 2014 | Valeurs actualisées au 31 décembre 2014 |
|---|--|---|
| À moins d'un an | 3 039 | 3 191 |
| À plus d'un an et à moins de cinq ans | 5 333 | 5 490 |
| Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2014* | 8 372 | 8 681 |

| En milliers d'euros | Paiements minimaux au 31 décembre 2013 retraité (μ) | Valeurs actualisées au 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|---|--|
| À moins d'un an | 5 497 | 6 518 |
| À plus d'un an et à moins de cinq ans | 7 111 | 6 704 |
| Valeurs nettes comptables au 31 décembre 2013 retraité (μ)* | 12 608 | 13 222 |

* Voir la note 5.2.7.4 « De l'endettement financier brut à l'endettement financier net ».

5.1.4 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les « Immeubles de placement » au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 correspondent à :

- la partie des bureaux situés à Levallois dans les Hauts-de-Seine loués à des tiers (propriété de Sofiparc SAS);
- un terrain situé à Nanterre dans les Hauts-de-Seine (propriété de la Compagnie Plastic Omnium);
- des terrains nus situés dans la région de Lyon (propriété de Sofiparc SAS et de la Compagnie Plastic Omnium);
- des terrains en bail à construction situés à Lyon et dans sa région (propriété de Sofiparc SAS);
- un projet immobilier situé à Lyon Gerland : mené par la Compagnie Plastic Omnium, ce projet porte sur la construction d'un immeuble de bureaux de 33 000 m² destinés à être loué. Les travaux ont démarré début 2013 et seront achevés au premier trimestre 2015 à l'intérieur des délais et du budget prévus. Au 31 décembre 2014, les montants investis s'élèvent à 73,6 millions d'euros (hors valeur du terrain) contre 26,8 millions d'euros (hors valeur du terrain) au 31 décembre 2013. Fin janvier 2013, le groupe Sanofi s'est engagé à louer, aux termes d'un bail de douze ans, les deux-tiers des surfaces prévues au plan.

Pour la clôture du 31 décembre 2014, un rapport d'expert donne une estimation de la valeur de l'ensemble immobilier, propriété de Sofiparc à Levallois, identique à l'attestation établie pour les comptes au 31 décembre 2013.

Les valorisations des immeubles de placement correspondent à celles qui figurent dans le tableau ci-dessous :

| <i>En milliers d'euros</i> | Total | Terrain | Immeuble |
|--|----------------|---------------|---------------|
| Juste valeur au 1^{er} janvier 2014 retraité (μ) | 65 168 | 23 659 | 41 509 |
| Immeuble en cours de construction sur le terrain de Lyon Gerland | 46 772 | - | 46 772 |
| Juste valeur au 31 décembre 2014 | 111 940 | 23 659 | 88 281 |

| <i>En milliers d'euros</i> | Total | Terrain | Immeuble |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Juste valeur au 31 décembre 2012 retraité (μ) | 38 315 | 23 659 | 14 656 |
| Immeuble en cours de construction sur le terrain de Lyon Gerland | 25 857 | - | 25 857 |
| Immeuble en cours de construction sur le terrain de Lyon Gerland - Transfert des immobilisations corporelles* | 996 | - | 996 |
| Juste valeur au 31 décembre 2013 retraité (μ) | 65 168 | 23 659 | 41 509 |

* Voir le reclassement des immobilisations en cours dans la note 5.1.3 « Immobilisations corporelles hors immeubles de placement » des comptes consolidés de 2013.

Les produits et charges liés aux immeubles de placement s'établissent comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|------------------|----------------------------------|
| Produits locatifs des Immeubles de placement | 1 949 | 2 144 |
| Charges directes de fonctionnement des Immeubles de placement | (1 126) | (1 069) |

Annexe aux comptes consolidés

POINT SUR L'ÉCART DE RÉÉVALUATION (RÉÉVALUATIONS PÉRIODIQUES ET JUSTE VALEUR VERSUS COÛT AMORTI)

La valeur totale de l'ensemble des Terrains et Constructions réévalués périodiquement (voir note 5.1.3) et des Immeubles de placement évalués à la juste valeur (cf. ci-dessus) se décompose comme suit :

| En milliers d'euros | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|--|----------------|-------------------|
| Terrains réévalués périodiquement - (voir la note 5.1.3) | 12 576 | 12 576 |
| <i>Terrains réévalués périodiquement - Valeur brute</i> | 12 576 | 12 576 |
| <i>Terrains réévalués périodiquement - Reclassement du terrain au coût vers du terrain réévalué périodiquement</i> | - | - |
| <i>Terrains réévalués périodiquement - Réévaluation de la période</i> | - | - |
| <i>Terrains réévalués périodiquement - Reclassements</i> | - | - |
| Constructions réévaluées périodiquement - (voir la note 5.1.3) | 58 626 | 56 357 |
| <i>Constructions réévaluées périodiquement - Valeur brute</i> | 59 331 | 58 859 |
| <i>Constructions réévaluées périodiquement - Augmentations de la période - Agencements</i> | 1 792 | 169 |
| <i>Constructions réévaluées périodiquement - Diminutions de la période - Agencements</i> | (6) | - |
| <i>Constructions réévaluées périodiquement - Ajustement à la juste valeur par capitaux propres</i> | - | 252 |
| <i>Constructions réévaluées périodiquement - Reclassements</i> | 2 445 | 51 |
| <i>Constructions réévaluées périodiquement - Amortissements cumulés</i> | (4 936) | (2 974) |
| Immeubles de placement - (voir la présente note ci-dessus) | 111 940 | 65 168 |
| <i>Immeubles de placement - Valeur brute</i> | 65 168 | 38 315 |
| <i>Immeubles de placement - Augmentations de la période - Agencements & aménagements</i> | - | - |
| <i>Immeubles de placement - Augmentations de la période - Acquisitions et constructions</i> | 46 772 | 25 857 |
| <i>Immeubles de placement - Réévaluation à la juste valeur</i> | - | - |
| <i>Immeubles de placement - Reclassements de l'exploitation vers le placement</i> | - | 996 |
| <i>Immeubles de placement - Reclassements du placement vers l'exploitation</i> | - | - |
| Terrains et immeubles à la juste valeur | 183 142 | 134 101 |

Les écarts de réévaluation sur les Terrains et Constructions réévalués périodiquement (voir note 5.1.3) et les Immeubles de placement s'établissent à 16 902 milliers d'euros au 31 décembre 2014 au même niveau qu'au 31 décembre 2013. Ils sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| En milliers d'euros | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|--|---------------|-------------------|
| Terrains et immeubles à la juste valeur | 183 142 | 134 101 |
| Terrains et immeubles au coût amorti | (65 540) | (62 803) |
| Cumul de l'ensemble des variations des exercices précédents | (54 396) | (26 618) |
| Reclassement de la rubrique « Terrains » au coût en « Terrains de placement » | - | (996) |
| Reclassement de la rubrique « Constructions » au coût en « Immeubles de placement » | - | - |
| Augmentations de la période - Agencements sur constructions | (46 772) | (25 857) |
| Diminutions de la période - Agencements sur constructions | 6 | - |
| Ajustement à la juste valeur des constructions par capitaux propres | - | (252) |
| Variation entre les deux exercices des amortissements sur les immeubles à la juste valeur | 1 962 | 409 |
| Annulation des amortissements de construction antérieurs suite au reclassement en constructions d'exploitation | - | - |
| Variation entre les deux exercices des amortissements sur les constructions au coût amorti | (1 500) | (1 082) |
| Cumul des réévaluations périodiques | 16 902 | 16 902 |

Si les Immeubles de placement et les Immobilisations corporelles réévaluées périodiquement étaient évalués au coût amorti, leur valeur nette comptable s'établirait à 65 540 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 62 803 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Cette valorisation au coût amorti se décomposerait comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | 2014 | 2013 retraité (μ) |
|---|-----------------|-------------------|
| Terrains au coût amorti en cumulé | 17 081 | 17 081 |
| <i>Valeur brute</i> | <i>17 081</i> | <i>17 081</i> |
| Constructions au coût amorti | 48 459 | 45 722 |
| <i>Valeur brute</i> | <i>63 007</i> | <i>58 770</i> |
| <i>Amortissements</i> | <i>(14 548)</i> | <i>(13 048)</i> |
| Terrains et immeubles au coût amorti | 65 540 | 62 803 |

5.1.5 PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Les participations dans les entreprises associées et coentreprises correspondent respectivement aux participations de la Compagnie Plastic Omnium dans les sociétés suivantes :

| <i>En milliers d'euros</i> | % d'intégration | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|-----------------|------------------|----------------------------------|
| Joint-venture HBPO GmbH et ses filiales et sous filiales - coentreprise | 33,33% | 30 446 | 28 874 |
| Joint-venture Yanfeng Plastic Omnium et ses filiales - coentreprise | 49,95% | 93 995 | 74 397 |
| B.P.O. AS - coentreprise | 49,98% | 20 292 | 15 721 |
| Signal AG - coentreprise | 50% | - | 7 810 |
| Joint-venture Valeo Plastic Omnium (SNC et SL) - coentreprise | 50% | (31) | 347 |
| Plastic Recycling - coentreprise | 50% | 90 | 349 |
| Total des participations dans les entreprises associées et coentreprises | | 144 792 | 127 498 |

Les participations dans ces entités de la Compagnie Plastic Omnium intègrent des écarts d'acquisition suivants :

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|
| Écart d'acquisition des entreprises associées et coentreprises - secteur Automobile | 21 044 | 20 626 |
| Écart d'acquisition des entreprises associées et coentreprises - secteur Environnement | - | 1 203 |
| Total des écarts d'acquisition dans les entreprises associées et coentreprises | 21 044 | 21 829 |

La présentation suivante porte sur des agrégats du bilan et du compte de résultat à 100 %, avant élimination des opérations internes, des entreprises associées et coentreprises :

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|
| Actifs non courants | 406 940 | 376 798 |
| Actifs courants | 999 619 | 774 092 |
| Total actifs | 1 406 559 | 1 150 890 |
| Capitaux propres | 464 981 | 402 497 |
| Passifs non courants | 6 300 | 38 116 |
| Passifs courants | 935 278 | 710 277 |
| Total passifs | 1 406 559 | 1 150 890 |
| Produits des activités ordinaires | 2 631 984 | 2 302 343 |
| Résultat net | 162 242 | 152 873 |

Annexe aux comptes consolidés

5.1.6 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

5.1.6.1 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE - TITRES DE PARTICIPATION

Les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique correspondent à des sociétés coquilles vides et à des sociétés dormantes non significatives.

5.1.6.2 AUTRES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

Les actifs financiers comptabilisés sous cette rubrique comprennent des parts détenues dans des fonds de capital investissement, des participations en capital, des obligations à bons de souscription d'actions ainsi que les sommes investies essentiellement par la Compagnie Plastic Omnium dans les fonds « FMEA 2 » dans le cadre du soutien des sous-traitants de la filière Automobile.

En milliers d'euros

| | Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2014 retraité (μ) | Investissements | Désinvestissements au coût de revient | Variation de l'encours d'intérêts | Variation d'ajustements à la juste valeur [#] | Pertes de valeur | Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2014 |
|---|--|-----------------|---------------------------------------|-----------------------------------|--|------------------|---|
| Fonds d'investissement | 19 298 | 4 477 | (5 681) | - | 2 443 | - | 20 537 |
| Capital | 7 274 | - | (2 595) | - | (1 029) | (615) | 3 035 |
| Mezzanines | 4 836 | 2 000 | - | 328 | - | - | 7 164 |
| Prêt en compte courant | 524 | - | - | 7 | - | - | 531 |
| Investissements de la société Burelle Participations | 31 932 | 6 477 | (8 276) | 335 | 1 414 | (615) | 31 267 |
| Investissements dans les FMEA 2* | 1 524 | 80 | (232) | - | - | - | 1 372 |
| Total | 33 456 | 6 557 | (8 508) | 335 | 1 414 | (615) | 32 639 |

[#] Nette d'une diminution de 1 938 milliers d'euros liée à la comptabilisation de plus-values en compte de résultat.

En milliers d'euros

| | Montants investis à la juste valeur au 1 ^{er} janvier 2013 retraité (μ) | Investissements | Désinvestissements au coût de revient | Variation de l'encours d'intérêts | Variation d'ajustements à la juste valeur [#] | Pertes de valeur | Montants investis à la juste valeur au 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|--|-----------------|---------------------------------------|-----------------------------------|--|------------------|--|
| Fonds d'investissement | 17 916 | 3 028 | (2 832) | - | 1 186 | - | 19 298 |
| Capital | 5 611 | 2 203 | (398) | - | (134) | (8) | 7 274 |
| Mezzanines | 5 668 | 1 000 | (1 700) | (132) | - | - | 4 836 |
| Prêt en compte courant | 505 | - | - | 19 | - | - | 524 |
| Investissements de la société Burelle Participations | 29 700 | 6 231 | (4 930) | (113) | 1 052 | (8) | 31 932 |
| Investissements dans les FMEA 2* | 2 148 | 80 | - | - | - | (704) | 1 524 |
| Total | 31 848 | 6 311 | (4 930) | (113) | 1 052 | (712) | 33 456 |

* Les investissements financiers dans les « FMEA 2 » sont inclus dans les créances financières classées en non courant dans la note 5.2.4.4 « De l'endettement financier brut à l'endettement financier net ».

[#] Nette d'une diminution de 496 milliers d'euros liée à la comptabilisation de plus-values en compte de résultat.

L'évaluation de la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente est fondée sur des données non observables sur des marchés financiers actifs et relève ainsi du niveau 3. Ces valorisations sont sensibles à l'évolution des résultats des entreprises concernées, particulièrement lorsque l'effet de levier est important.

5.1.7 AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|------------------|----------------------------------|
| Prêts | 228 | 29 |
| Dépôts et cautionnements | 13 393 | 15 817 |
| Autres créances | 43 | 6 039 |
| Créances financières en non courant (voir la note 5.2.7.4) | 13 664 | 21 885 |
| Créances de financement sur contrats de location financement Environnement de la Compagnie Plastic Omnium | 4 064 | 5 578 |
| Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium | 26 376 | 30 130 |
| Créances de financement en non courant (voir la note 5.2.7.4) | 30 440 | 35 708 |
| Valeur nette des Autres actifs financiers non courants | 44 104 | 57 593 |

Les « Dépôts et cautionnements » concernent essentiellement des dépôts versés au titre des locations de bureaux et des programmes de cessions de créances.

Quant aux « Créances de financement », elles correspondent pour l'essentiel aux créances reconnues au rythme de l'avancement de projets automobiles pour lesquels le Groupe a obtenu de ses clients un engagement ferme sur le prix de vente des développements et/ou outillages. Il s'agit de valeurs actualisées.

5.1.8 STOCKS ET EN-COURS

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|
| Matières premières et approvisionnements | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 103 953 | 95 374 |
| À la valeur nette de réalisation | 96 788 | 89 881 |
| Moules, outillages et études | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 102 933 | 80 696 |
| À la valeur nette de réalisation | 102 844 | 80 604 |
| Autres en-cours de production | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 13 940 | 146 |
| À la valeur nette de réalisation | 13 847 | 146 |
| Stocks de maintenance | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 36 144 | 31 697 |
| À la valeur nette de réalisation | 29 168 | 25 701 |
| Marchandises | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 9 104 | 9 438 |
| À la valeur nette de réalisation | 8 335 | 8 529 |
| Produits semi-finis | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 30 468 | 24 788 |
| À la valeur nette de réalisation | 28 910 | 23 433 |
| Produits finis | | |
| <i>Au coût (brut)</i> | 36 286 | 37 827 |
| À la valeur nette de réalisation | 33 584 | 34 656 |
| Total en valeur nette | 313 476 | 262 950 |

Annexe aux comptes consolidés

5.1.9 CRÉANCES FINANCIÈRES CLASSÉES EN COURANT

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|------------------|----------------------------------|
| | Valeurs au bilan | Valeurs au bilan |
| Créances de financement clients en courant[#] dont : | 31 213 | 36 496 |
| Créances de financement sur contrats de location financement Environnement de la Compagnie Plastic Omnium | 1 555 | 1 613 |
| Créances de financement sur contrats Automobile de la Compagnie Plastic Omnium | 29 658 | 34 883 |
| Autres créances financières en courant[#] dont : | 8 891 | 4 390 |
| Comptes courants | 1 934 | 1 943 |
| Autres | 6 957 | 2 447 |
| Créances financières en courant | 40 104 | 40 886 |

[#] Voir la note 5.2.7.4 de l'endettement financier brut à l'endettement financier net.

5.1.10 CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS - AUTRES CRÉANCES

5.1.10.1 CESSIONS DE CRÉANCES

La Compagnie Plastic Omnium et certaines de ses filiales en Europe et aux États-Unis ont souscrit auprès d'établissements français à plusieurs programmes de cessions de créances commerciales :

- Tous ces programmes, sauf un, prévoient une cession sans recours et avec transfert de la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'encours cédé; en effet, pour ces programmes, seul le risque non significatif de dilution n'est pas transféré à l'acheteur. Les créances cédées dans le cadre de ces programmes ne figurent donc plus à l'actif du bilan. Leur montant s'élève à 235 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 230 millions d'euros au 31 décembre 2013.
- Un programme ne prévoit pas le transfert des principaux risques et avantages; les créances liées sont donc maintenues à l'actif du bilan. Leur montant s'élève à 0,2 million d'euros au 31 décembre 2014 contre 3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

5.1.10.2 CRÉANCES CLIENTS - VALEURS BRUTES, DÉPRÉCIATIONS ET VALEURS NETTES

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | |
|--|------------------|----------------|----------------|-------------------------------|----------------|----------------|
| | Valeur brute | Dépréciation | Valeur Nette | Valeur brute | Dépréciation | Valeur Nette |
| Créances clients et comptes rattachés | 506 885 | (5 115) | 501 770 | 501 294 | (4 942) | 496 352 |

Le Groupe n'a pas identifié de risque client significatif non provisionné sur les deux périodes.

5.1.10.3 AUTRES CRÉANCES

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|------------------|----------------------------------|
| Autres débiteurs | 53 748 | 49 014 |
| Avances fournisseurs outillages et développements | 12 890 | 19 801 |
| Créances fiscales impôt sur les sociétés | 60 656 | 37 791 |
| Créances fiscales hors impôt sur les sociétés | 60 648 | 33 268 |
| Créances sociales | 3 370 | 1 683 |
| Avances fournisseurs d'immobilisations | 3 782 | 12 995 |
| Autres créances | 195 094 | 154 552 |

5.1.10.4 CRÉANCES CLIENTS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES CRÉANCES PAR DEVISE

| | | Créances au 31 décembre 2014 | | | Créances au 31 décembre 2013 retraité (μ) | | |
|-------------------------------|--|------------------------------|----------------|--------------|---|----------------|--------------|
| <i>En milliers de devises</i> | | Devise locale | Euro | % | Devise locale | Euro | % |
| EUR | Euro | 374 629 | 374 629 | 54 % | 429 981 | 429 981 | 66 % |
| USD | Dollar américain | 187 162 | 154 157 | 22 % | 145 989 | 105 858 | 16 % |
| GBP | Livre sterling | 24 145 | 30 999 | 4 % | 15 458 | 18 541 | 3 % |
| CNY | Yuan chinois | 441 297 | 58 560 | 8 % | 307 117 | 36 784 | 6 % |
| CHF | Franc suisse | - | - | - | 435 | 354 | 0 % |
| Autres | Autres devises | | 78 519 | 11 % | | 59 386 | 9 % |
| Total | | | 696 864 | 100 % | | 650 904 | 100 % |
| dont : | <i>Créances clients et comptes rattachés</i> | | <i>501 770</i> | <i>72 %</i> | | <i>496 352</i> | <i>76 %</i> |
| | <i>Autres créances</i> | | <i>195 094</i> | <i>28 %</i> | | <i>154 552</i> | <i>24 %</i> |

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises car :

- Plus de la moitié des créances clients et comptes rattachés est libellée en euros;
- L'exposition nette par devise (Créances clients - Dettes fournisseurs, voir la note 5.2.9.3) n'est pas significative.

5.1.11 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Comme mentionné en note 1.1.31 des règles et principes comptables, les actifs d'impôts différés sur les déficits reportables, les différences temporaires et crédits d'impôt sont évalués en fonction de leur probabilité d'utilisation future. À cet effet, de nouvelles estimations ont été établies dans le cadre de l'arrêté des comptes et ont conduit à comptabiliser des actifs basés sur une utilisation probable sous un délai relativement court traduisant un souci de prudence eu égard au contexte économique actuel.

Les impôts différés au bilan se répartissent comme suit :

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|------------------|-------------------------------|
| Immobilisations corporelles | (62 696) | (58 868) |
| Avantages du personnel | 33 417 | 25 951 |
| Provisions | 31 192 | 29 396 |
| Instruments financiers | 7 311 | 5 226 |
| Déficits fiscaux et crédits d'impôt | 117 447 | 118 269 |
| Autres | (83 436) | (83 390) |
| Dépréciation des impôts différés actifs | (13 027) | (22 609) |
| Total | 30 208 | 13 975 |
| dont : | | |
| <i>Impôts différés actifs</i> | <i>77 125</i> | <i>65 882</i> |
| <i>Impôts différés passifs</i> | <i>46 917</i> | <i>51 907</i> |

Les actifs d'impôt non reconnus au titre des déficits fiscaux au 31 décembre 2014 s'élèvent à 64,7 millions d'euros contre 64,8 millions d'euros au 31 décembre 2013 et présentent les caractéristiques suivantes :

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|-------------------------------|
| Déficits reportables sur une durée illimitée | 56 914 | 58 816 |
| Déficits reportables sur une durée maximale de plus de 5 ans | 3 290 | 3 326 |
| Déficits reportables sur une durée maximale de 5 ans | 2 613 | 1 101 |
| Déficits reportables sur une durée maximale de 4 ans | 1 240 | 107 |
| Déficits reportables sur une durée maximale de 3 ans | 605 | 920 |
| Déficits reportables sur une durée maximale inférieure à 3 ans | - | 530 |
| Total | 64 662 | 64 800 |

Annexe aux comptes consolidés

5.1.12 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

5.1.12.1 TRÉSORERIE BRUTE

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|---------------------|-------------------------------------|
| Fonds bancaires et caisses | 183 332 | 177 647 |
| Dépôts à court terme | 407 638 | 355 971 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan | 590 970 | 533 618 |

Cette trésorerie du Groupe se répartit comme suit :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|---------------------|-------------------------------------|
| Trésorerie dans la captive de réassurance du Groupe | 45 613 | 43 602 |
| Trésorerie dans les zones soumises au contrôle de change* | 85 225 | 83 998 |
| Trésorerie immédiatement disponible | 460 132 | 406 018 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif du bilan | 590 970 | 533 618 |

* Les pays retenus dans la catégorie « zones soumises au contrôle de change » couvrent le Brésil, la Chine, l'Inde, le Chili et l'Argentine.

Les différentes catégories du tableau ci-dessus sont présentées au bilan en actif courant en l'absence de restriction d'ordre général sur ces montants.

5.1.12.2 TRÉSORERIE NETTE DE FIN DE PÉRIODE

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|---------------------|-------------------------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 590 970 | 533 618 |
| Banques créditrices ou concours bancaires courants (découverts bancaires) | (4 355) | (6 286) |
| Trésorerie nette - Tableau des flux de trésorerie | 586 615 | 527 332 |

5.1.13 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE - ACQUISITIONS ET CESSIONS D'IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES, D'INTÉRÊTS MINORITAIRES ET D'INVESTISSEMENTS LIÉS

5.1.13.1 ACQUISITIONS DES TITRES DE PARTICIPATION, D'INTÉRÊTS MINORITAIRES ET D'INVESTISSEMENTS LIÉS

Les acquisitions financières du Groupe sont répertoriées en deux catégories qui s'analysent comme suit :

a - Les acquisitions de titres de participations de sociétés intégrées, les prises de contrôle, les prises de participation dans les entreprises associées et les investissements liés :

Elles sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations financières » dans le Tableau des flux de trésorerie.

Les acquisitions de titres de participations de sociétés non consolidées s'élèvent à 208 milliers d'euros en 2014 contre 87 milliers d'euros en 2013 pour des opérations individuellement non significatives.

b - Les acquisitions d'intérêts minoritaires :

Elles sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations de financement » dans le Tableau des flux de trésorerie.

2014 :

Le Groupe n'a acquis aucun intérêt minoritaire au cours de l'exercice 2014.

2013 :

Le Groupe avait racheté à son partenaire « Xietong » sa participation de 40 % dans la société chinoise « Jiangsu Xieno Automotive Components Co. Ltd. » pour 16 689 milliers d'euros.

5.1.13.2 CESSIONS DES TITRES DE PARTICIPATION ET D'INTÉRÊTS À DES MINORITAIRES

a - Les cessions de titres de participations de sociétés intégrées :

Les cessions de titres de participations de sociétés intégrées sont comptabilisées dans la rubrique « Opérations financières » dans le Tableau des flux de trésorerie.

2014 :

La Compagnie Plastic Omnium a cédé en décembre 2014, sa participation de 50 % dans la société Signal AG pour 16,6 millions d'euros. Voir la note 2.3 « Cession de la participation de la Compagnie Plastic Omnium dans la société Signal AG ».

2013 :

Le Groupe avait cédé pour un euro symbolique sa participation dans la société « Inergy Vla Plastiran » au Moyen Orient.

5.2 Bilan passif

5.2.1 CAPITAUX PROPRES DU GROUPE

5.2.1.1 CAPITAL SOCIAL DE BURELLE SA

En euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 |
|---|-------------------|-------------------|
| Capital social au 1 ^{er} janvier | 27 799 725 | 27 799 725 |
| Capital social de fin de période, constitué d'actions ordinaires de 15 euros de nominal chacune | 27 799 725 | 27 799 725 |
| Actions propres | 1 454 220 | 1 449 180 |
| Total après déduction des actions propres | 26 345 505 | 26 350 545 |

Le capital social est divisé en 1 853 315 actions de 15 euros de valeur nominale.

Les actions nominatives, inscrites au nom du même titulaire depuis au moins trois ans, bénéficient d'un droit de vote double.

Au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, il n'existe aucun titre ou droit donnant directement ou indirectement accès au capital de Burelle SA ni aucun plan de souscription d'actions ou d'options d'achat d'actions en cours.

AU 31 DÉCEMBRE 2014 :

Burelle SA détient 96 948 actions propres soit 5,23% du capital. Sur ces actions propres, 93 515 actions sont classées en croissance externe. Le solde de 3 433 actions résulte des opérations effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI et conclu avec un prestataire de service d'investissements.

AU 31 DÉCEMBRE 2013 :

Burelle SA détenait 96 612 actions propres soit 5,21% du capital. Sur ces actions propres, 93 515 actions étaient classées en croissance externe. Le solde de 3 097 actions résultait des opérations effectuées dans le cadre du contrat de liquidité.

5.2.1.2 DÉTAIL DE LA RUBRIQUE « AUTRES RÉSERVES » DU TABLEAU DE « VARIATION DES CAPITAUX PROPRES GROUPE »

En milliers d'euros

| | Écarts actuariels reconnus en capitaux propres | Instruments dérivés qualifiés de couverture de taux | Instruments dérivés qualifiés de couverture de change | Ajustements à la juste valeur des immobilisations corporelles de la Cie Plastic Omnium | Ajustements à la juste valeur des immobilisations corporelles de Sofiparc | Ajustements à la juste valeur des Autres actifs financiers disponibles à la vente | Résultats accumulés non distribués et autres réserves | Part du Groupe |
|--|--|---|---|--|---|---|---|----------------|
| Au 31 décembre 2012 - publié | (22 408) | (7 895) | (123) | 8 850 | 3 433 | 6 513 | 388 865 | 377 235 |
| Impacts de la 1 ^{ère} application des nouvelles normes de consolidation | - | - | - | - | - | - | (1 776) | (1 776) |
| Au 31 décembre 2012 retraité (μ) | (22 408) | (7 895) | (123) | 8 850 | 3 433 | 6 513 | 387 089 | 375 459 |
| Variation de l'exercice 2013 | 3 700 | 3 561 | 372 | - | 168 | 1 049 | 85 432 | 94 283 |
| Au 31 décembre 2013 retraité (μ) | (18 708) | (4 334) | 249 | 8 850 | 3 601 | 7 562 | 472 521 | 469 742 |
| Variation de l'exercice 2014 | (11 506) | 1 858 | (275) | 841 | - | 1 414 | 83 070 | 75 402 |
| Au 31 décembre 2014 | (30 214) | (2 476) | (26) | 9 691 | 3 601 | 8 976 | 555 591 | 545 143 |

Annexe aux comptes consolidés

5.2.13 DÉTAIL DE LA RUBRIQUE « VARIATION DE PÉRIMÈTRE » DU TABLEAU DE « VARIATION DES CAPITAUX PROPRES GROUPE »

En milliers d'euros

| | Capitaux propres | | Total capitaux propres |
|--|------------------|---|------------------------|
| | Part du groupe | Participations ne donnant pas le contrôle | |
| Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium* | (8 997) | (6 162) | (15 159) |
| Acquisition de la participation de 40% détenue par le partenaire Xietong dans la filiale Plastic Omnium Composites Jiangsu Co. Ltd | (4 816) | (11 873) | (16 689) |
| Impact du passage du taux de détention dans la Compagnie Plastic Omnium de 59,66% à 59,35% sur l'ensemble des réserves | (4 361) | 4 361 | - |
| Cession de la participation dans Inergy Vla Plastiran | 19 | (19) | - |
| Complément de prix sur la participation dans la filiale HBPO Germany GmbH | (15) | (10) | (25) |
| Souscription à l'augmentation de capital de la société DSK Plastic Omnium BV | 5 | 4 | 9 |
| Diverses variations | (70) | 72 | 2 |
| Variation de périmètre au 31 décembre 2013 retraité (μ) | (18 235) | (13 627) | (31 862) |
| Variation des actions de la Compagnie Plastic Omnium* | (8 189) | (5 733) | (13 922) |
| Impôts sur mouvements d'actions propres de la Compagnie Plastic Omnium | (679) | (475) | (1 154) |
| Impact du passage du taux de détention dans la Compagnie Plastic Omnium de 59,35% à 58,82% sur l'ensemble des réserves | (7 184) | 7 184 | - |
| Ajustement du bilan d'entrée des activités de réservoirs à essence de Ford aux États-Unis acquises en 2011 | (864) | (605) | (1 469) |
| Variation de périmètre au 31 décembre 2014 | (16 916) | 372 | (16 544) |

* Voir la rubrique « Acquisitions/Cessions d'actions de la Compagnie Plastic Omnium » dans le « Tableau des Flux de Trésorerie ».

5.2.2 DIVIDENDES VOTÉS ET DISTRIBUÉS PAR BURELLE SA

En milliers d'euros pour les montants

En euros pour le dividende par action

En unités pour le nombre de titres

| | 31 décembre 2014 | | 31 décembre 2013 | |
|--|------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| | Nombre de titres | Montant du dividende | Nombre de titres | Montant du dividende |
| Dividende par action, en euros | | 7,00* | | 4,40* |
| Nombre total d'actions composant le capital de l'exercice précédent | 1 853 315 | | 1 853 315 | |
| Nombre total d'actions en auto contrôle au moment du paiement du dividende | 96 214 | | 97 487 | |
| Nombre total d'actions en auto contrôle à la clôture (pour rappel) | 96 948 | | 96 612 | |
| Dividendes sur les actions ordinaires formant le capital | | 12 973 | | 8 155 |
| Dividendes non distribués correspondant aux actions propres | | (673) | | (429) |
| Dividendes nets - Montant total | | 12 300 | | 7 726 |

* En 2014, Burelle SA a distribué un dividende de 7,00 euros par action au titre de l'exercice 2013 contre 4,40 euros par action au titre de l'exercice 2012 distribué en 2013.

Le Groupe a payé en 2014 un montant de -369 milliers d'euros au titre de la taxe sur les dividendes (3%), et a doté une provision du même montant pour couvrir la taxe applicable au dividende qui sera versé en 2015 sur les résultats de 2014. La provision de -316 milliers d'euros constituée en 2013 a été reprise en 2014.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 8 euros par action au titre de l'exercice 2014 contre 7 euros au titre de l'exercice 2013.

5.2.3 PAIEMENTS SUR BASE D' ACTIONS

La Compagnie Plastic Omnium est la seule société du Groupe à avoir mis en place des plans d'attribution de stock options. Il n'existe aucun plan de stock options chez Burelle SA. Aucun nouveau plan d'options de souscription d'actions n'a été attribué en 2014 par la Compagnie Plastic Omnium.

RÉCAPITULATIF DES PLANS DE STOCK-OPTIONS DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM EN COURS

| Date d'attribution | Description | Bénéficiaires | Conditions d'exercice | Nombre maximal d'options prévu au plan initial | Multiplicateur de la restructuration du capital du 10 mai 2011 | Nombre maximal d'options de chaque plan révisé suite à la restructuration du capital* | Multiplicateur de la restructuration du capital du 10 septembre 2014 | Nombre maximal d'options de chaque plan révisé suite à la restructuration du capital** |
|----------------------------|---------------------------|---------------|--|--|--|---|--|--|
| 24 juillet 2007 | Options d'achat d'actions | 65 | Contrat de travail en vigueur le jour de la levée de l'option sauf en cas de transfert à l'initiative de l'employeur ou de départ en préretraite ou retraite | 330 000 | 3 | 990 000 | 3 | 2 970 000 |
| 22 juillet 2008 | Options d'achat d'actions | 39 | | 350 000 | 3 | 1 050 000 | 3 | 3 150 000 |
| 1 ^{er} avril 2010 | Options d'achat d'actions | 124 | | 375 000 | 3 | 1 125 000 | 3 | 3 375 000 |
| 21 mars 2012 | Options d'achat d'actions | 208 | | N/A | N/A | 889 500 | 3 | 2 668 500 |
| 7 août 2013 | Options d'achat d'actions | 184 | | N/A | N/A | 424 000 | 3 | 1 272 000 |

* Le 28 avril 2011, l'Assemblée Générale Extraordinaire de Compagnie Plastic Omnium a décidé la division de la valeur nominale de son action par trois avec une date d'effet au 10 mai 2011. Elle est passée de 0,50 euro à 0,17 euro. L'ensemble des plans existants au 31 décembre 2011 étant antérieurs à cette décision, le nombre d'options de chaque collaborateur sur chacun de ces plans a été, à compter de cette date, multiplié par trois et le prix d'exercice divisé par trois.

** Le 25 avril 2013, l'Assemblée Générale Mixte de Compagnie Plastic Omnium a décidé la division de la valeur nominale de son action par trois avec une date d'effet au 10 septembre 2013. Elle est passée de 0,17 euro à 0,06 euro. Le nombre d'options de chaque collaborateur sur chacun des plans antérieurs à cette décision a été multiplié par trois et le prix d'exercice divisé par trois.

| Impacts successifs de la division par trois de la valeur nominale de l'action de la Compagnie Plastic Omnium | Plan du 24 juillet 2007 | Plan du 22 juillet 2008 | Plan du 1 ^{er} avril 2010 | Plan du 21 mars 2012 | Plan du 7 août 2013 |
|--|-------------------------|-------------------------|------------------------------------|----------------------|---------------------|
| Impacts de la division par trois de la valeur nominale de l'action décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2011 avec prise d'effet au 10 mai 2011 : | | | | | |
| Nombre d'options au 1 ^{er} janvier 2011 avant division de la valeur nominale par trois | 298 000 | 340 800 | 371 500 | N/A | N/A |
| Nombre d'options au 10 mai 2011 après division de la valeur nominale par trois | 894 000 | 1 022 400 | 1 114 500 | N/A | N/A |
| Impacts de la division par trois de la valeur nominale de l'action décidée par l'Assemblée Générale du 25 avril 2013 avec date d'effet au 10 septembre 2013 suite à la réunion du Conseil d'Administration du 23 juillet 2013 : | | | | | |
| Nombre d'options avant division de la valeur nominale par trois en 2013 | 270 488 | 773 422 | 1 030 500 | 842 000 | 424 000 |
| Nombre d'options au 10 septembre 2013 après division de la valeur nominale par trois* | 811 464 | 2 320 266 | 3 091 500 | 2 526 000 | 1 272 000 |

* Le nombre d'options d'achat d'actions a été multiplié par trois suite à la division par trois de la valeur nominale de l'action Plastic Omnium le 10 septembre 2013.

La période d'acquisition des droits de tous les plans, est de quatre ans.

Annexe aux comptes consolidés

OPTIONS DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM EN COURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ET CHARGE DE LA PÉRIODE RELATIVE AUX PLANS D'OPTIONS

| <i>En euros</i> <i>En unités pour le</i> <i>nombre d'options</i> | En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2014 | Revalorisations/Ajustements | Augmentations | Diminutions | | | | Charge de la période | En cours de validité au 31 décembre 2014 | |
|--|--|-----------------------------|---------------|----------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------|--|-------------------------------------|
| | | | | Accordées au cours de l'exercice | Abandonnées au cours de l'exercice | Expirées au cours de l'exercice | Exercées au cours de l'exercice | | Total | Dont exerçables au 31 décembre 2014 |
| Plan du 24 juillet 2007 | | | | | | | | | | |
| Nombre d'options | 133 650 | | | | | | (133 650) | | - | |
| Cours à la date d'attribution | 4,37 | | | | | | | | - | |
| Prix d'exercice | 4,37 | | | | | | | | - | |
| Durée | 7 ans | | | | | | | | - | |
| Charge résiduelle à étaler | - | | | | | | | | - | |
| Durée de vie résiduelle | - | | | | | | | | - | |
| Plan du 22 juillet 2008 | | | | | | | | | | |
| Nombre d'options | 917 300 | | | | | | (773 300) | 144 000 | 144 000 | |
| Cours à la date d'attribution | 1,99 | | | | | | | 1,99 | | |
| Prix d'exercice | 2,95 | | | | | | | 2,95 | | |
| Durée | 7 ans | | | | | | | 7 ans | | |
| Charge résiduelle à étaler | - | | | | | | | - | | |
| Durée de vie résiduelle | 1 an | | | | | | | - | | |
| Plan du 1^{er} avril 2010 | | | | | | | | | | |
| Nombre d'options | 3 028 500 | | | (31 500) | | (1 486 000) | | 1 511 000 | 1 511 000 | |
| Cours à la date d'attribution | 3,2 | | | | | | | 3,2 | | |
| Prix d'exercice | 2,84 | | | | | | | 2,84 | | |
| Durée | 7 ans | | | | | | | 7 ans | | |
| Charge résiduelle à étaler | 160 691 | (62 358) | | (98 333) | | | | - | | |
| Durée de vie résiduelle | 3,5 ans | | | | | | | 2,5 ans | | |

| <i>En euros</i> <i>En unités pour le</i> <i>nombre d'options</i> | En cours de validité au 1 ^{er} janvier 2014 | Revalorisations/Ajustements | Augmentations | Diminutions | | | | Charge de la période | En cours de validité au 31 décembre 2014 | |
|--|--|-----------------------------|---------------|----------------------------------|------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|----------------------|--|-------------------------------------|
| | | | | Accordées au cours de l'exercice | Abandonnées au cours de l'exercice | Expirées au cours de l'exercice | Exercées au cours de l'exercice | | Total | Dont exerçables au 31 décembre 2014 |
| Plan du 21 mars 2012 | | | | | | | | | | |
| Nombre d'options | 2 479 500 | | | | (78 000) | | | | 2 401 500 | Néant |
| Cours à la date d'attribution | 7,3 | | | | | | | | 7,3 | |
| Prix d'exercice | 7,38 | | | | | | | | 7,38 | |
| Durée | 7 ans | | | | | | | | 7 ans | |
| Charge résiduelle à étaler | 2 346 142 | (94 320) | | | (158 214) | | | (942 253) | 1 151 355 | |
| Durée de vie résiduelle | 5,25 ans | | | | | | | | 4,25 ans | |
| Plan du 7 août 2013 | | | | | | | | | | |
| Nombre d'options | 1 272 000 | | | | (39 000) | | | | 1 233 000 | Néant |
| Cours à la date d'attribution | 17,71 | | | | | | | | 17,71 | |
| Prix d'exercice | 16,17 | | | | | | | | 16,17 | |
| Durée | 7 ans | | | | | | | | 7 ans | |
| Charge résiduelle à étaler | 5 335 228 | 409 | | | (248 677) | | | (1 411 970) | 3 674 990 | |
| Durée de vie résiduelle | 6,6 ans | | | | | | | | 5,6 ans | |
| Charge totale de l'exercice | | | | | | | | (2 354 223) | | |

Au 31 décembre 2014, 189 000 options d'achat d'actions destinées à être attribuées étaient non affectées contre 40 500 options d'achat d'actions au 31 décembre 2013.

5.2.4 SUBVENTIONS

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|-------------------------------|
| Subventions liées aux actifs | 11 287 | 11 883 |
| Total subventions publiques au passif non courant | 11 287 | 11 883 |
| Subventions publiques | 273 | 263 |
| Total subventions publiques au passif courant | 273 | 263 |
| TOTAL au passif des subventions publiques | 11 560 | 12 146 |

Annexe aux comptes consolidés

5.2.5 PROVISIONS

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2013 retraité (μ) | Dotations | Utilisations | Reprises sans objet | Reclasse- ments | Écart actuariel | Écarts de conversion | 31 décembre 2014 |
|--|----------------------------------|---------------|-----------------|------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|
| Garanties clients | 8 714 | 9 869 | (7 512) | (1 950) | (1 302) | - | 21 | 7 840 |
| Réorganisations* | 16 201 | 12 660 | (11 389) | (299) | - | - | (20) | 17 153 |
| Provisions pour impôts et risque fiscal | 8 781 | 2 225 | (3 817) | (32) | - | - | (11) | 7 146 |
| Risques sur contrats** | 14 325 | 33 118 | (6 661) | (9 094) | 1 536 | - | 17 | 33 241 |
| Provision pour litiges | 5 117 | 507 | (913) | (167) | - | - | 164 | 4 708 |
| Autres*** | 6 305 | 2 383 | (3 003) | (711) | (234) | - | 47 | 4 787 |
| PROVISIONS | 59 443 | 60 762 | (33 295) | (12 253) | - | - | 218 | 74 875 |
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés**** | 68 826 | 4 372 | (3 647) | - | - | 24 826 | 3 297 | 97 674 |
| TOTAL | 128 269 | 65 134 | (36 942) | (12 253) | - | 24 826 | 3 515 | 172 549 |

* Les dotations de la période concernent essentiellement les sites automobiles de Compiègne et de Laval en France dont la réorganisation démarrée l'année dernière se poursuit et de St Désirat en France.

** Les dotations de la période portent essentiellement sur des risques liés à des contrats déficitaires, des pertes à terminaison sur des contrats de développement et divers risques sur des contrats automobiles.

*** La rubrique «Autres» est composée de montants individuellement non significatifs.

**** L'écart actuariel correspond à la baisse des taux sur les zones Euro et États-Unis ainsi qu'au changement de la table de mortalité aux États-Unis.

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2012 retraité (μ) | Dotations | Utilisations | Reprises sans objet | Reclasse- ments | Écart actuariel | Écarts de conversion | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|----------------------------------|---------------|-----------------|------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|----------------------------------|
| Garanties clients | 9 732 | 7 698 | (3 809) | (4 522) | (346) | - | (39) | 8 714 |
| Réorganisations* | 27 430 | 15 941 | (21 152) | (6 349) | 414 | - | (83) | 16 201 |
| Provisions pour impôts et risque fiscal | 4 459 | 5 435 | (714) | - | (132) | - | (267) | 8 781 |
| Risques sur contrats | 4 850 | 14 562 | (5 729) | (786) | 1 428 | - | - | 14 325 |
| Provision pour litiges | 8 328 | 1 675 | (2 109) | (1 167) | (1 298) | - | (312) | 5 117 |
| Autres** | 6 448 | 3 462 | (2 552) | (931) | (66) | - | (57) | 6 305 |
| PROVISIONS | 61 247 | 48 773 | (36 065) | (13 755) | - | - | (758) | 59 443 |
| Provisions pour engagements de retraite et assimilés*** | 79 129 | 3 928 | (3 520) | - | - | (9 426) | (1 285) | 68 826 |
| TOTAL | 140 376 | 52 701 | (39 585) | (13 755) | - | (9 426) | (2 043) | 128 269 |

* Les provisions concernaient essentiellement les sites suivants du pôle Automobile : Eisenach (Thuringe) en Allemagne, Compiègne, Laval et Saint-Désirat en France et Herentals en Belgique (voir la note 4.5 sur les coûts d'adaptation des effectifs).

** La rubrique «Autres» était composée de montants individuellement non significatifs.

*** Pour le montant de l'écart actuariel de la période, voir la note 5.2.6.6 «Impact de l'amendement IAS 19 (IAS 19R) du rapport annuel 2012». Il s'agissait de l'impact de la première application de la norme IAS 19R. Les montants étant peu significatifs (le Groupe n'appliquait pas la méthode du corridor), les impacts avaient été comptabilisés directement sur la période en cours.

5.2.6 PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI :

Le terme générique « Avantages postérieurs à l'emploi » couvre à la fois les engagements de retraite et d'autres avantages liés au personnel.

PROVISIONS POUR AVANTAGES DE RETRAITE :

Les provisions pour avantages de retraite concernent :

- les indemnités de départ à la retraite,
- les plans de retraite complémentaire,
- et les régimes de couverture de frais médicaux.

Pour la France, les plans de retraite complémentaires concernent les Dirigeants Mandataires Sociaux et les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium, et portent sur les indemnités de fin de carrière (IFC). Les plans de retraite complémentaires lorsqu'ils touchent les autres zones géographiques concernent l'ensemble des collaborateurs.

Les régimes de couverture de frais médicaux concernent principalement les États-Unis.

LES AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME :

Les autres avantages du personnel à long terme couvrent les médailles du travail et d'autres récompenses liées à l'ancienneté dans le Groupe.

Les régimes relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont fonction des réglementations en vigueur dans chaque pays. Les avantages comptabilisés dans les comptes, ne sont donc pas fonction de la cartographie des effectifs par zone géographique.

Les zones géographiques identifiées et présentées, sont celles dont les hypothèses sont homogènes et permettent un regroupement de données. Dans le cas contraire, aucun taux n'est donné en référence en raison d'une disparité des paramètres ne permettant pas la détermination d'une moyenne. Dans cette même logique, les tests de sensibilité sont effectués sur des données significatives, homogènes et par zone géographique.

Plus particulièrement en France, la réforme des retraites de 2010, a introduit une notion de glissement de l'âge permettant d'acquérir des droits à taux plein et une notion de décote liée à l'âge légal de la retraite.

Annexe aux comptes consolidés

5.2.6.1 HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les principales hypothèses actuarielles significatives, utilisées pour l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi et à long terme, présentent les caractéristiques suivantes :

| | 2014 | | 2013 | |
|--|-----------------------------|------------|-----------------------------|------------|
| | France | États-Unis | France | États-Unis |
| | Cadres et non cadres | | Cadres et non cadres | |
| Ouverture des droits à taux plein | 60 à 62 ans | 65 ans | 60 à 62 ans | 62 ans |
| Âge d'annulation de la décote | 65 à 67 ans | | 65 à 67 ans | |
| Taux annuel d'actualisation des avantages postérieurs à l'emploi | 1,75% | 4,30% | 3,50% | 5,00% |
| Taux annuel d'actualisation des médailles du travail | 1,60% | | 3,00% | |
| Taux d'inflation | 1,70% | | 2,00% | |
| Taux d'évolution salariale | 1,7% à 4,7% | 3,25% | 2% à 5% | 3,25% |
| Taux d'accroissement des coûts médicaux* | | 7,50% | | 8,00% |
| Taux de rendement à long terme attendus sur les actifs de couverture des plans de retraite | 1,75% | 4,30% | 3,50% | 5,00% |

* Pour la zone États-Unis, les taux devraient baisser annuellement de 0,5% pour atteindre 5% en 2019.

LE TAUX ANNUEL D'ACTUALISATION DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI :

Le Groupe utilise comme référence, le taux des obligations émises par des entreprises industrielles et commerciales de bonne qualité (AA) et de maturité égale à l'engagement évalué.

LES TAUX D'INFLATION :

En France, les prestations sont fonction du taux d'inflation, alors qu'aux États-Unis, l'impact des taux d'inflation est peu significatif.

LES TAUX MOYENS D'ÉVOLUTION SALARIALE :

Les taux moyens d'évolution salariale, sont pondérés en fonction des statuts de « cadres » ou de « non cadres » et de l'âge des collaborateurs.

LES TAUX DE RENDEMENT À LONG TERME ATTENDUS SUR LES ACTIFS DE COUVERTURE DES PLANS DE RETRAITE :

Ces taux sont basés sur les prévisions de marché à long terme et prennent en compte l'allocation des actifs de couverture de chaque fonds.

Pour les autres sociétés étrangères, les différentiels de taux sont déterminés en considération des conditions locales.

5.2.6.2 ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS AU BILAN ET DES COÛTS SUR AVANTAGES CORRESPONDANT AUX RÉGIMES À DES PRESTATIONS DÉFINIES

Les valeurs inscrites au bilan au titre de ces avantages sont les suivantes :

| En milliers d'euros | Avantages postérieurs à l'emploi | | | Autres avantages à long terme | | | Total | | |
|---|----------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------------|
| | 2014 | 2013 retraité (μ) | 2012 retraité (μ) | 2014 | 2013 retraité (μ) | 2012 retraité (μ) | 2014 | 2013 retraité (μ) | 2012 retraité (μ) |
| Dette actuarielle au 1^{er} janvier | 100 086 | 100 605 | 77 249 | 7 058 | 7 243 | 7 348 | 107 144 | 107 848 | 84 596 |
| Coût des services rendus | 6 601 | 6 672 | 5 432 | 319 | 309 | 351 | 6 920 | 6 980 | 5 782 |
| Coût financier | 4 137 | 3 817 | 3 860 | 169 | 150 | 223 | 4 306 | 3 967 | 4 083 |
| Effet des liquidations, modifications de régime et divers | (238) | 488 | (565) | (82) | 110 | (320) | (320) | 598 | (885) |
| Pertes et gains actuariels <i>dont impact d'expérience</i> | 27 391 469 | (6 528) 780 | 19 084 3 522 | (205) (180) | (434) (413) | (143) (726) | 27 186 289 | (6 962) 367 | 18 941 2 796 |
| Prestations payées par les actifs | 8 | (256) | (1 778) | 6 | 6 | - | 14 | (250) | (1 778) |
| Prestations payées par l'entreprise | (3 241) | (2 431) | (1 535) | (342) | (300) | (205) | (3 583) | (2 731) | (1 740) |
| Variation de périmètre | - | - | 4 | - | - | - | - | - | 4 |
| Reclassement en Activités destinées à être cédées | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Écart de conversion | 6 895 | (2 282) | (1 144) | 71 | (25) | (10) | 6 966 | (2 307) | (1 155) |
| Dette actuarielle au 31 décembre | 141 639 | 100 086 | 100 605 | 6 994 | 7 058 | 7 243 | 148 633 | 107 144 | 107 848 |
| <i>Variation de la dette actuarielle</i> | <i>41 553</i> | <i>(519)</i> | <i>23 356</i> | <i>(65)</i> | <i>(185)</i> | <i>(104)</i> | <i>41 489</i> | <i>(704)</i> | <i>23 252</i> |
| Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier | 38 318 | 28 719 | 23 093 | - | - | - | 38 318 | 28 719 | 23 093 |
| Rendement des actifs de couverture | 1 644 | 1 155 | 1 547 | - | - | - | 1 644 | 1 155 | 1 547 |
| Cotisations patronales | 5 405 | 7 409 | 6 547 | - | - | - | 5 405 | 7 409 | 6 547 |
| Pertes et gains actuariels | 2 503 | 2 897 | 622 | - | - | - | 2 503 | 2 897 | 622 |
| Prestations payées par les actifs de couverture | 77 | (260) | (1 776) | - | - | - | 77 | (260) | (1 776) |
| Variation de périmètre | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Effet des liquidations, modifications de régime et divers | (660) | (582) | (927) | - | - | - | (660) | (582) | (927) |
| Écart de conversion | 3 670 | (1 022) | (386) | - | - | - | 3 670 | (1 022) | (386) |
| Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre | 50 958 | 38 318 | 28 719 | - | - | - | 50 958 | 38 318 | 28 719 |
| <i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i> | <i>12 640</i> | <i>9 599</i> | <i>5 626</i> | - | - | - | <i>12 640</i> | <i>9 599</i> | <i>5 626</i> |
| Insuffisance de couverture = Position nette au bilan dont : | 90 680 | 61 768 | 71 886 | 6 994 | 7 058 | 7 243 | 97 674 | 68 826 | 79 129 |
| - France | 49 366 | 40 081 | 36 894 | 4 167 | 3 818 | 3 736 | 53 532 | 43 898 | 40 630 |
| - Europe hors France et Suisse | 9 998 | 5 054 | 5 200 | 445 | 887 | 1 366 | 10 442 | 5 941 | 6 566 |
| - Zone États-Unis | 26 742 | 14 203 | 26 971 | 383 | 474 | 442 | 27 125 | 14 677 | 27 413 |
| - Autres zones | 4 576 | 2 431 | 2 821 | 1 999 | 1 879 | 1 699 | 6 575 | 4 310 | 4 520 |

La valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établit à 89 996 milliers d'euros au 31 décembre 2014, dont 23 792 milliers d'euros pour la France et 59 326 milliers d'euros pour les États-Unis. Au 31 décembre 2013, la valeur actuelle des engagements partiellement couverts par des actifs s'établissait à 60 661 milliers d'euros dont 18 745 milliers d'euros pour la France et 38 198 milliers d'euros pour les États-Unis.

Annexe aux comptes consolidés

| <i>En milliers d'euros</i> | Avantages postérieurs à l'emploi | | Autres avantages à long terme | | Total | |
|---|----------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2011 retraité (μ) | 2010 retraité (μ) | 2011 retraité (μ) | 2010 retraité (μ) | 2011 retraité (μ) | 2010 retraité (μ) |
| Dette actuarielle au 1^{er} janvier | 61 684 | 38 824 | 7 627 | 6 431 | 69 311 | 45 255 |
| Coût des services rendus | 4 866 | 4 820 | 330 | 669 | 5 196 | 5 489 |
| Coût financier | 3 069 | 2 956 | 226 | 161 | 3 295 | 3 117 |
| Effet des liquidations, modifications de régime et divers | (1 153) | (377) | (293) | (85) | (1 446) | (462) |
| Pertes et gains actuariels | 10 510 | (30) | (595) | 9 | 9 915 | (21) |
| <i>dont impact d'expérience</i> | 3 229 | 2 422 | - | - | 3 229 | 2 422 |
| Prestations payées par les actifs | (538) | (78) | - | - | (538) | (78) |
| Prestations payées par l'entreprise | (2 003) | (2 134) | (95) | (454) | (2 099) | (2 588) |
| Variation de périmètre | 267 | 15 951 | - | 852 | 267 | 16 803 |
| Reclassement en Activités destinées à être cédées | (971) | - | 134 | - | (837) | - |
| Écart de conversion | 1 518 | 1 752 | 14 | 44 | 1 532 | 1 796 |
| Dette actuarielle au 31 décembre | 77 249 | 61 684 | 7 348 | 7 627 | 84 596 | 69 311 |
| <i>Variation de la dette actuarielle</i> | <i>15 565</i> | <i>22 860</i> | <i>(279)</i> | <i>1 196</i> | <i>15 286</i> | <i>24 056</i> |
| Valeur vénale des actifs de couverture au 1^{er} janvier | 21 978 | 10 890 | - | - | 21 978 | 10 890 |
| Rendement des actifs de couverture | 1 299 | 572 | - | - | 1 299 | 572 |
| Cotisations patronales | 3 982 | 2 776 | - | - | 3 982 | 2 776 |
| Pertes et gains actuariels | (2 142) | 1 616 | - | - | (2 142) | 1 616 |
| Prestations payées par les actifs de couverture | (538) | (78) | - | - | (538) | (78) |
| Variation de périmètre | - | 5 599 | - | - | - | 5 599 |
| Effet des liquidations, modifications de régime et divers | (2 014) | - | - | - | (2 014) | - |
| Écart de conversion | 530 | 603 | - | - | 530 | 603 |
| Valeur vénale des actifs de couverture au 31 décembre | 23 093 | 21 978 | - | - | 23 093 | 21 978 |
| <i>Variation de la valeur vénale des actifs de couverture</i> | <i>1 115</i> | <i>11 088</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>1 115</i> | <i>11 088</i> |
| Insuffisance de couverture = Position nette au bilan dont : | 54 154 | 39 706 | 7 348 | 7 627 | 61 502 | 47 333 |
| - France | 29 511 | 24 030 | 3 220 | 3 231 | 32 731 | 27 261 |
| - Europe hors France et Suisse | 3 225 | 3 775 | 2 072 | 1 252 | 5 297 | 5 027 |
| - Zone États-Unis | 17 499 | 8 930 | 429 | 652 | 17 928 | 9 582 |
| - Autres zones | 3 919 | 2 972 | 1 627 | 2 492 | 5 546 | 5 464 |

5.2.6.3 DÉTAIL DES ENGAGEMENTS NETS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le détail des engagements nets par zone géographique est présenté dans le tableau ci-après :

| En milliers d'euros | 2014 | | | | 2013 retraité (μ) | | | |
|--|---------------|--------------------|---------------|--------------|-------------------|--------------------|---------------|--------------|
| | France | Europe hors France | États-Unis | Autres | France | Europe hors France | États-Unis | Autres |
| Avantages postérieurs à l'emploi | | | | | | | | |
| Indemnité de départ à la retraite | 48 491 | 6 775 | 2 951 | 4 576 | 40 081 | 3 283 | 2 411 | 2 431 |
| Plan de retraite complémentaire | 875 | 3 223 | 23 315 | - | - | 1 771 | 11 318 | - |
| Régimes de couverture de frais médicaux | | | 476 | - | | | 474 | - |
| Total avantages postérieurs à l'emploi | 49 366 | 9 998 | 26 742 | 4 576 | 40 081 | 5 054 | 14 203 | 2 431 |
| Autres avantages à long terme | 4 167 | 445 | 383 | 1 999 | 3 818 | 887 | 474 | 1 879 |
| Total Autres avantages postérieurs à l'emploi | 4 167 | 445 | 383 | 1 999 | 3 818 | 887 | 474 | 1 879 |
| Engagements nets - Total Bilan | 53 532 | 10 442 | 27 125 | 6 575 | 43 898 | 5 941 | 14 677 | 4 310 |

| | 2014 | | 2013 retraité (μ) | |
|--|--------|------------|-------------------|------------|
| | France | États-Unis | France | États-Unis |
| Maturité moyenne des engagements (en années) | 12 | 21 | 12 | 20 |
| Montants des engagements (en milliers d'euros) | 69 060 | 58 444 | 56 901 | 38 196 |
| Engagements vis-à-vis des bénéficiaires retraités | - | 4 851 | - | 3 170 |
| Engagements vis-à-vis des bénéficiaires ayant différé leurs droits | - | 8 357 | - | 5 462 |
| Engagements vis-à-vis des bénéficiaires actifs | 69 060 | 45 236 | 56 901 | 29 564 |

5.2.6.4 TEST DE SENSIBILITÉ DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les tests de sensibilité des engagements de retraite à une variation de la principale variable exogène, le taux d'actualisation, donnent les impacts suivants au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 :

| En milliers d'euros | 2014 | | | | 2013 retraité (μ) | | | | | | | |
|--|-----------------|----------------|---------------------|-------|-------------------|----------------|-----------------|-------|---------------------|---|-------------------|---|
| | Montant de base | | Augmentation +0,25% | | Diminution -0,25% | | Montant de base | | Augmentation +0,25% | | Diminution -0,25% | |
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| France | | | | | | | | | | | | |
| Effet sur les coûts de services rendus et coûts d'intérêts | 5 294 | 5 280 (0,27%) | 5 307 | 0,24% | 5 051 | 5 046 (0,09%) | 5 056 | 0,11% | | | | |
| Effet sur la dette actuarielle | 62 755 | 60 974 (2,84%) | 64 607 | 2,95% | 60 473 | 58 877 (2,64%) | 62 122 | 2,73% | | | | |
| États-Unis | | | | | | | | | | | | |
| Effet sur les coûts de services rendus et coûts d'intérêts | 5 699 | 5 550 (2,61%) | 5 848 | 2,61% | 4 722 | 4 509 (4,51%) | 4 946 | 4,74% | | | | |
| Effet sur la dette actuarielle | 59 324 | 56 268 (5,15%) | 62 330 | 5,07% | 38 196 | 36 434 (4,61%) | 40 148 | 5,11% | | | | |

Annexe aux comptes consolidés

5.2.6.5 VARIATIONS DES POSITIONS NETTES DES AVANTAGES AU BILAN

Les variations des positions nettes au bilan liées à l'ensemble des avantages sont les suivantes :

| En milliers d'euros | Avantages postérieurs à l'emploi | | | Autres avantages à long terme | | | Total | | |
|--|----------------------------------|----------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|----------------|----------------------|----------------------|
| | 2014 | 2013 retraité (μ) | 2012 retraité (μ) | 2 014 | 2013 retraité (μ) | 2012 retraité (μ) | 2014 | 2013 retraité (μ) | 2012 retraité (μ) |
| Position nette au 1^{er} janvier | 61 768 | 71 886 | 54 154 | 7 058 | 7 243 | 7 348 | 68 826 | 79 129 | 61 502 |
| Charges / produits de l'exercice | | | | | | | | | |
| Coût des services rendus | 6 600 | 6 672 | 5 433 | 319 | 308 | 351 | 6 919 | 6 980 | 5 784 |
| Effets de liquidations, modifications de régime et divers | 420 | 1 069 | 362 | (76) | 116 | (320) | 344 | 1 185 | 42 |
| Prestations payées par l'entreprise | (3 240) | (2 431) | (1 536) | (342) | (300) | (205) | (3 582) | (2 731) | (1 741) |
| Pertes et gains actuariels | - | - | - | (143) | (434) | (143) | (143) | (434) | (143) |
| Prestations payées par les actifs de couverture | (69) | 4 | - | - | - | - | (69) | 4 | - |
| Cotisations patronales | (5 405) | (7 409) | (6 547) | - | - | - | (5 405) | (7 409) | (6 547) |
| Charges nettes opérationnelles et non courantes sur engagements de retraite** | (1 695) | (2 095) | (2 287) | (243) | (310) | (317) | (1 937) | (2 405) | (2 604) |
| Charges financières | 4 137 | 3 817 | 3 860 | 169 | 150 | 223 | 4 306 | 3 967 | 4 083 |
| Rendement attendu des fonds | (1 644) | (1 155) | (1 547) | - | - | - | (1 644) | (1 155) | (1 547) |
| Charges financières sur engagements de retraite* | 2 493 | 2 662 | 2 313 | 169 | 150 | 223 | 2 663 | 2 812 | 2 536 |
| Impacts bilantiels | | | | | | | | | |
| Variation de périmètre | - | - | 4 | - | - | - | - | - | 4 |
| Pertes et gains actuariels | 24 888 | (9 426) | 18 461 | (61) | - | - | 24 826 | (9 426) | 18 461 |
| Reclassement en Activités destinées à être cédées | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Écart de conversion | 3 226 | (1 260) | (758) | 71 | (25) | (10) | 3 297 | (1 285) | (769) |
| Impacts bilantiels | 28 114 | (10 686) | 17 706 | 9 | (25) | (10) | 28 123 | (10 711) | 17 696 |
| Position nette au 31 décembre | 90 680 | 61 768 | 71 886 | 6 994 | 7 058 | 7 243 | 97 674 | 68 826 | 79 129 |

* Voir la rubrique « Charges financières sur les engagements de retraite » de la note 4.6 sur le « Résultat financier ».

** Dont 1 254 milliers d'euros comptabilisés en non courant en 2014 contre 1 160 milliers d'euros en 2013.

| <i>En milliers d'euros</i> | Avantages postérieurs à l'emploi | | Autres avantages à long terme | | Total | |
|---|----------------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 2011 retraité (μ) | 2010 retraité (μ) | 2011 retraité (μ) | 2010 retraité (μ) | 2011 retraité (μ) | 2010 retraité (μ) |
| Position nette au 1^{er} janvier | 39 706 | 27 933 | 7 627 | 6 431 | 47 333 | 34 364 |
| Charges / produits de l'exercice | | | | | | |
| Coût des services rendus | 4 864 | 4 820 | 330 | 669 | 5 194 | 5 489 |
| Effets de liquidations, modifications de régime et divers | 863 | (377) | (293) | (85) | 570 | (462) |
| Prestations payées par l'entreprise | (2 003) | (2 134) | (95) | (454) | (2 099) | (2 588) |
| Pertes et gains actuariels | - | - | (595) | - | (595) | - |
| Prestations payées par les actifs de couverture | - | - | - | - | - | - |
| Cotisations patronales | (3 982) | (2 776) | - | - | (3 982) | (2 776) |
| Charges nettes opérationnelles sur engagements de retraite | (259) | (466) | (653) | 130 | (912) | (336) |
| Charges financières sur engagements de retraite | | | | | | |
| Charges financières | 3 069 | 2 956 | 226 | 161 | 3 295 | 3 117 |
| Rendement attendu des fonds | (1 299) | (572) | - | - | (1 299) | (572) |
| Charges financières sur engagements de retraite (*) | 1 770 | 2 385 | 226 | 161 | 1 996 | 2 546 |
| Impacts bilantiels | | | | | | |
| Variation de périmètre | 267 | 10 352 | - | 852 | 267 | 11 204 |
| Pertes et gains actuariels | 12 654 | (1 646) | - | 9 | 12 654 | (1 637) |
| Reclassement en Activités destinées à être cédées | (971) | - | 134 | - | (837) | - |
| Écart de conversion | 988 | 1 149 | 14 | 44 | 1 002 | 1 193 |
| Impacts bilantiels | 12 938 | 9 855 | 148 | 905 | 13 086 | 10 760 |
| Position nette au 31 décembre | 54 155 | 39 706 | 7 348 | 7 627 | 61 502 | 47 333 |

* Voir la rubrique « Charges financières sur les engagements de retraite » de la note 4.6 sur le « Résultat financier ».

Annexe aux comptes consolidés

5.2.6.6 TESTS DE SENSIBILITÉ DES COÛTS MÉDICAUX DANS LA ZONE ÉTATS-UNIS

Une variation d'un point sur le taux de croissance des coûts médicaux dans la zone États-Unis donne les résultats suivants :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | |
|--|------------------|------------|-------------------------------|------------|
| | Augmentation | Diminution | Augmentation | Diminution |
| Effet sur les provisions pour indemnités de départ en retraite | 448 | (569) | 339 | (284) |

5.2.6.7 RÉPARTITION DES ACTIFS DE COUVERTURE PAR CATÉGORIE

Les actifs de couverture évalués à la juste valeur concernent essentiellement les États-Unis et se répartissent par catégorie de la manière suivante :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--------------|------------------|-------------------------------|
| Actions | 26 968 | 15 248 |
| Obligations | 19 335 | 20 908 |
| Immobilier | 1 243 | - |
| Autres | 3 412 | 2 162 |
| Total | 50 958 | 38 318 |

5.2.6.8 COTISATIONS VERSÉES AU TITRE DES RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Le groupe Burelle a opté pour la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels sur les Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, conformément aux amendements de la norme IAS 19 - Actuarial gains and losses, Group Plans ans Disclosures.

En revanche, conformément à IAS 19.129, les écarts actuariels relatifs aux Autres avantages à long terme (en particulier les médailles du travail) sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Le montant des cotisations versées au titre des régimes à prestations définies s'est élevé à 3 960 milliers d'euros en 2013.

5.2.7 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

5.2.7.1 LA NOTION D'ENDETTEMENT FINANCIER DANS LE GROUPE

L'endettement financier net est une notion importante dans la gestion quotidienne de la trésorerie au sein du Groupe Burelle. Il permet de déterminer la position débitrice ou créditrice du Groupe vis-à-vis des tiers et hors du cycle d'exploitation. L'endettement financier net est déterminé comme étant :

- les dettes financières à long terme (tirages lignes classiques, placements privés et emprunts obligataires);
- diminuées des prêts et autres actifs financiers à long terme;
- augmentées des crédits à court terme;
- augmentées des découverts bancaires;
- et diminuées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

5.2.7.2 EMPRUNTS : PLACEMENTS PRIVÉS ET EMPRUNTS OBLIGATAIRES PRIVÉS

L'historique des placements privés et emprunts obligataires du Groupe est le suivant :

La Compagnie Plastic Omnium a réalisé en 2013 le placement d'une émission obligataire de 500 millions d'euros, sans « covenant » ni « rating » aux conditions suivantes :

Émission obligataire

| | |
|--------------------|----------------|
| Montant (en euros) | 500 000 000 |
| Maturité | 29 mai 2020 |
| Coupon annuel | 2,875 % |
| Cotation | Euronext Paris |

Elle a également effectué, en 2012, une émission Euro Private Placement de 250 millions et un placement privé Schuldschein de 119 millions d'euros aux conditions suivantes :

Émission obligataire Euro PP privée

| | |
|--------------------|------------------|
| Montant (en euros) | 250 000 000 |
| Maturité | 12 décembre 2018 |
| Coupon annuel | 3,875 % |
| Cotation | Euronext Paris |

Placement privé Schuldschein

| | |
|------------------------------------|-------------------------|
| Montant à taux fixe (en euros) | 45 000 000 |
| Coupon annuel | 3,72 % |
| Montant à taux variable (en euros) | 74 000 000 |
| Coupon annuel | Euribor 6 mois + 2,40 % |
| Maturité | 27 juin 2017 |

5.2.7.3 UTILISATION DES LIGNES DE CRÉDIT À MOYEN TERME

Au 31 décembre 2014, le Groupe bénéficie d'ouvertures de crédits bancaires confirmées à échéance moyenne de quatre ans et demi. Le montant de ces lignes bancaires confirmées s'établit à 1 287 millions d'euros au 31 décembre 2014 contre 1 133 millions d'euros au 31 décembre 2013. Il est supérieur au montant des utilisations.

5.2.7.4 DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT À L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | |
|---|------------------|------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|-----------------|
| | Total | Courant | Non courant | Total | Courant | Non courant |
| Dettes financières sur contrats de location-financement | 8 681 | 3 191 | 5 490 | 13 222 | 6 518 | 6 704 |
| Emprunts obligataires et bancaires dont : | 1 021 294 | 89 470 | 931 824 | 1 013 483 | 79 718 | 933 765 |
| <i>Émission obligataire en 2013</i> | 503 187 | 8 507 | 494 680 | 502 297 | 8 507 | 493 790 |
| <i>Émission obligataire privée « EuroPP »</i> | 248 281 | 504 | 247 777 | 247 774 | 504 | 247 270 |
| <i>Placement privé « Schuldschein »</i> | 119 000 | - | 119 000 | 119 000 | - | 119 000 |
| <i>Lignes bancaires</i> | 150 826 | 80 459 | 70 367 | 144 412 | 70 707 | 73 705 |
| Autres dettes financières en courant | 9 | 9 | | 270 | 270 | |
| Instruments financiers de couverture passifs [#] | 16 658 | 16 658 | | 9 980 | 9 980 | |
| Total des emprunts et dettes (B) | 1 046 642 | 109 328 | 937 314 | 1 036 955 | 96 486 | 940 469 |
| Créances financières à long terme et autres actifs disponibles à la vente ^{##} | (46 304) | | (46 304) | (55 340) | | (55 340) |
| Créances de financement clients ^{###} | (61 653) | (31 213) | (30 440) | (72 204) | (36 496) | (35 708) |
| Autres créances financières en courant ^{###} | (8 891) | (8 891) | | (4 390) | (4 390) | |
| Instruments financiers de couverture actifs [#] | (374) | (374) | | (1 192) | (1 192) | |
| Total des créances financières (C) | (117 222) | (40 478) | (76 744) | (133 126) | (42 078) | (91 048) |
| Endettement brut (D) = (B) + (C) | 929 420 | 68 850 | 860 570 | 903 829 | 54 408 | 849 421 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie [*] | 590 970 | 590 970 | | 533 618 | 533 618 | |
| Banques créditrices ou concours bancaires courants | (4 355) | (4 355) | | (6 286) | (6 286) | |
| Trésorerie nette du tableau des flux de trésorerie (A)[*] | (586 615) | (586 615) | | (527 332) | (527 332) | |
| ENDETTEMENT FINANCIER NET (E) = (D) + (A) | 342 805 | (517 765) | 860 570 | 376 497 | (472 924) | 849 421 |

Voir la note 5.2.8.1 sur le « Portefeuille de dérivés ».

Voir la note 5.1.6 sur les « Actifs financiers disponibles à la vente » et la note 5.1.7 sur les « Autres actifs financiers non courants ».

Voir la note 5.1.7 sur les « Autres actifs financiers non courants » et la note 5.1.9 sur les « Créances financières en courant ».

* Voir la note 5.1.12.2 sur la « Trésorerie nette de fin de période ».

Annexe aux comptes consolidés

Les dettes financières sont présentées nettes des créances financières vis-à-vis des sociétés ne faisant pas partie du périmètre du groupe Burelle.

Les contrats d'emprunts ne comportent aucun covenant susceptible d'enclencher des clauses de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect des ratios financiers.

5.2.7.5 DÉTAIL DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVISE

| En % de la dette financière | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|-----------------------------|------------------|-------------------------------|
| Euro | 90% | 90% |
| US dollar | 4% | 4% |
| Livre sterling | 2% | 2% |
| Real brésilien | 1% | 1% |
| Yuan chinois | 2% | 2% |
| Autres devises | 1% | 1% |
| Total | 100% | 100% |

La rubrique « Autres devises » concerne diverses devises qui, prises une par une, représentent moins de 1% de la dette financière totale sur les deux périodes.

5.2.7.6 ANALYSE DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR NATURE DE TAUX D'INTÉRÊT

| En % de la dette financière | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|-----------------------------|------------------|-------------------------------|
| Taux variables couverts | 20% | 21% |
| Taux variables non couverts | 0% | 0% |
| Taux fixes | 80% | 79% |
| Total | 100% | 100% |

5.2.8 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

| En milliers d'euros | 31 décembre 2014 | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | |
|---------------------|------------------|-----------------|-------------------------------|----------------|
| | Actif | Passif | Actif | Passif |
| Dérivés de taux | 10 | (11 911) | 438 | (9 980) |
| Dérivés de change | 364 | (4 747) | 754 | - |
| Total Bilan | 374 | (16 658) | 1 192 | (9 980) |

5.2.8.1 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le Groupe souscrit des instruments de couverture de taux d'intérêt de type « swap » et « cap ». L'objectif est de le protéger de la hausse des taux d'intérêt à laquelle il est exposé pour son financement.

Le nominal global du portefeuille des dérivés souscrits pour la gestion du risque de taux s'élève à 355 millions d'euros au 31 décembre 2014 comme au 31 décembre 2013.

Le nominal des dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») s'élève à 135 millions d'euros au 31 décembre 2014, montant inchangé par rapport au 31 décembre 2013. Les instruments non qualifiés comptablement d'instruments de couverture participent néanmoins à la stratégie globale de couverture du risque de taux car le Groupe se finance à taux variable, en particulier dans le cadre de ses opérations de cessions de créances.

La juste valeur des dérivés est comptabilisée à l'actif et au passif du bilan consolidé dans la rubrique « Instruments financiers de couverture ».

Pour les dérivés qualifiés de couverture en IFRS :

- La contrepartie de la part efficace de la variation de juste valeur des dérivés destinée à couvrir les périodes futures est comptabilisée en capitaux propres (« Autres éléments du résultat global »).
- La part efficace de la relation de couverture impacte le compte de résultat de manière symétrique aux flux d'intérêts couverts.
- La valeur temps des stratégies optionnelles est exclue de la relation de couverture. Les variations de juste valeur de la valeur temps des options et la part inefficace des relations de couverture sont comptabilisées en résultat.

Pour les dérivés non qualifiés de couverture, les variations de valeur des dérivés sont comptabilisées en résultat.

5.2.8.1.1 PORTEFEUILLE DE DÉRIVÉS

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | |
|---|---|-----------|-----------------|---|------------|-----------------|
| | Juste valeur des instruments financiers de couverture | Actif | Passif | Juste valeur des instruments financiers de couverture | Actif | Passif |
| Dérivés de taux (juste valeur) | (11 901) | 10 | (11 911) | (9 542) | 438 | (9 980) |
| Primes restant à payer | (1 717) | - | (1 717) | (2 403) | - | (2 403) |
| Total juste valeur et primes restant à payer | | 10 | (13 628) | | 438 | (12 383) |

Composition du portefeuille des dérivés de taux d'intérêt :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | | | | | | | |
|--------------|------------------|-----------|-----------------|-------------------------------------|----------------|--------------|-------------------|--------------------------|------------------|
| | Juste valeur | Actif | Passif | Part efficace comptabilisée en OCI* | Nominal | Maturité | Taux de référence | Primes restant à payer** | Nature du dérivé |
| Caps | 7 | 7 | - | - | 60 000 | mai-2017 | Euribor 2M | (715) | CFH |
| Caps | 3 | 3 | - | - | 90 000 | juin-2017 | Euribor 1M | (1 002) | Non qualifié |
| Swaps | (1 414) | - | (1 414) | (1 414) | 75 000 | juin-2015 | Euribor 6M | N/A | CFH |
| Swaps | (261) | - | (261) | - | 25 000 | août-2015 | Euribor 1M | N/A | Non qualifié |
| Swaps | (10 236) | - | (10 236) | - | 105 000 | février-2019 | Euribor 1M | N/A | Non qualifié |
| Total | (11 901) | 10 | (11 911) | (1 414) | 355 000 | | | (1 717) | |

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | | | | | | |
|--------------|-------------------------------|------------|----------------|-------------------------------------|----------------|--------------|-------------------|--------------------------|------------------|
| | Juste valeur | Actif | Passif | Part efficace comptabilisée en OCI* | Nominal | Maturité | Taux de référence | Primes restant à payer** | Nature du dérivé |
| Caps | 185 | 185 | - | - | 60 000 | mai-2017 | Euribor 2M | (988) | CFH |
| Caps | 253 | 253 | - | - | 90 000 | juin-2017 | Euribor 1M | (1 415) | Non qualifié |
| Swaps | (1 630) | - | (1 630) | (1 630) | 75 000 | juin-2015 | Euribor 6M | N/A | CFH |
| Swaps | (552) | - | (552) | - | 25 000 | août-2015 | Euribor 1M | N/A | Non qualifié |
| Swaps | (7 798) | - | (7 798) | - | 105 000 | février-2019 | Euribor 1M | N/A | Non qualifié |
| Total | (9 542) | 438 | (9 980) | (1 630) | 355 000 | | | (2 403) | |

* «OCI» : «Other Comprehensive Income» ou «État du Résultat Global».

** Les primes sur caps sont payées de manière étalée sur la durée de vie des instruments. Le montant des primes restant à payer est classé en passif du bilan consolidé IFRS sur les lignes «Emprunts et dettes financières - non courant» et «Emprunts et dettes financières - courant».

CFH : Dérivés documentés en couverture de flux de trésorerie («Cash-flow hedge»).

En 2014, aucun dérivé n'a été mis en place, ni dénoué ni restructuré.

Annexe aux comptes consolidés

5.2.8.1.2 MONTANTS COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES «AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL»

En milliers d'euros

| | Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2013 retraité (μ) | Opérations de la période | Variation de juste valeur des dérivés | Montant recyclé en résultat sur la période | Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2014 |
|---|---|-----------------------------|---|--|---|
| Part efficace du « Mark to Market » des dérivés en portefeuille | (1 630) | - | 216 | - | (1 414) |
| Restructuration du portefeuille de dérivés (août 2010 et février 2012**) | 3 258 | - | - | 45 | 3 303 |
| Restructuration du portefeuille de dérivés juin 2013 | (12 582) | - | - | 4 129 | (8 453) |
| Total | (10 954) | - | 216 | 4 174 | (6 564) |

En milliers d'euros

| | Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2012 retraité (μ) | Opérations de la période | Variation de juste valeur des dérivés | Montant recyclé en résultat sur la période | Solde en OCI* avant impôts 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|---|-----------------------------|---|--|---|
| Part efficace du « Mark to Market » des dérivés en portefeuille | (20 110) | 14 808 | 3 672 | - | (1 630) |
| Restructuration du portefeuille de dérivés (août 2010 et février 2012**) | 2 591 | - | - | 667 | 3 258 |
| Restructuration du portefeuille de dérivés juin 2013 | - | (14 808) | - | 2 226 | (12 582) |
| Total | (17 519) | - | 3 672 | 2 893 | (10 954) |

* «OCI»: «Other Comprehensive Income» ou «État du Résultat Global»

**Restructuration du portefeuille de dérivés sans impact cash réalisées dans le but d'allonger la maturité des couvertures

5.2.8.1.3 IMPACT DES COUVERTURES DE TAUX SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|
| Composante efficace de la couverture liée aux dérivés en portefeuille (couverture des intérêts courus sur la période) | (4 643) | (5 131) |
| Recyclage en résultat du montant comptabilisé en capitaux propres lié aux restructurations passées* | (4 174) | (2 893) |
| Valeur temps des caps | 256 | 161 |
| Variations de valeur des dérivés non documentés en couverture | (2 118) | 1 722 |
| Total** | (10 679) | (6 141) |

* Voir dans la note 5.2.8.1.2 les montants recyclés en résultat.

** Voir la rubrique « Résultat sur instruments de taux d'intérêt » de la note 4.6 sur le « Résultat financier ».
Voir également l'impact des instruments de couverture de change dans la note 5.2.8.2.

5.2.8.2 INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE CHANGE

Le Groupe utilise des dérivés afin de couvrir son exposition au risque de change. Les variations de juste valeur des dérivés documentés en couverture étaient comptabilisées en « Autres éléments du résultat global » jusqu'en décembre 2013. Les variations de juste valeur au titre d'instruments documentés et non documentés en couverture sont comptabilisées en résultat depuis le 1^{er} janvier 2014.

5.2.8.2.1 PORTEFEUILLE D'INSTRUMENTS DE COUVERTURE DE CHANGE :

| | 31 décembre 2014 | | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | |
|---|----------------------------------|--------------------------------|------------------------------|------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|------------------------------|------------------------------------|
| | Juste valeur en milliers d'euros | Nominal en milliers de devises | Taux de change à terme moyen | Taux de change au 31 décembre 2014 | Juste valeur en milliers d'euros | Nominal en milliers de devises | Taux de change à terme moyen | Taux de change au 31 décembre 2013 |
| | | | Devise / Euro | Devise / Euro | | | Devise / Euro | Devise / Euro |
| Position vendeuse nette (Si <0, position acheteuse nette) | | | | | | | | |
| USD - Contrat à terme | (147) | (6 347) | 1,2557 | 1,2141 | 592 | 13 315 | 1,3311 | 1,3791 |
| GBP - Contrat à terme | - | - | - | - | 7 | 5 631 | 0,8368 | 0,8337 |
| HUF - Contrat à terme | 5 | (54 035) | 306,6140 | 315,5400 | 36 | 906 916 | 294,80 | 297,04 |
| PLN - Contrat à terme | 15 | 12 000 | 4,3074 | 4,2732 | - | - | - | - |
| USD - Swap de change | (4 776) | (180 000) | 1,2553 | 1,2141 | 162 | (60 800) | 1,377 | 1,3791 |
| GBP - Swap de change | 19 | 7 800 | 0,7804 | 0,7789 | (7) | 4 200 | 0,8324 | 0,8337 |
| CZK - Swap de change | 15 | (71 531) | 27,5830 | 27,7350 | (21) | (63 304) | 27,655 | 27,427 |
| PLN - Swap de change | 14 | (4 112) | 4,2493 | 4,2732 | (15) | (7 719) | 4,186 | 4,1543 |
| RUB - Swap de change | 471 | (700 000) | 72,2350 | 72,337 | - | - | - | - |
| SEK - Swap de change | 1 | 436 | 9,4435 | 9,3930 | - | - | - | - |
| TOTAL | (4 383) | | | | 754 | | | |

* NDF voulant dire « Non deliverable forward »

5.2.8.2.2 IMPACT DES COUVERTURES DE CHANGE NON DÉNOUÉES SUR LE RÉSULTAT :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|-------------------------------|
| Valeur des instruments de couverture de change non dénoués | (4 383) | |
| Total* | (4 383) | |

* Voir la rubrique « Résultat sur instruments de couverture de taux d'intérêt et de change » de la note 4.6 sur le « Résultat financier ».

Jusqu'au 31 décembre 2013, les variations de juste valeur des dérivés en couverture non documentés étaient comptabilisées en « Autres éléments du résultat global ». Voir également la note 5.2.8.1.3 sur les impacts des couvertures de taux sur le compte de résultat.

Annexe aux comptes consolidés

5.2.9 DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

5.2.9.1 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|----------------------------|------------------|----------------------------------|
| Dettes fournisseurs | 733 287 | 717 288 |
| Dettes sur immobilisations | 69 970 | 63 009 |
| Total | 803 257 | 780 297 |

5.2.9.2 AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|
| Dettes sociales | 117 623 | 117 861 |
| Dettes fiscales - Impôt sur les sociétés | 25 167 | 15 536 |
| Dettes fiscales hors impôt sur les sociétés | 55 331 | 39 303 |
| Autres créiteurs | 125 868 | 92 113 |
| Avances clients | 158 115 | 138 053 |
| Total | 482 104 | 402 866 |

5.2.9.3 DETTES FOURNISSEURS, COMPTES RATTACHÉS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION PAR DEVISE

| <i>En milliers de devises</i> | | Dettes au 31 décembre 2014 | | | Dettes au 31 décembre 2013 retraité (μ) | | |
|-------------------------------|------------------------------------|----------------------------|------------------|-------------|---|------------------|-------------|
| | | Devise locale | Euro | % | Devise locale | Euro | % |
| EUR | Euro | 636 513 | 636 513 | 50% | 689 971 | 689 971 | 58% |
| USD | Dollar américain | 374 742 | 308 658 | 24% | 341 517 | 247 637 | 21% |
| GBP | Livre sterling | 72 839 | 93 515 | 7% | 44 621 | 53 522 | 5% |
| BRL | Real brésilien | 90 831 | 28 202 | 2% | 80 059 | 24 576 | 2% |
| CNY | Yuan chinois | 643 506 | 85 393 | 7% | 550 384 | 65 921 | 6% |
| Autres | Autres devises | | 133 080 | 10% | | 101 536 | 8% |
| Total | | | 1 285 361 | 100% | | 1 183 163 | 100% |
| dont : | <i>Dettes et comptes rattachés</i> | | <i>803 257</i> | <i>62%</i> | | <i>780 297</i> | <i>66%</i> |
| | <i>Autres dettes</i> | | <i>482 104</i> | <i>38%</i> | | <i>402 866</i> | <i>34%</i> |

Le Groupe n'effectue aucun test de sensibilité sur les variations de devises car :

- plus de la moitié des dettes fournisseurs et comptes rattachés est en euro;
- l'exposition nette par devise (Créances clients - Dettes fournisseurs) n'est pas significative.

Pour les « Créances clients », voir la note 5.1.10.4.

6 GESTION DU CAPITAL ET DES RISQUES DE MARCHÉ

La Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie des filiales qu'elle contrôle à travers Plastic Omnium Finance qui gère, pour leur compte, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux. La politique relative à la couverture des risques de marché qui se traduit par des prises d'engagement, au bilan ou hors bilan, est validée trimestriellement par le Président-Directeur Général.

Les opérations qui ont trait à Burelle SA, Burelle Participations et Sofiparc sont validées par leur Président-Directeur Général, Président ou Directeurs Généraux Délégués respectifs. Ces sociétés utilisent Plastic Omnium Finance, de manière récurrente, pour des transactions qui impliquent des sociétés appartenant à la Compagnie Plastic Omnium.

6.1 Gestion du capital

L'objectif du Groupe est de disposer, à tout moment, de ressources financières suffisantes pour permettre la réalisation de l'activité courante, les investissements nécessaires à son développement et également de faire face à tout évènement à caractère exceptionnel.

Cet objectif est assuré par le recours aux marchés de capitaux.

Dans le cadre de la gestion du capital, le Groupe assure la rémunération de ses actionnaires principalement par le versement de dividendes et peut procéder à des ajustements eu égard à l'évolution de conditions économiques.

L'ajustement de la structure du capital peut être réalisé par le versement de dividendes ordinaires ou exceptionnels, le rachat et l'annulation de titres d'autocontrôle, le remboursement d'une partie du capital ou l'émission d'actions nouvelles et/ou de valeurs mobilières donnant des droits au capital.

Le Groupe utilise comme ratio bilantiel le « gearing », égal à l'endettement financier net du Groupe divisé par le montant des capitaux propres qui figurent au bilan du Groupe. Le Groupe inclut dans l'endettement net l'ensemble des dettes et engagements financiers, hors exploitation, porteurs d'intérêts, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers, hors exploitation, tels que les valeurs mobilières et les prêts.

Au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, le « gearing » s'établit à :

| <i>En milliers d'euros</i> | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|-------------------------|--------------------------------------|
| Endettement financier net* | 342 805 | 376 497 |
| Capitaux propres et assimilés (dont les subventions en non courant) | 1 185 916 | 978 666 |
| Taux d'endettement du Groupe ou « Gearing » | 28,91% | 38,47% |

* Voir la note 5.2.7.4 « De l'endettement financier brut à l'endettement financier net ».

Les contrats d'emprunts ne comportent aucun covenant susceptible d'enclencher des clauses de remboursement anticipé sur les emprunts bancaires, les dettes financières et assimilés en raison du non-respect de ratios financiers.

Dans le cadre de la gestion de son capital, la société Burelle SA a mis en place un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI et géré par un prestataire de service d'investissements. Les positions sont les suivantes :

- au 31 décembre 2014 : 3 433 actions Burelle SA et 2 792 631 euros en espèces ;
- et au 31 décembre 2013 : 3 097 actions Burelle SA et 2 935 392 euros en espèces.

6.2 Risques matières premières - Exposition au risque plastique

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium nécessite l'achat de quantités importantes de matières premières (plastiques, aciers, peintures...) soumises à des variations de prix qui seraient susceptibles d'impacter la marge opérationnelle du Groupe.

Pour limiter les risques liés à ces variations de prix, la Compagnie Plastic Omnium, a négocié avec la plupart de ses clients automobiles des clauses d'indexation des prix de vente ou, à défaut, procède à des renégociations régulières de prix.

Le pôle Environnement de la Compagnie Plastic Omnium, dans le cadre d'une politique active de développement durable, utilise pour la fabrication de ses produits plus de 50 % de matière plastique recyclée qui structurellement n'est que faiblement impactée par des variations de prix. Pour le reste, ce pôle négocie avec ses fournisseurs des contrats comportant des engagements de prix annuels. Enfin, les stocks sont optimisés de manière à réduire au minimum les impacts de variation de cours.

Compte tenu de l'ensemble de ces mesures, le Groupe considère que les variations de prix des matières premières n'ont pas d'impact significatif sur sa marge opérationnelle.

Annexe aux comptes consolidés

6.3 Risques crédits

Le risques crédits couvrent les risques clients et les risques de contreparties bancaires.

6.3.1 RISQUES CLIENTS

L'encours du compte «Créances clients et comptes rattachés» du Groupe présente des retards de paiement à hauteur de 8% de l'encours total au 31 décembre 2014 contre 7% de l'encours total au 31 décembre 2013. Le risque de non recouvrement des créances clients est faible et porte sur un montant peu significatif de créances de plus de douze mois. L'encours total s'analyse comme suit :

Balance âgée des créances nettes :

| En milliers d'euros | 31 décembre 2014 | | | | | | | | |
|--------------------------|------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|
| | Total en cours | Sous-total non échu | Sous-total échu | < 1 mois | 1 - 2 mois | 2 - 4 mois | 4 - 6 mois | 6 - 12 mois | > 12 mois |
| Compagnie Plastic Omnium | 501 602 | 461 073 | 40 529 | 20 888 | 4 132 | 4 509 | 633 | 6 542 | 3 825 |
| Immobilier | 206 | - | 206 | 58 | - | 138 | 1 | 9 | - |
| Éléments non affectés | (38) | (38) | - | - | - | - | - | - | - |
| Total | 501 770 | 461 035 | 40 735 | 20 946 | 4 132 | 4 647 | 634 | 6 551 | 3 825 |

| En milliers d'euros | 31 décembre 2013 | | | | | | | | |
|---------------------------|------------------|---------------------|-----------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Total en cours | Sous-total non échu | Sous-total échu | < 1 mois | 1 - 2 mois | 2 - 4 mois | 4 - 6 mois | 6 - 12 mois | > 12 mois |
| Compagnie Plastic Omnium | 495 705 | 460 331 | 35 374 | 16 783 | 6 824 | 2 379 | 2 168 | 2 830 | 4 391 |
| Immobilier | 849 | 236 | 613 | - | - | 602 | - | 11 | - |
| Éléments non affectés | (202) | (202) | - | - | - | - | - | - | - |
| Total retraité (μ) | 496 352 | 460 365 | 35 987 | 16 783 | 6 824 | 2 981 | 2 168 | 2 841 | 4 391 |

6.3.2 RISQUES DE CONTREPARTIES BANCAIRES

Le Groupe place ses excédents de trésorerie auprès de banques de première catégorie et/ou dans des titres de premier rang.

Cet objectif est essentiellement assuré par le recours à des lignes de crédit moyen terme auprès d'établissements bancaires et par des ressources à court terme.

6.4 Risques de liquidité

Les sociétés du Groupe, et plus particulièrement la Compagnie Plastic Omnium doivent disposer à tout moment des ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements nécessaires à leur développement et faire face à tout événement à caractère exceptionnel.

Les situations de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions sont suivies quotidiennement et font l'objet d'un rapport hebdomadaire remis au Président-Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués.

Burelle SA et Sofiparc disposent de leurs propres lignes de crédit confirmées. La trésorerie de ces deux filiales ainsi que celle de Burelle Participations font l'objet d'un suivi hebdomadaire.

6.4.1 AUTRES CRÉANCES FINANCIÈRES EN NON COURANT - VALEURS AU BILAN ET VALEURS NON ACTUALISÉES

Les valeurs non actualisées peuvent être rapprochées des informations dans le tableau de la note 6.4.2 sur les « Actifs et passifs financiers ».

En milliers d'Euros

| | 31 décembre 2014 | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | |
|--|---|------------------|---|------------------|
| | Créances de financement non actualisées | Valeurs au bilan | Créances de financement non actualisées | Valeurs au bilan |
| À plus d'un an et à moins de cinq ans (voir la note 5.1.7) | 31 406 | 30 107 | 43 811 | 41 024 |
| Autres créances | 19 | 19 | 6 384 | 6 019 |
| Créances de financement sur contrats de location financement Environnement | 4 119 | 3 712 | 5 485 | 4 875 |
| Créances de financement sur contrats Automobile | 27 268 | 26 376 | 31 942 | 30 130 |
| À plus de cinq ans (voir la note 5.1.7) | 445 | 376 | 814 | 722 |
| Autres créances | 24 | 24 | 19 | 19 |
| Créances de financement sur contrats de location financement Environnement | 421 | 352 | 795 | 703 |
| Total | 31 851 | 30 483 | 44 625 | 41 746 |

6.4.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ PAR MATURITÉ

Le risque de liquidité par maturité est fait sur la base des flux de trésorerie contractuels non actualisés des actifs et des passifs financiers. L'analyse du risque de liquidité fait ressortir ce qui suit :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | < 1 an | 1 - 5 ans | + 5 ans |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | 464 | - | 464 | - |
| Autres actifs financiers disponibles à la vente | 32 639 | - | 32 639 | - |
| Autres actifs financiers | 13 665 | - | 13 641 | 24 |
| Créances de financement clients* | 63 264 | 31 456 | 31 387 | 421 |
| Créances clients et comptes rattachés** | 501 770 | 497 945 | 3 825 | - |
| Autres créances financières - courant | 8 981 | 8 981 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 374 | 374 | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 590 970 | 590 970 | - | - |
| TOTAL ACTIFS FINANCIERS | 1 212 127 | 1 129 726 | 81 956 | 445 |
| PASSIFS FINANCIERS | | | | |
| Emprunts et dettes financières - non courant*** | 1 083 771 | 27 668 | 543 648 | 512 456 |
| Découverts bancaires | 4 355 | 4 355 | - | - |
| Emprunts et dettes financières - courant**** | 96 307 | 96 307 | - | - |
| Autres dettes financières - courant | 9 | 9 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 16 658 | 16 658 | - | - |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 803 257 | 803 257 | - | - |
| TOTAL PASSIFS FINANCIERS | 2 004 357 | 948 254 | 543 648 | 512 456 |
| ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS# | (792 230) | 181 472 | (461 692) | (512 011) |

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés (voir notes 5.1.9 et 6.4.1).

** Le poste « Créances Clients et comptes rattachés » compte un montant de 40 735 milliers d'euros au 31 décembre 2014 en retard de paiement. Voir la note 6.3.1 sur les « Risques clients ».

*** La rubrique « Emprunts et dettes financières - non courant » inclut les montants des emprunts en non courant au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

**** La rubrique « Emprunts et dettes financières - courant » inclut les montants des emprunts en courant au bilan ainsi que les intérêts à horizon d'un an.

Voir la note 5.2.7.3 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations : en 2014 et en 2013, les lignes bancaires confirmées et non utilisées couvrent largement les besoins de financement cumulés du Groupe sur le moyen terme.

Annexe aux comptes consolidés

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2013 retraité (μ) | < 1 an | 1 - 5 ans | + 5 ans |
|--|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| ACTIFS FINANCIERS | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de Participation | 272 | - | 272 | - |
| Actifs financiers disponibles à la vente | 33 456 | - | 33 456 | - |
| Autres actifs financiers* | 22 250 | 16 106 | 6 124 | 19 |
| Créances de financement clients* | 75 038 | 36 816 | 37 427 | 795 |
| Créances clients et comptes rattachés** | 496 352 | 491 961 | 4 391 | - |
| Autres créances financières - courant | 4 390 | 4 390 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 1 192 | 1 192 | - | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 533 618 | 533 618 | - | - |
| TOTAL ACTIFS FINANCIERS | 1 166 568 | 1 084 084 | 81 671 | 814 |
| PASSIFS FINANCIERS | | | | |
| Emprunts et dettes financières - non courant*** | 1 106 305 | 28 184 | 566 150 | 511 971 |
| Découverts bancaires | 6 286 | 6 286 | - | - |
| Emprunts et dettes financières - courant**** | 89 415 | 89 415 | - | - |
| Autres dettes financières - courant | 270 | 270 | - | - |
| Instruments financiers de couverture | 9 980 | 9 980 | - | - |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 780 297 | 780 297 | - | - |
| TOTAL PASSIFS FINANCIERS | 1 992 553 | 914 432 | 566 150 | 511 971 |
| ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS - NETS# | (825 985) | 169 652 | (484 479) | (511 157) |

* Rubriques présentées pour leurs montants non actualisés (voir notes 5.1.9 et 6.4.1).

** Le poste « Créances Clients et comptes rattachés » compte un montant de 35 987 milliers d'euros au 31 décembre 2013 en retard de paiement. Voir la note 6.3.1 sur les « Risques clients ».

*** La rubrique « Emprunts et dettes financières - non courant » inclut les montants des emprunts en non courant au bilan ainsi que les intérêts sur la durée restante des emprunts et dettes financières.

**** La rubrique « Emprunts et dettes financières - courant » inclut les montants des emprunts en courant au bilan ainsi que les intérêts à horizon d'un an.

Voir la note 5.2.7.3 sur les lignes de crédit à moyen terme confirmées par rapport aux utilisations : en 2014 et en 2013, les lignes bancaires confirmées et non utilisées couvrent largement les besoins de financement cumulés du Groupe sur le moyen terme.

6.5 Risques de change

L'activité de la Compagnie Plastic Omnium repose pour la plus grande part sur des usines de proximité : en produisant localement ce qui est vendu localement, le Groupe est peu exposé aux fluctuations de change, hormis pour la conversion comptable des états financiers.

La politique de la Compagnie Plastic Omnium consiste à minimiser le risque de change né de transactions devant donner lieu à un paiement futur ou une recette future. Si une transaction fait néanmoins apparaître un risque de change significatif, celui-ci doit faire l'objet d'une couverture sur le marché des changes à terme. Cette couverture est réalisée par les filiales concernées auprès de la trésorerie centrale ou localement après validation par cette dernière.

Par ailleurs, Burelle Participations a souscrit à deux fonds libellés en dollars pour un montant total de 3,5 millions de dollars. Ces engagements n'ont pas fait l'objet d'une couverture. Le risque de change est en partie limité par l'existence, dans les portefeuilles sous-jacents, d'actifs libellés en euros.

6.6 Risques de taux

Le risque de taux porte sur l'éventualité d'une augmentation des taux variables pour la dette à taux variable qui impacterait négativement le résultat financier. Ce risque de taux est géré au niveau de la dette consolidée du Groupe avec pour objectif principal, le maintien d'un coût de financement consolidé durablement bas au regard de la rentabilité de l'exploitation du Groupe.

Au 31 décembre 2014, l'essentiel du financement du Groupe se fait à taux fixe (voir les notes 5.2.7.6 « Analyse de la dette financière par nature de taux d'intérêt » et 5.2.8.1 « Instruments de couverture de taux d'intérêt »).

Les opérations financières, notamment de couverture du risque de taux, sont réalisées avec un panel large d'institutions financières de premier plan. Une mise en concurrence est réalisée pour toute opération financière significative et le maintien d'une diversification satisfaisante des ressources et des intervenants est un critère de sélection.

Au 31 décembre 2014, l'intégralité de la position de taux sur dettes en euros était couverte entre six mois et cinq ans par des instruments financiers non spéculatifs, comme au 31 décembre 2013.

SENSIBILITÉ DE LA COUVERTURE DE TAUX :

Au 31 décembre 2014, une augmentation de 1% du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une augmentation de 1,5 million d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures, un montant identique à celui du 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2014, une diminution de 1% du taux d'intérêt des dettes à taux variables engendrerait une diminution de 0,04 million d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures contre une diminution de 0,3 million d'euros de la charge d'intérêts après prise en compte des couvertures pour une baisse de 1% du taux d'intérêt des dettes à taux variables au 31 décembre 2013.

6.7 Risque lié à Burelle Participations

Burelle Participations investit, aux côtés de partenaires, dans des acquisitions d'entreprises avec effet de levier. Par définition, ces opérations sont montées avec un niveau d'endettement important qui s'appuie sur les prévisions du cash-flow libre généré par l'entreprise. Pour assurer une diversification satisfaisante des risques inhérents à ce type d'opérations, Burelle Participations s'attache à maintenir une structure de portefeuille diversifiée, répartie entre trois classes d'actifs (fonds, mezzanine et capital). Au 31 décembre 2014, les prises de participation en capital représentent près de 10% du portefeuille évalué à la juste valeur, et les financements mezzanine 25%. Le solde de 65% correspond aux investissements dans les fonds, la part des opérations secondaires étant de 17%.

Au 31 décembre 2014, Burelle Participations détient des actifs comprenant un portefeuille d'investissements et des liquidités en attente d'affectation, pour une valeur nette comptable de 31 millions d'euros. Les investissements en capital constituent la partie la plus risquée du portefeuille car ils sont moins diversifiés que les participations dans des fonds et sont subordonnés au paiement de toute forme de dette. Au 31 décembre 2014, les investissements en capital représentent une valeur nette comptable de 2,8 millions d'euros et sont valorisés à 3,6 millions d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

6.8 Informations complémentaires sur les actifs et passifs financiers

La majorité des dérivés est négociée sur des marchés de gré à gré sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers (modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs ou de valorisation d'option).

Les actifs et passifs financiers par catégorie et niveau de juste valeur se répartissent comme suit :

| | 2014 | | | | | | | |
|--|----------------|-------------------|------------------------------|--|------------------------|----------------|--|---|
| | Au coût amorti | A la juste valeur | | | Total Valeur comptable | Évalué au coût | Instrument coté sur un marché actif (niveau 1) | Valorisation basée sur des données de marché observables (niveau 2) |
| | | Par résultat | Par capitaux propres (AFS)** | Par capitaux propres (couverture CFH)*** | | | | |
| ACTIFS | | | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | - | - | 464 | - | 464 | 464 | - | - |
| Autres actifs financiers disponible à la vente | - | - | 32 639 | - | 32 639 | - | - | 32 639 |
| Autres actifs financiers | 44 104 | - | - | - | 44 104 | - | - | - |
| Créances de financement clients | 31 213 | - | - | - | 31 213 | - | - | - |
| Créances clients et comptes rattachés | 501 770 | - | - | - | 501 770 | - | - | - |
| Autres créances financières en courant | 8 891 | - | - | - | 8 891 | - | - | - |
| Instruments financiers de couverture | - | 374 | - | - | 374 | - | 374 | - |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | - 590 970 | - | - | - | 590 970 | - | 366 175 | 224 795 |
| PASSIFS | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes financières en non courant* | 937 315 | - | - | - | 937 315 | - | - | - |
| Découverts bancaires | 4 355 | - | - | - | 4 355 | - | - | - |
| Emprunts et dettes financières - courant | 92 661 | - | - | - | 92 661 | - | - | - |
| Autres dettes financières - courant | 9 | - | - | - | 9 | - | - | - |
| Instruments financiers de couverture | - | - | - | 16 658 | 16 658 | - | - | 16 658 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 803 257 | - | - | - | 803 257 | - | - | - |

* Voir la note 5.2.7.4 « De l'endettement financier brut à l'endettement financier net ». Cette rubrique regroupe les « Dettes financières sur contrats de location financement » et les « Emprunts obligataires et bancaires ».

** AFS : « Available for sale ».

*** CFH : « Cash Flow Hedge ».

| | 2013 retraité (μ) | | | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|---------------------------------------|---|------------------------------|-------------------|---|--|--|
| | Au coût amorti | A la juste valeur | | | Total Valeur comptable | Évalué au coût | Instrument coté sur un marché actif (niveau 1) | Valorisation basée sur des données de marché observables (niveau 2) | Valorisation basée sur des données de marché non observables (niveau 3) |
| | | Par résultat | Par capitaux propres (AFS)** | Par capitaux propres (couverture CFH)*** | | | | | |
| ACTIFS | | | | | | | | | |
| Actifs financiers disponibles à la vente - Titres de participation | - | - | 272 | - | 272 | 272 | - | - | |
| Autres actifs financiers disponible à la vente | - | - | 33 456 | - | 33 456 | - | - | 33 456 | |
| Autres actifs financiers | 57 593 | - | - | - | 57 593 | - | - | - | |
| Créances de financement clients | 36 496 | - | - | - | 36 496 | - | - | - | |
| Créances clients et comptes rattachés | 496 352 | - | - | - | 496 352 | - | - | - | |
| Autres créances financières en courant | 4 390 | - | - | - | 4 390 | - | - | - | |
| Instruments financiers de couverture | - | 1 192 | - | - | 1 192 | - | - | 1 192 | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | - | 533 618 | - | - | 533 618 | - | 315 031 | 218 587 | |
| PASSIFS | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes financières en non courant* | 940 469 | - | - | - | 940 469 | - | - | - | |
| Découverts bancaires | 6 286 | - | - | - | 6 286 | - | - | - | |
| Emprunts et dettes financières - courant | 86 236 | - | - | - | 86 236 | - | - | - | |
| Autres dettes financières - courant | 270 | - | - | - | 270 | - | - | - | |
| Instruments financiers de couverture | - | - | - | 9 980 | 9 980 | - | - | 9 980 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 780 297 | - | - | - | 780 297 | - | - | - | |

* Voir la note 5.2.7.4 «De l'endettement financier brut à l'endettement financier net». Cette rubrique regroupe les «Dettes financières sur contrats de location financement» et les «Emprunts obligataires et bancaires».

** AFS : «Available for sale».

*** CFH : «Cash Flow Hedge».

En 2014, tout comme en 2013, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de juste valeur.

Annexe aux comptes consolidés

La juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti est proche de la valeur comptable sauf pour les emprunts et dettes financières.

| En milliers d'euros | Valeurs au bilan au 31 décembre 2014 | | | Juste valeur au 31 décembre 2014 | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|---------|-------------|----------------------------------|---------|-------------|
| | Total | Courant | Non courant | Total | Courant | Non courant |
| Emprunts obligataires et bancaires | 1 021 294 | 89 470 | 931 824 | 1 089 344 | 90 064 | 999 280 |

| En milliers d'euros | Valeurs au bilan au 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Juste valeur au 31 décembre 2013 retraité (μ) | | |
|------------------------------------|---|---------|-------------|---|---------|-------------|
| | Total | Courant | Non courant | Total | Courant | Non courant |
| Emprunts obligataires et bancaires | 1 013 483 | 79 718 | 933 765 | 1 028 945 | 79 575 | 949 371 |

Méthodes d'évaluation de la juste valeur :

- La juste valeur de la dette obligataire cotée est déterminée sur la base des prix cotés (niveau 1). La juste valeur des autres dettes financières est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux correspondant à la courbe de taux d'intérêt Euribor à la clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe (niveau 2).
- La juste valeur des OPCVM monétaires et non monétaires est évaluée selon leurs dernières valeurs liquidatives connues (niveau 1). La juste valeur des produits de taux (certificats de dépôts, comptes à terme, bons à moyen terme négociables, ...) est basée sur une actualisation du flux du coupon et du pied de coupon (nominal et intérêts) sur la durée restant à courir du produit à la date de clôture (niveau 2). Le taux d'actualisation utilisé dans ce cadre est le taux de marché correspondant à la maturité et aux caractéristiques des produits.
- Autres actifs financiers et créances de financement clients : postes constitués essentiellement de créances de financement comptabilisées sur la base d'une valeur actualisée dès lors que leur échéance est supérieure à un an.

7 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

7.1 Effectifs de fin d'année

| Effectifs | Décembre 2014 | | | Décembre 2013 retraité (μ) | | | Évolution s/Total |
|-----------------------------|-------------------|--------------|---------------|----------------------------|--------------|---------------|-------------------|
| | Hors intérimaires | Intérimaires | Total | Hors intérimaires | Intérimaires | Total | |
| France | 4 509 | 723 | 5 232 | 4 692 | 741 | 5 433 | (4%) |
| % | 28,0% | 22,8% | 27,1% | 28,6% | 24,4% | 28,0% | |
| Europe hors France | 5 109 | 1 215 | 6 324 | 4 942 | 1 184 | 6 126 | 3% |
| % | 31,7% | 38,4% | 32,8% | 30,2% | 39,1% | 31,5% | |
| Amérique du Nord | 3 161 | 526 | 3 687 | 3 059 | 479 | 3 538 | 4% |
| % | 19,6% | 16,6% | 19,1% | 18,7% | 15,8% | 18,2% | |
| Asie et Amérique du Sud (*) | 3 334 | 704 | 4 038 | 3 693 | 628 | 4 321 | (7%) |
| % | 20,7% | 22,2% | 20,9% | 22,5% | 20,7% | 22,3% | |
| Total | 16 113 | 3 168 | 19 281 | 16 386 | 3 032 | 19 418 | (1%) |

* La zone « Asie et Amérique du Sud » inclut la Turquie, l'Afrique du Sud et le Maroc.

7.2 Engagements hors bilan

7.2.1 ENGAGEMENTS DONNÉS/REÇUS

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | | | | |
|---|------------------|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---|
| | Total | Sur immobilisations incorporelles | Sur immobilisations corporelles | Sur actifs / passifs financiers | Sur actifs / passifs courants hors financiers |
| Cautionnements donnés | (17 526) | - | (865) | (5 695) | (10 966) |
| Engagements / acquisition d'immobilisations | (59 633) | - | (59 633) | - | - |
| Hypothèques accordées à un tiers | (43 617) | - | (43 617) | - | - |
| Autres engagements hors bilan | (2 284) | - | - | (1 000) | (1 284) |
| Total des engagements donnés | (123 060) | - | (104 115) | (6 695) | (12 250) |
| Cautionnements reçus | 1 359 | - | 1 097 | - | 262 |
| Autres engagements reçus | 310 | - | 310 | - | - |
| Total des engagements reçus | 1 669 | - | 1 407 | - | 262 |
| Total engagements nets | (121 391) | - | (102 708) | (6 695) | (11 988) |

| | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | | |
|---|-------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---|
| | Total | Sur immobilisations incorporelles | Sur immobilisations corporelles | Sur actifs / passifs financiers | Sur actifs / passifs courants hors financiers |
| Cautionnements donnés | (14 710) | (580) | (447) | (1 219) | (12 464) |
| Engagements / acquisition d'immobilisations | (27 682) | - | (27 682) | - | - |
| Hypothèques accordées à un tiers | (47 611) | - | (47 611) | - | - |
| Garanties à première demande | - | - | - | - | - |
| Autres engagements hors bilan | (2 869) | - | - | (1 500) | (1 369) |
| Total des engagements donnés | (92 872) | (580) | (75 740) | (2 719) | (13 833) |
| Cautionnements reçus | 5 334 | - | 338 | - | 4 996 |
| Autres engagements reçus | 262 | 33 | 229 | - | - |
| Total des engagements reçus | 5 596 | 33 | 567 | - | 4 996 |
| Total engagements nets | (87 276) | (547) | (75 173) | (2 719) | (8 837) |

L'augmentation des engagements donnés sur les acquisitions d'immobilisations est liée aux investissements effectués :

- aux États-Unis notamment sur les sites d'Anderson et de Huron (7 millions d'euros) et ;
- en Grande Bretagne sur le site de Warrington (22 millions d'euros).

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition de 50 % d'Inergy Automotive Systems en 2010, le Groupe bénéficie d'une garantie de passif d'une durée de cinq ans au titre d'éventuelles campagnes de rappels sur des produits fabriqués ou commercialisés avant la date d'acquisition d'Inergy Automotive Systems par la Compagnie Plastic Omnium.

Annexe aux comptes consolidés

7.2 CONTRATS DE LOCATION SIMPLE «PRENEURS»

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|
| <i>Paiements minimaux à effectuer au titre des locations simples non résiliables</i> | | |
| A moins d'un an | 33 510 | 29 401 |
| A plus d'un an et à moins de cinq ans | 76 715 | 67 604 |
| A plus de cinq ans | 8 987 | 12 344 |
| Total | 119 212 | 109 349 |

7.3 Droit individuel à la formation (DIF)

Le volume d'heures de formations cumulées correspondant aux droits acquis et non pris par les salariés français du Groupe au titre du DIF a été établi comme suit :

En nombre d'heures

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|-----------------------|------------------|----------------------------------|
| de 2004 à 2013 | | 488 756 |
| de 2004 à 2014 | 471 672 | |

Comme mentionné dans la note 1.13, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces droits acquis par les salariés.

7.4 Parties liées - Rémunérations des Dirigeants et Mandataires Sociaux

Les Dirigeants sont selon les termes de la norme IAS 24 «les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités» de Burelle SA et de ses filiales.

Aucune option d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium n'a été attribuée au cours de l'exercice 2014 aux Dirigeants Mandataires Sociaux.

La rémunération totale ainsi que les avantages en nature des Dirigeants Mandataires Sociaux font l'objet d'une information détaillée dans le rapport de gestion des comptes sociaux de Burelle SA ; celle-ci est présentée ci-après globalement :

| En milliers d'euros | Versés ou à la charge de ... | 2014 | 2013 |
|--|--|---------------|--------------|
| Jetons de présence | versés par Burelle SA | 90 | 88 |
| Jetons de présence | versés par les autres sociétés du Groupe | 352 | 353 |
| Rémunérations brutes | à la charge du Groupe | 8 071 | 7 338 |
| | <i>dont part fixe</i> | 260 | 257 |
| | <i>dont part variable</i> | 7 811 | 7 081 |
| Plan de retraite complémentaire | à la charge du Groupe | 1 431 | 1 341 |
| Coût au titre des plans d'achats et de souscriptions d'actions | à la charge du Groupe dont : | 487 | 483 |
| | <i>Charge à étaler sur la durée d'acquisition des droits</i> | 487 | 284 |
| | <i>Cotisations sociales liées au nouveau plan sur la période</i> | - | 199 |
| Rémunérations totales | | 10 431 | 9 603 |

7.5 Honoraires des auditeurs légaux

En milliers d'euros

| | 2014 | | | Total |
|---|----------------|----------------|-----------------------------|----------------|
| | Mazars | Ernst & Young | Cailliau Dedouit & Associés | |
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés dont : | (1 707) | (1 695) | (205) | (3 607) |
| <i>Burelle SA</i> | (60) | - | (200) | (260) |
| <i>Filiales</i> | (1 647) | (1 695) | (5) | (3 347) |
| Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes dont : | (218) | (183) | - | (401) |
| <i>Burelle SA</i> | (5) | - | - | (5) |
| <i>Filiales</i> | (213) | (183) | - | (396) |
| Total | (1 925) | (1 878) | (205) | (4 008) |

En milliers d'euros

| | 2013 retraité (μ) | | | Total |
|---|-------------------|----------------|-----------------------------|----------------|
| | Mazars | Ernst & Young | Cailliau Dedouit & Associés | |
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés dont : | (1 962) | (1 387) | (168) | (3 517) |
| <i>Burelle SA</i> | (48) | - | (163) | (211) |
| <i>Filiales</i> | (1 914) | (1 387) | (5) | (3 306) |
| Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes dont : | (106) | (28) | - | (134) |
| <i>Burelle SA</i> | - | - | - | - |
| <i>Filiales</i> | (106) | (28) | - | (134) |
| Total | (2 068) | (1 415) | (168) | (3 651) |

Annexe aux comptes consolidés

7.6 Impacts de la 1^{ère} application des nouvelles normes de consolidation sur les comptes publiés

Les impacts de la première application des nouvelles normes sur les données déjà publiées sont présentés ci-après :

a : au bilan :

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) | 1 ^{er} janvier 2013 retraité (μ) |
|--|------------------|----------------------------------|--|
| Écarts d'acquisition | (24 173) | (24 704) | (24 839) |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises | 133 808 | 119 824 | 110 420 |
| Capitaux propres - part du Groupe | (1 853) | (2 198) | (1 763) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (24 672) | (25 029) | (21 947) |
| Total capitaux propres | (26 525) | (27 227) | (23 710) |

b : au compte de résultat

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | % | 31 décembre 2013 retraité (μ) | % |
|---|------------------|--------------|----------------------------------|--------------|
| Produits des activités ordinaires | (876 886) | 100 % | (789 396) | 100 % |
| Marge opérationnelle avant amortissement des actifs incorporels acquis | (60 273) | 6,9 % | (56 071) | 7,1 % |
| Autres produits et charges opérationnels | 4 619 | (0,5 %) | 4 154 | (0,5 %) |
| Résultat financier | (2 071) | 0,2 % | (1 168) | 0,1 % |
| Résultat des activités poursuivies avant impôt | (57 725) | 6,6 % | (53 085) | 6,7 % |
| Impôt sur le résultat | 9 760 | (1,1 %) | 12 304 | (1,6 %) |
| Résultat net des entreprises associées | 35 846 | (4,1 %) | 30 291 | (3,8 %) |
| Résultat net consolidé | (12 119) | 1,4 % | (10 490) | 1,3 % |

c : au niveau de la dette financière nette

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---------------------------|------------------|----------------------------------|
| Dette de début de période | (54 345) | (46 536) |
| Dette de fin de période | (59 926) | (54 345) |

d : Dans le tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

| | 31 décembre 2014 | 31 décembre 2013 retraité (μ) |
|---|------------------|----------------------------------|
| FLUX DE TRÉSORERIE | | |
| Résultat net | (12 119) | (10 491) |
| Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises | 21 490 | 17 302 |
| Éléments sans incidences sur la trésorerie | (61 940) | (61 493) |
| Capacité d'autofinancement | (52 569) | (54 682) |
| Trésorerie provenant de l'exploitation | (37 040) | (45 987) |
| Flux d'investissement d'exploitation | 24 220 | 29 898 |
| Flux d'investissements des opérations financières | 3 785 | 656 |
| Flux de trésorerie provenant des opérations de financement | 2 421 | 6 469 |
| Incidence des variations des cours de change | (2 724) | 1 701 |
| Trésorerie de début de période | (60 073) | (52 810) |
| Trésorerie de fin de période | (69 413) | (60 073) |

7.7 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe au 31 décembre 2014, n'est intervenu depuis la date de clôture.

Annexe aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2014

| Libellé juridique | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Intégrations fiscales | |
|--|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|-------|
| | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | | |
| France | | | | | | | | |
| BURELLE SA | | | | | | | 1 - a | |
| SOFIPARC SAS | | | | | | | | |
| BURELLE PARTICIPATIONS SA | | | | | | | | |
| COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM SA | | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM SYSTÈMES URBAINS SAS | | | | | | | 1 - b | |
| METROPLAST SAS | | | | | | | 1 - b | |
| LA REUNION VILLES PROPRES SAS | | | | | | | 1 - b | |
| PLASTIC OMNIUM CARAIBES SAS | | | | | | | 1 - b | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS FRANCE SAS | | | | | | | 1 - a | |
| PLASTIC RECYCLING SAS | | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTÉRIEUR SA | | | | | | | 1 - a | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTÉRIEUR SERVICES SAS | | | | | | | 1 - a | |
| TRANSIT SAS | e2013 | - | - | G | 100 | 59,35 | 1 - a | |
| PLASTIC OMNIUM GESTION SNC | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| PLASTIC OMNIUM FINANCE SNC | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| LUDOPARC SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO SAS | d2013 | - | - | - | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| PLASTIC OMNIUM COMPOSITES HOLDING SAS | d2013 | - | - | - | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANAGEMENT SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GUYANE SAS | d2013 | - | - | - | G | 100 | 59,35 | 1 - b |
| VALEO PLASTIC OMNIUM SNC | | MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,41 | MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,68 | |
| BEAUVAIS DIFFUSION SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - b |
| PLASTIC OMNIUM VERNON SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| TECHNIQUES ET MATÉRIELS DE COLLECTE - « TEMACO » SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - b |
| PLASTIC OMNIUM COMPOSITES SA | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| MIXT COMPOSITES ET RECYCLABLES - MCR SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT HOLDING SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - b |
| SIGNALISATION FRANCE SA | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - b |
| SULO FRANCE SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - b |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS INDUSTRIES SAS | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL SAS | a2013 | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDUSTRIES SAS | a2013 | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 1 - a |
| Afrique du Sud | | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SOUTH AFRICA Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

| Libellé juridique | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Intégrations fiscales |
|--|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|
| | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | |
| Allemagne | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| PLASTIC OMNIUM AUTO COMPONENTS GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| PLASTIC OMNIUM ENTSORGUNGSTECHNIK GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GERMANY GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| HBPO BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT GmbH | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| HBPO RASTATT GmbH | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| HBPO GERMANY GmbH | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| HBPO GmbH | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| PLASTIC OMNIUM ENVIRONNEMENT GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| ENVICOMP SYSTEMLOGISTIK GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - a |
| WESTFALIA INTRALOG GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - a |
| SULO EISENWERK STREUBER & LOHMANN GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| SULO UMWELTECHNIK GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| SULO UMWELTECHNIK BETEILIGUNGS GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| SULO EMBALLAGEN BETEILIGUNGS GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - a |
| PLASTIC OMNIUM COMPOSITES GmbH | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 2 - b |
| RMS ROTHERM MASCHINENBAU GmbH | G | 70 | 41,17 | G | 70 | 41,55 | |
| HBPO INGOLSTADT GmbH | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| HBPO REGENSBURG GmbH | a2013 MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| Argentine | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ARGENTINA SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| Belgique | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE NV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM NV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS RESEARCH NV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS BELGIUM SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| SULO NV | d2013 | - | - | G | 100 | 59,35 | |
| Brésil | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS DO BRASIL Ltda | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM DO BRASIL Ltda | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| Canada | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CANADA Inc. | e2014 | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| HBPO CANADA Inc. | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| Chili | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Annexe aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2014

| Libellé juridique | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Intégrations fiscales |
|--|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|
| | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | |
| Chine | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM COMPOSITES (JIANGSU) Co. Ltd | f2013, x2013 a | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (WUHAN) Co. Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS Co. Ltd | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,38 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,65 | |
| PLASTIC OMNIUM INERGY (SHANGHAI) CONSULTING Co. Ltd | x2013 b | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS CONSULTING (BEIJING) Co. Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING (BEIJING) Co. Ltd | | G | 60 | 35,29 | G | 60 | 35,61 |
| CHONGQING YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR FAWAY Co. Ltd | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 14,98 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 15,12 | |
| GUANGZHOU ZHONGXIN YANFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR TRIM Co. Ltd | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 14,98 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 15,12 | |
| CHENGDU FAWAY YANFENG PLASTIC OMNIUM Co. Ltd | | M.E.E. | 24,48 | 14,40 | M.E.E. | 24,48 | 14,53 |
| HBPO CHINA Co. Ltd | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| YANFENG PLASTIC OMNIUM (SHANGHAI) AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS Co. Ltd | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,38 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,65 | |
| DONGFENG PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS Co. Ltd | g2014 | M.E.E. | 24,98 | 14,69 | M.E.E. | 24,95 | 14,81 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS GUANGZHOU Co. Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SHENYANG Co. Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| YANFENG PLASTIC OMNIUM YIZHENG AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEM Co. Ltd | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,38 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,65 | |
| PLASTIC OMNIUM HOLDING (SHANGHAI) Co. Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| YANFENG PLASTIC OMNIUM (SHENYANG) AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS Co. Ltd | a2013 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,38 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,65 |
| YANFENG PLASTIC OMNIUM NINGBO AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS Co. Ltd | a2013 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,38 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,65 |
| YANFENG PLASTIC OMNIUM WUHAN AUTOMOTIVE EXTERIOR SYSTEMS Co. Ltd | a2013 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,38 | MEE_ifrs_2014 | 49,95 | 29,65 |
| (NINGBO) PLASTIC OMNIUM AUTO INERGY Co. Ltd | a2013 | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| HBPO CHINA BEIJING Co. Ltd | a2014 | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,60 | - | - | - |
| Corée du Sud | | | | | | | |
| SHB AUTOMOTIVE MODULES | MEE_ifrs_2014 | 16,67 | 9,81 | MEE_ifrs_2014 | 16,67 | 9,89 | |
| HBPO KOREA Ltd | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS Co. Ltd | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| HBPO PYEONGTAEK Ltd | a2013 | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,78 |
| HBPO ASIA HQ Ltd | a2014 | MEE_ifrs_2014 | 33,33 | 19,60 | - | - | - |

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

| Libellé juridique | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Intégrations fiscales |
|---|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|
| | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | |
| Espagne | | | | | | | |
| COMPANIA PLASTIC OMNIUM SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 3 |
| PLASTIC OMNIUM EQUIPAMIENTOS EXTERIORES SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 3 |
| PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 3 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS VALLADOLID SL | e2014 | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SPAIN SA (Arevalo/Vigo) | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| VALEO PLASTIC OMNIUM SL | e2014 | MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,41 | MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,68 |
| PLASTIC OMNIUM COMPOSITES ESPANA SA | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 3 |
| HBPO IBERIA SL | | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 |
| SIGNATURE SEÑALIZACION SA | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| HBPO AUTOMOTIVE SPAIN SL | | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 |
| PLASTIC OMNIUM COMPONENTES EXTERIORES SL | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 3 |
| États-Unis | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS LLC | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 4 |
| PLASTIC OMNIUM Inc. | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 4 |
| PLASTIC OMNIUM INDUSTRIES Inc. | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 4 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (USA) LLC | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 4 |
| PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE SERVICES Inc. | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | 4 |
| HBPO NORTH AMERICA Inc. | | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS HOLDING Inc. | d2014 | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| Hongrie | | | | | | | |
| HBPO MANUFACTURING HUNGARY Kft | | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 |
| HBPO AUTOMOTIVE HUNGARIA Kft | | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 |
| Inde | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS (INDIA) PVT Ltd | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDIA PVT Ltd | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MANUFACTURING INDIA PVT Ltd | | G | 55 | 32,35 | G | 55 | 32,64 |
| Irlande | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS REINSURANCE Ltd | e2013 | - | - | - | G | 100 | 59,35 |
| Japon | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS KK | | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| HBPO JAPAN KK | a2014 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | - | - | - |
| Malaisie | | | | | | | |
| HICOM HBPO SDN. BHD. | a2013 | M.E.E. | 13,33 | 7,84 | M.E.E. | 13,33 | 7,91 |

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Annexe aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2014

| Libellé juridique | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Intégrations fiscales |
|---|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|
| | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | |
| Maroc | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (MOROCCO) SARL | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| Mexique | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTOMOVIL SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORES SA DE CV | d2014* | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| PLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL AUTO EXTERIORES RAMOS ARIZPE SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM DEL BAJIO SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS MEXICO SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS INDUSTRIAL MEXICO SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INOPLAST COMPOSITES SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INOPLASTIC OMNIUM INDUSTRIAL SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM SISTEMAS URBANOS SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| HBPO MEXICO SA DE CV | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| PLASTIC OMNIUM MEDIO AMBIENTE SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM TOLUCA SA DE CV | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO INDUSTRIAL SRL DE CV | x2013 d | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| INERGY AUTOMOTIVE INDUSTRIAL SA DE CV | x2013 c | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| Moyen-Orient | | | | | | | |
| INERGY VLA PLASTIRAN | c2013 | - | - | - | G | 51 | 30,27 |
| Pays-Bas | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM BV | xd2014 | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| PLASTIC OMNIUM INTERNATIONAL BV | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| SULO BV | xd2014 | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| DSK PLASTIC OMNIUM BV | | G | 51 | 30,00 | G | 51 | 30,27 |
| Pologne | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS POLAND Sp Z.O.O | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS Sp Z.O.O | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| SULO Sp Z.O.O | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| PLASTIC OMNIUM AUTO Sp Z.O.O | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |
| République Tchèque | | | | | | | |
| HBPO CZECH S.R.O. | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| SULO S.R.O. | | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 |

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

| Libellé juridique | 31 décembre 2014 | | | 31 décembre 2013 retraité (μ) | | | Intégrations fiscales |
|---|-----------------------|----------------|-------------|-------------------------------|----------------|-------------|-----------------------|
| | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | Mode de consolidation | % de contrôle* | % d'intérêt | |
| Roumanie | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS ROMANIA SRL | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| Royaume-Uni | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE Ltd | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 6 |
| PLASTIC OMNIUM Ltd | e2013 | - | - | G | 100 | 59,35 | 6 |
| PLASTIC OMNIUM URBAN SYSTEMS Ltd | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 6 |
| SIGNATURE Ltd | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | 6 |
| SULO MGB Ltd | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| HBPO UK Ltd | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| POST & COLUMN COMPANY Ltd | d2013 | - | - | G | 100 | 59,35 | |
| Russie | | | | | | | |
| OOO STAVROVO AUTOMOTIVE SYSTEMS | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| DSK PLASTIC OMNIUM INERGY | G | 51 | 30,00 | G | 51 | 30,27 | |
| Singapour | | | | | | | |
| SULO ENVIRONMENTAL SYSTEMS PTE Ltd | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| Slovaquie | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIORS S.R.O. | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS SLOVAKIA S.R.O. | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| HBPO SLOVAKIA S.R.O. | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,60 | MEE_lfrs_2014 | 33,33 | 19,78 | |
| Suède | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AB | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| Suisse | | | | | | | |
| PLASTIC OMNIUM AG | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM RE AG | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| SIGNAL AG | c2014 MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,41 | MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,68 | |
| Thaïlande | | | | | | | |
| INERGY AUTOMOTIVE SYSTEMS (THAILAND) Ltd | G | 100 | 58,82 | G | 100 | 59,35 | |
| PLASTIC OMNIUM AUTOMOTIVE Co. Ltd | a2013 | G | 100 | G | 100 | 59,35 | |
| Turquie | | | | | | | |
| B.P.O. AS | MEE_lfrs_2014 | 50 | 29,40 | MEE_lfrs_2014 | 49,98 | 29,66 | |

* Le pourcentage de contrôle est défini comme étant le pourcentage des droits de vote détenus par Burelle SA au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013 dans ses filiales (Burelle Participations, Sofiparc et Compagnie Plastic Omnium), et comme étant le pourcentage des droits de vote détenus aux mêmes dates par la Compagnie Plastic Omnium pour toutes les autres sociétés.

Annexe aux comptes consolidés

Liste des entités consolidées au 31 décembre 2014

MÉTHODE D'INTÉGRATION ET PARTICULARITÉS :

| | |
|-----------------|--|
| G : | Intégration globale |
| M.E.E. : | Sociétés qui étaient déjà consolidées par la méthode de la mise en équivalence avant l'application des nouvelles normes de consolidation au 1 ^{er} janvier 2014 |
| MEE_lfrs_2014 : | Sociétés consolidées par la méthode de la mise en équivalence depuis l'application des nouvelles normes de consolidation au 1 ^{er} janvier 2014 |

MOUVEMENTS DE LA PÉRIODE :

Création de sociétés :

| | |
|-------|---|
| a2013 | Sociétés créées et / ou dont l'activité a démarré en 2013 |
| a2014 | Sociétés créées et / ou dont l'activité a démarré en 2014 |

Cession de sociétés :

| | |
|-------|---|
| c2013 | Sociétés cédées au cours de l'exercice 2013 |
| c2014 | Sociétés cédées au cours de l'exercice 2014 |

Fusion de sociétés :

| | |
|--------|---|
| d2013 | Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2013 |
| d2014 | Sociétés fusionnées au cours de l'exercice 2014 |
| d2014* | « Société absorbée juridiquement par « Inoplast Composites SA de CV » en 2010 et dont l'absorption a été comptabilisée en juin 2014 |
| xd2014 | « Sulo BV » a absorbé « Plastic Omnium BV » et a repris la dénomination sociale de « Plastic Omnium BV » |

Liquidation de sociétés :

| | |
|-------|--|
| e2013 | Sociétés liquidées au cours de l'exercice 2013 |
| e2014 | Sociétés liquidées au cours de l'exercice 2014 |

Rachat de minoritaires :

| | |
|-------|---|
| f2013 | Rachats de minoritaires au cours de l'exercice 2013. Voir la note 2.1 des comptes consolidés de 2013. |
|-------|---|

Variation du pourcentage de détention :

| | |
|-------|---|
| g2014 | Augmentation du capital de la société « Dongfeng Plastic Omnium Automotive Exterior Systems Co. Ltd » entièrement souscrite par la Compagnie Plastic Omnium |
|-------|---|

CHANGEMENTS DE DÉNOMINATION :

| | |
|---------|---|
| x2013 | Sociétés dont la dénomination a changé en 2013 |
| x2013 a | « Jiangsu Xieno Automotive Components Co. Ltd » a changé sa dénomination sociale le 18 avril 2013 en « Plastic Omnium Composites (Jiangsu) Co. Ltd ». |
| x2013 b | « Plastic Omnium Inergy (Shanghai) Consulting Co. Ltd » est la nouvelle dénomination de la société « Plastic Omnium (Shanghai) Business Consulting Co. Ltd ». |
| x2013 c | « Inergy Automotive Industrial SA de CV » est la nouvelle dénomination de la société « Pulidos de Juarez SA de CV ». Voir la note 2.2 des comptes consolidés de 2013. |
| x2013 d | « Plastic Omnium Auto Industrial SRL de CV » est la nouvelle dénomination de la société « Createc de Mexico SRL de CV ». |

INTÉGRATION FISCALE :

| | |
|-------|--|
| 0 | Groupe fiscal France Burelle |
| 1 - a | Groupe fiscal France Plastic Omnium ; |
| 1 - b | Groupe fiscal Plastic Omnium Environnement Holding ; |
| 2 - a | Groupe fiscal Allemagne Systèmes Urbains ; |
| 2 - b | Groupe fiscal Allemagne Plastic Omnium GmbH ; |
| 3 | Groupe fiscal Espagne ; |
| 4 | Groupe fiscal États-Unis ; |
| 5 | Groupe fiscal Pays-Bas ; |
| 6 | Groupe fiscal Royaume-Uni. |

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Burelle SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.1 « Référentiel appliqué » de l'annexe des comptes consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que la société Burelle SA a appliquées.

II – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments ci-dessous :

- Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les principes décrits dans la note 1.1.17 de l'annexe. Ces tests s'appuient sur les plans à moyen terme du Groupe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de pertes de valeur, les hypothèses utilisées et les prévisions de flux de trésorerie, et vérifié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes annexes.
- La note 1.1.15 de l'annexe explique les modalités de comptabilisation des coûts engagés à la demande des constructeurs pour le développement des équipements de nouveaux modèles de véhicules, qui dépendent du financement de ces coûts par le client, et des perspectives de rentabilité des projets concernés. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre Groupe pour l'évaluation de la rentabilité attendue de ces projets sur la base des éléments disponibles à ce jour.
- La note 1.1.31 de l'annexe précise que des actifs d'impôts différés sont constitués pour tenir compte des déficits reportables en fonction de leur probabilité de réalisation future. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre Groupe pour l'évaluation du caractère récupérable de ces déficits fiscaux sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, leur application.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

- S'agissant des risques, litiges et passifs éventuels, nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre Groupe permettant leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable. Nous nous sommes assurés que les principaux litiges identifiés à l'occasion de la mise en œuvre de cette procédure étaient décrits de façon appropriée, notamment dans les notes 5.2.5 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 13 avril 2015

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce, j'ai l'honneur de vous rendre compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration de Burelle SA (« la Société ») au cours de l'exercice 2014 ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

Le présent rapport a été établi par le Secrétariat Général de Burelle SA en liaison avec le Secrétariat Général et la Direction des Risques de la Compagnie Plastic Omnium, la principale filiale de Burelle SA. Il a été présenté par le Président-Directeur Général au Conseil d'Administration qui l'a approuvé lors de sa réunion du 2 avril 2015.

I COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 Composition du Conseil d'Administration

Aux termes de l'article 11 des statuts, le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de trois à dix-huit membres.

Chaque administrateur est nommé par l'Assemblée Générale des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans, renouvelable sans limitation. Les mandats des administrateurs élus par l'Assemblée Générale viennent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale tenue dans l'année au cours de laquelle le mandat expire et réunie pour statuer sur les comptes de l'exercice précédent.

Chaque administrateur doit détenir statutairement 100 actions de la Société pendant la durée de son mandat.

Au 31 décembre 2014, le Conseil d'Administration de Burelle SA est constitué de dix administrateurs. Six administrateurs appartiennent au groupe de contrôle familial : MM. Jean Burelle (Président-Directeur Général), Laurent Burelle (Directeur Général Délégué), Paul Henry Lemarié (Directeur Général Délégué), Mme Éliane Lemarié, Mme Félicie Burelle et M. Pierre Burelle. Les quatre autres administrateurs sont des personnalités extérieures (MM. Dominique Léger, Henri Moulard, Philippe Sala et François de Wendel).

Le Conseil d'Administration de Burelle SA réunit des compétences financières, industrielles et managériales de premier plan provenant d'horizons différents.

La liste des membres du Conseil, la date de leur nomination ainsi que leurs mandats et fonctions, figurent ci-après :

| | Date de première nomination | Date de dernière nomination | Date d'expiration du mandat |
|---|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| BURELLE Jean (76 ans) Président-Directeur Général | 16/11/1964 | 31/05/2012 | 2015 |
| BURELLE Laurent (65 ans) Directeur Général Délégué | 30/06/1986 | 31/05/2012 | 2015 |
| LEMARIÉ Paul Henry (68 ans) Directeur Général Délégué | 07/06/2001 | 30/05/2013 | 2016 |
| BURELLE Félicie (35 ans) | 30/05/2013 | 30/05/2013 | 2016 |
| BURELLE Pierre (44 ans) | 30/05/2013 | 30/05/2013 | 2016 |
| LÉGER Dominique (73 ans) | 07/06/2001 | 30/05/2013 | 2016 |
| LEMARIÉ Éliane (69 ans) | 30/06/1976 | 31/05/2012 | 2015 |
| MOULARD Henri (77 ans) | 22/06/1994 | 31/05/2012 | 2015 |
| SALA Philippe (74 ans) | 07/06/2001 | 30/05/2013 | 2016 |
| WENDEL (de) François (66 ans) | 14/06/1995 | 31/05/2012 | 2015 |

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ADMINISTRATEURS EN EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2014

Jean Burelle, né le 29 janvier 1939, de nationalité française

M. Jean Burelle est diplômé de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (ETH), et titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après avoir débuté sa carrière, en 1966, chez L'Oréal, il rejoint la Compagnie Plastic Omnium, en 1967, comme Directeur de Département. En 1986, il est nommé Vice-Président-Directeur Général, puis, en 1987, Président-Directeur Général, fonction qu'il occupe jusqu'au 30 juin 2001. Depuis le 1^{er} juillet 2001, il est

Président d'Honneur de la Compagnie Plastic Omnium et Président-Directeur Général de Burelle SA.

M. Jean Burelle est Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium et membre du Comité de Surveillance de Banque Hottinguer SCA (France). Il est Président du Medef International.

M. Jean Burelle est Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Président-Directeur Général depuis le 1^{er} juillet 2001 et Administrateur depuis le 16 novembre 1964.

Son mandat d'administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 132 187

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Président-Directeur Général de Burelle Participations SA ** (France)

Président d'honneur et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium *** (France)

Président du Conseil d'Administration et Administrateur Délégué de Sogec 2 SA et membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS ** (France)

Membre du Comité de Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS ** (France)

Représentant permanent de la société Burelle Participations SA, elle-même administrateur de Sycovest 1 (France)

Membre du Comité de Surveillance de Soparexo SCA (France)

Membre du Conseil de Surveillance et du Comité des Rémunérations de Banque Hottinguer, société anonyme à Directoire (France)

Président de l'association Medef International (France)

Administrateur de Compañia Plastic Omnium SA ** (Espagne)

Administrateur de Signal AG *** (Suisse), jusqu'au 2 décembre 2014

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

*** Société du groupe Burelle cédée en 2014

Laurent Burelle, né le 6 octobre 1949, de nationalité française

M. Laurent Burelle est diplômé de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich (ETH), et titulaire d'un Master of Sciences, Chemical Engineering, du Massachusetts Institute of Technology (M.I.T).

M. Laurent Burelle débute sa carrière, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, comme Ingénieur de fabrication, assistant au Directeur de l'usine de Langres. En 1977, il est nommé Directeur Général, puis Président-Directeur Général de Plastic Omnium SA à Valencia (Espagne). De 1981 à 1988, il occupe les fonctions de Directeur de la division Environnement-Systèmes Urbains avant de devenir Vice-Président Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium en 1988. En juillet 2001, il est nommé Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium.

Nommé Directeur Général de Burelle SA en juin 1986, il devient Directeur Général Délégué le 15 mai 2001.

M. Laurent Burelle est Administrateur des sociétés Pernod Ricard et la Lyonnaise de Banque - CIC et membre du Conseil de surveillance de Wendel et de Labruyère-Eberlé. Il est également Administrateur de la Fondation Jacques Chirac pour l'enfance handicapée et de l'Afep et Vice-Président de l'Institut de l'Entreprise.

M. Laurent Burelle est Commandeur de la Légion d'Honneur.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Directeur Général Délégué depuis le 15 mai 2001 et Administrateur depuis le 30 juin 1986.

Son mandat d'administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 8 884

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Président-Directeur Général de la Compagnie Plastic Omnium SA * **
(France)

Administrateur Délégué de Sogec 2 SA,
Gérant de la Compagnie Financière de la Cascade et Administrateur
de Burelle Participations SA ** (France)

Président et Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS **
et Président et Membre du Comité de Surveillance de Plastic
Omnium Environnement SAS ** (France)

Président de Plastic Omnium Auto Exteriors SAS **
et d'Inergy Automotive Systems SAS ** (France)

Administrateur de la Lyonnaise de Banque SA (France)

Administrateur de Pernod Ricard SA * (France)

Membre du Conseil de Surveillance de Labruyère
Eberlé SAS (France)

Membre du Conseil de Surveillance de Wendel *, société anonyme
à Directoire (France)

Gérant de Plastic Omnium GmbH ** (Allemagne)
jusqu'au 14 juillet 2014

Président de Plastic Omnium Holding (Shanghai) Co. Ltd ** (Chine)

Président et Administrateur Délégué
de Compañia Plastic Omnium SA ** (Espagne)

Président de Plastic Omnium Inc. ** (États-Unis)

Président de Plastic Omnium International BV ** (Pays-Bas)

Administrateur de Signal AG *** (Suisse) jusqu'au 2 décembre 2014

Administrateur de l'Afep et Vice-Président de l'Institut
de l'Entreprise (France)

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

*** Société du groupe Burelle cédée au cours de l'exercice 2014

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

Paul Henry Lemarié, né le 1^{er} janvier 1947, de nationalité française

M. Paul Henry Lemarié est titulaire d'un Doctorat en Physique de l'Université de Paris Orsay et d'un DEA Gestion Finance de Paris-Dauphine.

Après une thèse de physique au Commissariat à l'Énergie Atomique, puis un début de carrière à la direction financière de la banque Paribas en 1973, M. Paul Henry Lemarié entre dans le groupe

d'ingénierie SOFRESID (Sidérurgie, Mines, Offshore). En 1980, il rejoint la Compagnie Plastic Omnium en tant que Directeur de la division 3P - Produits Plastiques Performants. En 1985, il prend la direction de la division Automobile. En 1987, il est nommé Directeur Général Adjoint de la Compagnie Plastic Omnium, puis Directeur Général en 1988. Nommé Directeur Général de Burelle SA en avril 1989, il devient Directeur Général Délégué le 15 mai 2001.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Directeur Général Délégué depuis le 15 mai 2001 et Administrateur depuis le 7 juin 2001.

Son mandat d'administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 105

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Directeur Général Délégué et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium * ** (France)

Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle Participations SA ** (France)

Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** et de Plastic Omnium Environnement SAS ** (France)

Administrateur de Compañia Plastic Omnium SA ** (Espagne)

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

Félicie Burelle, née le 23 juin 1979, de nationalité française

Mme Félicie Burelle est diplômée de l'École Supérieure de Commerce Extérieur (ESCE) et titulaire d'un diplôme en Business-Finance de la South Bank University (Londres) et d'un MBA de l'Instituto de Empresa Business School (Madrid).

Après avoir débuté sa carrière en 2001 au sein de la Compagnie Plastic Omnium, comme responsable de la comptabilité d'une filiale de la division Auto Exterior en Espagne, Mme Félicie Burelle rejoint,

en 2005, le département Corporate Finance d'Ernst & Young. En 2010, elle retourne chez la Compagnie Plastic Omnium en tant que Directeur du Plan Stratégique et de la Coordination Commerciale de la division Auto Exterior et membre du Comité de Direction de cette entité. Début 2015, elle prend les fonctions de Directeur de la Stratégie et du Développement de la Compagnie Plastic Omnium et entre au Comité de Direction.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 142

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Directeur de la Stratégie et du Développement et membre du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium * **

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

Pierre Burelle, né le 8 janvier 1971, de nationalité française

M. Pierre Burelle a fait des études de Bi-DEUG d'Anglais et d'Économie à Paris X-Nanterre. Il a été membre du Comité de

Surveillance de Plastic Omnium Environnement SAS du 29 mars 2011 au 1^{er} juillet 2013.

**Mandats et fonctions exercés dans la Société/
Nombre d'actions détenues**

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 20 179

**Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés
durant l'exercice 2014**

Dominique Léger, né le 11 janvier 1942, de nationalité française

M. Dominique Léger est diplômé de l'Institut des Sciences Politiques de Paris, titulaire d'une licence en droit et ancien élève de l'École Nationale d'Administration. Il est Maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État.

M. Dominique Léger commence sa carrière dans l'administration française où il occupe différentes fonctions, notamment au Conseil d'État et au Ministère de l'Économie et des Finances avant de devenir Directeur de cabinet auprès de plusieurs ministres. En 1984, il intègre la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) d'où il rejoint

Cegelec dont il assure successivement les fonctions de Secrétaire Général et de Directeur Général chargé du secteur Finances et Administration. En 1994, il rejoint le Crédit Commercial de France, aujourd'hui HSBC France, où, de 1995 à 2004, il est Directeur Général Délégué, puis Administrateur - Directeur Général Délégué. M. Dominique Léger était Avocat au Barreau de Paris jusqu'en novembre 2014.

M. Dominique Léger est Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'Ordre National du Mérite.

**Mandats et fonctions exercés dans la Société/
Nombre d'actions détenues**

Administrateur et Président du Comité des Comptes depuis le 7 juin 2001. Membre du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 100

**Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés
durant l'exercice 2014**

Vice-Président de la Fondation du Patrimoine (France)

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

Éliane Lemarié, née le 18 août 1945, de nationalité française.

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise ès-lettres, Mme Éliane Lemarié a consacré sa carrière professionnelle à l'information et à la communication des entreprises.

Mme Éliane Lemarié débute comme journaliste et secrétaire de rédaction dans différents journaux de presse écrite, dans le cadre de l'Assemblée Permanente des Chambres de Commerce et de

l'Industrie (APCCI), de 1969 à 1975. De 1976 à 1983, elle est en charge de la création et du développement du département Relations Publiques, Relations Presse et Édition de la société Sogec. En avril 1983, elle crée Irma Communication, une agence de conseil en communication auprès de sociétés françaises et internationales cotées à Paris, New York et Mumbai. Elle en est le Président-Directeur Général jusqu'en 2010.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 30 juin 1976.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 103 280

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Représentant permanent de Burelle SA *, elle-même Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium SA *** (France)

Administrateur Délégué de Sogec 2 SA et Membre du Comité de Surveillance de Sofiparc SAS** (France)

Président du Conseil de Surveillance d'Union Industrielle, société anonyme à Directoire (France)

* Société cotée

** Société du groupe Burelle

Henri Moulard, né le 2 mai 1938, de nationalité française

M. Henri Moulard est licencié en droit privé, titulaire d'un DES de droit public et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Lyon.

Président-Directeur Général de la Lyonnaise de Banque de 1987 à 1992, M. Henri Moulard est Président du Directoire de la Banque Neufilize OBC, puis Président du Directoire d'ABN Amro France, de 1993 à 2000. En 2001 et 2002, il est Président-Directeur Général du groupe Generali France. Depuis 2002, il est Président de HM & Associés et de Truffle Capital.

Au cours de sa carrière, M. Henri Moulard a siégé au Conseil d'Administration de plusieurs sociétés cotées et non cotées, notamment Unibail-Rodamco, Elf Aquitaine, Crédit Agricole SA, Calyon, LCL-Crédit Lyonnais et Amundi. Il a été trésorier de la Fondation de France de 1998 à 2006.

M. Henri Moulard est Officier de la Légion d'Honneur et Officier de l'Ordre National du Mérite.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 22 juin 1994. Président du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Président de HM & Associés SAS (France)

Président de Truffle Capital SAS (France)

Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Foncière du Saint-Gothard (France)

Président du Conseil de Surveillance de Compagnie Foncière Franco-Suisse (France)

Administrateur de Sogelym-Dixence SAS

Administrateur, Président du Comité d'Audit et Membre du Comité des Rémunérations de Neufilize Vie (France)

Censeur et Président du Comité des Rémunérations de GFI Informatique (France)

Philippe Sala, né le 28 juin 1940, de nationalité française

M. Philippe Sala est Ingénieur Chimiste, diplômé de l'École Nationale Supérieure de Chimie de Paris et titulaire d'un MBA de Harvard Business School.

Après un début de carrière dans le groupe américain Rhom & Haas, M. Philippe Sala fonde, en 1973, la société de matériel électronique Peritel, qu'il vend au groupe Matra en 1979. De 1979 à 1984, il est directeur de la branche Télécommunications de Matra SA qu'il quitte en 1985 pour fonder BFI IBEXSA International SA, un réseau de distribution de composants électroniques européen. En 1995,

il cède la société au groupe américain Avnet, le premier distributeur mondial de composants électroniques. Au sein d'Avnet, il est Président - Directeur Général de BFI IBEXSA International SA jusqu'en 1998, puis membre du Management Board d'Avnet Inc. aux États-Unis jusqu'en 2001. À partir de 1997, il transforme un ensemble de terrains et d'immeubles acquis à Ville d'Avray dans les Hauts-de-Seine, en un 'boutique' hôtel, les Étangs de Corot, dont il reste propriétaire jusqu'en 2007. Depuis, il est Président de Lustrel Laboratoires SAS, un spécialiste en compléments alimentaires.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur et Membre du Comité des Comptes depuis le 7 juin 2001. Membre du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Président de Ibexsa Holding SAS (France)

Président de Lustrel Laboratoires SAS (France)

Gérant de GAEL-Bio SARL (France)

François de Wendel, né le 13 janvier 1949, de nationalité française

M. François de Wendel est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de sciences économiques et d'un MBA de Harvard Business School.

Après avoir exercé plusieurs fonctions de Direction Générale au sein de Carnaud et CarnaudMetalbox, François de Wendel rejoint en 1992, le groupe Péchiney où il devient, en particulier, Directeur

Général d'Aluminium de Grèce. En 1998, il intègre Crown Cork où il est nommé d'abord Senior-Vice President en charge des achats pour l'Europe, puis Executive Vice-Président en charge de la branche Food Europe, Africa & Middle East.

En mai 2005, il intègre le Conseil de Surveillance de Wendel dont il devient Vice-Président, en juillet 2011, et Président, en mars 2013.

Mandats et fonctions exercés dans la Société/ Nombre d'actions détenues

Administrateur depuis le 14 juin 1995 et Membre du Comité des Comptes depuis le 22 juillet 2010. Membre du Comité des Rémunérations depuis le 18 décembre 2013.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Nombre d'actions de la Société : 100

Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés durant l'exercice 2014

Président du Conseil de Surveillance de Wendel *, société anonyme à Directoire (France)

Président-Directeur Général de Wendel-Participations (France)

Membre du Comité de Surveillance de Massilly Holding SAS (France)

Président du Conseil d'Administration de la Fondation de Wendel (France)

* Société cotée

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

2 Mandats arrivant à échéance à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

Les mandats d'administrateur de Mme Éliane Lemarié et de MM. Jean Burelle, Laurent Burelle, Henri Moulard et François de Wendel arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée de renouveler l'ensemble de ces mandats pour une nouvelle durée de trois ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui sera amenée à se prononcer sur les comptes de l'exercice 2017, à l'exception de celui de M. François de Wendel qui a informé le Président du Conseil d'Administration de sa décision de ne pas solliciter un nouveau mandat.

3 Représentation des femmes et des hommes

Au 31 décembre 2014, le Conseil comprend deux femmes membres du Conseil sur dix sièges. Sa composition est conforme aux conditions de mixité fixées par la loi 2011-103 du 27 janvier 2011 qui stipule que la proportion de chaque sexe ne pourra être inférieure à 20 % à l'issue de la première Assemblée Générale qui suivra le 1^{er} janvier 2014.

Après le départ de M. François de Wendel et sous réserve du renouvellement des mandats arrivant à échéance, le pourcentage de femmes au Conseil s'établira à 22 %.

4 Indépendance

Le Conseil du 2 avril 2015 a examiné la situation particulière de chacun des administrateurs extérieurs (MM. Dominique Léger, Henri Moulard, Philippe Sala et François de Wendel) au regard des critères d'indépendance énoncés dans le Code Afep-MEDEF. Au regard des critères d'indépendance énoncés dans le Code Afep-MEDEF, un membre du Conseil d'Administration est indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, son Groupe ou sa Direction qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement. Les critères spécifiés par le Code Afep-MEDEF sont les suivants :

- ne pas être salarié ou mandataire social de la Société, salarié ou administrateur de la société mère ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes;
- ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;

- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement :
 - significatif de la Société ou de son Groupe, ou
 - pour lequel la Société ou son Groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des cinq années précédentes.

Le Conseil a constaté qu'aucun des administrateurs extérieurs au groupe de contrôle familial n'entretenait de lien d'intérêt avec la Société, sa Direction ou ses actionnaires qui puisse compromettre sa liberté de jugement et que tous participaient activement aux délibérations, avec la vigilance et l'objectivité requises pour leur mission. Le Conseil a conclu que ces administrateurs présentaient tous les critères d'indépendance requis par le Code à l'exception de celle de la durée de leur mandat qui excède douze ans.

Comme le prévoit le Code, le Conseil n'a pas retenu la durée du mandat comme un critère d'indépendance pertinent, estimant que les administrateurs qui exerçaient leur mandat depuis plus de douze ans continuaient à participer aux délibérations du Conseil avec l'impartialité nécessaire à leur mission. En conséquence, le Conseil a conclu que tous les administrateurs extérieurs au groupe de contrôle familial étaient indépendants.

Au 31 décembre 2014, les administrateurs extérieurs au groupe de contrôle familial représentent 40 % des membres du Conseil. Après le départ de M. François de Wendel et sous réserve du renouvellement du mandat de M. Henri Moulard, les administrateurs extérieurs représenteront un tiers des membres du Conseil.

5 Conflits d'intérêts

À la connaissance de Burelle SA, aucun administrateur ne se trouve dans une situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel entre ses obligations d'administrateur et ses intérêts privés.

Six membres du Conseil sont apparentés et appartiennent au groupe de contrôle familial. Il s'agit de Mmes Éliane Lemarié et Félicie Burelle et de MM. Jean Burelle, Laurent Burelle, Paul Henry Lemarié, et Pierre Burelle. Les autres administrateurs n'ont aucun lien de parenté entre eux. Les membres du groupe de contrôle familial occupent 60 % des sièges au 31 décembre 2014. Après le départ de M. François de Wendel et sous réserve du renouvellement du mandat de M. Henri Moulard, les administrateurs apparentés détiendront les deux-tiers des postes du Conseil.

Au 31 décembre 2014, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 77,49 % du capital de Burelle SA et 87,26 % des droits de vote totaux.

À la connaissance de la Société, aucun administrateur n'a fait l'objet de condamnation pour fraude, n'a participé en tant que dirigeant à une faillite, à une mise sous séquestre ou à une liquidation au cours des cinq dernières années ou n'a fait l'objet d'une incrimination et/ou de sanction publique officielle devenue définitive prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire. Aucun des membres du Conseil d'Administration n'a fait l'objet d'une interdiction prononcée par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe de direction, d'administration ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

Par ailleurs, aucun prêt ou garantie n'a été accordé ou constitué en faveur des organes d'administration ou de direction de la Société.

II FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 Mission du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a principalement pour mission de :

- participer à l'élaboration des orientations stratégiques et veiller à leur mise en œuvre,
- se saisir de toute question intéressant la bonne marche des affaires et de régler, par ses délibérations, les affaires de la Société, sous réserve des pouvoirs attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social,
- procéder aux vérifications et contrôles qu'il juge opportuns, notamment en ce qui concerne la cohérence générale des comptes et les principes comptables retenus,
- procéder à l'arrêté des comptes individuels et consolidés annuels, présentés par le Président du Conseil d'Administration et contrôlés et commentés par le collège des Commissaires aux Comptes, ainsi qu'à l'établissement des rapports sur l'activité et les résultats de la Société et de ses filiales,
- procéder à l'arrêté des comptes semestriels,
- veiller à l'exactitude de l'information financière fournie aux actionnaires et au marché.

En outre, le Conseil d'Administration examine et autorise au préalable les opérations susceptibles d'affecter la stratégie du Groupe ou de modifier de manière significative son activité, son périmètre, sa structure financière ou son profil de risque telles que les opérations d'acquisition, de fusion, de prise de participation ou de cession.

Chaque année, le Conseil autorise le Président-Directeur Général à délivrer des cautions, avals et garanties pour un montant qu'il détermine. Au moins une fois par an, il passe en revue le budget, la stratégie des sociétés du Groupe et leurs ressources financières.

2 Fonctionnement du Conseil d'Administration

Pour lui permettre d'exercer pleinement ses missions, le Conseil d'Administration dispose d'un ensemble d'informations portant notamment sur l'activité, les résultats, la situation financière et le financement de la Société et de ses filiales. Les documents du Conseil présentent également une synthèse des budgets, des prévisions de résultat et des projets de croissance externe significatifs ou de toute autre opération à caractère stratégique. Les documents relatifs aux sujets à l'ordre du jour sont transmis aux membres du Conseil, généralement une semaine avant la date de réunion.

Sauf lorsque le Code du commerce exige la présence effective ou par représentation des administrateurs, ceux-ci peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par tout moyen de visio-conférence ou de télécommunication, dans des conditions conformes à la réglementation. En 2014, toutes les réunions se sont tenues avec la présence physique de tous les administrateurs participants.

Le Conseil s'appuie, pour ses délibérations, sur les résultats des travaux du Comité des Comptes et du Comité des Rémunérations.

3 Compte-rendu de l'activité du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2014

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les affaires de la Société l'exigent et au moins trois fois par an. Au cours de l'exercice 2014, il s'est réuni trois fois avec un taux de participation de 93%.

Lors de ces réunions, le Conseil a procédé à l'arrêté des comptes de l'exercice 2013 et des comptes semestriels 2014. Il a examiné la marche des affaires de la Société et de ses filiales, les résultats de chacune des sociétés du Groupe, leur situation financière, leur politique de financement, leurs orientations stratégiques et les prévisions budgétaires et prévisionnelles 2014. Il a également délibéré sur la convocation et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, les autorisations de cautions, avals et garanties et les rémunérations des Dirigeants Mandataires Sociaux.

Pour l'exercice 2015, trois réunions du Conseil sont programmées, l'une d'entre elles s'étant déjà tenue à la date du présent rapport.

4 Comités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration s'appuie sur deux comités constitués en son sein pour prendre des décisions. Ces deux comités ont pour mission d'étudier toutes questions relatives à la Société que le Conseil ou le Président soumet à leur examen pour avis, de préparer les travaux du Conseil relativement à ces sujets et projets, et de

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

rapporter leurs conclusions au Conseil sous forme de comptes rendus, propositions, avis, informations ou recommandations.

Ces comités accomplissent leur mission sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Ils n'ont pas de pouvoir de décision. Le Conseil d'Administration, sur proposition du Président et après concertation, désigne les membres composant les comités ainsi que leur Président, en tenant compte des compétences, de l'expérience et de la disponibilité des administrateurs.

Deux comités assistent le Conseil d'Administration de Burelle SA : le Comité des Comptes, et le Comité des Rémunérations. Le secrétariat des comités du Conseil est assuré par le Secrétaire Général.

A. COMITÉ DES COMPTES

Le **Comité des Comptes** a pour objectif de faciliter, au regard des travaux qui lui ont été confiés, l'exercice des missions du Conseil d'Administration qui garde seul la responsabilité d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés et auquel il rend compte de ses travaux. Il est composé de trois administrateurs extérieurs : M. Dominique Léger, Président, et MM. Philippe Sala et François de Wendel. Après le départ de François de Wendel, M. Henri Moulard rejoindra le Comité des Comptes sous réserve du renouvellement de son mandat par l'Assemblée.

Le Comité des Comptes a pour mission :

- d'examiner les comptes individuels et consolidés, annuels et semestriels, et d'approfondir les sujets qui lui semblent pertinents, avant la présentation des comptes au Conseil d'Administration,
- de s'assurer du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, et notamment d'étudier les principes et règles comptables utilisés lors de l'établissement des comptes et de prévenir les éventuels manquements aux règles comptables,
- d'examiner les conclusions des Commissaires aux Comptes, leurs recommandations éventuelles et leur suivi,
- de donner un avis sur la proposition de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes présentée par le Président-Directeur Général, et de veiller au respect des règles assurant leur indépendance et la bonne conduite de leur mission,
- de s'assurer du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques mis en place dans le Groupe et pouvant avoir une incidence sur les comptes,
- d'une manière générale, de s'informer sur tout sujet susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou comptable du Groupe.

B. COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ DU COMITÉ DES COMPTES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Le Comité des Comptes se réunit aussi souvent que nécessaire. Au cours de l'exercice 2014, il s'est réuni deux fois en présence de tous ses membres pour la préparation de l'arrêté des comptes sociaux et consolidés, annuels et semestriels. Au cours de ces séances, ses travaux ont porté notamment sur l'évolution des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, et le suivi de leur efficacité.

Assistent aux réunions du Comité des Comptes, le Directeur Financier et le Secrétaire Général de Burelle SA ainsi que les Commissaires aux Comptes. Le Comité des Comptes a accès à d'autres collaborateurs du Groupe lorsqu'il le souhaite.

Il est prévu que le Comité des Comptes se réunisse deux fois en 2015. L'une de ces réunions concernant l'arrêté des comptes sociaux et consolidés 2014 a eu lieu au mois d'avril 2015.

C. COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

Dans sa séance du 18 décembre 2013, le Conseil d'Administration a institué un **Comité des Rémunérations**. Au 31 décembre 2014, il est composé de M. Henri Moulard, Président, et de trois membres : MM. Dominique Léger, Philippe Sala et François de Wendel. Son rôle consiste à préparer la décision du Conseil à qui incombe la responsabilité de déterminer l'ensemble des rémunérations et avantages des Dirigeants Mandataires Sociaux. Le Comité des Rémunérations a pour mission principale de faire des recommandations au Conseil d'Administration sur la rémunération fixe et variable des Dirigeants Mandataires Sociaux, le régime de retraite et de prévoyance, les avantages en nature et tous droits pécuniaires qui leurs sont attribués.

D. COMPTE-RENDU DE L'ACTIVITÉ DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2014

Le Comité des Rémunérations s'est réuni une fois en 2014 en présence de tous ses membres pour examiner les rémunérations de Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de l'exercice 2013.

Une séance s'est tenue le 1^{er} avril 2015, également en présence de tous ses membres, pour examiner, au regard de la performance du Groupe et des pratiques des autres sociétés cotées, les rémunérations et avantages des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de l'exercice 2014 et émettre ses recommandations. Après avoir pris connaissance de son compte-rendu, le Conseil d'Administration a déterminé l'ensemble des rémunérations et avantages des Dirigeants Mandataires Sociaux. Les administrateurs concernés et les personnes qui leur sont liées n'ont pas pris part au vote.

Les informations sur les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux Dirigeants Mandataires Sociaux sont données dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux en page 208 et suivantes. Une résolution sur ces éléments de rémunération est soumise pour avis aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale.

5 Organisation de la Direction Générale - Limitations des pouvoirs

Le Conseil d'Administration du 26 septembre 2002 a décidé de ne pas dissocier les mandats de Président et de Directeur Général. M. Jean Burelle est Président-Directeur Général depuis cette date. MM. Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié exercent les fonctions de Directeur Général Délégué. Leurs fonctions ont été renouvelées par le Conseil en date du 2 avril 2015 sous réserve du renouvellement de leur mandat d'administrateur par l'Assemblée Générale qui se réunira le 3 juin 2015.

Le Président-Directeur Général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au Conseil d'Administration. Le Conseil n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président-Directeur Général si ce n'est en matière de cautions, garanties et avals qui font l'objet d'un plafond fixé annuellement.

Le Président-Directeur Général et les deux Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs de représentation vis-à-vis des tiers.

6 Informations complémentaires

Le présent rapport sera présenté à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 3 juin 2015. Les conditions et modalités de participation à cette Assemblée sont exposées dans les statuts de Burelle SA (article 16) ainsi que sur le site Internet www.burelle.com.

En application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de commerce, les informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique figurent dans le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux en page 207 et dans les statuts de Burelle SA.

Le Code de Gouvernement d'Entreprise des sociétés cotées Afep-MEDEF est disponible au siège administratif de la Société.

III. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Ce rapport présente le système de contrôle interne de Burelle SA, et des sociétés qu'elle contrôle. Il s'attache particulièrement à présenter les procédures destinées à assurer la fiabilité des comptes consolidés et du contrôle exercé sur les entités contrôlées majoritairement. Compte-tenu de l'importance de la Compagnie Plastic Omnium dans les comptes consolidés du groupe Burelle, une grande partie de ce rapport traite des principales procédures relatives à cette société. Les autres sociétés du groupe Burelle sont soumises aux mêmes procédures ainsi qu'à des procédures spécifiques à leurs activités.

La Compagnie Plastic Omnium détient des participations significatives dont elle partage le contrôle avec des partenaires. Pour ces entités, elle examine et évalue régulièrement leur fonctionnement et exerce toute son influence pour qu'elles se conforment à ses exigences en matière de contrôle interne.

1 Objectifs en matière de procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques en vigueur au sein des sociétés constituant le groupe Burelle vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- la mise en œuvre efficace et maîtrisée, notamment au regard des risques, des orientations fixées par la Direction Générale,
- le bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières,
- la mobilisation des collaborateurs autour de valeurs communes et d'une vision partagée des risques pour contribuer à les réduire.

Les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques jouent un rôle important dans la conduite des activités des sociétés du Groupe. Toutefois, ces dispositifs ne peuvent fournir une garantie absolue quant à l'atteinte des objectifs fixés, ni ne peuvent prétendre éliminer tous les risques affectant les sociétés du Groupe.

Principale filiale du Groupe, la Compagnie Plastic Omnium travaille au développement de son dispositif de contrôle interne et de gestion des risques dans une démarche permanente de progrès qui s'appuie en particulier sur le guide de mise en œuvre du cadre de référence de l'AMF.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

2 Description synthétique des procédures de contrôle interne et de gestion des risques

A. ORGANISATION GÉNÉRALE

Burelle SA est le holding du groupe Burelle comprenant :

- la Compagnie Plastic Omnium, détenue directement à 56,6% et présente dans l'industrie et les services,
- la société Sofiparc, filiale à 100%, qui détient et gère un patrimoine immobilier constitué de bureaux et de terrains,
- la société Burelle Participations, société de capital-investissement contrôlée à 100%.

Le groupe Burelle est animé et contrôlé par le **Comité Burelle** qui est composé du Président-Directeur Général de Burelle SA et des deux Directeurs Généraux Délégués. Ce Comité se réunit, d'une manière formelle, une fois par mois, sans compter les réunions et discussions informelles. Il a notamment pour mission de définir la politique du Groupe et de suivre sa mise en œuvre. Pour les filiales de Burelle SA et pour chacune des principales entités du Groupe, le Comité examine, entre autres, l'activité, les grands développements, les résultats mensuels, les budgets, leur suivi et la politique d'investissement. Il débat des questions importantes et, plus généralement, veille à la bonne marche des affaires et au suivi de ses décisions.

Le **Président-Directeur Général de Burelle SA** est Président ou membre du Conseil d'Administration de plusieurs sociétés du Groupe ou de leur Comité de Surveillance lorsqu'elles sont constituées en société par actions simplifiées (SAS). Les **Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA** exercent également des mandats sociaux au sein des principales filiales et sous-filiales du Groupe. Ils sont ainsi en mesure d'exercer un contrôle sur les principales filiales et sous-filiales de Burelle SA.

Le **Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium** se réunit une fois par mois autour de la Direction Générale pour examiner de façon collégiale les activités et les perspectives et débattre des actions à mener. Il comprend également les Directeurs de divisions ainsi que les représentants des principales directions fonctionnelles.

Ce Comité de Direction examine de façon transversale des sujets relatifs aux activités commerciales, à l'organisation, aux investissements, aux affaires sociales et légales, à la sécurité et à l'environnement, à la recherche et au développement, aux opérations de fusion-acquisition et au financement. Chaque mois, il examine les résultats et l'évolution de la situation financière des divisions de la Compagnie Plastic Omnium, par rapport à l'année précédente et au budget mensualisé, y compris les investissements et les besoins en fonds de roulement. Dans une optique proactive, le Comité de

Direction passe en revue les prévisions à trois mois au niveau du compte de résultat et des principaux éléments du bilan. Chaque trimestre, il valide les révisions du budget et, en juin de chaque année, il analyse le plan stratégique à cinq ans, division par division. Ce plan oriente les prévisions budgétaires qui sont adoptées en décembre et présentés au Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium et de Burelle SA avant la fin de l'année.

La Compagnie Plastic Omnium exerce un contrôle sur ses filiales et ses participations en étant représentée, directement ou indirectement, au sein de leur Conseil d'Administration.

Le **Conseil d'Administration de la Compagnie Plastic Omnium** examine l'ensemble des grandes hypothèses et orientations arrêtées par la Direction Générale.

Filiale immobilière, **Sofiparc** est une société par actions simplifiée dont le Président est M. Laurent Burelle, également Directeur Général Délégué de Burelle SA. Elle est dotée d'un Comité de Surveillance comprenant notamment M. Jean Burelle, Président-Directeur Général de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué et Administrateur de Burelle SA et Mme Éliane Lemarié, Administrateur de Burelle SA et représentant permanent de Burelle SA au Conseil de la Compagnie Plastic Omnium. Le Comité de Surveillance a pour mission de contrôler la gestion de la société par le Président, de délibérer sur la stratégie, de vérifier les comptes et de les contrôler.

Société de capital-investissement, **Burelle Participations** est dotée d'un Comité d'investissement comprenant M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et les membres de l'équipe opérationnelle. Ce Comité se réunit chaque semaine pour examiner les propositions d'investissement et l'évolution du portefeuille. Chaque proposition d'investissement fait l'objet d'une présentation écrite à ce Comité qui a seul pouvoir de décider d'un investissement ou d'un désinvestissement.

Le Conseil d'Administration de Burelle Participations comprend notamment M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué de Burelle SA, M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, et M. Jean-Michel Szczerba, Directeur Général Délégué et Administrateur de la Compagnie Plastic Omnium. Il se réunit deux fois par an pour arrêter les comptes annuels et semestriels. Il revoit l'activité, les engagements et leur financement ainsi que la performance des investissements en portefeuille et leur valorisation. Il fixe le montant des capitaux alloués à l'activité de capital-investissement et s'assure de la conformité des activités avec les axes stratégiques définis.

Le Conseil d'Administration de Burelle SA valide les orientations stratégiques de Burelle SA et de ses filiales et suit leur mise en œuvre. Il veille à la pérennité de ses filiales et à l'accroissement de leur valeur dans le temps.

B. ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est prioritairement conçu pour traiter les risques associés à la Compagnie Plastic Omnium, principale filiale de Burelle SA. La Présidence et la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium en définissent les orientations.

Ce dispositif s'organise autour de deux fonctions clés, à savoir :

- une fonction de contrôle qui est exercée par les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne qui constituent trois niveaux de contrôle distincts,
- une fonction de surveillance qui est exercée par la Présidence et la Direction Générale, la Direction des Risques, le Comité de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration.

Son fonctionnement repose, d'une part, sur le respect des règles et principes de son référentiel de contrôle, et, d'autre part, sur la mise en œuvre de démarches destinées à améliorer la gestion des risques majeurs de manière continue.

A. LE RÉFÉRENTIEL DE CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne concerne, au premier chef, la Compagnie Plastic Omnium, principal actif de Burelle SA. Ce dispositif repose en premier lieu sur un **Référentiel de Contrôle Interne**, qui regroupe l'ensemble des principes et des règles applicables dans les sociétés contrôlées majoritairement. Le référentiel est constitué du Code de Conduite, des Règles et Procédures et du Manuel de procédures comptables et financières.

■ Code de Conduite

La Compagnie Plastic Omnium et toutes les sociétés du groupe Burelle attachent une importance particulière au respect des droits liés à la personne et des règles propices au développement durable. La Compagnie Plastic Omnium est signataire du pacte mondial Global Compact qui, avec le Code de Conduite Plastic Omnium, témoignent d'un esprit d'engagement responsable. Ces codes exposent les valeurs qui président aux comportements individuels et collectifs que la Compagnie Plastic Omnium entend promouvoir et qui déterminent les principes fondamentaux servant de fondement aux règles et aux procédures du contrôle interne.

En 2010, la Compagnie Plastic Omnium s'est dotée d'un **Code de Conduite** spécifique relatif au droit de la concurrence, déployé

dans l'ensemble du Groupe dans le cadre d'un programme de compliance.

Le Code de Conduite s'applique à toutes les filiales et sociétés affiliées dans lesquelles la Compagnie Plastic Omnium détient une participation majoritaire. La Compagnie Plastic Omnium exerce toute son influence et ses droits pour encourager ses autres filiales à mettre en place des lignes de conduite cohérentes avec les dispositions de ce code. Il est également demandé aux employés de Burelle SA et de Burelle Participations de s'y conformer.

■ Règles

Les **Règles** définissent les rôles et les responsabilités des différentes directions dans les domaines suivants :

- Gouvernance et juridique,
- Ressources humaines,
- Trésorerie et financements,
- Ventes,
- Achats (exploitation et investissements),
- Immobilier,
- Stocks et Logistique,
- Projets Automobiles,
- Comptabilité et Fiscalité,
- Production et Qualité,
- Systèmes d'Information,
- Hygiène Sécurité Environnement.

Les règles traitent de l'exploitation courante comme des opérations non courantes. Elles constituent une référence unique et globale en vue d'assurer le caractère cohérent et suffisant des processus de contrôle interne mis en œuvre au sein des sociétés du Groupe.

■ Manuel de procédures comptables et financières

Le Groupe dispose d'un **Manuel de procédures comptables et financières**, conforme aux normes IFRS, qui est régulièrement mis à jour. Ces procédures comptables sont applicables dans l'ensemble du périmètre de consolidation du groupe Burelle.

B. GESTION DES RISQUES

Les principaux risques auxquels Burelle SA et ses filiales sont exposées sont présentés au chapitre « Gestion des risques » du rapport de gestion sur les comptes consolidés. Y sont décrites les principales démarches ou procédures visant à prévenir et à maîtriser ces risques de manière adaptée.

Les principaux risques identifiés sont relatifs à la Compagnie Plastic Omnium. Le dispositif de gestion des risques qu'elle a mis en place intègre un processus d'identification et d'analyse des risques

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

principaux dont l'objectif est, d'une part, de vérifier la pertinence des démarches mises en œuvre et, d'autre part, d'engager des actions visant à renforcer ou compléter les démarches existantes. Cet exercice est animé par la Direction des Risques en collaboration avec les Directions opérationnelles et les Directions fonctionnelles. Ce dispositif fait l'objet d'une surveillance par la Direction Générale.

C. ACTIVITÉS DE CONTRÔLE

Au sein de la Compagnie Plastic Omnium, les Directions opérationnelles, les Directions fonctionnelles centrales et l'Audit Interne constituent les principaux acteurs du contrôle interne.

Les **Directions opérationnelles** mettent en œuvre les structures et les moyens nécessaires à l'application satisfaisante des principes et des règles de contrôle interne dans leurs activités. En particulier, elles suivent la pertinence des actions correctives mises en œuvre à la suite des missions d'audit interne. Elles sont responsables notamment de l'identification des risques propres à leurs activités et du déploiement, dans une juste mesure, des démarches qui visent à en assurer la maîtrise.

Les **Directions fonctionnelles** centrales sont chargées, dans le domaine du contrôle interne et de la gestion des risques, d'analyser les risques propres à leurs fonctions et d'élaborer les schémas nécessaires à leur bon fonctionnement. Elles produisent et mettent à jour le Référentiel de Contrôle Interne et les démarches transversales de maîtrise des risques. Ce faisant, elles sont tenues de garantir la pertinence du Référentiel de Contrôle Interne au regard des normes, réglementations et lois en vigueur et de mettre en œuvre, aux niveaux adéquats, les moyens nécessaires à la communication de l'information qu'elles produisent.

La Compagnie Plastic Omnium dispose d'un **département d'audit interne centralisé**. Rattaché à la Direction des risques, il dépend du Secrétariat Général. Ce département conduit des audits sur un périmètre comprenant toute société de la Compagnie Plastic Omnium, qu'elle y exerce ou non le contrôle. Il peut être appelé à intervenir dans les autres filiales de Burelle SA. Il rend compte de ses travaux au Comité de Contrôle Interne, organe de surveillance. Le plan annuel des missions menées par le département d'audit interne est établi en fonction de la fréquence des audits passés et du contexte dans lequel chaque entité opère en matière de contrôle et de risque.

Les entités auditées répondent aux recommandations issues des audits par des plans d'actions qui font l'objet d'un suivi systématique par les équipes de direction des divisions.

Aucune des missions réalisées en 2014 n'a révélé de défaillance majeure des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques.

Par ailleurs le département d'audit interne supervise les campagnes annuelles d'**auto-évaluation** du contrôle interne, lancées depuis 2006. L'élaboration du questionnaire s'inspire notamment du guide d'application annexé au cadre de référence de l'AMF.

À noter que l'application des normes internationales relatives à la sécurité, à l'environnement et à la performance des démarches d'assurance qualité, ainsi que les diligences des compagnies d'assurances et des clients, donnent lieu à des audits récurrents réalisés par des organismes indépendants. Au 31 décembre 2014, 86 % et 84 % des sites détenus à au moins 50 % et éligibles étaient respectivement certifiés ISO14001 et OSHAS 18001.

Les règles et procédures du contrôle interne sont accessibles par les collaborateurs sur la page d'accueil du portail intranet du Groupe. Les directions fonctionnelles centrales assurent, au travers de leurs activités de formalisation, d'animation, de formation et de reporting, le déploiement du contrôle interne au sein du Groupe.

D. SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE CONTRÔLE INTERNE

La surveillance permanente du dispositif relatif au contrôle interne et à la gestion des risques incombe, au sein de la Compagnie Plastic Omnium, **à la Direction Générale, assistée de la Direction des Risques**.

La **Direction des Risques** exerce une surveillance critique sur le dispositif de contrôle interne au regard de sa mission particulière. Elle rend compte de ses analyses et de ses préconisations à la Direction Générale dont elle dépend directement ainsi qu'au Comité de Contrôle Interne. Elle anime la démarche d'identification des risques et pilote le plan destiné à en assurer la maîtrise.

Un **Comité de Contrôle Interne** assure la coordination et la supervision générale du dispositif de contrôle interne. Ce Comité est présidé par le Secrétaire Général de la Compagnie Plastic Omnium et compte, parmi ses membres, le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur Financier, le Directeur des Risques et de l'Audit Interne ainsi que les Directeurs Généraux et les Directeurs Financiers des divisions. Il rend compte de ses avis au Président Directeur Général, dont il relaie les décisions ou orientations. Sa composition lui donne autorité pour formuler les instructions qui lui paraissent utiles et coordonner les efforts de l'ensemble des acteurs prenant part au dispositif de contrôle interne et de gestion des risques.

Le **Conseil d'Administration** examine l'ensemble des grandes orientations du dispositif de contrôle interne et des démarches de gestion des risques. Il prend notamment connaissance de leurs caractéristiques essentielles et acquiert une compréhension d'ensemble des procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information globale et financière.

3 Contrôle interne relatif à l'élaboration de l'information financière et comptable

A. PRINCIPES D'ÉLABORATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction Financière de la Compagnie Plastic Omnium assure la gestion financière et comptable de la Compagnie Plastic Omnium, de Burelle SA et de ses deux autres filiales.

Les principes d'élaboration de l'information financière qui s'appliquent aux sociétés du groupe Burelle sont ceux qui ont été retenus par la Compagnie Plastic Omnium. L'homogénéité des états financiers du Groupe est garantie par l'adoption de normes comptables et d'un plan de compte commun à toutes les entités qui en font partie. Ce plan tient compte de la spécificité des activités des différentes filiales. Il est défini par le département « normes et principes comptables », rattaché à la Direction Comptable et Fiscale de la Compagnie Plastic Omnium, qui est seule compétente pour le modifier.

Cette homogénéité est ensuite assurée par une gestion coordonnée des systèmes d'information qui concourent à la production de l'information financière de chaque filiale. Les processus de reporting et de consolidation des comptes sont standardisés et unifiés par l'utilisation d'un logiciel unique.

L'information financière est produite à l'occasion du reporting de trésorerie hebdomadaire, du reporting mensuel, de la consolidation biannuelle et du budget annuel. Toutes les sociétés contrôlées par Burelle SA entrent dans le périmètre de cette information.

B. PROCESSUS DE REPORTING FINANCIER ET PROCESSUS DE CONTRÔLE DE LA COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM

La fonction comptable au sein de la Compagnie Plastic Omnium est décentralisée en filiale. Un premier niveau de contrôle et d'analyse des états financiers est assuré au niveau local, puis au niveau central dans chaque division. Enfin, un troisième niveau de contrôle est assuré par la Direction Financière.

Le reporting est transmis, huit jours après la clôture mensuelle, à la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium pour être analysé en Comité de Direction, puis discuté au sein du Comité Burelle avant la fin du mois.

Le reporting comprend un compte de résultat détaillé par destination ainsi qu'un suivi détaillé des coûts de production, de structure et de recherche et développement. Il donne également un tableau complet des flux de trésorerie, une prévision de l'activité pour les trois mois à venir ainsi qu'un reporting « Environnement et Sécurité ». Ces éléments sont fournis au niveau aussi bien de la

Compagnie Plastic Omnium que des filiales opérationnelles et des divisions.

Le reporting établit une comparaison de ces différents éléments, en mensuel et en cumul, avec le réalisé de l'année précédente et le budget de l'année en cours. Il en analyse les principales variations.

Le processus budgétaire débute en septembre par l'élaboration du budget de l'année suivante par les filiales et divisions opérationnelles. Le budget ainsi établi est soumis à la Direction Générale en novembre pour validation en décembre, avant sa présentation au Conseil d'Administration. Ce budget est réestimé régulièrement. Ces réestimations sont un moyen de gestion permettant de mettre en œuvre, si nécessaire, des actions correctives et d'assurer une communication financière actualisée vis-à-vis de la communauté financière.

Le budget est établi dans la continuité du plan stratégique, approuvé en juillet chaque année par la Direction Générale de la Compagnie Plastic Omnium. Ce plan présente les comptes de résultat, les bilans prévisionnels et les tableaux de trésorerie sur les trois à cinq années suivant l'exercice en cours, en s'appuyant sur les stratégies commerciale, industrielle et financière de la Compagnie Plastic Omnium et de ses divisions opérationnelles.

En matière de gestion de la trésorerie, Plastic Omnium Finance, faisant office de banque interne, assure le financement des filiales que la Compagnie Plastic Omnium contrôle. Par son intermédiaire, dans tous les pays où les règles locales le permettent, la Compagnie Plastic Omnium centralise la gestion de la trésorerie de ses filiales (« cash pooling ») et opère une compensation mensuelle de leurs dettes et créances mutuelles (« netting »). Elle gère ainsi leurs flux de financement et contrôle au quotidien leur situation de trésorerie.

De manière générale, aucune filiale du Groupe ne peut négocier de financement auprès d'un tiers sans l'accord de la Trésorerie Centrale. Par ailleurs, Plastic Omnium Finance centralise l'ensemble des opérations de couverture relatives aux risques de change ou de taux.

Burelle SA, Sofiparc et Burelle Participations utilisent Plastic Omnium Finance pour leurs transactions courantes avec toute société appartenant au groupe de la Compagnie Plastic Omnium.

Rapport du Président du Conseil d'Administration de Burelle SA au titre de l'exercice 2014

Un reporting de trésorerie est transmis chaque semaine à la Direction Générale. Il comprend la situation de trésorerie de la Compagnie Plastic Omnium, détaillée par filiale ou division et accompagnée d'une comparaison par rapport à la situation constatée lors de l'exercice précédent et par rapport à celle prévue au budget de l'année en cours.

C. SUIVI DES INVESTISSEMENTS DE BURELLE PARTICIPATIONS

Tout investissement fait l'objet d'une présentation au Comité d'Investissement qui comprend M. Jean Burelle, Président Directeur Général de Burelle SA et de Burelle Participations, et M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué de Burelle SA et de Burelle Participations. Un investissement ne peut être réalisé sans leur accord conjoint.

Tous les engagements pris au nom de Burelle Participations et toutes les demandes de décaissement doivent être signés par le Président-Directeur Général ou le Directeur Général Délégué qui sont seuls habilités à engager la société et à autoriser les paiements, sans limitation en termes de montants.

Une fois réalisé, chaque investissement de Burelle Participations fait l'objet d'une fiche détaillée résumant ses caractéristiques, son évolution et sa valorisation. Ces fiches sont présentées au Conseil d'Administration qui se réunit deux fois par an. Le portefeuille est valorisé à sa juste valeur deux fois par an, lors des arrêtés semestriel et annuel, en conformité avec les méthodes de valorisation publiées par les organisations professionnelles et destinées au métier du capital investissement (AFIC, IPEV, EVCA).

En outre, Burelle Participations établit, au moins une fois par an, un plan à trois ans, qui a pour objectif de valider la stratégie et d'estimer le montant des engagements futurs, la performance attendue du portefeuille ainsi que les besoins en trésorerie. Ce plan est mis à jour périodiquement et soumis à l'accord du Conseil d'Administration, avec le budget annuel, en octobre.

Les investissements en portefeuille font l'objet d'un reporting financier périodique émis par les gestionnaires des fonds ou des sociétés. Pour les investissements en mezzanine, le reporting financier mensuel est formalisé dans les contrats. Les fonds sont également astreints à un reporting trimestriel où il est rendu compte de la performance et de la situation financière des sociétés en portefeuille. Ils émettent généralement une valorisation semestrielle de leur actif net, certifiée par les commissaires aux comptes. Les investissements directs en capital sont suivis grâce à un reporting généralement trimestriel. Ces rapports sont régulièrement complétés par des entretiens avec les différents intervenants, qu'il s'agisse des dirigeants, des banques participant aux montages financiers ou des co-investisseurs.

Après analyse, ces informations sont présentées au Comité d'investissement hebdomadaire qui décide, le cas échéant, des actions à prendre. Chaque semaine, le Comité d'investissement revoit les reportings reçus depuis la dernière réunion, l'évolution de la valorisation du portefeuille et la position de trésorerie. Il examine les nouveaux investissements.

Un reporting de Burelle Participations, comprenant un compte de résultat et un bilan, est établi mensuellement.

D. PROCESSUS DE REPORTING FINANCIER ET PROCESSUS DE CONTRÔLE DE BURELLE SA ET SOFIPARC

Burelle SA et Sofiparc sont intégrées au processus budgétaire dans les mêmes conditions que les sociétés de la Compagnie Plastic Omnium. Sofiparc fait l'objet d'un reporting mensuel selon le format groupe appliqué par la Compagnie Plastic Omnium.

Toute dépense est soumise à l'autorisation du Président pour Sofiparc, et du Président-Directeur Général ou d'un des Directeurs Généraux Délégués pour Burelle SA. Les paiements ne sont effectués qu'après validation par les personnes habilitées. Le Président-Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués de Burelle SA, ainsi que le Président de Sofiparc, sont habilités à autoriser les règlements sans limite de montant.

Aucun incident notable et significatif, ni aucun manquement remarquable qui puissent remettre en cause l'efficacité du contrôle interne décrit ci-dessus n'ont été relevés en 2014.

PLAN D' ACTIONS POUR 2015

Le Groupe est engagé dans un processus d'amélioration continue de son système de contrôle interne. Dans ce cadre, il prévoit de compléter, en 2015 comme en 2014, certaines procédures de contrôle interne, de maîtrise des risques ou de nature comptable ou financière afin d'en renforcer l'efficacité et l'appropriation au niveau opérationnel. La Direction de l'Audit Interne qui a mené 36 missions en 2014 prévoit 38 interventions en 2015. Depuis 2011, elle a effectué 126 missions.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Burelle SA

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Burelle SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration de votre Société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la Société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 13 avril 2015

MAZARS
Jean-Luc BARLET

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Comptes sociaux

- 204 Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015
 - 204 Éléments financiers
 - 204 Règles et méthodes comptables
 - 204 Capital social
 - 205 Délégations de compétence en cours
 - 205 Actionnariat
 - 206 Opérations réalisées sur les titres de Burelle SA par les mandataires sociaux
 - 206 Pactes d'actionnaires
 - 206 Rachat d'actions propres
 - 207 Évolution boursière
 - 207 Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société
 - 207 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat
 - 207 Existence d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle
 - 207 Contrats importants
 - 208 Information sur les délais de paiement
 - 208 Rémunérations des mandataires sociaux
- 215 Compte de résultat
- 216 Bilan
- 217 Tableau des flux de trésorerie
- 218 Annexe aux comptes annuels
- 223 Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2014
- 224 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
- 226 Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés
- 228 Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise (13^e résolution)
- 229 Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015
- 234 Résultats financiers des cinq derniers exercices
- 235 Informations

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

ÉLÉMENTS FINANCIERS

La société Burelle SA possède trois filiales : la Compagnie Plastic Omnium, son principal actif, détenue à 56,6 %, et deux autres filiales, Burelle Participations et Sofiparc, détenues à 100 %. La Société a pour principal objet d'exercer le contrôle de ses filiales et de participer activement à la définition et à la conduite de leur politique et de leur stratégie de développement. Elle exerce également une activité de prestations de services de direction générale.

Les facturations des services de direction générale constituent l'essentiel des produits d'exploitation de Burelle SA qui s'élèvent à 8,9 millions d'euros en 2014 contre 7,9 millions d'euros en 2013. Les principales filiales concernées par ces facturations sont la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion et Sofiparc.

Les charges d'exploitation de Burelle SA s'élèvent à 18,7 millions d'euros en 2014 contre 15,8 millions d'euros en 2013. Elles intègrent un impact fiscal de 1,3 million d'euros qui avait fait l'objet d'une dotation à la provision pour risque en 2013. Ce coût est intégralement couvert par une reprise de provision de même montant enregistrée en résultat exceptionnel. Le montant des charges d'exploitation dépend également des rémunérations variables de la Direction Générale qui sont détaillées dans le chapitre 'Rémunérations des Mandataires Sociaux' de ce rapport.

Après déduction des charges de fonctionnement, Burelle SA affiche une perte d'exploitation d'un montant de 9,8 millions d'euros en 2014 contre 7,9 millions d'euros en 2013. Cette perte est entièrement couverte par le résultat financier qui progresse de 23,2 millions d'euros en 2013 à 29,8 millions d'euros en 2014. Cette progression provient essentiellement du dividende versé par la Compagnie Plastic Omnium qui passe de 22,0 millions d'euros en 2013 à 28,7 millions d'euros en 2014, en hausse de plus de 30 %. Les dividendes reçus des deux autres filiales sont en légère baisse. Les intérêts perçus sur la trésorerie ne sont pas significatifs.

Après prise en compte du résultat financier, le résultat courant avant impôt ressort à 20,0 millions d'euros en 2014 contre 15,2 millions d'euros en 2013.

Le résultat exceptionnel inclut un profit de 0,5 million d'euros en 2014, au lieu de 1,3 million d'euros en 2013, généré par le contrat d'animation du cours de bourse conclu avec un intermédiaire agréé. Après comptabilisation de la reprise de provision de 1,3 million d'euros mentionnée ci-dessus, le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 1,8 million d'euros, alors qu'il était négatif de 0,7 million d'euros en 2013 en raison de la dotation à la provision constituée pour couvrir le risque estimé de la vérification fiscale en cours en fin d'exercice.

Société-mère d'un groupe fiscal intégrant la société Sofiparc, Burelle SA reçoit de cette filiale sa quote-part de l'impôt sur les sociétés qui s'établit, en 2014, à 1,2 million d'euros au lieu de 1,1 million d'euros en 2013. Les dividendes versés au cours de l'exercice donnent lieu au paiement de la contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 3 %, soit 0,4 million d'euros au lieu de 0,2 million d'euros en 2013.

Compte tenu de tous ces éléments, le résultat net 2014 progresse de 15,4 millions d'euros en 2013 à 22,6 millions d'euros en 2014.

Aucune réintégration de frais généraux dans le bénéfice imposable n'est intervenue au cours de l'exercice par application des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables sont décrites dans les annexes aux comptes sociaux.

CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2014, le capital social de Burelle SA s'élève à 27 799 725 euros. Il est divisé en 1 853 315 actions de 15 euros de valeur nominale.

Au cours des cinq dernières années, le capital social de Burelle SA a connu une seule évolution, en date du 30 septembre 2011, lorsque 16 988 actions propres ont été annulées par décision du Conseil d'Administration du 22 juillet 2011. Cette opération a fait passer le capital social de 28 054 545 euros au montant actuel de 27 799 725 euros, représenté par 1 853 315 actions au lieu de 1 870 303 actions antérieurement. La valeur nominale est restée inchangée à 15 euros. Le coût de revient des actions annulées de 1 274 100 euros a été imputé comme suit :

| <i>En Euros</i> | Montants avant annulation | Annulation | Montants après annulation |
|------------------|---------------------------|--------------------|---------------------------|
| Capital social | 28 054 545 | (254 820) | 27 799 725 |
| Réserve légale | 2 805 455 | (25 482) | 2 779 973 |
| Prime d'émission | 16 493 937 | (993 798) | 15 500 139 |
| Total | 47 353 937 | (1 274 100) | 46 079 837 |
| Valeur nominale | 15 | - | 15 |
| Nombre d'actions | 1 870 303 | (16 988) | 1 853 315 |

Au 31 décembre 2014, Burelle SA détient 96 948 actions propres soit 5,23 % du capital social. Au 31 décembre 2013, l'autocontrôle comprenait 96 612 actions, représentant 5,21 % du capital social.

Au 31 décembre 2014, il n'existe aucun titre ou droit donnant directement ou indirectement accès au capital de Burelle SA. En particulier, il n'existe, à cette date, aucun plan de souscription d'actions ou d'option d'achat d'actions en cours.

DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE EN COURS

Le tableau ci-dessous résume les autorisations en cours de validité qui ont été approuvées par l'Assemblée Générale :

| N° de résolution/ Date de l'Assemblée | Type d'autorisation et de délégation de compétence | Durée et date d'expiration | Montant maximal par autorisation ou délégation de compétence | Utilisation de l'autorisation ou de la délégation de compétence |
|--|---|-------------------------------------|---|---|
| 5 ^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014 | Autorisation d'opérer sur les actions propres de la Société | 18 mois à compter du 3 juin 2014 | Prix maximum d'achat : 1 200 €. Détenion maximale : 10 % du capital social. Montant cumulé des acquisitions : 222 397 200 € | Burelle SA détient 5,23 % de son capital au 31 décembre 2014 |
| 10 ^e résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014 | Autorisation de réduire le capital social par annulation d'actions propres | 26 mois à compter du 3 juin 2014 | Dans la limite de 10 % par période de 24 mois | Néant |

Au 31 décembre 2014, il n'existe aucune autorisation en cours de validité permettant au Conseil d'Administration de procéder à une augmentation de capital. Aucune délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration dans ce domaine n'a expiré au cours de l'exercice.

ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2014, la famille Burelle détient 77,49 % de Burelle SA, directement ou indirectement par son contrôle exercé sur la société Sogec 2, actionnaire à 35,37 % de Burelle SA, et sur la société Compagnie Financière de la Cascade, actionnaire à 21,13 % de Burelle SA. À la connaissance de la Société, aucun actionnaire extérieur à la famille Burelle ne possède 5 % ou plus du capital social.

Au 31 décembre 2014, Burelle SA compte 1 438 012 actions ayant un droit de vote double. À cette date, le nombre de droits de vote théoriques est de 3 291 327 et le nombre de droits de vote exerçables de 3 194 379. Au 31 décembre 2014, la famille Burelle détient, directement ou indirectement, 87,26 % des droits de vote théoriques et 89,91 % des droits de vote exerçables.

Au 31 décembre 2014, il n'existe pas de plan d'épargne d'entreprise ni de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la Société. Les salariés ne disposent pas d'actions au titre de l'actionariat prévu par les articles L. 225-197 du Code de commerce, ni au titre de la participation aux résultats de l'entreprise.

Sous réserve du droit de vote double mentionné ci-après, aucun privilège n'est attaché à une catégorie spéciale d'actions ni à une catégorie spéciale d'actionnaires.

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions pour lesquelles il est justifié d'une inscription depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double ; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de trois ans, s'il est en cours. La fusion de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante si les statuts de celle-ci le prévoient.

À la date du présent document, il n'existe à la connaissance de Burelle SA, aucun accord relatif à une option sur une entité membre du groupe Burelle, ni aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

OPÉRATIONS RÉALISÉES SUR LES TITRES DE BURELLE SA PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

À la connaissance de la Société, aucun des Dirigeants Mandataires Sociaux ou des administrateurs n'a effectué d'opérations sur les titres de la Société au cours de l'exercice 2014.

PACTES D'ACTIONNAIRES

Sogec 2, la Compagnie Financière de la Cascade et les membres de la famille Burelle ont souscrit en 2004, 2005, 2006, 2008, 2010, 2012, 2013 et 2014 à des engagements de conservation d'actions Burelle SA au titre des articles 885-1 bis et 787-B du Code Général des Impôts.

RACHAT D' ACTIONS PROPRES

L'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014 a autorisé la Société à procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI,
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital, qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire;
- de leur attribution ou de leur cession à des salariés ou mandataires sociaux du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise par les autorités de marché.

Au cours de l'exercice 2014, 2 947 actions ont été vendues à un prix moyen de 593,29 euros par action et 3 283 actions ont été achetées à un prix moyen de 577,39 euros par action. Ces opérations ont été effectuées dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissements conformément à l'autorisation donnée à votre Société lors de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014, statuant en application des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003. Conforme à la charte déontologique de l'Association Française des Marchés Financiers, ce contrat a pour objectif de réduire la volatilité du titre.

Au cours de l'exercice, la Société n'a effectué aucun rachat d'actions propres en dehors du contrat de liquidité.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution de la position en actions propres depuis la fin de l'exercice 2013 et l'affectation de ces actions par objectif. Au cours de l'exercice, aucune action n'a été réaffectée à un objectif autre que celui qui était visé lors de son rachat. Au cours des 24 derniers mois, la Société n'a procédé à aucune annulation d'actions propres.

| | Contrat de liquidité | Croissance externe | Total |
|--|----------------------|--------------------|------------------|
| Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2013 | 3 097 | 93 515 | 96 612 |
| Valeur comptable (en euros) | 1 325 082 | 6 094 937 | 7 420 019 |
| Nombre d'actions achetées en 2014 | 3 283 | 0 | 3 283 |
| Prix moyen d'achat (en euros) | 577,40 | | 577,40 |
| Montant des achats (en euros) | 1 895 590 | | 1 895 590 |
| Frais de transaction (en euros) | 0 | 0 | 0 |
| Nombre d'actions vendues en 2014 | 2 947 | 0 | 2 947 |
| Prix moyen de cession (en euros) | 593,29 | | 593,29 |
| Montant des ventes (en euros) | 1 748 428 | | 1 748 428 |
| Frais de transaction (en euros) | 0 | 0 | 0 |
| Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2014 | 3 433 | 93 515 | 96 948 |
| Valeur comptable (en euros) | 1 985 961 | 6 094 937 | 8 080 898 |

ÉVOLUTION BOURSIÈRE

Au 31 décembre 2014, le cours de bourse de l'action Burelle SA s'établit, à la clôture, à 601 euros, en hausse de 6,2% par rapport au niveau du 31 décembre 2013. Sur la même période, l'indice CAC All Trade a progressé de 0,8%.

Au cours de l'exercice, le cours a évolué entre un plus haut de 810 euros atteint au cours de la séance du 2 mai 2014 et un plus bas de 441 euros atteint le 16 octobre 2014.

Au 31 décembre 2014, la capitalisation boursière de Burelle SA s'élève à 1 114 millions d'euros contre 1 049 millions d'euros au 31 décembre 2013.

COTATION DE CLÔTURE JOURNALIÈRE DE L'ACTION BURELLE SA (31 DÉCEMBRE 2009 - 31 DÉCEMBRE 2014)



ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIÉTÉ QUI SONT MODIFIÉS OU PRENNENT FIN EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

La Société et ses deux filiales, la Compagnie Plastic Omnium et Sofiparc, ont conclu des contrats de financement bancaire ou obligataire qui présentent des clauses permettant au créancier de demander le remboursement ou le rachat de sa créance en cas de changement de contrôle de la Société.

ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Il n'y a aucun élément pouvant avoir un impact en cas d'offre publique si ce n'est la structure du capital et les conditions d'acquisition et de perte de droits de vote doubles décrites dans le paragraphe 'Actionariat' et les engagements de conservation d'actions décrits dans le paragraphe 'Pactes d'Actionnaires'.

EXISTENCE D'ACCORD DONT LA MISE EN ŒUVRE POURRAIT ENTRAÎNER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Il n'existe pas, à ce jour, dans un acte constitutif, les statuts, une charte ou un règlement, de disposition qui pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou d'empêcher un changement de contrôle.

CONTRATS IMPORTANTS

Il n'existe pas de contrats importants, autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires, pouvant conférer à tout membre du Groupe un droit ou une obligation ayant une incidence importante sur la capacité du Groupe à remplir ses obligations.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L. 441-6-1, al. 1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

| Solde des dettes fournisseurs à En Euros | 30 jours | 60 jours | 90 jours | 120 jours | Plus de 120 jours |
|--|----------|----------|----------|-----------|-------------------|
| Exercice 2014 | 11 707 | 1 354 | - | 1 279 | (2 412) |

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.225-102.1 du Code de commerce et aux recommandations Afep-MEDEF, il est rendu compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

1 Synthèse des rémunérations brutes et des options et actions attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

M. Jean BURELLE Président-Directeur Général

| | Exercice 2014 | Exercice 2013 |
|--|------------------|------------------|
| Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous) | 2 157 867 | 1 973 184 |
| Valorisation des options de la Cie Plastic Omnium attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous) | 0 | 0 |
| Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous) | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 157 867 | 1 973 184 |

M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué

| | Exercice 2014 | Exercice 2013 |
|--|------------------|------------------|
| Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous) | 4 234 744 | 3 869 394 |
| Valorisation des options de la Cie Plastic Omnium attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous) | 0 | 497 400 |
| Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous) | 0 | 0 |
| TOTAL | 4 234 744 | 4 366 794 |

M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué

| | Exercice 2014 | Exercice 2013 |
|--|------------------|------------------|
| Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail au 2 ci-dessous) | 2 120 342 | 1 936 100 |
| Valorisation des options de la Cie Plastic Omnium attribuées au cours de l'exercice (détail au 4 ci-dessous) | 0 | 165 800 |
| Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détail au 6 ci-dessous) | 0 | 0 |
| TOTAL | 2 120 342 | 2 101 900 |

2 Récapitulatif des rémunérations brutes de chaque Dirigeant Mandataire Social

| | Exercice 2014 | | Exercice 2013 | |
|--|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
| M. Jean BURELLE Président-Directeur Général | Montants dus | Montants versés | Montants dus | Montants versés |
| Rémunération fixe | 86 573 | 86 573 | 85 637 | 85 637 |
| Rémunération variable | 1 952 802 | 1 887 355 | 1 770 294 | 1 629 543 |
| Rémunération exceptionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Jetons de présence | 118 492 | 118 492 | 117 253 | 117 253 |
| Avantages en nature | Véhicule de fonction | | Véhicule de fonction | |
| TOTAL | 2 157 867 | 2 092 420 | 1 973 184 | 1 832 433 |

| | Exercice 2014 | | Exercice 2013 | |
|---|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
| M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué | Montants dus | Montants versés | Montants dus | Montants versés |
| Rémunération fixe | 86 573 | 86 573 | 85 637 | 85 637 |
| Rémunération variable | 3 905 604 | 3 774 709 | 3 540 588 | 3 259 086 |
| Rémunération exceptionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Jetons de présence | 242 567 | 242 567 | 243 169 | 243 169 |
| Avantages en nature | Véhicule de fonction | | Véhicule de fonction | |
| TOTAL | 4 234 744 | 4 103 849 | 3 869 394 | 3 587 892 |

| M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué | Exercice 2014 | | Exercice 2013 | |
|---|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
| | Montants dus | Montants versés | Montants dus | Montants versés |
| Rémunération fixe | 86 573 | 86 573 | 85 637 | 85 637 |
| Rémunération variable | 1 952 802 | 1 887 355 | 1 770 294 | 1 629 543 |
| Rémunération exceptionnelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Jetons de présence | 80 967 | 80 967 | 80 169 | 80 169 |
| Avantages en nature | Véhicule de fonction | | Véhicule de fonction | |
| TOTAL | 2 120 342 | 2 054 895 | 1 936 100 | 1 795 349 |

Les rémunérations fixes correspondent à 120 % du coefficient le plus élevé de la classification de la Convention de la Plasturgie (coefficient 940).

Les rémunérations variables versées par Burelle SA ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Cette capacité d'autofinancement intègre toutes les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale et les coentreprises dans lesquelles la Compagnie Plastic Omnium exerce une influence notable. Elle est calculée sur la base des comptes opérationnels (« Comptes de gestion ») suivis par le Groupe tels que visés par les Commissaires aux Comptes.

Chacun de ces dirigeants dispose d'un véhicule de fonction. Aucun autre avantage en nature ne leur est alloué.

Des prestations de services intégrant principalement les rémunérations de Direction Générale présentées ci-dessus font l'objet de facturations aux filiales directes et indirectes de Burelle SA, la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion et Sofiparc. Cette facturation a pour base l'estimation du temps passé par chaque Directeur Général au profit de chaque société facturée.

3 Jetons de présence

3.1 VERSÉS PAR BURELLE SA

| Membres du conseil | Jetons de présence versés en 2014 | Jetons de présence versés en 2013 |
|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| | M. Jean BURELLE | 38 377,50 |
| M. Laurent BURELLE | 25 852,50 | 25 277,60 |
| M. Paul Henry LEMARIÉ | 25 852,50 | 25 277,60 |
| Mme Félicie BURELLE | 25 852,50 | 21 037,60 |
| M. Pierre BURELLE | 25 852,50 | 21 037,60 |
| M. Dominique LEGER | 42 177,50 | 36 937,60 |
| Mme Eliane LEMARIÉ | 25 852,50 | 25 277,60 |
| M. Henri MOULARD | 27 527,50 | 25 277,60 |
| M. Philippe SALA | 38 827,50 | 33 757,60 |
| M. François de WENDEL | 38 827,50 | 33 757,60 |
| TOTAL | 315 000,00 | 285 000,00 |

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 2 avril 2014, a fixé la répartition des jetons de présence comme suit :

- Président : 8 500 € par séance du Conseil
- Administrateurs : 4 325 € par séance du Conseil
- Président du Comité des Comptes et des Rémunérations : 6 000 € par séance du Comité
- Membre du Comité des Comptes et des Rémunérations : 4 325 € par séance du Comité
- Solde réparti proportionnellement entre les administrateurs

3.2 VERSÉS PAR LES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES PAR BURELLE SA

| Mandataire Social | Jetons de présence versés en 2014 | Jetons de présence versés en 2013 |
|-----------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| | M. Jean BURELLE | 80 115 |
| M. Laurent BURELLE | 216 714 | 217 892 |
| M. Paul Henry LEMARIÉ | 55 115 | 54 892 |
| TOTAL | 351 944 | 352 676 |

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

4 Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium :

| Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social | Nombre d'options attribuées durant l'exercice | Date du plan | Nature des options (achat ou souscription) | Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés | Prix d'exercice | Période d'exercice |
|---|---|--------------|--|---|-----------------|--------------------|
| M. Jean BURELLE Président-Directeur Général | 0 | | | | | |
| M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué | 0 | | | | | |
| M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué | 0 | | | | | |

Les dernières options attribuées aux Dirigeants Mandataires Sociaux ont été consenties en 2013. Conformément aux recommandations du Code Afep-MEDEF, l'exercice de ces options est soumis à la satisfaction de deux conditions cumulatives de surperformance, sur la période d'indisponibilité des options (2013-2017) :

- du cours de l'action de la Compagnie Plastic Omnium par rapport au SBF 120,
- de la marge opérationnelle de la Compagnie Plastic Omnium par rapport à celles de ses principaux concurrents.

Par ailleurs, les Dirigeants Mandataires Sociaux sont tenus de conserver au nominatif 10% des actions issues des levées d'options jusqu'à la fin du mandat social.

5 Options de souscription ou d'achat d'actions de la Compagnie Plastic Omnium levées durant l'exercice par chaque Dirigeant Mandataire Social

Il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de Burelle SA. Les options de souscription ou d'achat d'actions levées au cours de l'exercice portent sur des actions de la Compagnie Plastic Omnium.

| Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social | Date du plan | Nombre d'options levées durant l'exercice | Prix d'exercice |
|---|--------------|---|-----------------|
| M. Jean BURELLE Président-Directeur Général | 2008 | 60 000* | 2,94 €* |
| M. Laurent BURELLE Administrateur Directeur Général Délégué | 2008 | 486 000* | 2,94 €* |
| M. Paul Henry LEMARIÉ Administrateur Directeur Général Délégué | 2008 | 60 000* | 2,94 €* |

* après division du nominal de l'action Compagnie Plastic Omnium par trois

6 Actions de performance attribuées à chaque Dirigeant Mandataire Social

| Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire social | Actions de performance attribuées durant l'exercice à chaque Dirigeant Mandataire Social par l'émetteur et par toute société du Groupe | Date du plan | Nombre d'actions attribuées durant l'exercice | Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés | Date d'acquisition | Date de disponibilité |
|---|--|--------------|---|---|--------------------|-----------------------|
| M. Jean BURELLE Président-Directeur Général | 0 | - | 0 | - | - | - |
| M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué | 0 | - | 0 | - | - | - |
| M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué | 0 | - | 0 | - | - | - |

7 Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque Dirigeant Mandataire Social

| Nom et fonctions du Dirigeant Mandataire Social | Actions de performance devenues disponibles pour les dirigeants mandataires sociaux | Date du plan | Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice | Conditions d'acquisition |
|---|---|--------------|---|--------------------------|
| M. Jean BURELLE Président-Directeur Général | 0 | - | 0 | - |
| M. Laurent BURELLE Directeur Général Délégué | 0 | - | 0 | - |
| M. Paul Henry LEMARIÉ Directeur Général Délégué | 0 | - | 0 | - |

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

8 Régime de retraite complémentaire

En 2003, le Conseil d'Administration de Burelle SA a décidé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux ainsi que les membres du Comité de Direction de la Compagnie Plastic Omnium. Ce plan de retraite assure aux bénéficiaires une rente de retraite égale à 1% par année d'ancienneté de la moyenne de leur rémunération au cours des cinq années précédant leur départ en retraite, sous la double condition d'être présent dans le Groupe au moment du départ en retraite et d'avoir acquis une ancienneté minimale de sept années au sein du Groupe. La rente de retraite est plafonnée à 10 % de la rémunération référence et à 8 fois le plafond de la

Sécurité Sociale. Les termes du plan de retraite complémentaire sont conformes aux préconisations du Code Afep-MEDEF comme indiqué ci-dessous.

L'engagement de la Société vis-à-vis des Dirigeants Mandataires Sociaux au titre de ce plan de retraite à prestations définies s'est accru de 1,4 million d'euros au cours de l'exercice 2014. Les autres régimes de retraite dont bénéficient les Dirigeants Mandataires Sociaux sont identiques à ceux mis en place au profit des collaborateurs du Groupe ayant le statut cadre.

| | Plan Burelle | Recommandations Code Afep-MEDEF |
|---|--|---------------------------------|
| Ancienneté requise | 7 ans À ce jour, les trois Dirigeants Mandataires Sociaux ont tous une ancienneté supérieure à 35 ans | 2 ans minimum |
| Rémunération de référence | Moyenne de la rémunération annuelle moyenne totale des 5 années précédant la cessation d'activité | Plusieurs années |
| Montant annuel versé (en % de la rémunération de référence) | 1% par année d'ancienneté | 5% maximum |
| Plafond | 10% de la rémunération de référence, et 8 fois le plafond de la Sécurité Sociale | 45% de la rémunération |

9 Contrats de travail

Conformément aux recommandations du Code Afep-MEDEF, MM. Jean BURELLE, Laurent BURELLE et Paul-Henry LEMARIÉ ne disposent plus de contrat de travail.

La Société n'est redevable d'aucune indemnité susceptible d'être due aux Dirigeants Mandataires Sociaux à raison de la cessation ou du changement de leur fonction, ni au titre d'une clause de non-concurrence.

RÉSOLUTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 3 JUIN 2015

de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux et vous proposons d'affecter le résultat net de Burelle SA pour l'exercice 2014 qui s'élève à 22 589 963,45 € comme suit :

Le bénéfice distribuable de 65 523 413,46 euros se décompose comme suit :

| | |
|--|-----------------|
| ■ report à nouveau disponible à fin 2014 : | 42 933 450,01 € |
| ■ résultat de l'exercice : | 22 589 963,45 € |

= bénéfice distribuable : 65 523 413,46 €

Sur ce bénéfice, nous vous proposons la distribution d'un dividende total de 14 826 520 euros, soit pour chacune des actions qui composent le capital social, un dividende de 8 euros par action, en hausse de 14 % par rapport au dividende 2013 de 7,00 euros. La somme ainsi répartie entre les actionnaires est intégralement éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Si vous approuvez cette proposition, les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le bénéfice distribuable dont nous vous proposons d'affecter le solde, soit 50 696 893,46 euros, en report à nouveau.

Les dividendes non versés en raison des actions propres détenues par Burelle SA au moment de leur mise en paiement seront affectés en report à nouveau.

Nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices, dividendes non versés sur actions propres déduits, ont été les suivants :

| | 2013 | 2012 | 2011 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| Nombre d'actions ayant droit au dividende | 1 757 101 | 1 755 828 | 1 751 596 |
| Dividende distribué | 7,00 € | 4,40 € | 4,00 € |

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous soumettons à votre approbation les conventions visées au Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux Conventions Réglementées et conclues et poursuivies au cours de l'exercice 2014.

Après avoir entendu lecture des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous ont été communiqués.

Dans le cadre des dispositions prévues aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée à votre Société lors de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014, de procéder à l'achat de ses propres actions en vue :

- de l'animation du cours par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI,
- d'annuler tout ou partie des titres rachetés dans le cadre d'une réduction de capital, qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire,
- de leur attribution ou de leur cession à des salariés ou anciens salariés et des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux du Groupe, dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable, notamment dans le cadre de plans d'options d'actions, d'attribution d'actions gratuites ou de plans d'épargne d'entreprise ou inter-entreprises,
- de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de la mise en œuvre de toute pratique de marché admise par les autorités de marché.

Dans les conditions suivantes :

- le prix maximum auquel les actions seront acquises est de 1 200 euros par action,
- le nombre maximum d'actions susceptibles d'être achetées, correspond légalement à 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée, soit 185 331 actions,
- les rachats d'actions seront effectués par tous moyens, sur le marché boursier, de gré à gré ou par achats de blocs, sans limitation particulière pour ces acquisitions de blocs.

Au 31 décembre 2014, Burelle SA détient 96 948 actions propres soit 5,23 % du capital social. Sur ces actions propres, 93 515 actions (5,0 % du capital) sont affectées aux opérations de croissance externe et 3 433 actions figurent dans le contrat de liquidité.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation à votre Conseil d'Administration pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée.

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

Dans les trois résolutions suivantes, nous vous proposons d'émettre votre avis sur les éléments de rémunérations dues ou attribuées au titre de l'exercice 2014 à MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié.

Dans les neuvième, dixième et onzième résolutions, nous vous proposons de renouveler, pour une durée de trois ans, les mandats d'Administrateur de Mme Éliane Lemarié et de MM. Jean Burelle et Laurent Burelle, qui appartiennent au groupe de contrôle familial.

Le mandat de M. Henri Moulard étant arrivé à échéance, nous vous demandons de le renouveler pour une nouvelle période de trois ans.

de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

Dans la partie de l'Assemblée qui relève de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire, nous soumettons à votre autorisation une treizième résolution qui a vocation de permettre au Conseil d'Administration de continuer à associer des salariés et anciens salariés au capital de la Société.

Dans cette résolution, il vous est proposé de déléguer au Conseil d'Administration l'ensemble des compétences nécessaires à l'effet de procéder à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur des salariés et anciens salariés de votre Société ou de toutes sociétés qui lui sont liées au sens des dispositions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et qui sont adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ainsi qu'à tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les titres seraient souscrits par eux.

L'augmentation de capital serait fixée à 3% du capital social existant à la date de la présente Assemblée, soit, à titre indicatif au 30 avril 2015, une augmentation de capital social d'un montant nominal maximal de 834 000 euros par l'émission de 55 600 actions nouvelles. Conformément à l'article L. 3332-19 du Code du travail, le prix de souscription des actions ne pourra être ni supérieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'Administration fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20% à cette moyenne.

Cette délégation serait valable pour une période de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Il vous sera donné lecture durant l'Assemblée du rapport des Commissaires aux Comptes sur cette proposition d'augmentation de capital réservée aux salariés.

Compte tenu des autres mesures d'intéressement des salariés mises en place par la Société, nous vous recommandons de ne pas approuver cette résolution.

Dans la quatorzième résolution, il vous est demandé de refléter, dans les statuts, la modification administrative de l'adresse du siège social de la Société et d'approuver la mise en harmonie des paragraphes 3), 6) et 7) de l'article 16 des statuts avec les dispositions du décret du 8 décembre 2014 modifiant l'article R 225-85 du Code de commerce et celles de la loi du 29 mars 2014 modifiant l'article L 225-124 du Code de commerce.

La quinzième et dernière résolution traite des pouvoirs à conférer pour faire tous dépôts et formalités requis par la loi consécutivement à la tenue de cette Assemblée Générale Mixte.

En complément de ces informations, vous trouverez en fin du présent rapport annuel le tableau des résultats des cinq derniers exercices, lesquels font partie intégrante de ce rapport.

Compte de résultat

En milliers d'euros

| | Notes | 2014 | 2013 |
|--|----------|----------------|----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | E | 8 876 | 7 896 |
| Achats et charges externes | F | (2 021) | (1 698) |
| Impôts et taxes | | (3 348) | (986) |
| Charges de personnel | G | (12 958) | (12 835) |
| Dotations aux amortissements et provisions | H | (21) | (22) |
| Autres charges | | (315) | (286) |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION | | (9 787) | (7 930) |
| RÉSULTAT FINANCIER | I | 29 769 | 23 163 |
| RÉSULTAT COURANT | | 19 982 | 15 233 |
| Résultat exceptionnel | J | 1 774 | (672) |
| Résultat avant impôts | | 21 756 | 14 561 |
| Impôts sur les bénéfices | K | 834 | 888 |
| RÉSULTAT NET | | 22 590 | 15 449 |

Bilan

En milliers d'euros

| | Notes | Valeurs brutes | Amortissements | 2014 Montants nets | 2013 Montants nets |
|-------------------------------|-------|----------------|----------------|-----------------------|-----------------------|
| ACTIF | | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | |
| Immobilisations incorporelles | L | 4 | 3 | 1 | 1 |
| Immobilisations corporelles | L | 499 | 441 | 58 | 65 |
| Immobilisations financières | M | 126 774 | | 126 774 | 126 113 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ | | 127 277 | 444 | 126 833 | 126 179 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | |
| Créances clients | N | 2 092 | | 2 092 | 3130 |
| Créances financières Groupe | N | 649 | | 649 | 16 |
| Autres créances | N | 59 | | 59 | 55 |
| Disponibilités | O | 17 626 | | 17 626 | 5 240 |
| Charges constatées d'avance | N | 48 | | 48 | 0 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | | 20 474 | 0 | 20 474 | 8 441 |
| TOTAL | | 147 751 | 444 | 147 307 | 134 620 |

En milliers d'euros

| | Notes | 2014 | 2013 |
|--|-------|----------------|----------------|
| Montants avant affectation du résultat | | | |
| PASSIF | | | |
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| Capital social | P | 27 800 | 27 800 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | Q | 15 500 | 15 500 |
| Réserves et report à nouveau | R | 64 932 | 61 782 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | | 22 590 | 15 449 |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | | 130 822 | 120 531 |
| Provisions pour risques et charges | S | 664 | 2 003 |
| DETTES | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 127 | 70 |
| <i>dont concours bancaires courants</i> | | 127 | 70 |
| Emprunts et dettes financières divers | | 7 841 | 5 036 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 312 | 235 |
| Dettes fiscales et sociales | | 7 526 | 6 545 |
| Autres dettes | | 15 | 200 |
| TOTAL DES DETTES | T | 15 821 | 12 086 |
| TOTAL | | 147 307 | 134 620 |

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros

| | 2014 | 2013 |
|---|-----------------|-----------------|
| TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | 5 170 | 1 372 |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ | | |
| Résultat de l'exercice | 22 590 | 15 449 |
| Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité | (1 319) | 2 022 |
| <i>dont dotations nettes aux amortissements et provisions</i> | (1 319) | 2 022 |
| <i>dont plus-values nettes de cessions</i> | | 0 |
| CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT | 21 271 | 17 471 |
| Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité | 1 777 | (1 386) |
| <i>dont créances d'exploitation</i> | 904 | (2 842) |
| <i>dont dettes d'exploitation</i> | 873 | 1 456 |
| FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ | 23 048 | 16 084 |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | | |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles | (14) | - |
| Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | - | - |
| Acquisitions ou augmentations d'immobilisations financières | - | - |
| Acquisitions d'actions propres sous contrat de liquidité | (1 895) | (2 102) |
| Cessions, réductions d'immobilisations financières | 0 | (2) |
| Cessions d'actions propres sous contrat de liquidité | 1 235 | 2 297 |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT | (674) | 193 |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | | |
| Réduction de capitaux propres | | |
| Dividendes versés | (12 300) | (7 726) |
| Variation des dettes financières à long et moyen terme | - | (7 000) |
| Variation des créances financières à court terme | (550) | 3 006 |
| Variation des dettes financières à court terme | 2 805 | (759) |
| FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT | (10 045) | (12 479) |
| VARIATION DE TRÉSORERIE | 12 329 | 3 798 |
| TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE | 17 499 | 5 170 |

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

En milliers d'euros

2014

STRUCTURE FINANCIÈRE

| | |
|-----------------------------|---------|
| Capital | 27 800 |
| Capitaux propres | 130 822 |
| Provisions | 664 |
| Trésorerie nette | 10 301 |
| Valeurs immobilisées nettes | 126 833 |
| Total du bilan | 147 307 |

ACTIVITÉ

| | |
|------------------------------------|---------|
| Produits d'exploitation | 8 876 |
| Résultat d'exploitation | (9 787) |
| Résultat courant avant impôts | 19 982 |
| Résultat net | 22 590 |
| Résultat net par action (en euros) | 12,19 |

I PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

La société Burelle SA a établi ses comptes selon les principes et méthodes du Plan Comptable Général français (Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes 2014 sont identiques à ceux de l'exercice précédent. Les principales méthodes sont les suivantes :

A - Immobilisations incorporelles

Il s'agit essentiellement de marques et de brevets faisant l'objet d'un amortissement sur 20 ans.

B - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et les amortissements sont calculés sur le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

| | |
|--|--------|
| ■ Agencements - Aménagements des constructions | 10 ans |
| ■ Véhicules | 5 ans |
| ■ Mobilier de bureau | 5 ans |
| ■ Matériel informatique | 4 ans |

C - Immobilisations financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition. S'il y a lieu, une provision est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'utilité est notamment déterminée en tenant compte de la quote-part de la situation nette et des perspectives de rentabilité issues des plans à moyen terme des filiales au regard des conditions de marché actuelles.

D - Actions propres et valeurs mobilières de placement

Les achats d'actions propres sont autorisés par les Assemblées Générales Ordinaires antérieures et effectués en vue de leur utilisation :

- dans le cadre d'un contrat de liquidité par un prestataire de services d'investissements et géré conformément à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers,
- de leur annulation ultérieure dans le cadre d'une réduction de capital,
- de l'attribution d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux du Groupe,
- de la conservation des actions acquises et de leur remise ultérieure en échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Le classement comptable des actions propres dépend de la finalité de détention :

- les actions propres détenues en vue de rémunérer d'éventuelles opérations de croissance externe, ou de procéder à des réductions de capital ainsi que les actions propres acquises dans le cadre du contrat de liquidité, sont comptabilisées en titres immobilisés.
- les actions propres affectées à l'exercice des options d'achat d'actions consenties dans le cadre des programmes de stock-options, ou destinées à des plans futurs, mais encore en attente d'affectation, sont comptabilisées en valeurs mobilières de placement. À ce jour, il n'existe pas de programme de stock-options chez Burelle SA.

Le poste « valeurs mobilières de placement » enregistre les achats de fonds commun de placement.

Les actions propres et les valeurs mobilières de placement sont évaluées par catégorie de titres (titres immobilisés, titres acquis dans le cadre du contrat de liquidité, autres valeurs mobilières de placement) selon l'approche « P.E.P.S » dite Premier Entré Premier Sorti.

La valeur brute correspond au prix d'acquisition ; une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur brute est supérieure à la valeur de marché qui correspond à la valeur boursière (moyenne des cours du mois précédant la clôture des comptes) ou au prix d'exercice des options d'achat s'il est supérieur, pour les actions affectées à l'exercice d'options d'achat d'actions.

II NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

E - Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice correspondent, pour l'essentiel, à la facturation aux principales filiales de prestations de services couvrant la gestion, la coordination et l'animation d'activités du Groupe.

La répartition du chiffre d'affaires est la suivante :

| | 2014 | 2013 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ | | |
| Prestations de services | 8 502 | 7 524 |
| Commission de gestion et d'animation | 351 | 349 |
| Autres | 22 | 21 |
| Total | 8 875 | 7 894 |
| PAR MARCHÉ GÉOGRAPHIQUE | | |
| France | 8 875 | 7 894 |
| Étranger | 0 | 0 |
| Total | 8 875 | 7 894 |

La société Burelle SA a conclu une convention de services rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du groupe Burelle SA. Aux termes de cette convention, Burelle SA facture à la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion SNC et à Sofiparc des prestations de services de Direction Générale selon des clés de refacturation qui ont été approuvées par le Conseil d'Administration de Burelle SA le 4 avril 2008 et amendées par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2013.

Au titre de l'exercice 2014, la facturation à ce titre représente un total de 8 502 K€, se décomposant comme suit :

| | 2014 | 2013 |
|-----------------------------|--------------|--------------|
| Plastic Omnium Gestion SNC | 6 331 | 5 541 |
| Sofiparc SAS | 439 | 389 |
| Compagnie Plastic Omnium SA | 1 732 | 1 594 |
| Total | 8 502 | 7 524 |

Par ailleurs, la société Burelle SA a conclu avec Burelle Participations une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations. Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations à Burelle SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, s'est élevé à 351 K€ hors taxes.

Enfin, Burelle Participations sous-loue une partie des bureaux de Burelle SA. Cette sous-location a donné lieu à une facturation de 22 K€ en 2014.

F - Achats et charges externes

| | 2014 | 2013 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|
| Locations et charges locatives | 373 | 378 |
| Honoraires | 461 | 306 |
| Publications et communication | 74 | 98 |
| Services bancaires et assimilés | 345 | 321 |
| Autres achats et charges externes | 768 | 594 |
| Total | 2 021 | 1 698 |

G - Charges de personnel

| | 2014 | 2013 |
|------------------|---------------|---------------|
| Salaires bruts | 8 990 | 7 934 |
| Charges sociales | 3 968 | 4 901 |
| Total | 12 958 | 12 834 |

L'augmentation des charges de personnel reflète celle des rémunérations variables des Dirigeants Mandataires Sociaux qui ont pour base la capacité d'autofinancement consolidée du groupe Burelle après impôts et intérêts payés. Ces rémunérations sont facturées par Burelle SA à ses filiales, la Compagnie Plastic Omnium, Plastic Omnium Gestion et Sofiparc, à hauteur des prestations de services qui leur sont rendues.

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

H - Variations des amortissements et provisions

| | 2013 | + | - | 2014 |
|--|--------------|-----------|--------------|------------|
| SUR ÉLÉMENTS DE L'ACTIF | | | | |
| Brevets | 3 | | | 3 |
| Agencements - Aménagements des constructions | 302 | 2 | | 304 |
| Véhicules de tourisme | 29 | 19 | | 48 |
| Mobilier, matériel informatique | 89 | | | 89 |
| Total | 423 | 21 | | 444 |
| SUR ÉLÉMENTS DE PASSIF | | | | |
| Provisions | 2 003 | 1 | 1 340 | 664 |
| Total | 2 003 | 1 | 1 340 | 664 |

La provision pour risques dotée au 31 décembre 2013 au titre de la vérification de comptabilité sur les exercices 2010 à 2012 a été reprise pour un montant de 1 340 K€, couvrant le montant de la vérification.

I - Résultat financier

| | 2014 | 2013 |
|--|---------------|---------------|
| Produits de participation | 29 752 | 23 187 |
| Produits et charges d'intérêts | 4 | (27) |
| Dotations et reprises sur provisions | 0 | 0 |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | 13 | 3 |
| Total | 29 769 | 23 163 |

Burelle SA a reçu, en 2014, les dividendes suivants :

- 28,7 M€ de la Compagnie Plastic Omnium au lieu de 22,0 M€ en 2013,
- 0,15 M€ de Burelle Participations au lieu de 0,1 M€ en 2013,
- 0,9 M€ de Sofiparc au lieu de 1 M€ en 2013.

J - Résultat exceptionnel

| | 2014 | | |
|---|--------------|-------------|--------------|
| | Produits | Charges | Net |
| Sur opérations en gestion | | (79) | (79) |
| Sur opérations en capital | 532 | (19) | 513 |
| Sur dotations et reprises de provisions | 1 340 | | 1 340 |
| Total | 1 872 | (98) | 1 774 |

Les opérations en capital enregistrées en résultat exceptionnel concernent essentiellement le résultat sur les cessions d'actions propres.

La Société a repris pour un montant de 1 340 K€ la provision pour risques constituée au 31 décembre 2013 dans le cadre de la vérification de comptabilité par l'Administration fiscale (Cf. §H).

K - Impôts sur les bénéfices

| | 2014 | | |
|-------------------------------------|----------|---------|----------|
| | Courant | Except. | Net |
| Résultat net comptable avant impôts | 19 982 | 1 774 | 21 756 |
| Incidences fiscales = Base | (27 651) | 24 | (27 627) |
| | (7 669) | 1 798 | (5 871) |
| Impôts théoriques | | | 0 |
| Impact intégration fiscale | | | 1 203 |
| Autres | | | (369) |
| Total impôts sur les bénéfices | | | 834 |
| Résultat après impôts | | | 22 590 |

Burelle SA est la société-mère d'un groupe fiscal intégrant la filiale Sofiparc SAS. L'économie d'impôt totale réalisée en 2014 grâce à ce groupe fiscal est de 1 203 K€. Cette économie est comptabilisée chez Burelle SA en produits.

Les déficits reportables du Groupe s'élèvent à 68 625 K€.

III NOTES SUR LE BILAN

Les montants indiqués sont présentés en valeurs brutes.

L - Immobilisations incorporelles et corporelles

| | 2013 | + | - | 2014 |
|--|------------|-----------|----------|------------|
| Brevets | 4 | | | 4 |
| Agencements - Aménagements des constructions | 305 | 7 | | 313 |
| Véhicules de tourisme | 91 | | | 91 |
| Mobilier | 73 | 7 | | 80 |
| Matériel informatique | 15 | | | 15 |
| Total | 488 | 14 | 0 | 503 |

M - Immobilisations financières

| | 2013 | + | - | 2014 |
|------------------------------------|----------------|--------------|--------------|----------------|
| Titres de participation | 118 617 | | | 118 617 |
| - Actions propres | 7 420 | 1 895 | 1 235 | 8 080 |
| Autres immobilisations financières | 76 | 1 | | 77 |
| Total | 126 113 | 1 896 | 1 235 | 126 774 |

À la date de clôture, Burelle SA détient 56,60 % du capital de la Compagnie Plastic Omnium (68 583 K€) et 100 % de celui de Sofiparc (24 979 K€) et de Burelle Participations (25 000 K€).

Au 31 décembre 2014, Burelle SA détient 96 948 actions propres (5,23 % d'autocontrôle) :

- 93 515 affectées en vue d'opérations de croissance externe
- 3 433 acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

N - Créances

| | 2014 | Échéance - 1 an | Sociétés liées |
|-----------------------------|--------------|-----------------|----------------|
| Créances clients | 2 092 | 2 092 | 2 092 |
| Créances fiscales | 57 | 57 | |
| Autres créances | 651 | 651 | 649 |
| Charges constatées d'avance | 48 | 48 | |
| Total | 2 848 | 2 848 | 2 741 |

Les créances clients correspondent à la facturation :

- des prestations de services du 4^e trimestre 2014
- du loyer de sous-location du 2^e semestre 2014
- de la cotisation au plan de pension complémentaire 2014.

Aucune créance n'a d'échéance supérieure à un an.

O - Disponibilités

| | 2013 | + | - | 2014 |
|---------------------------------|--------------|---------------|------------|---------------|
| Valeurs mobilières de placement | 5 190 | 13 325 | 939 | 17 576 |
| Disponibilités | 50 | | 1 | 49 |
| Total | 5 240 | 13 325 | 940 | 17 625 |

P - Capital social

Le capital social s'élève à 27 799 725 €, représenté par 1 853 315 actions d'une valeur nominale de 15 € chacune.

Il n'a pas varié au cours de l'exercice.

Q - Primes d'émission, de fusion et d'apport

Le montant des primes d'émission, de fusion et d'apport s'élève à 15 500 K€.

R - Réserves & report à nouveau

| | 2013 | Résultat N-1 | Dividendes | 2014 |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Réserve légale | 2 780 | | | 2 780 |
| Réserves indisponibles | 533 | | | 533 |
| Autres réserves | 18 686 | | | 18 686 |
| Report à nouveau | 39 784 | 15 449 | 12 300 | 42 933 |
| Total | 61 783 | 15 449 | 12 300 | 64 932 |

S - Provisions

| | 2013 | + | - | 2014 |
|------------------------|--------------|----------|--------------|------------|
| Provision pour risques | 2 000 | | 1 340 | 660 |
| Provision pour charges | 3 | 1 | | 4 |
| Total | 2 003 | 1 | 1 340 | 664 |

Cf. paragraphes H et J.

T - Dettes

| | 2014 | Échéance - 1 an | Sociétés liées |
|---------------------------|---------------|-----------------|----------------|
| Établissements de crédit | 127 | 127 | |
| Dettes financières Groupe | 7 841 | 7 841 | 7 841 |
| Fournisseurs | 312 | 312 | |
| Dettes sociales | 5 582 | 5 582 | |
| Dettes fiscales | 1 944 | 1 944 | |
| Autres dettes | 15 | 15 | 15 |
| Total | 15 821 | 15 821 | 7 856 |

Annexe aux comptes annuels

En milliers d'euros

IV - INFORMATIONS DIVERSES

U - Engagements hors bilan

Il n'existe à la clôture aucun engagement significatif ou qui pourrait le devenir dans le futur.

V - Effectif moyen

L'effectif moyen est de huit personnes.

W - Avantages du personnel

Le montant des indemnités de fin de carrière, non comptabilisées au 31 décembre 2014, dans les comptes sociaux de la société Burelle SA s'élève à 4 204 K€ (3 481 K€ au 31 décembre 2013).

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

| | |
|---|---------------|
| ■ Taux d'actualisation : | 1,75 % |
| ■ Taux de croissance attendu des salaires : | 1,7 % à 2,7 % |
| ■ Taux d'inflation : | 1,7 % |

Par ailleurs, un plan de pension complémentaire pour les cadres dirigeants a été mis en place en 2003. Les engagements au titre de ce plan sont intégralement couverts par un contrat d'assurance externe au Groupe. Par conséquent, aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2014.

X - Avances et crédits alloués aux dirigeants

Aucun crédit, ni avance n'a été alloué aux dirigeants de la Société conformément à l'article L225-43 du Code de commerce.

Y - Rémunération des dirigeants et des membres du Conseil d'Administration

La rémunération des organes d'administration et de direction durant l'exercice 2014, y compris les jetons de présence, s'élève à 8 124 K€.

Z - Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2014.

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2014

En milliers d'euros

| Sociétés | Capital social | Capitaux propres autres que le capital social | Quote-part de capital détenue (en %) | Valeur comptable des titres détenus brute et nette | Prêts et avances consentis par la société | Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé | Bénéfice ou (perte) du dernier exercice écoulé | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice |
|---|----------------|---|--------------------------------------|--|---|---|--|--|
| FILIALES | | | | | | | | |
| Compagnie Plastic Omnium SA 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07 | 9 215 | 1 073 639 | 56,6 % | 68 583 68 583 | 0 | 2 954 | 184 324 | 28 684 |
| Sofiparc SAS 19, avenue Jules Carteret 69342 Lyon Cedex 07 | 24 578 | 12 296 | 100,0 % | 24 979 24 979 | 0 | 7 783 | 1 982 | 918 |
| Burelle Participations SA 1, rue François 1 ^{er} 75008 Paris | 25 000 | 5 909 | 100,0 % | 25 000 25 000 | 0 | 0 | 1 297 | 150 |
| PARTICIPATIONS | | | | | | | | |
| Autres titres | | | | 55 55 | | | | 0 |
| TOTAL | | | | 118 617 <i>118 617</i> | | | | 29 752 |

Aucun aval ou caution n'a été donné par Burelle SA en faveur de ses filiales.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Burelle SA tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note I de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation et des actions propres. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables, et apprécié les hypothèses retenues et les évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux, ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 13 avril 2015

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article R 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Commission de gestion et d'animation avec Burelle Participations SA

Votre Société a conclu une convention de services rémunérant le rôle de ses dirigeants dans l'animation et la gestion de Burelle Participations SA. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 4 avril 2008.

Le montant de la commission de gestion et d'animation due par Burelle Participations SA à Burelle SA au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, s'est élevé à 350 776 euros.

Personnes intéressées : MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié.

Prestations de services de la Direction Générale du Groupe auprès des sociétés Compagnie Plastic Omnium SA et Sofiparc SAS

Votre Société a conclu une convention de services, révisée au deuxième semestre 2001, rémunérant les prestations d'animation et de coordination de l'ensemble des activités du Groupe. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2000. Ces prestations sont facturées à différentes sociétés du Groupe selon des clefs de répartition utilisées depuis le début de l'exercice 2013, qui ont été approuvées par votre Conseil d'Administration du 26 juillet 2013.

Au titre de cette convention conclue avec les différentes sociétés du Groupe, les prestations de services de la Direction Générale comptabilisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'élèvent respectivement à :

| | |
|-------------------------------|-----------------|
| ■ Sofiparc SAS | 381 628 euros |
| ■ Compagnie Plastic Omnium SA | 1 505 089 euros |

En complément de cette facturation, les Conseils d'Administration de Burelle SA du 19 décembre 2003 et de Compagnie Plastic Omnium SA du 11 décembre 2003 ont approuvé la mise en place d'un plan de retraite complémentaire allouant à certains cadres du Groupe et aux Dirigeant Mandataires Sociaux, un complément de retraite de 10% de leur rémunération actuelle. Une quote-part de ces charges portées par Burelle SA est refacturée à la Compagnie Plastic Omnium SA et à Sofiparc SAS dans la même proportion que celle arrêtée pour les prestations de services de Direction Générale. Votre Conseil d'Administration du 2 avril 2014 a confirmé son accord pour le plafonnement de ce complément de retraite à huit fois le PASS (plafond annuel de la Sécurité Sociale).

Au titre de l'année 2014, les montants suivants ont été facturés aux filiales du Groupe au titre du plan de retraite complémentaire :

| | |
|-------------------------------|---------------|
| ■ Sofiparc SAS | 44 408 euros |
| ■ Compagnie Plastic Omnium SA | 185 580 euros |

Personnes intéressées : Mme Éliane Lemarié et MM. Jean Burelle, Laurent Burelle et Paul Henry Lemarié.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 13 avril 2015

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise (13^e résolution)

Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juin 2015

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider une augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés ou anciens salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce, et qui sont adhérents à un plan d'épargne entreprise ainsi qu'à tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les titres ainsi émis seraient souscrits par eux, pour un montant maximal égal à 3% du capital social existant à la date de la présente Assemblée, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente assemblée, la compétence pour décider une augmentation de capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établissons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Fait à Paris-La Défense et Paris, le 13 avril 2015

MAZARS
Jean-Luc BARLET

CAILLIAU DEDOUIT ET ASSOCIÉS
Stéphane LIPSKI

Commissaires aux Comptes
Membres des Compagnies Régionales de Versailles et de Paris

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Première résolution : Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2014 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que toutes les opérations et mesures traduites par ces comptes ou résumées dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et desquels il résulte un bénéfice net de 22 589 963,45 euros.

Deuxième résolution : affectation du résultat et fixation du montant du dividende

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat net de l'exercice s'élève à 22 589 963,45 euros et que le report à nouveau est de 42 933 450,01 euros, décide l'affectation de la somme nette représentant un montant de 65 523 413,46 euros telle qu'elle est proposée par le Conseil d'Administration, à savoir :

| | |
|---|----------------------------|
| • Dividendes sur 1 853 315 actions existantes au 31 décembre 2014 | 14 826 520,00 euros |
| • Report à nouveau | 50 696 893,46 euros |
| Total | 65 523 413,46 euros |

L'Assemblée fixe, en conséquence, le dividende pour l'exercice 2014 à 8 euros par action. L'intégralité de cette distribution est éligible, pour les personnes physiques domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende sera détaché le **5 juin 2015** et mis en paiement à la date fixée par le Conseil d'Administration, soit le **9 juin 2015**.

Les dividendes non versés en raison des actions propres qui seraient détenues par Burelle SA au moment de la mise en paiement seraient affectés au report à nouveau.

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents, dividendes non versés sur actions propres déduits :

| Exercice | Nombre d'actions rémunérées | Sommes réparties en euros | Dividende* en euros |
|----------|--|---------------------------|---------------------|
| 2011 | 1 751 596 actions entièrement libérées | 7 006 384 | 4,00 |
| 2012 | 1 755 828 actions entièrement libérées | 7 725 643 | 4,40 |
| 2013 | 1 757 101 actions entièrement libérées | 12 299 707 | 7,00 |

* Montant intégralement éligible à l'abattement de 40 % en 2011, 2012 et 2013 prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Troisième résolution : Conventions et engagements réglementés (anciennes conventions s'étant poursuivies au cours de l'exercice)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des informations mentionnées dans ce rapport concernant la poursuite au cours de l'exercice de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs.

Quatrième résolution : approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve, tels qu'ils lui sont présentés, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, avec toutes les opérations qu'ils traduisent ou qui sont résumées dans ces rapports et desquels il résulte un résultat net consolidé part du Groupe bénéficiaire de 134 millions d'euros.

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

Cinquième résolution : Autorisation à donner au Conseil d'Administration d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration à acquérir les actions de la Société, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de commerce en vue :

- d'assurer l'animation du cours ou la liquidité de l'action Burelle SA par un prestataire de service d'investissements dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique de l'AMAFI admise par l'AMF ; ou
- d'annuler tout ou partie des titres rachetés dans le cadre d'une réduction de capital qui serait décidée ou autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire ; ou
- de les attribuer ou de les céder à des salariés ou anciens salariés ou des mandataires sociaux ou anciens mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation applicable, notamment dans le cadre de plans d'options d'actions, d'opérations d'attribution gratuite d'actions existantes ou de plans d'épargne d'entreprise ou inter-entreprise ; ou
- de les conserver ou de les remettre ultérieurement à titre d'échange, de paiement ou autre, dans le cadre d'opérations de croissance externe ; ou
- de mettre en œuvre toute pratique de marché admise ou qui viendrait à être admise par les autorités de marché ;

et selon les modalités suivantes :

- le nombre maximum d'actions acquises en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ne pourra excéder 5 % du capital social au jour de la présente décision,
- le nombre total maximum d'actions acquises ne pourra excéder 10 % du capital social au jour de la présente décision, soit 1 853 315 actions représentant un nombre total maximum de 185 331 actions,
- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 1 200 euros par action.

Au 31 décembre 2014, Burelle SA détenait 96 948 actions propres. En cas d'utilisation de ces actions propres, le montant maximum que la Société serait amenée à déboursier pour acquérir 185 331 actions s'élève à 222 397 200 d'euros.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs, sur le marché boursier ou de gré à gré. Ces moyens incluent l'utilisation de tout instrument financier dérivé, négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place d'opérations optionnelles telles que des achats et ventes d'options d'achat ou de vente. Ces opérations pourront être effectuées à tout moment sauf en période d'offre publique visant la Société.

À moins qu'elle le constate elle-même, l'Assemblée Générale délègue au Conseil d'Administration le pouvoir d'ajuster le nombre maximum d'actions pouvant être acquises et le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action dans la limite du plafond de 10 % du capital et du montant de 222 397 200 euros mentionné ci-dessus.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés arithmétiquement dans la proportion requise par la variation du nombre total d'actions déterminée par l'opération.

La présente autorisation prend effet à l'issue de la présente Assemblée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour ; elle annule et remplace celle donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014 dans sa cinquième résolution pour sa partie non utilisée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente autorisation, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, notamment auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, et généralement, faire tout ce qui est nécessaire.

Sixième résolution : Avis sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à M. Jean Burelle

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-MEDEF de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Jean Burelle, Président-Directeur Général, tels que présentés dans la

section 'Rémunérations des Mandataires Sociaux' du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux.

Septième résolution : Avis sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à M. Laurent Burelle

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-MEDEF de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Laurent Burelle, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans la section 'Rémunérations des Mandataires Sociaux' du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux.

Huitième résolution : Avis sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à M. Paul Henry Lemarié

L'Assemblée Générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-MEDEF de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Paul Henry Lemarié, Directeur Général Délégué, tels que présentés dans la section 'Rémunérations des Mandataires Sociaux' du rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale sur les comptes sociaux.

Neuvième résolution : Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Jean Burelle)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Jean Burelle.

Le mandat de Monsieur Jean Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dixième résolution : Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Laurent Burelle)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Laurent Burelle.

Le mandat de Monsieur Laurent Burelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Onzième résolution : Renouvellement du mandat d'un Administrateur (Mme Éliane Lemarié)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Madame Éliane Lemarié.

Le mandat de Madame Éliane Lemarié prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Douzième résolution : Renouvellement du mandat d'un Administrateur (M. Henri Moulard)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, renouvelle, pour une durée de trois ans, le mandat d'Administrateur de Monsieur Henri Moulard.

Le mandat de M. Henri Moulard prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Texte des résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2015

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Treizième résolution : Délégation de compétence au Conseil d'Administration pour décider l'augmentation du capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, du rapport des Commissaires aux Comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

- délègue au Conseil d'Administration la compétence de décider de procéder en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission d'actions réservées aux salariés ou anciens salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens des dispositions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et qui sont adhérents à un plan d'épargne entreprise ainsi qu'à tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les titres ainsi émis seraient souscrits par eux,
 - décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions émises en vertu de la présente délégation de compétence, au profit des salariés ou anciens salariés de la Société ou des sociétés qui lui sont liées au sens des dispositions de l'article L. 233-16 du Code de commerce, et qui sont adhérents à un plan d'épargne entreprise ainsi qu'à tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les titres émis seraient souscrits par eux,
 - fixe à vingt-six mois, à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation et prend acte que cette délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet,
 - décide de fixer à 3% du capital social existant à la date de la présente Assemblée l'augmentation de capital qui pourrait ainsi être réalisée, soit, à titre indicatif au 30 avril 2015, une augmentation de capital social d'un montant nominal maximal de 834 000 euros par l'émission de 55 600 actions nouvelles,
 - décide que le prix des actions souscrites par les bénéficiaires visés ci-dessus, en application de la présente délégation de compétence, sera fixé conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail.
- décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet notamment :
 - de fixer les conditions que devront remplir les salariés ou anciens salariés pour pouvoir souscrire, individuellement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement, aux titres émis en vertu de la présente délégation de compétence,
 - d'arrêter les conditions de l'émission,
 - d'arrêter la liste des sociétés dont les salariés pourront bénéficier de l'émission,
 - de décider le montant à émettre, le prix d'émission, les dates et modalités de chaque émission,
 - de fixer les délais accordés aux adhérents pour la libération de leurs titres,
 - d'arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, ou décider de majorer le montant de ladite augmentation pour que la totalité des souscriptions reçues puisse être effectivement servie,
 - d'imputer, le cas échéant, les frais, droits et honoraires occasionnés par de telles émissions sur le montant des primes d'émission et prélever, le cas échéant, sur les montants des primes d'émission, les sommes nécessaires pour les affecter à la réserve légale au niveau requis par la législation et la réglementation en vigueur,
 - d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et, notamment, pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, la cotation, la négociabilité et le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, et pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et modifier corrélativement les statuts.

Quatorzième résolution : Mise en harmonie des statuts

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide :

- de modifier l'article 4 - Siège social des statuts, pour préciser qu'il est situé 19 boulevard Jules Carteret au lieu de 19 avenue Jules Carteret.

En conséquence, l'article 4 - Siège social est modifié de la manière suivante :

« ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : Lyon (69007), 19 boulevard Jules Carteret. »

Le reste de l'article est inchangé.

- de mettre en harmonie les paragraphes 3), 6) et 7) de l'article 16 des statuts avec les dispositions du décret du 8 décembre 2014 modifiant l'article R 225-85 du Code de commerce et celles de la loi du 29 mars 2014 modifiant l'article L 225-124 du Code de commerce et en conséquence de modifier la rédaction de la manière suivante, le reste demeurant inchangé :

« 3) Tout propriétaire d'actions peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées, sur justification de son identité et de l'inscription en compte des titres à son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du code de commerce, au deuxième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, cette inscription dans les comptes de titres au porteur étant justifiée par le dépôt d'une attestation de participation dans le même délai et au lieu mentionné dans la convocation. »

« 6) Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions fixées par la loi. Le formulaire de vote par correspondance, pour être pris en compte, doit être reçu par la Société deux jours avant la date de réunion de l'assemblée, accompagné de la justification d'une inscription nominative ou d'une attestation de participation comme indiqué ci-dessus. »

« 7) Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées, pour lesquelles il sera justifié d'une inscription depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Ce droit est conféré, dès leur émission, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison des actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Toute action transférée en propriété perd ce droit de vote double; néanmoins le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de trois ans, s'il est en cours. La fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires si celles-ci en bénéficient. »

Quinzième résolution : Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités de publicité prescrites par la loi.

Résultats financiers des cinq derniers exercices

En milliers d'euros

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 1 - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE | | | | | |
| a) Capital social | 28 055 | 27 800 | 27 800 | 27 800 | 27 800 |
| b) Nombre d'actions émises | 1 870 303 | 1 853 315 | 1 853 315 | 1 853 315 | 1 853 315 |
| c) Nombre d'obligations convertibles en actions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE | | | | | |
| a) Chiffre d'affaires hors taxes | 5 036 | 6 663 | 7 187 | 7 894 | 8 875 |
| b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions | 3 313 | (230) | 15 308 | 16 582 | 20 437 |
| c) Impôts sur les bénéfices | (1 131) | (1 104) | (1 302) | (888) | (834) |
| d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions | (1 588) | 11 294 | 16 594 | 15 449 | 22 590 |
| e) Montant des bénéfices distribués | 2 628 | 7 006 | 7 726 | 12 300 | 14 827 |
| 3 - RÉSULTATS PAR ACTION (en euros) | | | | | |
| a) Bénéfice après impôts avant amortissements et provisions | 2,38 | 0,47 | 8,96 | 9,42 | 11,48 |
| b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions | (0,85) | 6,09 | 8,95 | 8,34 | 12,19 |
| c) Montant des bénéfices distribués | 1,50 | 4,00 | 4,40 | 7,00 | 8,00 |
| 4 - PERSONNEL | | | | | |
| a) Nombre de salariés | 7 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| b) Montant de la masse salariale | 5 699 | 6 950 | 6 788 | 7 934 | 8 990 |
| c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Oeuvres...) | 1 882 | 2 742 | 4 211 | 4 900 | 3 969 |

RAPPORT FINANCIER

Informations

BURELLE SA

Direction Générale de Burelle SA

1, rue François 1^{er} - 75008 Paris
Tél : +33 (0) 1 40 87 65 00
Fax : +33 (0) 1 40 87 96 80
Site internet : <http://www.burelle.fr>

Siège administratif

1, allée Pierre Burelle - 92593 Levallois cedex
Tél : +33 (0) 1 40 87 64 00

Siège social

19, boulevard Jules Carteret - 69007 Lyon

Service du titre

CM - CIC Securities
Middle Office Emetteurs
6, avenue de Provence
75441 Paris cedex 09

Informations financières

1, rue François 1^{er} - 75008 Paris
Tél : + 33 (0) 1 40 87 65 00
Fax : + 33 (0) 1 40 87 96 80
Investor.relations@burelle.com

Filiales

Compagnie Plastic Omnium SA

1, allée Pierre Burelle - 92593 Levallois cedex
Tél : +33 (0) 1 40 87 64 00

Sofiparc

1, allée Pierre Burelle - 92593 Levallois cedex
Tél : +33 (0) 1 40 87 64 00

Burelle Participations

1, rue François 1^{er} - 75008 Paris
Tél : +33 (0) 1 40 87 65 00

Contrôleurs légaux des comptes

Titulaires

Mazars

Membre de la Compagnie régionale de Versailles
Représenté par Jean-Luc Barlet
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex

Cailliau, Dedouit et Associés

Membre de la Compagnie régionale de Paris
Représenté par Stéphane Lipski
19, rue Clément Marot
75008 Paris

Suppléants

Gilles Rainaut

Membre de la Compagnie régionale de Versailles
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex

Didier Cardon

Membre de la Compagnie régionale de Paris
19, rue Clément Marot
75008 Paris

Burelle SA

Société Anonyme au Capital de 27 799 725 euros
RCS : Lyon 785 386 319
APE : 741J

RAPPORT FINANCIER

Conception, rédaction et coordination : Cap & Cime PR.
Imprimé en France en mai 2015 par un professionnel labellisé Imprim' Vert.
Crédits photos : Jean-Lionel Dias, Magali Delporte, Franck Brunel, Céline Clanet, X
Merci à la photothèque Porsche.